

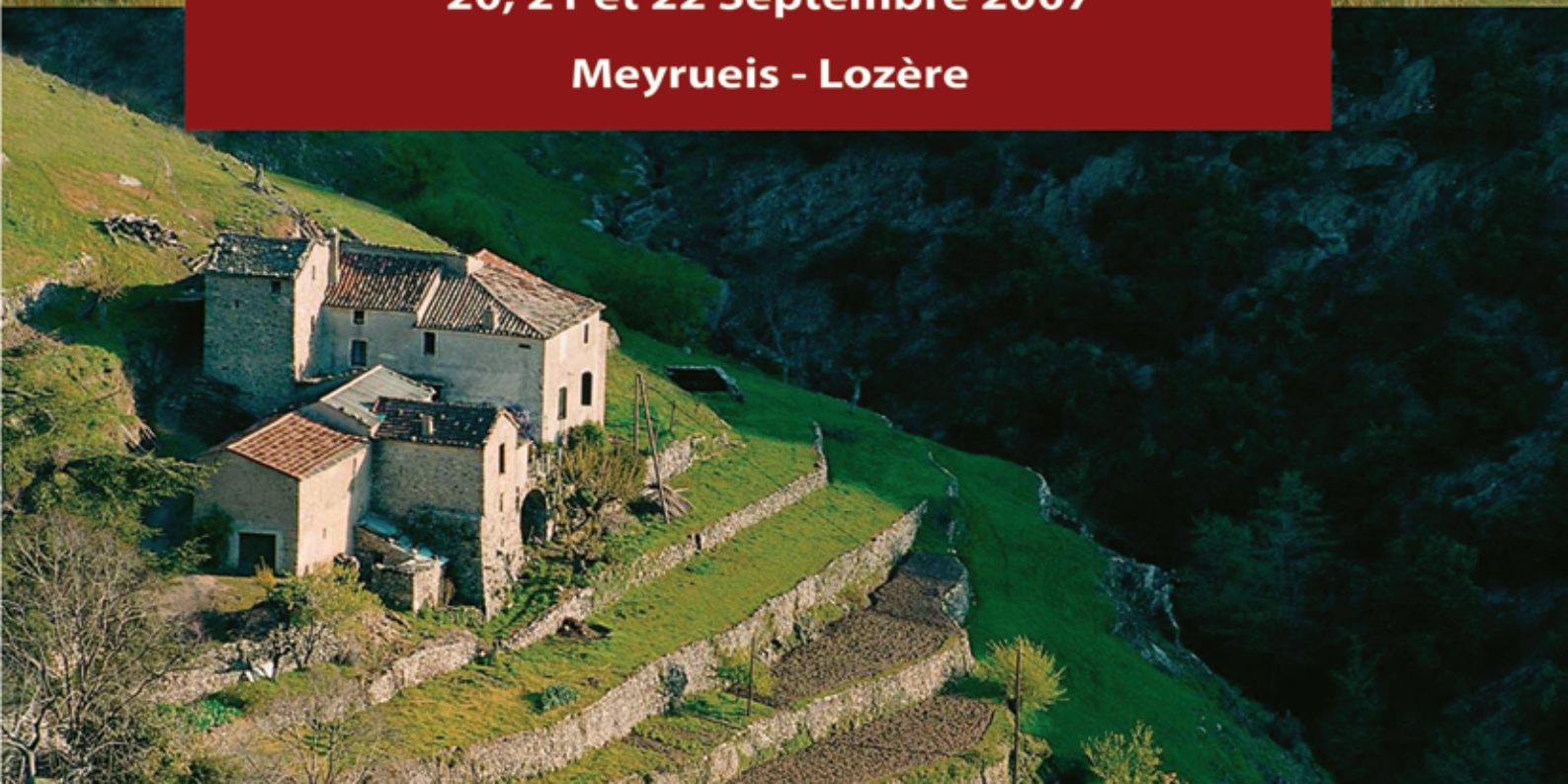
Les paysages culturels de l'agro pastoralisme méditérranéen



REUNION THEMATIQUE D'EXPERTS

20, 21 et 22 Septembre 2007

Meyrueis - Lozère



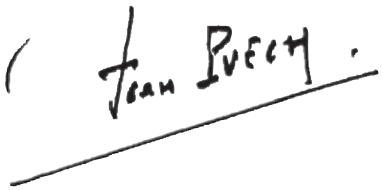
AVANT PROPOS

A l'initiative de l'Etat français et en partenariat avec l'Association de valorisation des territoires des Causses et des Cévennes, ont été réunis, du 20 au 22 septembre, à Meyrueis (Lozère-France), au cœur d'un territoire emblématique, une quarantaine d'experts internationaux du bassin méditerranéen. Pendant trois jours, ils ont débattu du concept de paysage culturel évolutif en s'appuyant sur les exemples offerts par les espaces ruraux méditerranéens où l'agro pastoralisme s'est maintenu.

Les échanges de connaissances et d'expériences ont été d'une grande richesse. Je tiens à souligner la qualité du travail des participants, scientifiques, agronomes, géographes et historiens. Ce cahier des actes du colloque[1] rassemble l'ensemble des contributions des experts. Il traduit la diversité des situations rencontrées et la diversité des analyses présentées.

A l'occasion de cette rencontre les chercheurs ont souhaité constituer un réseau de spécialistes. Ils pourront ainsi poursuivre les échanges et œuvrer collectivement à la préservation de savoir faire et de caractères culturels exceptionnels et universels liés à ces types de milieux.

Je me félicite que l'émergence de ce réseau sur les questions d'agro pastoralisme puisse conforter la notion de paysages culturels évolutifs vivants que l'UNESCO entend promouvoir. Les conclusions seront aussi très utilement exploitées pour répondre à la demande d'informations complémentaires du comité du patrimoine mondial relatif au dossier de demande d'inscription au patrimoine de l'UNESCO, présenté pour la région Causses-Cévennes, dossier qui nous mobilise depuis plusieurs années.



Jean PUECH
Ancien Ministre
Sénateur
Président de l'AVECC

L'édition des Actes a été réalisé sous le contrôle d'un comité éditorial issu du séminaire, comprenant Daniel CREPIN, Jean-Luc GUERIN, Alain BOURBOUZE, Marc DIMANCHE, Alain MAZAS, Jean-Paul CHASSANY, ce dernier assurant la responsabilité scientifique de l'ensemble.

LES POINTS FORTS DU SEMINAIRE

Jean-Luc GUERIN,

Ingénieur général du Génie Rural et des Eaux et Forêts, conseil général de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Espaces Ruraux (MAPE) Paris

La candidature des Causses et des Cévennes au patrimoine mondial de l'UNESCO a été examinée en juillet 2006 lors de la réunion de Vilnius. Le comité du patrimoine mondial a décidé de renvoyer la proposition d'inscription pour complément d'instruction en suggérant une inflexion de la présentation autour de la notion de paysages façonnés par l'agro pastoralisme. En effet, ce thème est sous-représenté sur la liste du patrimoine mondial, comme l'indique l'ICOMOS dans son étude « Combler les lacunes ».

Au-delà de l'amendement du dossier des Causses et Cévennes, la France en accord avec le Centre du Patrimoine mondial de l'UNESCO et les organismes consultatifs, souhaite contribuer plus largement à la prise en compte dans le patrimoine mondial des paysages liés à l'agro pastoralisme plus particulièrement sur le pourtour méditerranéen. En conséquence, il a été décidé d'organiser au cœur des Causses et des Cévennes, régions de moyennes montagnes méditerranéennes, à Meyrueis chef lieu d'un canton français du département de la Lozère, une réunion d'experts sur ce thème. Ce séminaire avait donc pour but de susciter une première approche thématique et comparative de cette tradition ancienne du bassin méditerranéen.

Les trois journées ont été suivies par quarante quatre participants, représentant neuf pays du bassin méditerranéen, ainsi que par les représentants du Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO, de l'ICOMOS, de l'UICN, de l'EFNCP, de l'État français et des responsables élus représentant les collectivités territoriales locales.

La présentation de situations concrètes dans différents pays du bassin méditerranéen a conduit à développer la réflexion sur la caractérisation et la patrimonalisation des paysages et sur les enjeux techniques, économiques et culturels de l'agro pastoralisme en milieu méditerranéen. Les exposés ont mis en lumière, d'une part les atouts de cette activité, beaucoup plus moderne qu'on ne le pense habituellement, d'autre part les menaces dont elle est l'objet. Sur un autre plan, les experts ont abordé la question des politiques publiques susceptibles de renforcer une valorisation agro pastorale de milieux exceptionnels en termes de biodiversité et de paysages. Plus globalement, ils ont permis de mieux comprendre et interpréter les dynamiques en cours.

De ces trois jours de débats intenses et d'une grande richesse scientifique, il apparaît que l'agro pastoralisme méditerranéen constitue bien un des grands ensembles de systèmes pastoraux dans le monde. Les paysages qui leur sont liés renferment, dans un cadre souvent spectaculaire, des motifs d'intérêt de grande valeur patrimoniale, parmi lesquels des espèces, des écosystèmes et des habitats naturels remarquables, ainsi que les traces de l'activité humaine qui les ont façonnés. Ces paysages portent d'importantes valeurs associées aux traditions, aux savoir-faire et aux religions. Ces sociétés agro-pastorales ont mis au point des systèmes adaptés et complexes, alliant pastoralisme, cultures et forêts, exploitation intensive et extensive des ressources fourragères spontanées, sédentarité, nomadisme et transhumance. De plus ces systèmes se montrent flexibles, adaptables aux changements locaux et mondiaux du climat et des marchés et résilients, c'est-à-dire capables de se régénérer après un affaiblissement.

Les experts ont également souligné que si plusieurs sites sont susceptibles d'être proposés pour témoigner de l'agro pastoralisme méditerranéen sur la liste du Patrimoine mondial, ils pourraient et

présentent ensemble une série de biens reliés à un même ensemble climatique et culturel régional et complémentaires. Cela n'empêchait pas qu'un des sites d'une même série soit inscrit avant les autres, si son dossier est prêt et s'il possède à lui seul une valeur universelle exceptionnelle.

Les participants ont souhaité poursuivre les travaux engagés au sein d'un réseau associant professionnels, acteurs institutionnels et chercheurs afin de mettre en valeur et de préserver les cultures, les savoir-faire et les paysages du pastoralisme de moyenne montagne en Méditerranée. Un groupe de travail, dirigé par Tahar Berchiche, Secrétaire général de la commission nationale algérienne pour l'éducation et la science, anime ce projet.

Enfin, une synthèse des travaux, enrichie par une grande réactivité des participants, a permis de produire les « recommandations » de la réunion thématique d'experts sur les paysages culturels de l'agro pastoralisme méditerranéen que le lecteur trouvera en conclusion.

Outre les discours d'ouverture du séminaire, prononcés par les représentants de l'Etat et des partenaires locaux, le présent ouvrage reprend en grande partie l'ordre des présentations prévues dans le programme, à savoir :

- les attentes des organismes internationaux,
- les enjeux du pastoralisme et de la patrimonialisation des paysages agro pastoraux,
- des études nationales du pastoralisme méditerranéen,
- les réseaux interdisciplinaires et interprofessionnels de l'agro pastoralisme existants,
- des analyses apportant des éclairages complémentaires originaux,
- les premières conclusions et recommandations du séminaire.

La publication et les recommandations des actes de cette réunion d'experts de Meyrueis s'adressent à l'UNESCO, au Comité du patrimoine mondial, au Centre du patrimoine mondial, aux Organismes consultatifs (ICOMOS et UICN), aux États parties qui souhaitent présenter la candidature de paysages culturels agropastoraux sur la liste du Patrimoine mondial ou en possèdent déjà, et plus généralement à tous ceux qui sont concernés par la gestion de tels sites.

OUVERTURE DU SEMINAIRE

Intervention de Monsieur Paul MOURIER Préfet de la Lozère

Coordinateur du dossier de candidature au patrimoine mondial
de l'UNESCO des Causses et des Cévènnes

Mesdames, messieurs,

J'ai le très grand plaisir de vous accueillir ici à Meyrueis, au cœur de l'espace Causses – Cévennes, en ma qualité de préfet de la LOZERE, préfet cordonnateur du dossier de candidature de ce territoire à une inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO.

Permettez-moi tout d'abord de vous souhaiter la bienvenue au nom de tous les acteurs de ce territoire qui se réjouissent de la tenue de ce colloque. Je vous dirai ensuite pourquoi le pastoralisme est une préoccupation qui les mobilise et enfin tous les vœux que je formule pour la pleine réussite de ce séminaire.

Ce territoire assez vaste, prés de la moitié de l'Ile de France, est composé de cinq départements et de trois Régions qui se sont fortement impliqués dans la préparation du dossier de candidature et qui ont été volontaires pour prendre en charge, aux côtés de l'Etat, l'organisation de ce séminaire dédié à l'agro pastoralisme. Ils sont très fiers, tout comme moi, que le territoire Causses - Cévennes et Meyrueis en particulier aient été choisis pour la tenue de ce premier séminaire.

Comme vous le savez et ce que Catherine Bergeal, représentant J.M. Michel Directeur de la Nature et des paysages au Ministère de l'Ecologie et du développement durable, aura l'occasion d'évoquer plus longuement, le dossier déposé en janvier 2005 a été renvoyé à l'Etat français pour complément d'information par le comité du Patrimoine Mondial lors de la session de Vilnius en juillet 2006.

Faisant suite aux recommandations de ce même comité, la France a décidé d'initier une réflexion autour de l'agro pastoralisme, comme origine et composante essentielle de paysages culturels. Cette démarche vise à élaborer les bases d'une analyse comparative sur les paysages agropastoraux et favoriser la création d'un réseau international d'experts en la matière. Ce séminaire doit permettre de donner un contenu à la notion de paysages culturels, paysages façonnés par les activités humaines en général et le pastoralisme en particulier.

En effet la catégorie des paysages culturels évolutifs vivants est une catégorie nouvelle, entre les catégories des biens culturels ou naturels, proposés au classement par l'UNESCO. Le concept de paysage culturel a été promu par la France, en particulier au colloque de la Petite Pierre en 1992. Lors de la réunion de Vilnius on a pu vérifier que ce concept faisait encore débat et méritait un approfondissement.

Ce colloque doit permettre de mieux définir « le paysage culturel » dont les contours ont besoin d'être cernés avec une meilleure précision et préconiser les méthodes de sa gestion pérenne. Je souhaite avec tous les acteurs de ce territoire que la synthèse de vos réflexions permette de se rapprocher de cet objectif.

Nous serons en effet très attentifs au contenu des échanges que j'espère fructueux d'idées et de savoir-faire, qui nous permettront bien sûr d'améliorer le contenu du dossier Causses-Cevennes, mais surtout de fournir aux gestionnaires de ce territoire des idées nouvelles pour mieux le valoriser afin de mieux le protéger. Vous ne l'ignorez pas les paysages agro pastoraux sont des espaces sensibles et fragiles puisque évolutifs, et il convient de savoir avec précision ce qu'il y a lieu de faire pour les protéger.

L'agro pastoralisme est bien au cœur des préoccupations des acteurs de ce territoire, et vous le percevrez mieux à travers les rencontres organisées avec les acteurs locaux et les éleveurs au cours de ce séminaire. En effet l'initiative de ce colloque, prise par les ministères de la culture et de l'écologie, rencontre les initiatives locales engagées pour le maintien et le développement de cette

activité . En effet le Parc National des Cévennes et SupAgro Montpellier, antenne de Florac, situés à la jonction des Causses et des Cévennes ont décidé de s'associer autour de la thématique « gestion et maintien de la biodiversité ». Deux actions illustrent tout à fait cette volonté et se situent dans une thématique voisine de vos préoccupations :

C'est ainsi qu'en 2006 une convention a été initiée entre le P.N.C. et les organismes de recherche de Sup-agro afin d'installer sur une propriété du Parc National à Cros-Garnon une exploitation agricole d'expérimentations en matière d'agropastoralisme et de gestion extensive du territoire;

Tout récemment ils ont ensemble organisé à Florac un séminaire sur la thématique « gestion et conservation de la biodiversité ». Je sais qu'à la fin de votre colloque une restitution des conclusions de ce séminaire vous sera présentée par M.M. Louis Olivier, directeur du Parc National des Cévennes et Marc Liotard directeur de l'antenne Sup Agro de Florac.

Sur le Causse l'activité pastorale se révèle un enjeu majeur pour le maintien de la biodiversité, car elle est le garant de l'ouverture des milieux que la forêt aurait, sinon, une tendance naturelle à recouvrir. Dés lors on peut avancer que maintenir le pastoralisme, pour garantir une biodiversité spécifique considérée comme exceptionnelle, participe à la définition et à la protection des paysages culturels de l'agro pastoralisme.

Aussi permettez-moi de remercier au nom de tous les acteurs de ce territoire, administrations, gestionnaires de l'espace, collectivités locales, et les ministères de la Culture et de l'Ecologie, d'avoir choisi Meyrueis comme siège de ce colloque. Merci à l'Association de Valorisation des Espaces des Causse et des Cevennes (AVECC) et à la mairie de Meyrueis d'avoir bien voulu participer à son organisation matérielle. Enfin merci à vous tous, experts originaires de nombreux pays voisins et amis, d'avoir bien voulu vous déplacer pour y participer et merci des contributions que vous pourrez apporter au thème choisi et des enseignements que nous pourrons en retirer.

Je forme des vœux pour la pleine réussite de ce séminaire et souhaite à chacun un bon séjour en Lozère.

Intervention de Monsieur Jean PUECH

Président de l'Association de Valorisation
des Espaces des Causses et des Cévennes
(AVECC)

Je vous remercie d'avoir bien voulu répondre favorablement à l'invitation du ministère de l'Ecologie, du développement et de l'aménagement durable et du ministère de la Culture avec qui nous travaillons sur ce dossier depuis longtemps déjà.

C'est en étroite collaboration, avec Monsieur le Préfet coordonnateur et le Comité National de pilotage, que ce séminaire a été organisé puis maintenant animé par des experts qui sont spécialistes de l'agro pastoralisme, qui ont une bonne connaissance d'un ou plusieurs sites en Europe ou en Méditerranée. D'ailleurs, tous les territoires qui sont ici étudiés présentent une valeur exceptionnelle et universelle qui est en danger et qu'il convient de protéger très rapidement avant qu'ils ne soient dégradés par l'activité de l'homme, celui-là même qui, au fil des siècles, a façonné ces paysages d'une extrême et rare beauté mais en même temps qui sont très fragiles.

Nous vous avons proposé de travailler, en votre qualité d'expert, sur un sujet qui nous tient à cœur les uns les autres, pour faire en sorte que les paysages agro-pastoraux ne sombrent pas dans l'indifférence générale, mais plutôt pour qu'ils soient reconnus en tant que valeurs universelles et protégés en tant que tels.

Durant ces trois jours de travail, vous allez avoir des échanges de connaissances très riches qui vont vous permettre de mieux cerner et étudier les paysages remarquables de l'agro pastoralisme qui constituent une catégorie de paysages que la stratégie globale pour une liste du patrimoine mondial représentative de 1994 a estimé insuffisamment représentée.

Cette première approche thématique s'inscrit dans le prolongement des réunions thématiques d'experts organisées par le Centre du Patrimoine Mondial et les Etats Parties et devrait déboucher sur une étude thématique à l'instar de ce que l'ICOMOS a organisé sur plusieurs sujets pour le Comité du Patrimoine Mondial en insistant, dans le cas des paysages pastoraux, sur les pratiques pastorales, facteur essentiel de conservation de ces paysages, ainsi que sur la dimension anthropologique et culturelle.

Il s'agit aussi aujourd'hui de lancer les bases d'un réseau de ces paysages remarquables de l'agro pastoralisme de moyenne montagne du bassin méditerranéen.

Toutes les collectivités locales et les différents partenaires se sont mobilisés sur ce projet et autour du programme stratégique qui a été élaboré et approuvé par les acteurs locaux très soucieux de l'aspect authentique des paysages et leur fragilité.

Ces mêmes acteurs sont très attentifs à ce qui se passe autour d'eux. Ils seront très attentifs à vos propos, aux expériences que vous avez vécues dans votre pays et qui pourront être mises en œuvre pour améliorer la mise en valeur et la protection de ces paysages.

L'échange de connaissances et d'expériences est source d'enrichissement et de profit pour l'avenir de chacun de nous. Cela nous permettra d'être attentifs à l'évolution de ces paysages, bâtis ou non, qui nous ont été légués et qui représentent toute notre histoire. Ces biens exceptionnels et universels sont fragiles. Il convient de les protéger au plus vite avant que l'activité de l'homme ne les dégrade.

Vous avez devant vous un programme intensif de travail sur trois jours et je sais qu'il sera très fructueux. En ma qualité de Président de l'Association de Valorisation des Espaces des Causses et des Cévennes, je tenais à vous remercier très chaleureusement pour votre mobilisation sur ce sujet qui nous tient tous à cœur et qui, je l'espère, aboutira à faire reconnaître mondialement nos biens qui, sincèrement, ont, à mes yeux, une valeur universelle et exceptionnelle.

Je vous remercie.

Intervention de Jean-Marc MICHEL, *

Directeur de la nature et des paysages au ministère de l'écologie,
du développement et de l'aménagement durables

M. le maire, M. le ministre, Messieurs les élus, Mesdames et Messieurs…

Je tiens à vous faire part, au nom du ministre et de la secrétaire d'Etat que je représente, à me trouver aujourd'hui parmi vous pour donner le coup d'envoi à cette réunion thématique d'experts sur les paysages culturels de l'agro-pastoralisme méditerranéen.

J'ai été très sensible aux propos du Président PUECH qui témoignent et résument l'attachement de toutes les instances et représentants locaux à nous aider à faire vivre la convention du patrimoine mondial, dont notre pays fut l'un des premiers signataires, et à faire vivre et reconnaître notre patrimoine national, dans ses composantes les plus remarquables.

J'ai d'autant plus été sensible aux propos du Président PUECH que je tiens à rappeler, et à souligner, que celui-ci a œuvré dans le domaine du paysage, puisqu'il a été, au Sénat, le rapporteur de la convention européenne du paysage dans la phase ultime d'examen du projet de loi de ratification et dont l'entrée en vigueur, en juillet 2006, est aujourd'hui d'actualité partout en France, comme en atteste la publication mise à votre disposition.

Mes remerciements vont aussi à Monsieur le Préfet, en sa qualité de préfet coordonnateur du dossier de candidature, dont le relais a été essentiel pour organiser et coordonner une multiplicité d'acteurs et monter les partenariats au niveau local, parmi lesquels l'AVECC, Association de valorisation des Espaces des Causses et des Cévennes, qui nous accueille aujourd'hui et dont le concours et la prise en charge de l'organisation ont rendu possible cette réunion.

Je tiens à saluer également la participation de l'UNESCO, représentée ici par Mechtild RÖSSLER, responsable de l'Unité Europe au Centre du patrimoine mondial, ainsi que les experts des deux ONG en charge d'expertiser les candidatures au patrimoine mondial, l'ICOMOS, Conseil international des monuments et des sites représenté ici par Susan DENYER, et l'UICN, Union mondiale pour la nature représentée aujourd'hui par Gérard COLIN.

Nous oeuvrons quotidiennement, et en liaison étroite avec nos collègues de la Direction de l'Architecture et du Patrimoine du ministère en charge de la culture ici représentés par Isabelle LONGUET, avec ces différentes organisations ou leurs émanations française -je salue à ce titre Michèle PRATS de la section française de l'ICOMOS-, et j'apprécie une fois de plus leur présence et leur partenariat, qui constituent une assistance précieuse et indispensable pour la conduite de nos dossiers. Cela a d'ailleurs été le cas tout récemment pour un autre bien, déjà inscrit au patrimoine mondial, celui des Pyrénées Mont-Perdu, où un certain nombre de problèmes devaient être réglés et qui, je le pense, progressera de manière satisfaisante pour les uns et pour les autres.

Les réflexions qui s'exprimeront ici vont, je n'en doute pas, renforcer des échanges fructueux qui nous permettrons d'aller dans le sens de cette convention du patrimoine mondial pour que celui-ci soit bien un patrimoine partagé entre tous les peuples du monde, au-delà des frontières des Etats nationaux. C'est pourquoi je suis tout particulièrement touché de saluer tous nos amis du pourtour de la Méditerranée. Vous êtes, Mesdames et Messieurs, d'éminents professeurs et chercheurs dans vos disciplines respectives – agronomie, économie rurale, forêt, paysage, géographie, ethnologie, anthropologie… et vous avez bien voulu faire le déplacement pour aborder sous un angle international la problématique de l'agropastoralisme, présente sur ce territoire des Causses et Cévennes mais aussi sur les deux rives de cette mer commune. C'est à la fois vos connaissances, votre expérience et aussi le croisement de vos regards respectifs et de ceux des institutions universitaires que vous représentez qui sauront enrichir ces débats.

Cette approche se fait, vous le savez, à la suite de la demande de compléments d'information sur le dossier qui s'est exprimée l'an dernier lors de la réunion du comité du patrimoine mondial de Vilnius. Même si, bien sûr, nous avons été déçus que le dossier ne soit pas inscrit à ce stade, je tiens à dire que nous ne considérons pas la décision de renvoi comme une sanction, mais comme un

* *Allocution prononcée par Catherine Bergeal, Sous directrice des sites et des paysages au Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEEDDAT) représentante de M. Jean-Marc MICHEL*

moyen de progresser dans une procédure nécessairement sévère. En effet, elle doit constituer un moyen de promouvoir et de faire progresser une connaissance partagée entre différents Etats sur une problématique d'intérêt supranational. Je tiens à souligner que nous avons particulièrement apprécié la main tendue par les ONG pour les précisions qu'elles ont bien voulu apporter par rapport à leurs observations de Vilnius et par le dialogue engagé depuis, qui se poursuit ici aujourd'hui.

Il s'agit donc de bâtir ensemble, au cours de ces trois journées, un premier état des lieux sur les paysages culturels de l'agro pastoralisme méditerranéen et aussi de mesurer l'adhésion des uns et des autres pour poursuivre des partenariats. Ceux-ci, mais c'est une simple suggestion, pourraient prendre la forme de réseaux d'échanges et trouver, éventuellement, des prolongements dans des études thématiques sur les enjeux de ce thème, et particulièrement sur le pourtour méditerranéen.

Je vous souhaite donc, au cours de ces journées, des travaux riches et fructueux ; je ne doute pas qu'ils seront d'une très grande qualité et je pense qu'il est temps à présent de laisser la place aux débats.

Je vous remercie de votre attention.



Travaux en salle du groupe des experts de Meyrueis





Visite sur le terrain du groupe des experts de Meyrueis





Chapitre 1

LES ATTENTES DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

PAYSAGES CULTURELS ET PATRIMOINE MONDIAL: LE CAS DE L'AGRO PASTORALISME

Dr. Mechtild RÖSSLER

Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO

Abstract

The paper focuses on the evolution of the interpretation of the 1972 World Heritage Convention with the integration of the cultural landscape concept (1992), the adoption of the Global Strategy for a balanced World Heritage List (1994) recognizing the interaction between people and the land, between humankind an its environment and culture, and its enlargement into the natural heritage field (1996).

It furthermore reviews the status of the World Heritage List with regard to cultural landscapes, and the analysis that agropastoralism is hardly present despite the fact that the cultural landscape concept has been widely accepted and pursued by States Parties around the world, resulting in 60 cultural landscapes from all regions included in the UNESCO World Heritage List in 2007. During the past 15 years, cultural landscapes of different types have been accepted, according to the analysis by Fowler (2003) mainly in the category of living cultural landscapes, and often in Europe. However the category of agriculture and animal husbandry systems has been neglected, and not taken into account by States Parties in identifying properties for their Tentative Lists. In other cases sites have been recognized for other values and the agropastoral dimension has not been taken into account or neglected in the management of the sites with major impacts both on cultural traditions and the environment.

The paper concludes that there is a place for agropastoralism on the World Heritage List for its importance in the evolution of the relationship between humans and their natural environment, people shaping nature and creating animal races, and producing and shaping characteristic cultur

Introduction

L'impact de la Convention du patrimoine mondial adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO en 1972 a connu une évolution très positive ces derniers 30 ans : la Convention est devenue l'instrument le plus connu en matière de conservation du patrimoine naturel et culturel, avec 185 Etats parties, 851 biens inclus dans la Liste du patrimoine mondial et une communauté internationale très active pour la préservation des sites.

Malgré ce succès, le Comité du patrimoine mondial, constitué de 21 membres, des organes consultatifs (ICOMOS, ICCROM et UICN) et du Secrétariat de la Convention, le Centre du Patrimoine mondial, a identifié des lacunes dans la distribution géographique des biens, dans la typologie des sites classés ainsi que dans les thématiques couvertes par la Liste du patrimoine mondial, qui ne reflète pas correctement la diversité culturelle et biologique de notre monde.

Cet article présente les approches suivies pour faire face à ces lacunes, analyse la Liste du patrimoine mondial et les Listes indicatives dans la perspective de l'agropastoralisme, et conclut avec quelques interrogations et recommandations pour le futur.

Du paysage culturel à la stratégie globale

Les paysages culturels ont été reconnus par le Comité du patrimoine mondial en 1992 en tant qu'«ouvrages combinés de la nature et de l'homme» (Article 1 de la Convention de 1972). Le Comité a constaté qu'ils représentent une évolution de la société et des établissements humains au cours des âges, sous l'influence de contraintes et/ou des atouts présentés par leur environnement naturel et les forces sociales, économiques et culturelles successives, internes et externes. Il a noté qu'il y a une grande variété de manifestations interactives entre l'homme et son environnement naturel. Les techniques spécifiques d'utilisation viable des terres, prenant en considération les caractéristiques et les limites de l'environnement naturel, sont aussi symptomatiques. Souvent, une relation spirituelle spécifique avec la nature est dominante. Ces techniques d'utilisation durable et de développement des terres, tout en conservant ou en améliorant les valeurs naturelles du paysage, garantissent une diversité biologique. Les paysages culturels, comme par exemple les cultures en terrasses, les jardins et parcs ainsi que les lieux sacrés, témoignent du génie créateur de l'être humain, de l'évolution sociale, du dynamisme spirituel et imaginaire de l'humanité. Ils font partie de notre identité collective.

L'adoption par le Comité du patrimoine mondial de la catégorie des paysages culturels a changé l'interprétation de la Convention et a ouvert la Convention à d'autres cultures non monumentales, promouvant ainsi la reconnaissance de ce type de culture. L'interaction importante entre l'être humain et son environnement a été ainsi reconnue.

Catégories de paysages culturels

Les paysages culturels se divisent en trois catégories majeures :

Le plus facilement identifiable est **le paysage clairement défini, conçu et créé intentionnellement par l'homme,** ce qui comprend les paysages de jardins et de parcs créés pour des raisons esthétiques qui sont souvent (mais pas toujours) associés à des constructions ou des ensembles religieux.

La deuxième catégorie est **le paysage essentiellement évolutif**. Il résulte d'une exigence à l'origine sociale, économique, administrative et/ou religieuse et atteint sa forme actuelle par association et en réponse à son environnement naturel. Ces paysages reflètent ce processus évolutif dans leur forme et leur composition.

Ils se subdivisent en deux catégories :

Un paysage relique (ou fossile) est un paysage qui a connu un processus évolutif qui s'est arrêté, soit brutalement soit sur une période à un certain moment dans le passé. Ses caractéristiques essentielles restent cependant matériellement visibles;

Un paysage vivant est un paysage qui conserve un rôle social actif dans la société contemporaine étroitement associé au mode de vie traditionnel et dans lequel le processus évolutif continue. En même temps, il montre des preuves manifestes de son évolution au cours des temps.

La dernière catégorie comprend **le paysage culturel associatif.** L'inclusion de ce type de paysage sur la Liste du patrimoine mondial se justifie par la force d'association des phénomènes religieux, artistiques ou culturels de l'élément naturel plutôt que par des traces culturelles tangibles qui peuvent être insignifiantes ou même inexistantes.

En 1994, un groupe d'experts a proposé d'élargir cette approche et a proposé au Comité d'adopter la Stratégie globale pour une Liste du patrimoine mondial équilibrée, représentative et crédible. L'objectif était de mieux refléter la diversité culturelle et naturelle des biens de valeur universelle exceptionnelle. Un cadre stratégique a été développé dans une approche anthropologique, basé sur le constat du déséquilibre en termes de types de biens et de régions géographiques représentées (surreprésentation des biens en grande majorité dans des pays développés et principalement en Europe).

Suite à l'adoption de ce cadre global et d'une méthodologie concrète, ainsi que des changements mineurs et adaptés des critères dans les Orientations, la définition du patrimoine mondial a pu être élargie et fournir une nouvelle vision de la coexistence de l'être humain et de la terre, de l'interaction entre les êtres humains, de la coexistence culturelle ainsi que de la spiritualité et l'expression créatrice.

Les actions concrètes se sont traduites non seulement en encourageant certains pays (surtout en Afrique, dans le Pacifique et les Caraïbes) à adhérer à la Convention et d'établir des Listes indicatives dans leurs territoires, mais aussi en fournissant une assistance pour préparer des propositions d'inscription crédibles.

En 10 ans, entre 1994 et 2004, la Liste du patrimoine mondial a fortement évolué dans toutes les régions, mais aussi en Europe, notamment grâce à un plus grand nombre d'états (suite à la dissolution de la Yougoslavie), un travail de sensibilisation du public dans les Etats partis ainsi qu'à une forte reconnaissance du label du patrimoine mondial. Le Comité a ensuite décidé de réaliser des analyses spécifiques, présentées par l'ICOMOS et l'UICN en 2004. Les organes consultatifs ont entamé des analyses plus récentes de la Liste du patrimoine mondial et des Listes indicatives, intégrant une approche régionale, chronologique, géographique et thématique. L'ICOMOS a ainsi analysé la Liste selon deux grandes catégories : structurelles et qualitatives. Pour sa part, l'UICN a analysé les disparités majeures pour certaines zones naturelles comme les prairies tropicales/tempérées, les savanes, les systèmes lacustres, la toundra, les systèmes polaires et les déserts à hiver froid.

Le résultat de cette analyse montre notamment que la création de nouvelles catégories de site du patrimoine mondial a été et doit être encouragée, comme les paysages culturels, les itinéraires culturels, le patrimoine industriel, les déserts, les sites marins côtiers et les sites insulaires de petite taille. Entre 1992 et 2007, beaucoup de conférences et d'études thématiques importantes ont été organisées pour encourager les catégories de sites sous-représentés et améliorer leur distribution géographique.

En ce qui concerne les paysages culturels, une conférence globale a été organisée en 2002 (Rössler 2003) pour revoir le succès du concept et analyser les lacunes de la Liste. Une évaluation scientifique a été commandée (Fowler 2003) par le Centre du patrimoine mondial. P. Fowler a conclu son étude par une série de recommandations spécifiques pour la prochaine décennie : comme par exemple le fait qu'un programme d'études régionales sur les paysages culturels potentiels qui chercherait à pallier les « manques » désormais été identifiés, et qui serait basé sur des thèmes appropriés à chaque région, devrait être mis en place, pour à la fois encourager les propositions d'inscription et assister le Comité dans ses prises de décision. De plus, il invite vivement le Centre du patrimoine mondial, avant qu'encore plus de propositions d'inscription de paysages agricoles vivants ne soient soumises, en particulier par l'Europe, à effectuer de toute urgence une série d'études thématiques régionales sur les paysages de culture (pastoraux et cultivables) qui permettrait de définir des critères sur la façon de distinguer dans la terminologie du patrimoine mondial les paysages culturels résultant de l'utilisation des terres la plus commune dans le monde »

Réunions thématiques/régionales :

Depuis 1992, différentes réunions thématiques régionales ont été enregistrées

Expert meeting on Management of Cultural Landscapes (Persepolis, Iran, 2006)

Expert Meeting on Cultural Landscapes in the Caribbean (Havana, Cuba, 2005)

Expert Meeting on Cultural Landscapes in Subsaharan Africa (Malawi, 2005)

Conserving cultural and biological diversity: The role of natural sacred sites and cultural landscapes (Tokyo, Japan, 2005)

Cultural Landscapes; The Challenges of Conservation (Ferrara, Italy 2002)

Expert meeting on Desert Cultural Landscapes and Oasis Systems (Egypt, September 2001)

Expert meeting on Sacred Mountains of Asia (Japan, September 2001)

Expert meeting on Vineyard Cultural Landscapes (Tokay, Hungary, July 2001)

Expert meeting on Cultural Landscapes in Eastern Europe (Poland, October 1999)

Expert meeting on Cultural Landscapes of Africa (Kenya, March 1999)

Expert meeting on Cultural Landscapes of the Andean Region (Peru, May 1998)

Expert Meeting on European Cultural Landscapes of Outstanding Universal Value (Austria, April 1996)

Asian Rice Culture and its Terraced Landscapes. Regional thematic study meeting (Philippines, March /April 1995)

Asia-Pacific Workshop on Associative Cultural Landscapes (Australia, 27-29 April 1995)

Heritage Canals (Canada, September 1994)

Expert Meeting on Routes as Part of the Cultural Heritage (Spain, November 1994)

International Expert Meeting on "Cultural Landscapes of Outstanding Universal Value" (Germany, October 1993)

Expert Group on Cultural Landscapes (France, October 1992)

Le séminaire de Meyrueis et l'initiative de la France s'inscrivent ainsi parfaitement dans le cadre de cette évaluation présentée au Comité du patrimoine mondial lors de sa réunion en 2004.

Agro pastoralisme : la liste du patrimoine mondial

L'analyse de la Liste du patrimoine mondial relève qu'il y a très peu de sites liés à l'agriculture et encore moins à l'agropastoralisme. Le deuxième constat est que les sites se concentrent encore en Europe et on tous été inscrits plutôt récemment : la Région de Laponie (Suède) en 1996, les Pyrénées - Mont Perdu - (Espagne/France) en 1997 (extension en 1999), le Parc national de Hortobágy - la Puszta (Hongrie) en 1999, le Paysage agricole du sud d'Öland (Suède) en 2000, le Vegaøyan – Archipel de Vega (Norvège) en 2004, et la Vallée du Madriu (Andorre) en 2004-2006. A l'extérieur de l'Europe, le seul site qui porte exclusivement sur l'agropastroralisme, la transhumance et le nomadisme est le Paysage culturel de la vallée de l'Orkhon (Mongolie) classé en 2004. D'autres sites présentent un lien fort avec l'agropastoralisme, comme la Vallée de Quadisha (Liban) inscrit pour l'histoire du Christianisme, pour lequel la transhumance et le pâturage dans la vallée est importante pour entretenir les paysages en terrasse et les garder ouvert car les moines ne peuvent pas garantir leur maintien.

Les listes indicatives des Etats parties ont intégré entre 1993, quand le Plan d'action pour les paysages culturels a été adopté, et 2007, une série de paysages culturels identifiés par les autorités locales ou nationales, pour certains cas basés sur les analyses d'experts. Malgré tous ces efforts, très peu des sites figurent actuellement sur les Listes indicatives: les Causses et des Cévennes, France, présenté au Comité du patrimoine mondial en 2006 et le bien « The Transhumance: The Royal Shepherd's Track » (Italie) qui cible plus spécifiquement le phénomène de la transhumance et les paysages linéaires.

Collaboration internationale : agropastoralisme et globalisation

La question de la préservation des sites d'agropastoralisme, les routes et les corridors de transhumance est une question importante qui soulève différents aspects en incluant notamment la préservation des ressources naturelles et les races adaptées des espèces domestiquées (brebis etc.), et le changement climatique. Les adaptations des écosystèmes et paysages culturels aux mutations complexes sur le plan économique et social suite aux marchés globalisés et aux demandes de l'intégration Européenne doivent aussi être considérées.

Pour la première fois dans une étude de l'UICN, le changement climatique et les processus d'adaptation de l'agropastoralisme ont été pris en compte en 2007 dans le livre « Vent de changement: changement climatique, adaptation et pastoralisme (UICN, Nairobi 2007, http://www.iucn.org/wisp/fr/documents_french/WISP_CCAP_final_fr.pdf). Au niveau européen, différents projets ont été développés comme par exemple Pastomed (financé par INTEREG des Fonds de l'Union Européenne).

Les systèmes agropastoraux ont aussi reconnus par un projet de la FAO, le « Globally important Ingenious Agricultural Heritage Systems (GIAHS) » (www.fao.org) qui regroupe des études de cas des systèmes d'agriculture dans différents régions du monde en y incluant un site de montagnes en Slovaquie.

Conclusion

Le système d'agropastoralisme dans toutes ses formes est très peu pris en compte dans la protection internationale, surtout en tant que bien patrimonial.

Pour mieux revoir le cadre de la valeur universelle exceptionnelle demandé par la Convention de 1972, il faut analyser les pratiques de la transhumance (verticale; horizontale) et leurs impacts sur les paysages, et en particulier la création des paysages culturels spécifiques. La valorisation des ressources échelonnées dans le temps et les territoires, comme par exemple les alpages l'été, prairies de plaine en automne, et divers parcours et itinéraires de transhumance sont des éléments importants à intégrer et mettre en valeur. Les pratiques pastorales diversifiées montrent un lien étroit entre l'environnement, le milieu comme les prairies et les alpages et l'homme, relation reconnue par la Convention de 1972.

Avec la prise de conscience de l'importance de la protection de l'environnement, des projets de réhabilitation du milieu ont été développés comme l'ouverture de la végétation, le multi usage, la préservation de la biodiversité par le pastoralisme et les modèles sociaux avec une gestion d'ensemble des espaces par les communautés. Depuis deux ans, l'agropastoralisme est reconnu comme offrant des espaces spécifiques de plus en plus larges et diversifiés, qui sont particulièrement adaptés aux changements climatiques et comme représentant la diversité biologique et culturelle.

En conclusion, et pour avancer dans la discussion, il faut tenir compte des points suivants :

1. le cadre méthodologique pour progresser dans l'identification des sites potentiels pour la liste du patrimoine mondial en faisant appel à d'autres instruments juridiques et programmes comme la Convention pour la sauvegarde du patrimoine immatériel de 2003 pour le savoir faire et les traditions, le programme l'Homme et la Biosphère pour le lien entre développement durable et la protection des ressources naturelles, ainsi que d'autres programmes et Conventions (Convention Européenne du paysage, Natura 2000) ;

2. la préparation d'une étude comparative en collaboration entre l'ICOMOS et l'IUCN, se référant à la littérature, les projets récents, et les études faites dans ce domaine;

3. la définition géographique du phénomène des systèmes agro pastoraux (Méditerranée, Alpes, Europe…) ;

4. l'élaboration de la définition qualitative et de valeur patrimoniale du système dans l'espace;

5. la question des propositions des biens en série afin de relier des sites transfrontaliers et transnationaux et d'encourager la coopération avec les autres Etats parties pour des sites potentiels en élaborant un cadre d'une proposition d'inscription potentielle et d'une gestion intégrée.

Je vous remercie de votre attention.

Bibliographie

VON DROSTE, B., RÖSSLER, M., TITCHEN, S. (EDS.) : Linking Nature and Culture. Report on the Global Strategy, Natural and Cultural Heritage Expert Meeting 25 to 29 March 1998, Amsterdam, Netherlands 1998.

VON DROSTE, B., PLACHTER, H., RÖSSLER, M. (EDS.) : Cultural Landscapes of Universal Value. Components of a Global Strategy. Jena: Fischer Verlag 1995.

FOWLER, P.J. : World Heritage Cultural Landscapes 1992 – 2002. World Heritage Papers 6, UNESCO WORLD HERITAGE CENTRE 2003.

HERZOG, F. Robert G. H. Bunce, R. G.H., Pérez-Soba, M., Jongman, R.H.G. Gómez Sal, A., and I. Austad: Policy Options to Support Transhumance and Biodiversity in European Mountains: A Report on the TRANSHUMOUNT Stakeholder Workshop, Landquart/Zurich, Switzerland, 26–28 May 2004, In: Mountain Research and Development, pp. 82–84

KIENLIN, T.L. AND P. VALDE-NOWAK : Neolithic Transhumance in the Black Forest Mountains, SW Germany In: Journal of Field Archaeology, Vol. 29, No. 1/2 (Spring, 2002 - Summer, 2004), pp. 29-44

MICHALOWSKI, A. ET AL. (EDS.) : Studia I Materialy. The Regional Expert Meeting on the Cultural Landscapes in Eastern Europe. Bialystok, Poland 29 September – 3 October 1999. Osrodek Ochrony Zabytkowego Krajobrazu Narodowa Instytucja Kultury, Warszawa 2000.

MOLENAT G., Dureau, R., Fabre, P.et M. Lambertin: Les herbes des troupeaux ovins transhumants de Crau. Multiples dimensions d'une gestion pastorale et fourragère. In: Fourrages, 2003, no176, pp. 437-461.

PRADALIE, L. : Landes et pelouses en région méditerranéenne. Pour une gestion par le pastoralisme. Guide pratique. AME, février 2002.

ROSSLER, M. (ED) : Cultural Landscapes: the Challenges of Conservation. Proceedings of the conference: World Heritage 2002, Shared Legacy, Common Responsibility, 11 – 12 November 2002 Ferrara, Italy. World Heritage Papers 7, 2003.

THORSELL, J., HAMILTON, L. : A Global Overview of the Mountain Protected Areas on the World Heritage List. A Contribution to the Global Theme Study of World Heritage Natural Sites. The Banff Centre / IUCN / WHC 2002.

UNESCO (2007) : Climate Change and World Heritage. Report on predicting and managing the impacts of climate change on World Heritage and Strategy to assist States Parties to implement appropriate management responses. World Heritage papers 22. UNESCO: Paris 2007. http://whc.unesco.org/documents/publi_wh_papers_22_en.pdf

UNESCO (2003) Convention For the Safeguarding of the Intangible Cultural Heritage Paris, 17 October 2003;

UNESCO (1972) Convention for the Protection of the World Cultural and Natural Heritage. Paris, 16 November 1972;

UNESCO (1972) Recommendation concerning the Protection, at National Level, of the Cultural and Natural Heritage, Paris 16 November 1972

UNESCO (1962) Recommendation concerning the Safeguarding of Beauty and Character of Landscapes and Sites ; Paris 11 December 1962

Web-pages : whc.unesco.org

whc.unesco.org/cultland

AGRO PASTORAL CULTURAL LANDSCAPES

Susan DENYER

WORLD HERITAGE ADVISER ICOMOS

International Council on Monuments & Sites

Summary:

Cultural landscapes reflect the interaction over time between people and their environment; some landscapes display a much more significant cultural interaction than others.

The concept of cultural landscapes developed in the 1990s and reflects a widening of views of cultural heritage in relation to both identification and value. In World Heritage terms, the original two categories of culture and nature of the World Heritage Convention, 1972, were enlarged in 1992 with the addition of a cultural landscape sub-category.

In evaluating nominations of cultural landscapes for the World Heritage list, there is a need to consider not just the final product – the landscape today – but the three key elements which combined to create the landscape: people, environment and the processes of interaction, and how these have all evolved over time.

Rural, evolving cultural landscapes may reflect a wide range of processes: only some of these, such as arable farming, are well represented on the World Heritage list; animal husbandry in general and pastoralism in particular are under-represented, as demonstrated in ICOMOS's Gap Report for the World Heritage Committee in 2004.

Pastoralism and agro-pastoralism have been major forces in shaping landscapes around the world over several millennia. If they are to be better reflected in the World Heritage list, pastoralism and agro-pastoralism sites need to be well-documented, and related to their geo-cultural region and to the wider global pastoralism context in order that sites with potential outstanding universal value may be identified . For Mediterranean pastoralism sites, the fragility of many of their structures means that there is a need to gather knowledge of agro-pastoralist cultural landscapes, as a matter of come urgency. Such a corpus of information should allow an appraisal as to whether some sites might be put forward for World Heritage status and thus contribute to strengthening this under-represented category.

The concept of cultural landscape

Cultural landscapes reflect the interaction between people and their environment over time. Apart from purely 'natural' sites, and these are relatively few, most predominately land-based parts of the world can be seen as types of cultural landscape, although some display a much more significant cultural interaction than others.

The concept of cultural landscapes developed in the 1990s. It encompasses processes and tangible attributes as well as change and evolution over time. . Cultural landscapes go beyond the identification by specialists of comparatively static objects such as ancient monuments, protected buildings and conservation areas, to an appreciation of the dynamic relationship between people and place, both individually and particularly collectively over time, as reflected in spatial patterns. They also embody a wide range of values at local, national and international level related to identity, well-being and sense of place. Cultural landscapes thus reflect a widening of views of cultural heritage in relation to both its identification and value.

In World Heritage terms, the original two categories of culture and nature of the World Heritage Convention, 1972, were enlarged in 1992 with the addition of a cultural landscape sub-category, in

recognition of the specific interaction between culture and nature at a landscape scale. Although cultural landscapes reflect the interaction between culture and nature, cultural landscapes are not considered to be mixed sites (that is sites that demonstrate both cultural and natural attributes) but rather cultural sites that display the results of strong cultural processes on the environment and thus display modified rather than pure nature.

The World Heritage Convention became the first legal international instrument to protect cultural landscapes.

The Operational Guidelines to the Convention define cultural landscapes as the «The combined works of nature and of man, illustrative of the evolution of human society and settlement over time, under the influence of the physical constraints and/or opportunities presented by their natural environment and of successive social, economic, and cultural forces, both external and internal» .

Cultural landscapes can fall into one of the following categories or may be a combination of more than one of these : *designed landscapes* – gardens, parks or natural landscapes improved for aesthetic reasons ; *evolved landscapes* – landscape which reflects strong association with human processes, either relict or evolving ; *associative landscapes* – associated with 'intangible' powerful religious, artistic or social qualities.

In one sense, as noted above, all landscapes are, or have the potential to be, cultural landscapes. World Heritage cultural landscapes are distinguished from other landscapes by reflecting particularly strong interactions between people and the environment, which have come to be highly valued and can demonstrate outstanding universal value, as well as conditions of authenticity and integrity.

The characteristics of cultural landscapes

In evaluating nominations of cultural landscapes for the World Heritage list, there is a need to consider not just the final product – the landscape today – but the

three key elements which combined to create the landscape and how these have evolved over time. These elements are:

People : individuals and communities

Environment : the constraints and opportunities presented by the natural materials of the landscape

Processes of interaction : the cultural, social, economic, and technical processes that link together people with their environment over time

A wide range of processes may be reflected in rural, evolving cultural landscapes such as arable farming, forestry, hunting-gathering, fishing, animal husbandry, viniculture, mining, building traditions, irrigation techniques or spiritual associations

Over the past five years, inscriptions of cultural landscapes on the World Heritage inscriptions have reflected some of these processes, particularly arable agriculture, viniculture and mining. For instance in recent years such sites as the Val d'Orcia, Italy, Batamariba, Togo, Lavaux vineyard terraces, Switzerland, and the Cornwall & West Devon Mining landscape, UK, have been inscribed. And one site, Aflaj systems, Oman, reflects the impact of irrigation. Few inscribed cultural landscapes reflect animal husbandry. Vega, Norway, and Orkhon Valley, Mongolia are two, reflecting duck farming and pastoralism respectively.

The sites inscribed and the imbalances of the list.

The UNESCO World Heritage Committee has been concerned for almost two decades with the imbalance of the World Heritage list, particularly with the preponderance of sites in Europe and the relative paucity of sites in some other Regions. The Committee commissioned the Advisory Bodies, ICOMOS & IUCN, to study these 'gaps' in the list, as reflected in under-represented countries and regions as well as under-represented categories, themes and time-frames.

ICOMOS produced its report on *Filling the Gaps* for the 28th Session of the World Heritage

Committee in Suzhou, China. This Gap Report analysed all the sites inscribed on the World Heritage and Tentative lists in three different but complementary ways: *typological* : monuments, sites, cultural landscapes, archaeological sites, towns, etc, *chronological :* historical eras by continent, and *thematic* : expressions of society, developing technology, movement of peoples, utilisation of natural resources, creative and spiritual responses.

The results of these three analyses highlighted several under-represented categories: cultural landscapes, cultural routes, sites related to technology, vernacular buildings and 20th century heritage. Furthermore within the category of cultural landscapes, quantative data revealed the bias towards certain types of processes and the lack of representation of others. Thirty inscriptions reflect arable farming, eighteen mining and quarrying, and eight irrigation. Only five reflect hunter-gathering and four pastoralism. The sites associated with pastoralism are Laponia, Sweden; Mont Perdu, France/Spain; Madrui-Claror-Perafita Valley, Andorra; and Orkhon Valley, Mongolia.

Why imbalances in inscribed sites list ?

In analysing the reasons for these imbalances, the Gap Report highlighted both 'structural' and 'qualitative' weaknesses. Structural weaknesses relate to a lack of

resources or capacity for protection of sites or for the development of nominations and thus to the handicap that some countries have in getting to the point of having nominations considered by the Committee. Qualitative weaknesses on the other hand relate to a lack of data from research or surveys, and thus to a lack of knowledge and documentation, relating to certain types of heritage. This can handicap the preparation of nominations for under-represented themes.

This lack of knowledge is particularly associated with large-scale cultural landscapes, many of which have not been surveyed, recorded and researched. Thus not only may such sites be under appreciated, but there may not be adequate information to record in detail what might be nominated so as to allow management, monitoring and evaluation of the sites over time.

The lack is also a handicap in undertaking comparative analyses and demonstrating outstanding universal value – requirements of the nominations process, as set out in the World Heritage Operational Guidelines. The UNESCO World Heritage Committee only inscribes sites on the World Heritage list if they are considered to have outstanding universal value, as demonstrated through comparative analysis. To explain the significance of a property in its national and international context, there is a need to compare similar properties, whether on World Heritage list or not, at national, regional and global levels, in order to set sites into context.

The World Heritage Convention is a site based convention and cultural landscapes being considered for inscription must reflect the impact of one or more processes over time, and that 'reflection' must demonstrate outstanding universal value. This can be manifest in one of two ways. Either the landscape can reflect the outstanding impact of processes on the environment or the landscape might reflect the impact on the environment of outstanding processes. There is a subtle but clear difference between these two. For instance in the case of the Rice Terraces of the Philippines, the rice cultivation process is little different from many other areas but the constraints of the environment and social systems have combined to produce an exceptional landscape of steep, staggered terraces. By contrast, in the Orkhon Valley, Mongolia, the way the traditions of nomadic pastoralism were harnessed to support huge empires, particularly Genghis Khan's that influenced Eurasia and absorbed influences from east and west, was quite exceptional.

Cultural landscapes which demonstrate outstanding universal value may do so through being unique or they might be exemplars of a particular cultural interaction in a specific geo-cultural region. In either case, comparative analysis is the mechanism for justification of a site's context and value.

The case of cultural landscapes linked to pastoralism.

Pastoralism and agro-pastoralism have been major forces in shaping landscapes over several millennia in Africa, Europe, Central Asia, South America and Australasia. If they are to be better reflected in the World Heritage list, there is a need to consider the outstanding/exceptional processes associated with pastoralism and agro-pastoralism and the outstanding/exceptional results/impacts of pastoralism and agro-pastoralism processes on environment. And, as with

other cultural landscapes, outstanding universal value needs to be justified through detailed comparative analysis. In order for this analysis to be adequate, the pastoralism or agro-pastoralism sites need first of all to be well-documented – that is their processes, the impacts of these processes, details of change or persistence over time, and associative intangible attributes, and secondly the site needs to be compared to others in their geo-cultural region and to the wider global pastoralism context.

In order to help State Parties identify properties for nomination and carry out comparative analyses, and to advise the World Heritage Committee, ICOMOS carries out Thematic Studies on specific types of sites, either on a regional or global basis. For the 31st Session of the World Heritage Committee in 2007, studies were produced on Cultural Landscapes of the Pacific and on Rock Art of North Africa, the latter a second volume of a global study, the first being on Latin America and the Caribbean. Further Thematic Studies currently being planned include rock art of Central Asia, hominid sites, sites related to the spread of agriculture, and 20th century heritage.

As a conclusion

There is a clearly a need for a global Thematic Study on pastoralism supplemented by or based on studies within geo-cultural regions. The Meyruels meeting is a valuable contribution to this process, through defining for the Mediterranean area the characteristics of agro-pastoralism and their impacts on environment. It should also help with the identification of exemplar sites that can be said to represent these characteristics, as well as demonstrating integrity and authenticity and potentially outstanding universal value. It is also the first step in articulating a framework for the comparative analysis of sites that might be considered for World Heritage nomination.

The meeting should also help in the promotion of the overall values of pastoralism to the world at large, as part of the heritage of mankind, and to local communities in social and economic terms. The value of pastoralism as a means of sustaining bio-diversity is now relatively widely acknowledged; perhaps less well appraised and appreciated are its values in terms of supplying food and medicinal plants, sustaining breeds of animals, and in creating landscapes which are seen to have high artistic and inspirational value.

Mediterranean pastoralism and agro-pastoralism are in decline and highly susceptible to the encroachment of forests and towns, although initiatives carried out by many environmental agencies have begun to have a positive effect in raising the profile of both the sites and the status of the pastoralist communities. If the full cultural values of the Mediterranean pastoralism sites are to be understood, there is an urgent need to gather knowledge of the specificities of cultural landscapes shaped by pastoralism and agro-pastoralism and the shared attributes of these Mediterranean landscapes. Pastoralism as a collective response to the environment in the Mediterranean region transcends national boundaries.

Such a corpus of information would allow an appraisal of whether some of these sites might be put forward for World Heritage status and thus contribute to strengthening this under-represented category of human interaction that has had such a profound and persistent impact on the history of civilisation.

31st October 2007

PAYSAGES CULTURELS AGRO PASTORAUX *

Susan DENYER

Membre du Conseil du Patrimoine mondial ICOMOS

Conseil international des monuments et des sites

Résumé :

Les paysages culturels reflètent l'interaction dans le temps entre l'homme et son environnement ; certains paysages présentent une interaction culturelle bien plus significative que d'autres.

Le concept de paysages culturels s'est développé dans les années 1990 et reflète un élargissement des visées de l'héritage culturel en ce qui concerne l'identification et la valeur. En termes de Patrimoine mondial, les deux catégories originelles, culture et nature, contenues dans la Convention du Patrimoine mondial de 1972, ont été élargies en 1992, avec l'ajout d'une sous-catégorie paysage culturel.

Dans l'évaluation des nominations de paysages culturels pour intégration à la liste du Patrimoine mondial, il est nécessaire de prendre en considération non seulement le produit final – le paysage aujourd'hui – mais aussi les trois éléments clés qui se sont combinés pour créer le paysage : l'homme, l'environnement et leurs processus d'interaction, et la façon selon laquelle ils ont tous évolué avec le temps.

Les paysages culturels ruraux, en évolution, peuvent refléter un large éventail de processus : seuls certains d'entre eux, comme l'agriculture arable, sont bien représentés dans la liste du Patrimoine mondial ; l'élevage animal en général et le pastoralisme en particulier sont sous-représentés, comme l'a démontré le « Gap report », que l'ICOMOS a préparé pour le Comité du Patrimoine mondial en 2004.

Le pastoralisme et l'agropastoralisme ont été les principales forces qui ont œuvré à façonner les paysages dans le monde entier, sur plusieurs millénaires. S'ils sont amenés à être mieux représentés dans la liste du Patrimoine Mondial, les sites de pastoralisme et d'agropastoralisme doivent être bien documentés, et associés à leur région géoculturelle, ainsi qu'au contexte plus large du pastoralisme mondial, afin que les sites ayant une valeur universelle exceptionnelle puissent être identifiés. Pour les sites de pastoralisme méditerranéens, la fragilité de nombre de leurs structures souligne le besoin de rassembler des connaissances sur les paysages culturels agropastoraux, bien entendu de toute urgence. Un tel corpus d'informations permettrait d'estimer si certains sites doivent être mis en avant pour postuler au Patrimoine mondial et ainsi contribuer au renforcement de cette catégorie sous-représentée.

Le concept de paysage culturel

Les paysages culturels reflètent l'interaction entre l'homme et son environnement avec le temps. Mis à part les sites purement « naturels », et ceux-ci sont relativement peu nombreux, les parties terrestres du monde les plus prédominantes peuvent être considérées comme des types de paysage culturel, bien que certains présentent une interaction culturelle bien plus significative que d'autres.

Le concept de paysages culturels s'est développé dans les années 1990. Il englobe les processus et les attributs tangibles, ainsi que les changements et l'évolution avec le temps. Les paysages culturels vont au-delà de l'identification d'objets statiques comme les monuments anciens, les bâtiments classés et les réserves naturelles par des spécialistes, pour aller vers une appréciation de la relation dynamique entre l'homme et le lieu, individuellement et particulièrement collectivement avec le temps, comme cela est reflété dans des modèles spatiaux. Ils englobent également une large

* Traduction Française de la version originale de l'auteur.

gamme de valeurs à l'échelon local, national et international, relatifs à l'identité, au bien-être et au sens du lieu. Les paysages culturels reflètent ainsi un élargissement des visées de l'héritage culturel, tant en termes d'identification que de valeur.

En termes de Patrimoine mondial, les deux catégories originelles, culture et nature, contenues dans la Convention du Patrimoine mondial de 1972, ont été élargies en 1992, avec l'ajout d'une sous-catégorie paysages culturels, en reconnaissance de l'interaction spécifique entre culture et nature, à l'échelle du paysage. Bien que les paysages culturels reflètent l'interaction entre culture et nature, les paysages culturels ne sont pas considérés comme des sites mixtes (c'est à dire des sites qui présentent à la fois des attributs culturels et naturels), mais comme des sites culturels présentant le résultat de processus culturels profonds sur l'environnement, et se présentent donc plus modifiés que de pure nature.

La Convention du patrimoine mondial est devenue le premier instrument international, légal, pour la protection des paysages culturels.

Les Directives Opérationnelles de la Convention définissent les paysages culturels comme « Le travail combiné de la nature et de l'homme, illustrant l'évolution de la société humaine et de son établissement avec le temps, sous l'influence des contraintes physiques et/ou d'opportunités présentées par leur environnement naturel et des forces sociales, économiques et culturelles successives, à la fois externes et internes ».

Les paysages culturels peuvent tomber dans l'une des catégories suivantes, ou peuvent être une combinaison de plusieurs d'entre elles : des paysages conçus – jardins, sentiers ou des paysages naturels améliorés pour des raisons esthétiques, des paysages évolués – paysages qui reflètent une association forte avec les processus humains, que ce soient des vestiges ou des paysages associatifs en évolution – associés à des qualités religieuses, artistiques ou sociales « impalpables » puissantes.

En un sens, comme cela est noté ci-dessus, tous les paysages sont, ou ont le potentiel d'être, des paysages culturels. Les paysages culturels du Patrimoine mondial se distinguent des autres paysages car ils reflètent des interactions particulièrement fortes entre l'homme et l'environnement, ce qui les a amenés être très prisés, et ils peuvent présenter une valeur universelle exceptionnelle, ainsi que des conditions d'authenticité et d'intégrité.

Caractéristiques des paysages culturels

Dans l'évaluation des nominations de paysages culturels pour intégration à la liste du Patrimoine mondial, il est nécessaire de prendre en considération non seulement le produit final – le paysage aujourd'hui – mais aussi les trois éléments clés qui se sont combinés pour créer le paysage, et la manière selon laquelle ils ont évolué avec le temps. Ces éléments sont :

- *l'homme :* individus et communautés,
- *l'environnement :* les contraintes et opportunités présentées par les matériaux naturels du paysage,
- *les processus d'interaction :* les processus culturels, sociaux, économiques et techniques qui relient l'homme à son environnement avec le temps.

Une large gamme de processus peut être reflétée dans des paysages culturels ruraux en évolution, comme l'agriculture arable, la foresterie, la chasse et la cueillette, la pêche, l'élevage animal, la viniculture, l'exploitation minière, les traditions de construction, les techniques d'irrigation ou les associations spirituelles

Au cours des cinq dernières années, les inscriptions de paysages culturels au Patrimoine Mondial ont reflété certains de ces processus, particulièrement l'agriculture arable, la viticulture et l'exploitation minière. Par exemple, ces dernières années, des sites comme le Val d'Orcia en Italie, le pays des Batamariba au Togo, le vignoble en terrasses de Lavaux en Suisse, et le paysage minier des Cornouailles et de l'ouest du Devon au Royaume Uni, ont été inscrits. Et un site, le système Aflaj d'Oman, reflète l'impact de l'irrigation. Peu de paysages culturels inscrits reflètent l'élevage animal. Vega en Norvège et la Vallée de l'Orkhon en Mongolie en sont deux, reflétant l'élevage des canards et le pastoralisme, respectivement.

Les sites inscrits, une liste déséquilibrée

Le Comité du Patrimoine mondial de l'UNESCO a été préoccupé pendant presque deux décennies par le déséquilibre dans la liste du Patrimoine mondial, particulièrement avec la prépondérance de sites en Europe et la pénurie relative en sites d'autres Régions. Le Comité a chargé les Organes consultatifs, l'ICOMOS et l'IUCN, d'étudier ces « lacunes » dans la liste, comme des pays et régions sous-représentés, ainsi que des catégories, des thèmes ou des périodes sous-représentés.

L'ICOMOS a produit son rapport « Combler les lacunes » pour la 28e session du Comité du Patrimoine mondial à Suzhou, en Chine. Ce « Gap report » analysait tous les sites inscrits au Patrimoine Mondial et dans les listes indicatives de trois manières, différentes mais complémentaires : typologique : monuments, sites, paysages culturels, sites archéologiques, villes, etc. ; chronologique : périodes historiques par continent ; et thématique : expressions de société, développement de technologie, mouvements de populations, utilisation de ressources naturelles, réponses créatives et spirituelles.

Les résultats de ces trois analyses ont mis en évidence de nombreuses catégories sous-représentées : paysages culturels, circuits culturels, sites associés à la technologie, bâtiments vernaculaires et patrimoine du 20ème siècle. De plus, dans la catégorie des paysages culturels, des données quantitatives ont révélé le penchant vers certains types de processus et le manque de représentation d'autres. Trente inscriptions reflètent l'agriculture arable, dix huit l'exploitation et l'extraction minière, et huit l'irrigation. Seuls cinq reflètent la chasse et la cueillette et quatre le pastoralisme. Les sites associés au pastoralisme sont la Laponie en Suède, le Mont Perdu en France/Espagne, la vallée du Madriu-Claror-Perafita en Andorre et la Vallée de l'Orkhon en Mongolie.

Pourquoi ces déséquilibres ?

En analysant les raisons de ces déséquilibres, le « Gap report » a mis en évidence des faiblesses aussi bien « structurelles » que « qualitatives ». Les faiblesses structurelles se rapportent à un manque de ressources ou de capacités pour la protection des sites ou pour le développement de nominations et donc au handicap qu'ont certains pays pour arriver au stade de la prise en considération de la nomination par le Comité. Les faiblesses qualitatives, d'autre part, se rapportent à un manque de données issues de la recherche ou d'études, et donc à un manque de connaissances et de documentation relatives à certains types de patrimoine. Cela peut handicaper la préparation de nominations pour des thèmes sous-représentés.

Ce manque de connaissances est particulièrement associé à des paysages culturels à grande échelle, dont plusieurs n'ont pas été étudiés, enregistrés, ou recherchés. Ainsi, il est possible que non seulement ces sites soient sous-estimés, mais aussi qu'il n'y ait pas d'informations adaptées pour enregistrer en détail ce qui pourrait être nominé, de façon à permettre à l'équipe de management de surveiller et évaluer les sites avec le temps.

Le manque de données est également un handicap pour entreprendre des analyses comparatives et démonter une valeur universelle exceptionnelle – exigences du processus de nomination, tel que stipulé dans les Directives opérationnelles du Patrimoine mondial. Le Comité du Patrimoine mondial de l'UNESCO n'inscrit que des sites sur la liste du Patrimoine mondial s'ils sont considérés comme ayant une valeur universelle exceptionnelle, démontrée par analyse comparative. Pour expliquer le sens d'une propriété dans son contexte national et international, il est nécessaire de comparer des propriétés similaires, qu'elle soit ou non sur la liste du Patrimoine Mondial au niveau national, régional et mondial, afin de placer les sites dans un contexte.

La Convention du Patrimoine mondial est une convention qui se base sur des sites, et les paysages culturels pris en considération pour inscription doivent refléter l'impact d'un ou plusieurs processus avec le temps, et ce « reflet » doit présenter une valeur universelle exceptionnelle. Celle-ci peut se manifester d'une ou deux manières. Le paysage peut refléter l'impact exceptionnel de processus sur l'environnement ou le paysage doit refléter l'impact sur l'environnement de processus exceptionnels. Il y a une différence subtile mais claire entre les deux. Par exemple, dans le cas des Rizières en Terrasse des Philippines, le processus de riziculture diffère peu de celui de bien d'autres zones, mais les contraintes de l'environnement et des systèmes sociaux se sont combinées pour produire un paysage exceptionnel de terrasses très escarpées, en quinconce. En revanche, dans la Vallée de l'Orkhon, en Mongolie, la manière dont les traditions de pastoralisme nomade ont été exploitées pour soutenir de grands empires, particulièrement celui de Gengis Kahn, qui a influencé l'Eurasie et a assimilé des influences tant orientales qu'occidentales, était assez exceptionnelle.

Les paysages culturels présentant une valeur universelle exceptionnelle peuvent l'être de par leur unicité ou en étant représentatifs d'une interaction culturelle particulière dans une région géoculturelle spécifique. Dans les deux cas, une analyse comparative constitue le mécanisme de justification du contexte et de la valeur d'un site.

Le cas des paysages culturels liés a l'agropastoralisme

Le Pastoralisme et l'agropastoralisme ont été des forces majeures qui ont façonné des paysages sur plusieurs millénaires en Afrique, en Europe, en Asie Centrale, en Amérique du Sud et en Australasie. S'ils doivent être mieux reflétés dans la liste du Patrimoine mondial, il est nécessaire de prendre en considération les processus exceptionnels/extraordinaires associés au pastoralisme et à l'agropastoralisme et les résultats/impacts exceptionnels/extraordinaires du pastoralisme et de l'agropastoralisme sur l'environnement. De plus, comme pour les autres paysages culturels, une valeur universelle exceptionnelle doit être justifiée au moyen d'une analyse comparative détaillée. Afin que cette analyse soit adaptée, les sites de pastoralisme et d'agropastoralisme doivent d'abord être bien documentés – par l'analyse des processus, l'impact de ces processus, les détails du changement et sa persistance dans le temps, et les attributs impalpables associatifs ; ensuite, les sites doivent être comparés à d'autres dans leur région géoculturelle et au contexte plus large du pastoralisme mondial

Afin d'aider les Etats parties à identifier des propriétés pour une nomination et à réaliser des analyses comparatives, et pour conseiller le Comité du Patrimoine mondial, l'ICOMOS réalise des études thématiques sur des types de sites spécifiques, sur une base régionale ou mondiale. Pour la 31e session du Comité du Patrimoine mondial en 2007, des études ont été produites sur les paysages culturels du Pacifique et sur l'art rupestre d'Afrique du Nord, cette dernière étant le second volume d'une étude mondiale, le premier volume ayant porté sur l'Amérique Latine et les Caraïbes. Des études thématiques supplémentaires sont actuellement en cours de planification, portant entre autres sur l'art rupestre d'Asie Centrale, des sites d'hominidés, des sites associés à l'expansion de l'agriculture et le patrimoine du 20eme siècle.

Conclusion

Il y a clairement besoin d'un étude thématique mondiale sur le pastoralisme, complétée par ou basée sur des études dans des régions géoculturelles. La réunion de Meyrueis est une contribution de valeur à ce processus, en définissant pour la zone méditerranéenne les caractéristiques de l'agro pastoralisme et leur impact sur l'environnement. Elle doit également aider à l'identification de sites exemplaires pouvant être définis comme représentant ces caractéristiques, ainsi que présentant une intégrité et une authenticité, et potentiellement une valeur universelle exceptionnelle. C'est également la première étape de l'articulation d'un cadre de travail pour l'analyse comparative de sites pouvant être pris en considération pour une nomination au Patrimoine mondial.

La réunion doit également aider à la promotion des valeurs générales du pastoralisme dans le monde entier, dans le cadre du patrimoine de l'humanité, et dans les communautés locales en termes socio-économiques. La valeur du pastoralisme comme moyen de favoriser la biodiversité est à présent assez largement reconnue ; peut-être moins estimées et appréciées sont ses valeurs en termes de fourniture de nourriture et de plantes médicinales, de maintien de races d'animaux et de création de paysages considérés pour leur grande valeur artistique et inspiratrice.

Le pastoralisme et l'agropastoralisme méditerranéens sont en déclin, et sont très sensibles à l'invasion des forêts et des villes, bien que des initiatives entreprises par de nombreuses agences de protection de l'environnement aient commencé à avoir un effet positif sur l'amélioration du profil des sites et l'état des communautés pastorales. Si toutes les valeurs culturelles des sites pastoraux méditerranéens doivent être comprises, il y a un besoin urgent de rassembler des connaissances sur les spécificités des paysages culturels façonnés par le pastoralisme et l'agropastoralisme, ainsi que sur les attributs partagés de ces paysages méditerranéens. Le pastoralisme, en tant que réponse collective à l'environnement dans la région méditerranéenne, dépasse les frontières nationales. Un tel corpus d'informations doit permettre d'estimer si certains de ces sites peuvent être mis en avant pour postuler au Patrimoine mondial, et donc contribuer à renforcer cette catégorie sous-représentée de l'interaction humaine, qui a eu un impact si profond et persistant sur l'histoire de la civilisation.

31 octobre 2007

UICN ET CONVENTION DU PATRIMOINE MONDIAL

Dr Gérard COLIN
représentant UICN

L'UICN ou Union mondiale pour la Nature a pour mission « d'encourager et aider les sociétés à travers le monde à conserver l'intégrité et la diversité de la Nature et à s'assurer que tout usage de ressources naturelles est équitable et écologiquement durable»

L'UICN selon la Convention du Patrimoine mondial (art. 8.3) est l'une des trois organisations consultatives du Comité du Patrimoine mondial, avec l'ICOMOS et l'ICCROM.

Le rôle spécifique de l'UICN dans le cadre de la Convention concerne les évaluations des propositions d'inscription de Biens naturels sont réalisées par l'UICN.

Dans le cas de propositions d'inscription de Biens culturels appartenant à la catégorie des «paysages culturels», l'évaluation est effectuée par l'ICOMOS, en consultation avec l'UICN.

Pour des Biens mixtes, l'évaluation est effectuée conjointement par l'ICOMOS et l'UICN.



Définition d'un paysage culturel

Selon la Convention du Patrimoine mondial et les Orientations pour sa mise en œuvre, les paysages culturels sont des biens culturels et ils représentent les «ouvrages combinés de la nature et de l'homme » désignés à l'article 1 de la Convention. Ils illustrent l'évolution de la société et des établissements humains au cours des âges, sous l'influence des contraintes matérielles et/ou des atouts présentés par leur environnement naturel et les forces sociales, économiques et culturelles successives, internes et externes, qui se sont manifestées.

Le terme « paysage culturel » recouvre une grande variété de manifestations interactives entre l'homme et son environnement naturel.

La protection des paysages culturels peut contribuer aux techniques modernes d'utilisation viable et de développement des terres tout en conservant ou en améliorant les valeurs naturelles du paysage. L'existence permanente de formes traditionnelles d'utilisation des terres soutient la diversité biologique dans de nombreuses régions du monde. La protection des paysages culturels traditionnels est par conséquent utile pour le maintien de la diversité biologique.



Causse Méjan, après Mativet

La nature dans les paysages culturels

On distinguera trois grands types de paysages :

Les paysages clairement définis:

Il s'agit de paysages conçus et créés intentionnellement. Les analyses portant sur les valeurs naturelles aborderont l'intérêt des collections de plantes in situ, de leur histoire et de leurs relations avec les espèces sauvages.

Les paysages évolutifs vivants

Ils sont caractérisés par une association d'éléments culturels et naturels dans un processus en cours. Dans ce cas, les analyses portant sur les valeurs naturelles retiendront principalement les thèmes suivants:

- l'usage durable des terres (respect des capacités de production, conservation des sols, gestion de l'eau, maintien de la qualité des eaux, maintien de la couverture végétale…)

- la conservation de la biodiversité en milieu naturel (contribution au maintien des écosystèmes naturels, au maintien d'espèces sauvages, au maintien de la diversité génétique…)

- la conservation de la biodiversité en milieu agro-pastoral (développement des variétés domestiques et cultivées, conservation de ces variétés…)

- le maintien ou le développement des qualités esthétiques du paysage (les activités et leur impact sur le paysage naturel…)

Les paysages évolutifs fossiles:

Cette catégorie concerne une association d'éléments culturels et naturels dans un processus arrêté. Les analyses portant sur les valeurs naturelles doivent alors aborder les causes qui ont mis fin au fonctionnement relationnel entre les activités humaines et les ressources naturelles. Elles doivent aussi évaluer les dynamiques qui prennent place après les abandons.

Les Paysages associatifs:

Ce sont des paysages où la force d'association de phénomènes religieux, artistiques, culturels ou naturels domine les traces matérielles. Les analyses portant sur les valeurs naturelles sont souvent ici réduites par l'absence ou la faiblesse des traces visibles. Les sites de découvertes importantes dans le domaine des sciences naturelles doivent trouver ici leur place car ils sont souvent générateurs de valeurs associatives.

Suivant les qualités naturelles de certains paysages culturels identifiés, l'évaluation effectuée par l'UICN tiendra donc compte des facteurs suivants :

a) Conservation d'écosystèmes naturels et semi- naturels, et d'espèces sauvages de la faune et de la flore ;
b) Conservation de la biodiversité dans le cadre des systèmes agricoles
c) Utilisation viable des terres
d) Amélioration de la beauté du paysage
e) Collections ex situ
f) Exemples exceptionnels d'interrelations entre l'humanité et la nature
g) Découvertes d'importance historique.

Type de paysage culturel	Considérations naturelles les plus susceptibles de s'appliquer						
Paysage clairement défini					e		
Paysage évolutif vivant	a	b	c	d			
Paysage évolutif fossile	a					f	
Paysage associatif							g

Le cas des systèmes pastoraux extensifs

Ils représentent, dans une première approche, les activités où les valeurs naturelles sont les plus présentes. L'extension des activités représente une sorte de garantie que bien entendu nombre de conservateurs de la nature ne veulent pas accorder aux systèmes intensifs. L'utilisation de quelques exemples permettra de débattre sur la part que peut prendre la nature dans des paysages culturels liés à des systèmes extensifs



le Causse nu

Transhumance et écosystèmes cévenols

La complémentarité entre les milieux de garrigues languedociennes et les milieux montagnards cévenols a généré depuis des millénaires la transhumance ovine. Les chemins de transhumance ou drailles ont toujours été des couloirs de circulation des espèces végétales transportées par les moutons. La transhumance a aussi permis des échanges économiques, sociaux et culturels.

La transhumance pourrait donc être considérée comme facteur de diversité biologique et culturelle

Elevage ovin et retour du loup dans le sud du massif central

Les terres du Massif central méridional sont aujourd'hui peu peuplée, dédiée à des élevages extensifs.

Au sein de plusieurs espaces protégés des fonctions de conservation et de développement durable sont exercées par des institutions ad hoc : Parc national des Cévennes, Parc naturel régional des Grands Causses, Parc naturel régional de la Margeride. Le loup dans son avancée depuis les Alpes a trouvé là un territoire idoine pour se réinstaller

Des systèmes pastoraux extensifs pourraient donc être considérés comme favorisant le retour naturel d'espèces sauvages

Utilisation du feu par les bergers du parc national de Karaburuni (Albanie)



Les hautes terres cévénoles

Les bergers de moutons du Parc national de Karaburuni pratiquent un élevage extensif. La faiblesse actuelle du nombre d'animaux ne permet plus de pâturer l'ensemble du territoire autrefois soumis au pastoralisme. Les bergers utilisent régulièrement le feu pour maintenir l'ouverture des milieux sans pratique organisée.

La mise à feu suvent considérée comme une perturbation pour les écosystèmes peut pourtant être nécessaire à leur conservation



Lac en haute montagne (Alpes?)

Le maintien de l'intégrité des valeurs naturelles sur le causse Méjan

L'élevage ovin extensif pratiqué sur le Causse Méjan contribue à la biodiversité des milieux caussenards. Le Parc national des Cévennes a toujours considéré cette activité comme essentielle pour le maintien du patrimoine biologique et culturel (architecture notamment). Les pratiques d'élevage, les cours de la viande et les conditions de vie quotidiennes peuvent toutefois remettre cela en question

L'intégrité des valeurs patrimoniales pourrait se dégrader rapidement sous l'effet de systèmes externes

A GAUCHE
Bâti traditionnel caussenard

A DROITE
Zone de sectionnaux avec épierrage sur le Causse Méjan (Nivolliers ?)





Conclusion

Quelles valeurs des anthroposystemes extensifs?

Ces systèmes représentent des cas souvent propices à la présence d'une biodiversité intéressante. Ils doivent en ce sens être pris en considération dans une analyse des valeurs naturelles. Ils peuvent même parfois être porteur d'une nature originale issue des interactions homme- nature ou être le lieu de retour ou de réintroduction d'espèces sauvages. Ils sont toutefois liés à des fonctionnements de systèmes anthropiques pas toujours gérables et prévisibles qui vont se confronter aux cycles et dynamiques naturels.

Ils représentent des valeurs patrimoniales que l'UICN doit prendre en compte

Steppe d'Afrique du Nord





Causse nu causse planté (Méjan)

Les espaces pastoraux extensifs, une nouvelle categorie de paysages culturels ?

L'intérêt des espaces pastoraux est celui d'ensembles complexes où se mêlent des valeurs culturelles et naturelles souvent universelles, parfois exceptionnelles. Là peut-être plus que dans tout autre paysage culturel se retrouve la synthèse des productions de la nature et des sociétés humaines. Les candidatures de sites de ce type pourraient se multiplier demain compte tenu de leur développement planétaire et de leur intérêt.

Il serait souhaitable d'étudier la possibilité de créer une catégorie spécifique qui, comme pour les villes et centres-historiques, les canaux et les routes, permette de mieux guider les dossiers et de mieux les analyser.

Chapitre 2

LES ENJEUX DE L'AGRO PASTORALISME ET DES PAYSAGES CULTURELS

LES ENJEUX SUR LE PASTORALISME MONDIAL ET MÉDITERRANÉEN
vers de nouveaux paysages ?

Alain BOURBOUZE* **et Jean-Paul CHASSANY****

* Professeur associé à l'institut agronomique méditérranéen de Montpellier

** Chargé de mission à l'INRA (UMR Lameta, Place Viala , Montpellier)



Origine et définition du pastoralisme

Le scénario le plus vraisemblable suggère que les sociétés de chasseurs-cueilleurs domestiquent les animaux et les plantes, se livrent à l'agriculture et l'élevage, construisent des villages, premières bases d'un regroupement social. Le pastoralisme d'animaux pâturant des parcours, associé à ces systèmes agricoles, se développe en parallèle ou dans un deuxième temps sous la forme d'un agro pastoralisme (ou aussi d'un pastoralisme de proximité). Les sociétés nomades spécialisées n'apparaîtraient qu'ensuite, avant l'ère chrétienne, entre 1000 et 2500 avant JC, et ce, dans la mesure où trois conditions sont remplies : (i) la domestication des animaux par les sédentaires, (ii) la possibilité d'assurer le transport avec des animaux de bât (postérieur à la domestication et (iii) l'émergence du commerce caravanier. A un pastoralisme semi sédentaire à déplacements lents s'ajoute ainsi un nomadisme monté, rapide (cheval, chameau, dromadaire), à amplitude forte, très conquérant et belliqueux (notamment sur les pasteurs à pied), mettant les sédentaires sous protection/vassalisation (Bédouins, Touaregs, Mongols…)…quitte à se muer eux mêmes en sédentaires après les grandes conquêtes. Les grandes sociétés pastorales nomades sont donc postérieures à l'installation d'une économie agricole.

Sur le plan des définitions du pastoralisme on s'accorde à dire que c'est un mode de subsistance et un mode d 'exploitation du milieu pratiqué par des populations vivant sur les parcours et exploitant des troupeaux d'herbivores domestiques utilisant la végétation naturelle (plus ou

moins associée à d'autres ressources alimentaires.). Etant des ruminants, ils transforment ainsi à faible coût la cellulose en viande et en lait. Ajoutons que l 'organisation des unités de production (déplacements, répartition des tâches…) dépend surtout de l 'accès aux ressources pastorales, et que dans ces systèmes qui intègrent souvent d'autres activités rémunératrices, l 'élevage reste économiquement et culturellement dominant. Il existe en effet bien peu de « pur pastoralisme ». au sein duquel l'économie des unités de production ne dépendrait que des seules ressources pastorales. L'économie agricole des Causses-Cévennes, issue d'un passé agro-pastoral très ancien, relève donc explicitement d'un système agro-pastoral dominant, associé à des revenus complémentaires.

Les régions d'extension du pastoralisme

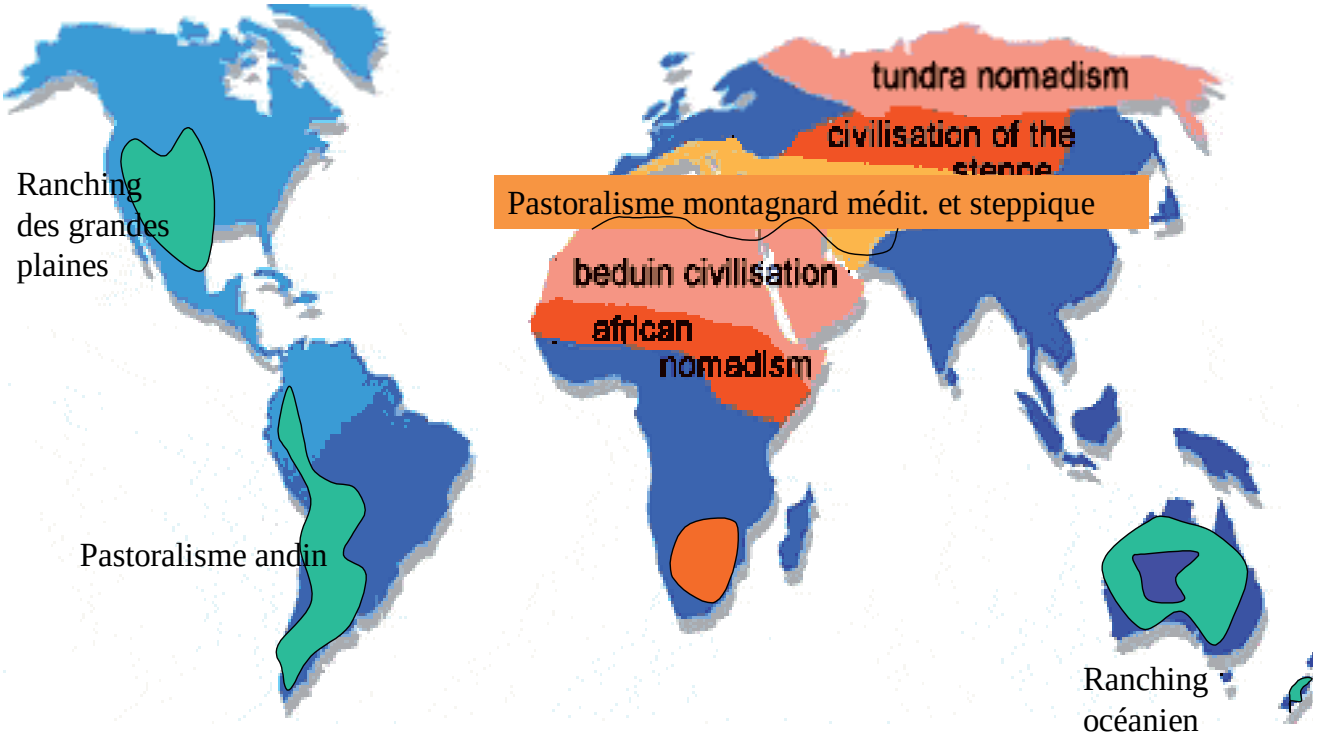
On peut considérer, en première analyse, que le pastoralisme est une adaptation à des régions à fortes contraintes climatiques et topographiques où le labour et les mises en culture sont difficiles ou impossibles. On distinguera de ce fait un pastoralisme des régions humides/froides (régions septentrionales où le froid et les intempéries interdisent les mises en culture comme au Nord Ecosse, en Scandinavie, dans le monde de la Toundra, sur les steppes de l'Asie centrale, en Patagonie…), un pastoralisme montagnard marqué par des contraintes topographiques et par l'enclavement propres aux montagnes sèches, tempérées ou humides de l'ensemble de la planète, et enfin un pastoralisme des régions chaudes/arides à pluviométrie faible et irrégulière et température moyenne élevée, très largement représenté au Nord de l'Afrique, en Afrique sahélienne, dans les steppes du Proche et du Moyen Orient, en Australie, dans l'Ouest américain…).

Mais pour expliquer la prééminence du pastoralisme dans certaines régions, il faut aussi faire référence à des facteurs historiques, économiques et politiques. Ainsi, en régions arides à forte densité de population, le pastoralisme peut céder la place à une agriculture irriguée ou une agriculture en sec à risque élevé et production aléatoire. A l'inverse, dans certaines régions à faible population agricole, sur des terres propices à la mise en valeur agricole, un pastoralisme très dynamique a su s'imposer. C'est le cas du ranching aux USA, en Australie, en Argentine, au Zaïre, au Congo, mais aussi dans les sociétés pastorales des savanes humides du Centre Afrique.

Ainsi, sur une carte du monde qui situe les grandes civilisations pastorales traditionnelles (BONTE, 1984) on trouvera (i) les civilisations du renne (Sibérie, extrême nord de l'Europe), (ii) les civilisations des steppes eurasiennes reposant sur l'élevage du cheval et du chameau de Bactriane, (iii) les civilisations bédouines, en terre d'Islam, des zones arides et semi-arides du Moyen Orient et de l'Afrique saharienne où prospèrent les dromadaires, (iv) les sociétés pastorales montagnardes exploitant des ovins et des caprins autour de la Méditerranée Nord et Sud, au Moyen Orient, ou des Yaks au Tibet, et enfin (v) les sociétés pastorales africaines portées par l'élevage bovin, parfois associé aux petits ruminants, et caractéristiques des régions sahéliennes, des grands lacs (Massaï, Turkana..) et d'Afrique du Sud (Botswana, Hottentots).

A ces sociétés pastorales, nous ajouterons les pastoralismes plus récents ou moins spécialisés des régions andines, des grandes plaines de l'Amérique du Nord ou des steppes d'Australie

Cette classification très globale devrait donc inclure le pastoralisme français qui est fortement concentré dans les zones de montagnes, et donc notre ensemble « Causses - Cévennes ». Il participe de ces « sociétés pastorales montagnardes », à la réserve près que les ovins/caprins sont exploités en montagne sèche, que les ovins et caprins laitiers sont de moins en moins « pastoraux », et que les bovins laitiers ou à viande sont cantonnés en montagne humide.



Civilisation pastorales et autres pastoralismes

d'après P. BONTE

Grands enjeux, évolutions et impact paysager

On peut penser que les pastoralismes des pays développés et ceux des sociétés pastorales des pays en voie de développement ont peu de choses en commun. Il est vrai que sur un point majeur, la pression démographique, les oppositions sont telles que l'on serait tenté de ne voir chez ceux-ci que la sous-exploitation des ressources, la déprise agricole et l'enfrichement, et chez ceux-là le surpâturage, la surexploitation des ressources et les risques de désertification. Notre propos sera différent, en cherchant plutôt les parallèles et les problématiques communes.

Une « range science » commune

La science pastorale (« range science ») est bien sûr commune aux pastoralistes de tous les pays. A eux d'en faire bon usage en l'adaptant aux différents contextes. Elle est née aux Etats Unis après les drames écologiques des années 1880-90 dus au surpâturage. Un siècle plus tard, les centres d'intérêt ont évidemment évolué. Les approches sont beaucoup moins technicistes, et plus transdisciplinaires. Les chercheurs sont confrontés à la nécessaire complémentarité de plusieurs « points de vue » (écologique, biologique, gestionnaire, social ou économique, géographique, etc.) lorsqu'on étudie ces systèmes. Ils doivent ainsi nouer des alliances avec les sciences économiques, humaines et sociales, mais aussi en intégrant des approches écologiques et éthologiques. Le pastoralisme moderne conduit ainsi à privilégier le point de vue du troupeau, ses habitudes et sa motivation alimentaire ; et ces études éco-zootechniques fines seraient peu opérationnelles sans leur inscription dans le cadre plus large du système pastoral et du rôle des hommes et de leurs pratiques (apprentissages, mise en parcs, choix des circuits, gestion spatiale de la diversité…), autrement dit leur inscription dans une problématique de gestion.

Un nouveau paradigme pastoral

Les agences internationales de développement et les bailleurs font grand cas actuellement du « nouveau paradigme pastoral ». Soulignant le fait que tous les modèles prédictifs de l'évolution de la végétation pastorale sur le long terme se sont révélés faux, ils soutiennent qu'en milieu à fortes contraintes on a sous-estimé le haut degré d'adaptation des unités de production dites traditionnelles à leur écosystème et **la forte résilience** de ces derniers. Ainsi les concepts de capacité de charge ou de productivité/ha conviennent mal à la maîtrise d'un écosystème soumis à de très fortes variations pluviométriques inter annuelles. L'éleveur sur parcours, grâce a son excellente connaissance de son milieu (au sens large, économique, écologique et social), fait en toutes circonstances le moins mauvais choix. Souvent confronté dans les PVD (pays en voie de développement) à un problème de survie et de durabilité de son outil de travail, l'éleveur pastoral adopte donc des stratégies qui doivent intégrer le temps court et le temps long et obligent à des compromis. Son comportement économique, jugé sur le temps long, est en vérité aussi rationnel. que celui de ses collègues des pays développés, utilisateurs de prairies cultivées ou propriétaires de ranch.

La concertation, l'approche participative et la gestion des conflits,

Depuis près d'une décennie, le maître mot des agences internationales de développement est « la participation », notamment dans le domaine pastoral où les projets ont connu de très nombreux échecs, précisément du fait de la totale méconnaissance de la société pastorale et de la candeur d'un certain nombre d'experts porteurs de techniques « miracles ». On peut considérer à présent, à quelques exceptions près, que l'approche participative et la planification participative commencent à s'inscrire dans les habitudes et les démarches, bien que les résultats ne soient pas toujours à la hauteur des espérances car le problème est complexe. Les sociétés pastorales sont rarement paisibles et les conflits qui les agitent peuvent aller jusqu'à mort d'hommes. Elles occupent en effet de vastes espaces souvent difficiles à contrôler et sont confrontées à des problèmes de droits d'usage et de limites où s'entremêlent droit coutumier et droit moderne. Curieusement, ces conflits (de limites, de droit de passage et d'empiétements sur pistes de transhumance, de réciprocité, de propriété de bergeries, de droit de culture, de vol de bétail…) sont souvent masqués et en sommeil, car sur le terrain les arrangements à l'amiable entre bergers sont plutôt la norme. Par contre, toute intervention en vue d'améliorer le parcours a toute chance de réactiver un conflit latent et de faire monter les enjeux. Les autorités locales figent alors toute action, sans régler le conflit. Il est donc clair que ce genre de problème doit être traité à un échelon plus élevé, au niveau régional (par exemple les « comités de suivi » au Mali), en intégrant toutes les parties prenantes, et notamment les élus qui ont pour habitude de défendre leur clientèle sans véritable souci de négociation.

Pour contourner les difficultés juridiques, il faut aussi mobiliser des outils novateurs (convention pluriannuelle de pâturage (CCP), associations foncières pastorales (AFP), groupements pastauraux (GP) etc.…), des jeux de rôles, des réglementations légères (immatriculation accélérée…). A l'exemple de ce qui s'est pratiqué en Causses - Cévennes, il faut insister sur la gestion en partenariat qui conduit à une politique pastorale respectueuse des intérêts de chacun, éleveurs, forestier, chasseurs, promeneurs, défenseurs du patrimoine,… en expérimentant les formes possibles d'association et de complémentarité pour l'aménagement et la gestion en multi-usage des espaces naturels. Le rôle des politiques publiques et des aides qu'elles apportent, ainsi que leur cohérence dans la durée et leur coordination (Etat, UE, collectivités territoriales, Parcs, …) est décisif.

Les innovations techniques et organisationnelles

Depuis près d'un demi-siècle, contrairement à ce qu'on pourrait croire, les sociétés pastorales ont montré qu'elles étaient capables d'innover tant sur les plans institutionnels que techniques. Dans de nombreux pays en voie de développement, la montée en puissance de la société civile (les élus locaux, les associations, les ONGs locales connectées à des ONGs internationales) permet

l'émergence d'un contrepoids face aux services officiels en charge du développement. Mais les institutions locales de proximité ne sont pas toujours officielles et leur statut mérite d'être reconnu voire renforcé afin de poursuivre l'effort de décentralisation et d'accroître le rôle des organisations d'éleveurs. Sur le plan de leur fonctionnement, la règle du consensus qui pourrait passer pour un modèle de démocratie, ne permet pas dans la réalité de faire face aux problèmes nouveaux et aux pressions de plus en plus fortes qu'exercent certains notables, ou plus récemment les élus. Peut-on remplacer les règles coutumières, vieilles comme la société elle même, par des procédures plus modernes ?. Les récentes tentatives au Tchad, au Maroc, au Mali, en Mongolie extérieure, dans les pays andins… pour installer des coopératives pastorales inspirées du droit moderne invitent à la plus grande prudence, car tous les pouvoirs au sein des conseils d'administration sont rapidement tombés dans les mains des plus gros éleveurs qui les ont manipulés à leur convenance et à leur seul profit.

Ce qu'il faudrait reprendre des organisations traditionnelles est en vérité le moins facilement transmissible : la flexibilité et l'art du compromis dans l'exécution et la mise en oeuvre. Par contre, là où ces organisations résistent, il faudrait pouvoir les conforter et reconnaître leurs qualités qui résident dans ce subtil mélange entre l'esprit de concurrence et la solidarité, entre l'amabilité des arrangements locaux et la violence des revendications formelles, ou entre la simplicité de façade et la complexité des détails, « le diable se cache dans les détails » (proverbe allemand).

Dans ces mêmes pays, sur le plan technique, ces innovations sont tantôt spectaculaires (l'intrusion du téléphone portable sous les tentes, le camion, la moto ou la moto-neige, les citernes mobiles ou fixes, l'alimentation complémentaire sur parcours, l'engraissement des agneaux, la substitution d'une race pastorale par une race plus « agricole », les traitements sanitaires) tantôt discrètes (le développement des petits parcs, l'arrivée des charrettes, l'interdiction de traite des brebis à viande, l'installation des auges en métal…).

Dans les systèmes pastoraux de l'Europe méditerranéenne, et en Causses-Cévennes notamment, les innovations portent d'abord sur les aspects organisationnels et de planification. La mise en place progressive d'outils juridiques novateurs (AFP, GP, CPP, etc.), la mise en œuvre de démarches nouvelles fondées sur le partenariat (voir supra), de nouveaux modèles d'aménagement et de gestion (les grandes coupures vertes), l'aménagement des accès et du parcellaire, la construction de gîtes. Les innovations techniques accompagnent et confortent ces nouvelles démarches : aménagement et amélioration des surfaces pastorales (débroussaillements, éclaircies, sursemis, etc.) nouveaux équipements (clôtures, cabanes, points d'eau, accès, parcs de tri, etc.), dispositifs facilitant la traite et la transformation fromagère en montagne, introduction de chiens de défense, etc.

Du pastoralisme « pur » à l'agro pastoralisme, le foncier en question

Il est clair que pour de nombreux pays en voie de développement, l'approvisionnement des villes en viande rouge ne peut plus être assuré par des systèmes d'élevage fondés sur les seules ressources des parcours naturels. Les ressources d'origine agricole qu'on achète ou qu'on produit, font désormais partie des systèmes alimentaires sur parcours. A présent, l'élevage pastoral et l'agriculture ne s'ignorent plus et tissent des liens complexes de concurrence, de complémentarité ou d'association, voire d'intégration.

Une telle révolution s'accompagne évidemment d'une réorganisation en profondeur des espaces pastoraux, touchant à la fois à l'organisation sociale et aux équilibres politiques, aux modes d'organisation et d'utilisation des ressources, à la structure des exploitations agricoles et aux statuts fonciers. Ces espaces, pourtant en apparence fort peu productifs, font ainsi l'objet de puissants enjeux, écologiques, économiques, politiques, et sont le théâtre de compétitions très vives. Le débat porte essentiellement sur la nécessité ou non d'allotir les parcours collectifs. Le partage en lopins individuels offre t-il de meilleures perspectives d'investissement et de mise en valeur ? N'exclut-il pas les plus faibles par le jeu du marché foncier ? Existe t-il, *a contrario*, des mécanismes institutionnels efficaces pour gérer collectivement les ressources pastorales ? Ce sont des questions essentielles pour l'avenir de ces espaces.

Dans l'espace Causses-Cévennes, il faut souligner le rôle décisif des outils juridiques mis en place depuis plus de trente ans dans la modernisation du pastoralisme et la reconquête pastorale, en particulier à travers la gestion du foncier.

Mobilité et sédentarisation (« managing mobility »)

Bien qu'on sache maintenant, après avoir suivi l'évolution des écosystèmes des milieux arides sur plusieurs décennies, que le bétail n'est pas le seul ni le plus important facteur de désertification, et que l'irrégularité des pluies d'une part et la collecte de bois de feu et de broussailles d'autre part, sont autrement plus graves, il n'empêche que le pastoralisme a été accusé de tous les maux. Ajoutée au problème politique lié à la difficulté de contrôler les nomades, cette controverse sur le surpâturage a été à l'origine des politiques de sédentarisation forcée. Pour bien des responsables politiques, le nomadisme et les troupeaux mobiles étaient condamnés à disparaître.

Sur le long terme, ces politiques de sédentarisation des familles ont eu un certain succès dans de nombreux pays, car la scolarisation des enfants, le rapprochement des services de santé, l'électrification, la mise en valeur agricole sur des parcelles appropriées ont été des aimants puissants…et légitimes. On voit ainsi émerger dans toutes les sociétés pastorales à travers le monde un puissant mouvement de sédentarisation **qui n'est cependant pas incompatible avec la mobilité des troupeaux** car le mode de vie familial et le mode de conduite du troupeau peuvent s'organiser sur des plans différents.

Si l'on met à part les pasteurs les plus pauvres qui continuent à survivre sur les parcours en nomadisant avec leurs troupeaux comme par le passé, beaucoup d'éleveurs maintenant s'organisent autrement : recours à des bergers salariés, éclatement de la famille élargie en unités spécialisées (un fils cultive, l'autre transhume), adoption de gardiennage à tour de rôle, mises en association, double habitat et installation partielle dans les bourgades périphériques, etc. Quant à la motorisation du pastoralisme qui introduit un nouveau rapport à l'espace, elle s'installe partout à des degrés très différents, systématique au Nord de l'Afrique, en Laponie et dans le grand Nord sibérien (motoneige), et bien sûr en Europe et dans les ranchs américains du nord et du sud, elle n'est qu'à peine amorcée au Sahel. A l'échelle nationale, dans certains états (Maroc, Mali) on essaie difficilement de gérer la mobilité en se fondant sur une « charte nationale de la transhumance » qui garantirait les voies de passage, légitimerait la transhumance et tenterait de la contrôler.

Transhumance, pâturage et biodiversité

Un point important qui fait débat est de démontrer que la mobilité du bétail est le meilleur outil de la conservation de la biodiversité. Certains grands projets d'agences internationales (Mongolie, Maroc) viennent de se construire sur ce postulat de « la relance de la transhumance en vue de conserver la biodiversité ». Ces projets s'appuient sur la création d'associations pastorales en charge de la gestion des déplacements et de l'aménagement des parcours (mises en défens, points d'eau…), mais aussi sur la formation des chefs coutumiers, des personnels des services techniques et de l'administration locale encore peu familiarisés avec ce concept de biodiversité. A un tout autre niveau, en Europe, on a vu l'intérêt de la maîtrise par le pâturage d'une dynamique de communauté végétale complexe, constitutive d'habitats naturels à restaurer. A cet effet, dans le cadre de la PAC et de la Directive Habitats Faune Flore, des cahiers des charges sont établis, des contrats sont passés avec les éleveurs de tous les pays européens concernés, étroitement encadrés et contrôlés.

La gestion des risques

L'adaptation aux risques climatiques est un élément essentiel de la stratégie des éleveurs sur parcours, mais les formules adoptées ne sont plus les mêmes que par le passé et s'appuient sur une large combinaison de moyens. Pour s'affranchir de l'aléa climatique, et de l'aléa économique qui l'accompagne, il faut donc recourir à des actions qui prennent effet à court terme (curatives) et à long terme (préventives). Pour les sociétés pastorales des régions arides, parmi toutes ces options, certaines n'assurent qu'une protection relative, comme par exemple les formes actuelles d'organisation collective, les nouveaux modes de mobilité, la constitution de stocks alimentaires. Mais c'est peu de chose en regard des quatre armes anti-risques réellement efficaces : (i) l'association

agriculture-élevage, (ii) les compléments alimentaires achetés par le biais des ventes d'animaux, (iii) les ressources tirées des activités extérieures et de l'émigration, et (iv) l'arme absolue, quand on peut y avoir recours, l'agriculture irriguée sur pompages.

L'Etat sait aussi intervenir, mais à des degrés variables selon sa puissance et son niveau d'organisation. Quand la sécheresse sévit en France dans l'été 2003, les organisations professionnelles saisissent rapidement les services du Ministère qui, dès août 2003, mettent en place un dispositif d'aides très complet : fond de calamité, aides au transport (350.000 tonnes de paille), aides financières, report fiscal, avances sur primes, etc. Au Maghreb, les organisations professionnelles, trop proches des pouvoirs et mal représentées, sont bien moins réactives et les "plans sécheresse" (aides au transport et céréales subventionnées) mettent beaucoup de temps à se mettre en place. En Mongolie, pays en transition économique et politique, la catastrophe liée à l'extrême froid hivernal, le dzud, laisse les éleveurs très démunis (HUGON et MARTIN, 2001), et l'Etat, qui à l'époque soviétique avait créé un fond d'urgence de réserves fourragères, reste impuissant. Aux éleveurs de se débrouiller et de s'adapter. Ainsi, pour de nombreux pays, les accidents climatiques sont vécus dramatiquement et le seul recours possible, en dehors de la capacité propre aux éleveurs d'anticiper et de s'adapter, est l'appel aux aides internationales et aux ONGS.

L'émergence des signes officiels de qualité sur les produits

Le processus est largement engagé en Europe, par exemple en Causses-Cévennes où les filières d'élevage mettent à présent sur le marché des produits dont les signes officiels de qualité privilégient les particularismes régionaux et le caractère pastoral. Les produits « labels » ont été conçus pour permettre une création locale de valeur ajoutée (donc aussi d'emplois) par renforcement de la « typicité ». Parmi les signes de qualité, l'image du pâturage est privilégiée, notamment en collines ou en montagnes, car associé à des paysages souvent grandioses et à des animaux en excellente santé. La tentation est forte d'utiliser ces arguments abusivement. Pour éviter de tels débordements, des syndicats de producteurs, en raison de la cohérence à tenir vis-à-vis des consommateurs, mais aussi vis-à-vis de l'idée qu'ils se font de leur éthique professionnelle, visent à présent à réinvestir les pâturages, et notamment sur milieux naturels diversifiés… « Comme sur notre affiche », disent-ils. Sur un plan plus scientifique il serait bon de s'interroger sur l'incidence des « terroirs », de leurs flores particulières, de leurs races animales attitrées et des pratiques pastorales sur la qualité des produits..

Ailleurs, vers les PVD, bien souvent la priorité n'est pas encore là, et quand l'idée tente de s'imposer (par exemple au Maghreb), tout reste à faire. La remarque la plus couramment reprise est de penser que les produits animaux issus du parcours étant naturellement « biologiques », il suffirait de peu de choses (un label, une étiquette) pour mieux vendre. Rien n'est moins sûr car tout le cadre législatif et de contrôle est encore à construire.

Conclusion

Le spécialiste est surpris par l'extraordinaire capacité d'adaptation des sociétés agro pastorales à la variabilité spatio-temporelle de ressources fourragères difficiles d'accès, dispersées et souvent de faible productivité, sur des territoires considérés comme marginaux mais très étendus. Cette capacité est en rapport avec la mobilité des hommes et des troupeaux.

On est également étonné par la très grande résilience des écosystèmes concernés qu'il faut alors mettre en relation avec le savoir faire agro pastoral accumulé tout au long des millénaires. Mais ce savoir faire s'enrichit et se complexifie en permanence pour tenir compte des évolutions de la société dans laquelle les agro pasteurs s'insèrent, d'où également la grande diversité des formes d'élevage extensif rencontrées à notre époque.

Un autre sujet d'étonnement est la manière dont la question des droits de propriété sur des ressources, souvent communes, les fourrages spontanés et l'eau, est résolue. Là aussi les sociétés agro pastorales ont su faire preuve d'imagination en mettant en œuvre des formes de gouvernance originales. Ceci n'exclut pas bien entendu les conflits et la nécessité au bout du compte de trouver des modalités de concertation pour gérer au mieux ces conflits que ce soit en cas de surpopulation locale ou de mutations profondes des sociétés (Etats modernes, recherche de modes de vie nouveaux, scolarisation des enfants, accès à la santé, aux loisirs…).

La diversification des activités au sein des unités de production agro pastorales apparaît inhérente au mode de production agro pastoral. De tout temps les pasteurs ont du faire appel à cette diversification pour survivre: commerce caravanier dans le passé, émigration temporaire d'une partie de la famille dans les pays du Sud, spécification et reconnaissance du caractère typique des productions agro pastorales, production de biens environnementaux dans les sociétés occidentales développées…, autant de modalités à prendre en compte.

Enfin à notre époque la recherche prend une place grandissante. Elle permet de prendre du recul par rapport aux modèles de production dominants par trop productivistes et peu adaptés à l'hétérogénéité de la ressource fourragère. Les chercheurs ont été conduits à mieux expliciter la complexité des systèmes d'exploitation et de production agro pastoraux. Ils ont mis en lumière de ce fait leur capacité à s'adapter à des contextes difficiles et à répondre aux attentes de la société en termes de biens matériels (viande, lait, laine et autres produits dérivés). Mais cela concerne aussi cette extraordinaire flexibilité qui permet aussi aux éleveurs de préserver la résilience des écosystèmes. Dans nos sociétés modernes cela conduit à valoriser et de plus en plus à rémunérer la production de biens immatériels érigés en biens publics dont les biodiversités spécifiques liées à ces formes de production et les paysages qui les accompagnent. Enfin ces recherches débouchent sur l'élaboration d'outils d'aide à la décision mobilisables par les acteurs de l'agro pastoralisme ainsi que par les Etats modernes dans la définition de politiques publiques en appui à la préservation de l'environnement et à la modernisation de ce type d'activité.

Tous ces changements induisent des paysages nouveaux, tantôt spectaculairement différents (ensablement, érosion, surpâturage, nouvelles pistes, nouveaux bourgs, embocagement, boisements spontanés et fermeture des milieux par sous utilisation de la ressource fourragère au nord, privatisation et sédentarisation au sud…), tantôt plus discrets (pratiques nouvelles, réorganisation du travail au sein des familles, impact de l'émigration…). Dans tous les cas l'activation de ce binôme homme nature avec l'animal comme médiateur, conduit à des formes culturelles originales dont une des empreintes perceptible est bien la diversité des paysages agro pastoraux et leur permanence dans le temps.

Bibliographie

- **ALBERGONI, G.** (1990) Les Bédouins et les échanges : la piste introuvable in *Cahier des Siences Humaines* 26 (1-2) : 195-215

- **BONTE P.** (1974) Les civilisations nomades in la *Recherche* 53, pp 130-140

- **BOURBOUZE, A.** (1999) Gestion de la mobilité et résistance des organisations pastorales des éleveurs du Haut Atlas marocain face aux transformations du contexte pastoral maghrébin. in "Managing mobility in african rangeland : the legitimization of transhumance", NIAMIR-FULLER, M. (edit.), FAO and Beijer intern. instit. Ecolog. Economics, ch X, 236-265 pp.

- **BOURBOUZE A.,** 2000. Pastoralisme au Maghreb : la révolution silencieuse. Revue Fourrages (2000) 161, 3-21 pp

- **BOURBOUZE A. et El AICH A.,** 2000. Gestion des parcours et des troupeaux en régions steppiques et réponse à l'aléa climatique, in Livestock production and climatic uncertainty in the Mediterranean, ed . Guessous, Rihani, Wageningen P, EAAP pub. N° 94, 307-319 pp

- **BOURBOUZE A.** (2002). Les temps longs du développement : patientes transformations des systèmes d'élevage au Maghreb, in « Un agronome dans son siècle, actualité de René Dumont », ouvrage collectif sous la direction de M. Dufumier, ed. Karthala-INA P.G., 95-107 pp

- **BOURBOUZE A.** (2003). Enjeux et débats sur la réorganisation des espaces pastoraux du Sud méditerranéen : de l'influence du « melk », du camion, de l'orge, du marché et des « Kbir ». Colloque SAGERT/CIRAD-CNEARC, février 2003, 8 p

- **BOURBOUZE A.,** (2003). Stratégies des éleveurs et politiques forestières dans les montagnes méditerranéennes : du conflit à la conciliation. Rapport principal session V1, Symposium EAAP, FAO, CIHEAM, « Animal production and natural ressources utilisation in the mediterranean areas », Ionnina, Epirus, Greece, juin 2003, 12 p.

- **BOURBOUZE A.,** (2006). Systèmes d'élevage et production animale dans les steppes du Nord de l'Afrique : une relecture de la société pastorale du Maghreb, Revue Sécheresse, n° 17 (1-2) ; pp31-40

- **CHASSANY J.-P.** – Systèmes d'élevage de petits ruminants et environnement en Méditerranée. Options Méditerranéennes, Séminaires méditerranéens, n°28, 1999, p. 179-193.

- **CHASSANY J.P.,** CROSNIER C., COHEN M., LARDON S., LHUILLIER C., OSTY P.L.,, (2002) Réhabilitation et restauration de pelouses sèches en voie de fermeture sur le Causse Méjan : quels enjeux pour une recherche en partenariat ? *Revue d'Ecologie* : la Terre et la Vie, nø sup 9 «Programme de recherche «Recréer la nature» : réhabilitation, restauration et création d'écosystèmes», pp 31-49

- **GASTON A., KERNICK M.,** Le HOUEROU H.N. **,** Edit. 1991, Actes du quatrième Congrès International des Terres de parcours 3 t. , 789 p. Montpellier 22-26 /04/1991. John Libbey.

- **KHAZANOV A.M. ,** 1984, Nomads and the Outside World, Cambridge University Press.

- **SANDRON F. ,** 1998, L'immobilité forcée, la sédentarisation dans le Sud-tunisien, In Autrepart (5), 63-78

THEWIS, A, BOURBOUZE, A., COMPERE, A., DUPLAN et HARDOUIN, J. (2005) Manuel de zootechnie comparée Nord-Sud. AUF/INRA éditions, 2005, 620 p. (Mieux comprendre)

PATRIMONIALISER LES PAYSAGES DE L'AGRO PASTORALISME OROMÉDITERRANÉEN : Nécessité de mémoire ou outil de mutations économiques ?

Pierre DONADIEU
Ecole nationale supérieure du paysage
de Versailles-Marseille Octobre 2007



Résumé : *La mise en patrimoine mondial de certains paysages agrosylvopastoraux des montagnes méditerranéennes peut créer des conditions favorables (singularités culturelles et mémoires collectives visibles préservées dans des hauts-lieux) à leur développement économique futur (tourisme, villégiature, entreprises). Ces processus locaux, qui identifient des territoires et, entre autres produits, ceux de l'élevage, peuvent devenir exemplaires pour les développements économiques régionaux qui portent attention à la manière de conduire l'évolution de leurs paysages.*

Abstract

World patrimonialisation of some agro sylvo pastoral landscapes of Mediterranean mountains may create favourable conditions for the future local economic development such as tourism and entrepreneurship, due to their cultural singularities and their collective memories preserved in these places of high interest. These local processes which give character to landscapes and to some products and services, particularly to cattle breeding products, can become an example for original regional development approaches taking into account the way they manage the evolution of the landscape

Introduction

L'agro pastoralisme des montagnes méditerranéennes est une expression désignant les activités d'élevage qui, autour de la Méditerranée, utilisent les ressources fourragères des pâturages de montagne l'été et celles des plaines, des plateaux ou des vallées l'hiver. Ces activités se localisent, au nord, dans les sierras espagnoles, les versants sud des Pyrénées, le sud du Massif central et des Alpes, les montagnes corse et sarde, les Apennins du centre et du sud, les montagnes du sud des Balkans, celles de la Turquie occidentale (Taurus) et du Liban ; au sud dans la Dorsale tunisienne et le Tell algérien, les massifs des Aurès et du Hodna, des Kabylies, des Atlas sahariens, du Haut, Moyen et Anti Atlas, et du Rif au Maroc. Dans l'Europe du sud, ces montagnes correspondent à une partie

des zones dites défavorisées de la politique agricole commune (PAC) européenne cumulant les «handicaps » de la montagne (pente, altitude, froid, neige) et du climat (été sec). En Afrique du nord, ces montagnes sont toutes situées dans le climat méditerranéen, des variantes les plus humides (Rif) aux plus arides (atlas sahariens). Les sociétés concernées dites agropastorales, donc aux troupeaux mobiles dans l'espace, ne peuvent être pensées sans référence à leurs territoires, qui s'étendaient, et s'étendent parfois encore, des prairies et cultures des basses plaines, plateaux et vallées jusqu'aux estives communautaires de la moyenne et haute montagne (en moyenne 700 à 2500 m), en passant par les parcours boisés et forestiers.

À l'échelle des climats oroméditerranéens, la moyenne montagne succède à la basse montagne et aux plaines qui correspondent à l'aire de l'olivier (jusqu'à 600 à 900 m). Son altitude varie en moyenne de 600-900 m à 1800-2000 m d'altitude. Ce qui correspond à des étages bioclimatiques méditerranéens très variables : humides (plus de 1000 mm/an) à subhumides (700 à 1000 mm d'eau/an), semi-arides (400 à 700 mm) voire arides (<300-400 mm sur les versants sahariens) ; à des sous-étages à hivers froid (neige) à doux (pas de gel) ; et à des étages de paysages végétaux très variées ; du haut vers le bas : steppes d'altitudes à xérophytes, chênaies caducifoliées, cédraies humides à sèches, chênaies vertes, subéraies, pinèdes junipéraies, buxaies, callitriaies, arganeraies, et les matorrals (maquis, garrigues, phryganes, tomillares, etc.) et pelouses de pozzines et steppisées. Au Nord et à l'Ouest, les estives sont situées en limite ou hors du climat méditerranéen, alors qu'au sud et à l'est elles restent dans ce cadre climatique à proximité des climats désertiques. Du point de vue du pâturage, les bergers sont moins liés, selon les régions, littorales ou continentales, à l'altitude qu'à la période de pousse d'herbe, qui peut être courte ou longue, selon la durée des froids hivernaux et la durée de la saison sèche estivale (1 à 4 mois). Des stratégies fourragères sont alors nécessaires pendant la période hivernale.

Les systèmes agrosylvopastoraux anciens, qui avaient recours à différentes formes de transhumance (presque seulement d'estive aujourd'hui), ont été remis en question depuis au moins un siècle par l'exode rural, les régimes politiques (pays socialistes), l'évolution des marchés des produits de l'agrosylvopastoralisme, la mise en culture des parcours d'hiver puis la raréfaction des terres agricoles dans les plaines littorales, les piedmonts et les vallées urbanisées, l'augmentation du coût de la main d'oeuvre agricole, et beaucoup d'autres raisons sur lesquelles nous reviendrons plus loin.
Est-il nécessaire de préserver les mémoires visibles de ces cultures et de ces économies éteintes ou menacées, ou bien la patrimonialisation des paysages peut-elle servir d' outil de développement qui permet et permettra aux montagnes, aux plaines et aux vallées de changer d'économies et de sociétés au cours du XXIe siècle ? Cette alternative existe partout où, aujourd'hui, les paysages changent (boisement, urbanisation) avec ou sans amnésie collective.

Ce qui disparaît avec les sociétés pastorales traditionnelles est un mode singulier de vie (un genre de vie aurait dit le géographe Vidal de la Blache) au contact des milieux naturels, inscrits dans la durée et l'espace (le temps qu'il fait, l'état saisonnier du pâturage, les dangers pour les animaux, les points d'eau, etc.), autant que des organisations collectives. Ce qui se perçoit plus dans la langue et l'observation des pratiques des bergers et des éleveurs, et de leurs familles, que dans les paysages : nommer leur cheptel, les plantes utiles ou nuisibles pour le bétail, les épisodes climatiques sec et humide, enneigé, froid et chaud ; les ouvertures des communaux ; l'état de santé des animaux, jeunes et vieux et les soins qui leur sont apportés; les périodes de mise bas, la manière de recourir à différentes sources fourragères hivernales (feuillée des arbres, déprimage des céréales cultivées, mauvaises herbes des cultures, chaumes, foins, pailles, grains stockés, pâturages de jachères et de pare-feux) pour assurer la soudure entre l'hiver et le temps de l'estive; l'usage des fumiers pour fertiliser les cultures, le rôle respectif des hommes et des femmes, les produits de l'activité pastorale (viande, lait, fromages, laine) et les autres produits des pâturages (charbon de bois, bois d'oeuvre et de chauffe, liège, gibier, fruits, etc.).

1 *La patrimonialisation est un processus d'anamnèse, individuel et collectif, qui désigne les biens à transmettre aux générations futures. Elle a été appliquée d'abord par les Etats à des monuments historiques en privilégiant des valeurs historiques, d'ancienneté et d'usage (A. Riegl). Appliquée aux paysages, elle nomme le processus concernant les sites classés par l'Etat dont l'empreinte géographique ne peut être modifié hors des raisons acceptées par les forums qui en décident (par exemple en France les commissions départementales des sites, perspectives et paysages ou les conseils scientifiques des parcs naturels régionaux et nationaux)*.

Les paysages agropastoraux se perçoivent surtout à travers les récits de vie des éleveurs et de leurs familles. Il y a cinquante ans, dans la montagne pyrénnéenne, les modes d'exploitation communautaire des estives étaient décrits par les guides touristiques comme « archaïques », mais aussi « du fait de leur simplicité, pittoresque » (Guide Bleu, 1951).

Ce qui est apparu aussi, insensiblement, surtout au nord de la Méditerranée, est une autre société, non de pasteurs, mais d'éleveurs liés aux techniques rationalisées et mécanisées d'élevage, ouverte sur les nouveaux marchés associés aux villes et au tourisme. Ces professionnels utilisent des camions au lieu des drailles, des clôtures électriques pour parquer les animaux la nuit (parc de contention) ou délimiter des parcours, des soins vétérinaires modernes (vaccinations, insémination), la traite mécanisée, des tondeuses électriques pour la tonte, et dans leurs prairies du bas pays : des tracteurs, des faucheuses, des botteleuses et des remorques, des pompes électriques pour puiser l'eau d'abreuvement du bétail et irriguer, des farines, des engrais et des pesticides d'origine industrielle, des bâtiments modernes d'élevage, etc. Ils aspirent de plus en plus à du temps libre et à des travaux moins pénibles ou astreignants (la garde dans les estives de troupeaux de plus de 1000 têtes par exemple), diversifient leurs activités (agritourisme), s'ouvrent à la pluriactivité familiale, et sont conseillés par des organisations professionnelles. Aidés par la Politique agricole commune européenne et les Etats, ils sont parfois sollicités par les pouvoirs publics et les particuliers pour entretenir les pare-feux dans les zones boisées, mais éprouvent le plus souvent, sauf niches de produits spécifiques (certains fromages ou des ventes de viande de proximité, par exemple), de fortes difficultés économiques du fait de la concurrence de produits animaux d'origine extraeuropéenne. Les paysages de ces activités d'élevage d'aujourd'hui sont-ils ceux que l'on veut patrimonialiser ?

Géographiquement parlant les paysages agrosylvopastoraux sont de trois grands types : les estives des montagnes hautes à moyennes, les parcours boisés, et les cultures et prairies des plaines, piedmonts, vallées et plateaux. Dans une perspective de classement patrimonial, la notion de paysage est cependant plus complexe qu'une simple occupation du sol traduisant la vie agricole locale. Elle a des fondements culturels.

La notion de culture ne se restreint pas à un patrimoine identitaire (d'une nation ou d'une région), elle caractérise une société ou une civilisation dans sa totalité (langues, valeurs, usages, comportements, habitats, institutions, lois, etc.) . Elle permet de décrire les paysages comme des lieux de vie et de reproduction sociale et d'en parler. Les paysages perçus à travers les récits des éleveurs prennent alors une dimension symbolique et esthétique et fondent l'identité territoriale des groupes professionnels.

Qu'est ce qu'un paysage agrosylvopastoral ?

La catégorie des paysages culturels agrosylvopastoraux montagnards méditerranéens, proposée par la Direction de la Nature et des Paysages, suggère d'abord une question simple : qu'est ce qu'un paysage culturel ?

•Le mot paysage nomme à la fois une perception visuelle, et plus largement sensible (polysensorielle), de l'espace matériel qui, par son interprétation, donne son identité, son caractère à ce qui est regardé, et englobe la réalité matérielle correspondante. Le paysage est l'empreinte visible des cultures qui l'ont élaborée, et la matrice des affects et imaginaires (représentations sociales et projets individuels et collectifs,) qui contribuent à l'évolution de cette empreinte . Autrement dit, le paysage est à la fois ce qui est vu, ses perceptions et les manières de les interpréter. La notion est contextuelle (un espace singulier, un interprétant et des raisons de le faire)

2 *J'appelle empreinte à la suite de A. Berque l'ensemble des traces perceptibles laissées par une société sur son milieu de vie, et matrice l'ensemble des signes intentionnels ou non qui contribuent à engendrer les affects et représentations individuelles et collectives de ceux qui les perçoivent. Cette perception des paysages est à l'origine de la modification ultérieure des empreintes. De ce point de vue, le paysage est le résultat d'un processus sociogéographique au mouvement rapide ou lent. Voir aussi la convention européenne du paysage de Florence.*

La notion de paysage peut être complétée par celle de lieu « relationnel, historique et identitaire » par opposition au non-lieu engendré par les sociétés mobiles (Augé, Non-lieux, Seuil, 1992). Par rapport au paysage qui est une interprétation de ce qui est vu, le lieu est une expérience de tous les sens. Celle de site est aussi utilisée avec des sens multiples : au sens de la protection réglementaire des sites (pour des raisons historique, esthétique, scientifique, etc.) ; au sens géographique (configuration d'un établissement humain particulier : ville, village ou lieu d'un aménagement).

Dans la culture traditionnelle des architectes-paysagistes, l'idée de paysage privilégie les valeurs esthétiques et symboliques, liées à la notion de jardin. Le non-lieu (certains espaces sauvages, ruraux ou urbains)) s'oppose aux lieux qualifiés du jardin (Hunt, 1996).

Comme filtre des perceptions humaines, le paysage est classiquement celui des arts de l'image et de la littérature, qui a inspiré les guides touristiques. Ce filtre peut être aussi celui des sciences géographiques, écologiques, agronomiques, historiques, archéologiques et sociales (lire et comprendre les paysages), des savoirs vernaculaires décrits par les ethnologues et géographes culturalistes, et plus simplement de l'expérience vécue de l'espace par chacun. De ces points de vue, toute étendue visible et tout espace sensible peuvent devenir des paysages et des lieux identifiés, caractérisés, mis en récits imagés, oraux ou écrits par un individu ou un groupe même si le mot ou l'image de paysage (la photographie par exemple) n'y apparaissent pas. L'essentiel est que des valeurs leur donnent un sens communiqué, que celui-ci soit d'origine artistique (l'art et la littérature), scientifique (les sciences de l'environnement et de l'agronomie par exemple), ou vernaculaire (le paysage des bergers) ; que ces valeurs soient exogènes ou endogènes aux lieux.

En bref, la notion de paysage introduit dans la connaissance et l'aménagement des milieux habités les filtres des cultures et des expériences humaines.

•Ainsi, tout espace visible de parcours, de pâturages et de prairies de la montagne méditerranéenne peut devenir un paysage ou un lieu, d'élevage pour les uns (la montagne, les estives, des bergers et des techniciens pastoralistes), de trekking pour les randonneurs, de cueillette pour les amateurs de champignons et de myrtilles, de chasse pour le chasseur, de lutte antiérosive et de production de bois pour le forestier, géologique ou phytogéographique pour les scientifiques, de mémoire et d'oubli pour les historiens et archéologues, d'évasion pour le promeneur, d'inspiration conceptuelle pour le designer paysagiste, etc. pour les autres. Tous peuvent être photographes et créer leurs images de lieux et de paysages et leurs blogs pour les raconter et les diffuser. Mais beaucoup n'en font rien.

•Quant à savoir si ces paysages sont culturels, admettons une fois pour toutes qu'il n'y a de paysages que culturels. Tout paysage est autant un regard sur l'étendu – formé (par l'éducation artistique en particulier), initié (localement) ou informé (par les sciences et les médias) selon le sociologue R. Larrère (1997) -, qu'une construction matérielle de lieux qui s'inscrivent dans des modèles sociaux hérités ou importés de paysage . L'expression paysage culturel est un pléonasme et la catégorie des paysages dits naturels une commodité linguistique pour nommer des espaces qui sont perçus et qualifiés comme tels, sans l'être le plus souvent. Constatons que la plupart des paysages pastoraux méditerranéens sont perçus par les publics comme naturels par rapport aux espaces urbains et cultivés, mais que tous ces milieux – le saltus traditionnel associé à l'ager – ont été transformés depuis très longtemps par les activités humaines (pâturage, brûlis, incendie, mise en culture, boisement, coupe de bois, chasse, pêche etc.). Il est donc logique de les considérer comme des paysages culturels, bien que leurs apparences soient surtout celles de milieux perçus comme naturels.

3 *C'est à ce titre qu'un paysage culturel est une oeuvre conjuguée de l'homme et de la nature, ce qui oblige à créer la catégorie des paysages naturels, qui sont labellisés alors en tant que monuments naturels et sites à paysages exceptionnels*.

• Les paysages agrosylvopastoraux de montagnes sont singuliers. Ils désignent la partie visible des territoires d'élevage et d'agriculture sèche et irriguée. Les scènes d'élevage y sont distribuées sous la forme de lieux différents animés par la circulation ou la stabulation des troupeaux selon les saisons (paysages pluriscéniques). En l'absence des animaux, les paysages sont indiciels. Leurs usages (sylvo)pastoraux se lisent à travers les signes pérennes et les connaissances de leur utilisation (murets, drailles, cairns, traces animales sur le sol, points d'eau, bergeries, parcs, clôtures, etc.). L'intensité des usages se lit dans l'état des pâturages sous-utilisés (embroussaillement, boisement spontané) ou sur-utilisés (érosion des sols, ébranchage et coupe des arbres). En hiver les scènes d'élevage sont autres (bergeries), près des villages des vallées. Parfois, les usages pastoraux et agricoles anciens sont insoupçonnables, tant l'apparence des paysages de pelouses, de steppes et de forêts de montagne est dépourvue d'indices humains et animaux, mais riches de ceux qui traduisent les milieux de la vie sauvage (flore et faune spontanées). Autrefois résultants des activités d'aménagement des montagnes, les paysages sont devenus, en Europe, des constructions conscientes via les pouvoirs publics, leurs politiques publiques paysagères et patrimoniales, et les sociétés locales. L'activité pastorale n'en est qu'un élément.

• Polysémiques et discontinus les paysages de l'agro pastoralisme méditerranéen suscitent de multiples interprétations sociales, depuis celle des Etats (selon la DNP, en France, ils auraient « une qualité remarquable »), des agents économiques et techniques des Régions jusqu'à celles de tous les acteurs et usagers locaux de ces paysages qui les produisent (éleveurs, agriculteurs, forestiers, techniciens.) ou en usent (résidents secondaires, randonneurs, touristes, chasseurs, sportifs divers, etc). Elles entrent en général en tensions, voire en conflits. Elles s'exposent publiquement de plus en plus dans des forums , lieux de confrontations et de débats publics entre experts scientifiques et acteurs publics, associatifs et privés de la production des paysages en jeu. A priori, étant donné ces évolutions, on peut dire que le choix de sites géographiques à labelliser sera étroitement lié à celui des territoires d'élevage, et notamment des estives (communaux, collectifs). Ils ne peuvent être réduits aux jeux des apparences et des images de celles-ci qui ne parlent pas seules, mais via les acteurs qui les produisent.

• L'organisation des paysages pastoraux des régions méditerranéennes traduit des cultures techniques proches et comparables d'élevage soit comme pratiques agropastorales (les estives et leur statut collectif ou communal, la production de foins, l'usage des espaces boisés, la conduite hivernale des troupeaux), soit du fait de la circulation des modèles techniques récents de développement (intensification ou extensification de la production agricole, pastorale ou forestière). Les paysages restent cependant écologiquement distincts les uns des autres. Parce que la nature des végétations des pâturages qui les constituent varie de l'est à l'ouest, du nord au sud et selon l'altitude. Ils sont aussi culturellement distincts, parce que les pratiques d'élevage et les produits transformés de ces élevages changent avec les héritages culturels (ethniques, religieux, nationaux, régionaux, alimentaires, fonciers, techniques, etc.) des activités dont les paysages portent l'empreinte. Trois exemples.

Les paysages traditionnels des montagnes berbères marocaines sont caractérisés par des étages bioclimatiques, subhumide et semi aride, avec des végétations pastorales singulières (les steppes arborées à xérophytes, les cédraies, les junipéraies), par des rites sociaux autour des lieux particuliers de transhumance (les agdals et almous), par les signes de la religion musulmane (les mosquées, les cimetières, les marabouts), par les conséquences de l'organisation sociale communautaire (le partage des droits d'eau par la jmaa), par les rivalités des éleveurs avec l'Etat forestier, par une microproprié foncière, par des architectures et des organisations de villages singulières, etc.

Dans la Région du Languedoc, humide à subhumide, les paysages supraméditerranéens et méditerranéens de montagnes boisées (landes à buis, chênaies, pinèdes, châtaigneraies) et de garrigues sont marqués par des densités démographiques faibles, une déprise viticole et pastorale, la mémoire d'une économie de la châtaigne, la lutte contre les incendies, les pratiques de reconquête pastorale et de boisement de la montagne, la conservation active des patrimoines architecturaux et de la faune et de la flore sauvage dans des parcs naturels régionaux et nationaux, l'extension des résidences secondaires et des pratiques touristiques, et la présence de signes architecturaux ou non de la religion chrétienne et de ses guerres intestines.

Dans la Sierra Morena au nord de Séville, à climat semi-aride, dans un contexte foncier de grandes propriétés et de salariat bon marché, d'élevage extensif ovin et porcin, les paysages se répartissaient traditionnellement au début du siècle dernier entre des espaces forestiers de chênes verts et de chênes liège (dehesas), les maquis à cistes, et dans les fonds de vallée la céréaliculture extensive et les pâturages permanents. Cette économie agrosylvopastorale relativement stable s'est maintenue jusqu'aux années 1960. Avec la multiplication des élevages hors sol de porcs, la crise de la peste porcine, l'affaiblissement du marché du liège, la disparition des marchés du charbon de bois et de la laine, et l'augmentation du coût de la main d'oeuvre, puis l'entrée de l'Espagne dans l'Union européenne l'élevage extensif a régressé au profit de la sylviculture (eucalyptus), de la chasse commerciale, des lotissements et des friches (matorrals). L'ancien capitalisme agraire des dehesas s'est réorienté en grande partie vers l'industrie dans la vallée du Guadalquivir, vers l'agriculture de plaisance (avec des revenus urbains) et l'agritourisme (Roux, 1986).

Dans le premier cas, l'empreinte paysagère agrosylvopastorale traditionnelle a peu changé, dans un contexte d'hostilité à l'Etat central (contestation du domaine forestier) et de désagrégation des structures tribales traditionnelles (mise en culture des parcours collectifs). Dans le second, l'action de l'Etat, de la Région et de l'Union européenne a freiné la disparition des pratiques traditionnelles tout en modernisant les techniques d'élevage, dans un contexte de développement du tourisme et des résidences secondaires. Dans le troisième cas, la transition constatée au début des années 80 a été, me semble-t-il, confirmée ; l'élevage traditionnel des dehesas a en partie disparu, bien qu'une partie de son empreinte paysagère (les arbres) persiste encore.

Des caractères évolutifs distinctifs apparaissent ainsi, dans d'autres contextes, en Italie dans les Abruzzes, en Grèce, en Turquie, dans les montagnes du Liban, etc.

Quels sites faut-il retenir pour en faire des patrimoines mondiaux et pourquoi ? La réponse ne peut être donnée qu'après un inventaire de ces paysages pastoraux méditerranéens, de leurs représentations sociales, de leurs identités respectives et de leurs modes évolutifs (déprise agropastorale, périurbanisation et faible densité démographique au nord ; pression agricole et démographique, périurbanisation, fin des nomadismes au Maghreb et au Mashreq).

Dans ce contexte retenons que la notion de paysage exprime à la fois un but idéal à atteindre (les paysages souhaités) et un outil de médiation pour le développement socioéconomique (faire partager les valeurs des paysages à créer ou à conserver).

Pourquoi et comment patrimonialiser ces paysages ?

Le mode top down

Il suppose des institutions publiques (UNESCO, Union Européenne, Etats, Régions, Provinces, Départements, Wilayas et autres Collectivités) qui désignent de fait des modèles de paysages comme patrimoine collectif : à la fois signes marquant la mémoire sociale des territoires, repère d'identité collective et parfois facteur de développement économique (le paysage comme ressources touristiques et emblème de biens marchands)

• L'Unesco constitue le patrimoine mondial
Des paysages agricoles ont été déjà classés en Europe : Il s'agit surtout de paysages viticoles vivants : les Cinque Terre en 1997, le vignoble de Saint-Emilion en 1999, le Haut Douro en 2001.
Des paysages mixtes, à la fois agricoles et naturels, l'ont été aussi (une partie du Val de Loire en 2000 en tant que paysage culturel).

4 *Au sens du sociologue M. Callon et de l' anthropologue B. Latour.*

Un site pastoral a aussi été classé en tant que paysages naturel et culturel, celui, franco-espagnol du mont Perdu en 1997 : « un massif pastoral reflétant un mode de vie des montagnes d'Europe, qui est resté inchangé au XXe siècle en ce seul endroit des Pyrénées ; ses qualités paysagères « naturelles » exceptionnelles sont liées à des monuments naturels les cirques et canyons ; ses qualités paysagères culturelles sont celles d'une histoire longue et exemplaire de montagnards autochtones, avec des traités transfrontaliers » (d'après le site internet consacré).

Pour l'UNESCO, la décision d'inscription d'un paysage culturel repose sur le respect d'un au moins des huit critères qui rendent éligibles un site candidat : notamment être un chef d'oeuvre du génie humain, un témoin d'influences culturelles entre les peuples, un témoignage d'une culture disparue ou menacée, un exemple de construction traditionnelle remarquable, un exemple d'occupation traditionnelle du sol par une culture menacée. S'y ajoutent deux critères d'authenticité et d'intégrité.

Ce type de classement patrimonialise le site classé comme un lieu prestigieux vivant où les activités économiques contribuent à la reproduction des sociétés locales, à la pérennisation et à la qualité des paysages produits. Les paysages, comme ceux des terrasses mécanisées du vignoble des Cinque Terre, ou des estives du Mont-Perdu, ne sont plus des sous-produits aléatoires, mais deviennent des formes visibles et des images spectaculaires ou ordinaires nécessaires à l'activité touristique comme à la rentabilité des exploitations (identité des produits par leurs origines).

• Les Etats fabriquent aussi des patrimoines nationaux et locaux

Chaque pays en Europe et autour de la Méditerranée dispose également de la possibilité réglementaire de protéger des monuments historiques ou des sites de l'oubli et de la destruction, grâce aux travaux de ses professionnels. En France, le classement des monuments et sites, et leur gestion, sont pris en charge par des inspecteurs des Sites et les architectes des Bâtiments de France avec éventuellement des bureaux d'étude. Il en est de même dans les Zone de protection du Patrimoine Architectural,Urbain et Paysager (ZPPAUP) avec les maires des communes et d'une autre façon (l'acquisition foncière) avec le Conservatoire du littoral. Le modèle paysagiste à respecter est défini « du haut » : la sphère publique de l'Etat, vers ou avec « le bas » (la société locale). Par exemple, en définissant « un paysage de village type représentatif de ceux qui lui ressemblent dans le Vivarais cévenol » (J. Cloarec, Un village Ribes se penche sur son paysage, 1995). Ce modèle, avec ses règles architecturales et paysagères conservatrices (les formes du bâti traditionnel à respecter, les terrasses de vigne à cultiver), inexistant pour les autochtones sous la forme prescrite, devient alors, pour le maire, le paysage à protéger. Les autres acteurs sociaux (habitants secondaires, touristes) sont alors la cible de l'action publique en tant que consommateurs des paysages souhaités.

• Les Régions constituent également des patrimoines régionaux

Comme dans d'autres régions périméditerranéennes (italiennes, espagnoles notamment), mais sans capacité législative, la Région Languedoc-Roussillon a élaboré une politique de développement viticole fondée sur des règles paysagères essentiellement patrimoniales (conservation des terrasses, des cabanes, des cépages, des types de conduite et de récolte de la vigne, etc.). Cette politique contribue avec d'autres à construire des paysages patrimoniaux pour des raisons à la fois économiques (mieux vendre le vin avec la référence aux paysages locaux, attirer les touristes),

5 *Un modèle de paysage est une figure, une image abstraite et schématique de paysage filtrée par une culture : classiquement le filtre des arts et de la littérature produit des images pittoresques à finalités esthétique et symbolique ; celui des sciences propose des compréhensions conceptualisées des processus qui produisent les paysages matériels et immatériels. Celui des professionnels du paysage mélange souvent les deux filtres artistique et scientifique. Je distingue le modèle paysager géographique qui représente des organisations spatiales et sociales et les dynamiques des empreintes et des représentations sociales, et le modèle paysagiste prescriptif qui produit des images (souvent patrimoniales) pour inspirer les évolutions futures, en connaissance du premier modèle.*

sociales (appliquer des règles de construction de cadres de vie résidentielle) et culturelles (rendre visible dans le paysage des signes symboliques, actuels et anciens qui permettent aux habitants et aux publics de construire leurs propres récits des paysages locaux).

Les pouvoirs publics (Etat, Région, Département, etc.) construisent donc des modèles paysagers pour que les impressions engendrées par les paysages recommandés réactivent les images et les signes d'une mémoire collective défaillante et stimulent les économies essouflées. C'est une politique qui agit sur la genèse des souvenirs de chacun ; chacun pouvant vivre ses souvenirs au passé, au présent et au futur. Empreinte locale du passé, le paysage devient ainsi matrice de son avenir local dans un contexte économique ouvert et globalisé.

Avec ces acteurs publics, le processus valable pour les paysages viticoles du Languedoc ou des Cinque Terre peut s'appliquer aux paysages pastoraux (voir le Mont Perdu), à condition de définir, sociétés par sociétés pastorales, les signes paysagers matriciels à pérenniser (les écosymboles, les prises paysagères dirait le géographe A. Berque) qui vont motiver les récits individuels et collectifs à partager entre les éleveurs, les bergers et les publics : par exemple : les chemins de transhumance (draille, tratturi, canadas), les bergeries, refuges, cabanes, étables, enclos, zribat, et autres azib, les murets de pierres sèches, les bornes, cairns, et autres marqueurs de territoires pastoraux, les puits, citernes, et autres lavognes, avec ou sans éoliennes, etc. Cette démarche réduit cependant la culture pastorale à ce qui est visible, ce qui est largement insuffisant pour la comprendre. Elle demande aussi un relais local efficace. L'association française liée au Mont-Perdu et basée à Gavarnie, semble, selon son site Internet, avoir eu des difficultés de fonctionnement il y a quatre ans.

Le mode bottom up

Il suppose que les modèles de paysage sont construits, choisis et désignés localement par les acteurs de leur production comme des vecteurs ou des matrices de développement économique et d'identité sociale. Par exemple :

• Par des viticulteurs (étiquettes de bouteilles de vin montrant des paysages ou certains de leurs composants métonymiques comme signe de leur qualité d'origine de terroir)

• Par des éleveurs (idem avec les fromages (AOC), comme le Roquefort des Causses et le Pelardon des Cévennes, et les images d'estives et de transhumance de troupeaux en Europe du sud)

• Par des élus et des associations locales de protection du paysage et du patrimoine, qui réagissent publiquement au changement réel et potentiel des paysages en fonction de leurs intérêts (Syndicat d'initiative en France, Office du tourisme, randonneurs, chasseurs, sportifs, historiens, naturalistes, etc.)

Ces deux modes de patrimonialisation par des modèles hérités ou nouveaux (paysage avec éoliennes par exemple) se rencontrent le plus souvent localement. Ils peuvent aussi rencontrer un processus top down. Ces modes peuvent alors converger ou bien entrer en conflit, soit sur les modèles de paysage à retenir, soit sur les coûts à assumer pour les rendre compatibles, soit sur les deux à la fois pour préserver ou inventer le caractère des paysages. Ce qui suppose de prendre en charge à la fois certains signes de mémoire et ceux qui sont propres aux producteurs actuels et à venir des paysages. La nouvelle empreinte paysagère traduit alors cette évolution partagée entre trois tendances : la muséification à but touristique (ne rien vouloir effacer mais sans recours contre le risque de voir disparaître ou changer les auteurs de l'empreinte), l'amnésie partielle (le palimpseste dont on n'efface qu'une partie des traces pour continuer à écrire) et l'amnésie totale (le véritable palimpseste : l'effacement sans regret des signes du passé pour en tracer de nouveaux).

6 *C'est moi qui ajoute ce mot.*

7 *Les prescriptions et injonctions des Pouvoirs publics portent de plus en plus sur des valeurs environnementales, par exemple la biodiversité que pourraient produire les systèmes agropastoraux*.

Conclusion : Les modèles patrimoniaux de paysage sont très souvent néorégionaux et s'inspirent mimétiquement des héritages historiques vernaculaires. Les processus qu'ils enclenchent font passer les paysages de l'état d'empreintes locales plus ou moins reconnues (indices et signes du passé et du présent) à celles de matrices (potentialités pour des projets patrimoniaux ou non). Ils s'inscrivent, en Europe du sud, dans des projets politiques et économiques où les paysages deviennent des ressources économiques à valoriser (tourisme, loisirs, résidences) autant que des biens communs nationaux ou régionaux à préserver à cet effet (identités locales).

Autrement dit, pour passer de l'empreinte héritée à la matrice des affects et imaginaires (des représentations et des visions des paysages actuels et futurs), et à une nouvelle empreinte, il semble préférable d'oublier collectivement tout en créant des souvenirs communs. Si l'on peut labelliser un site pastoral (pour signifier qu'il est préjudiciable à tous de le voir disparaître), on ne peut muséifier totalement des paysages vivants en leur interdisant d'évoluer, pas plus qu'il n'est recommandé de changer brutalement un paysage partagé par d'autres.

Cela signifie que le travail de l' oubli ne sera pas le même pour un éleveur du nord ou du sud (qui souhaite se moderniser et oublier quelques traditions), pour un propriétaire de vastes domaines d'élevage qui souhaite vivre du tourisme (perpétuer les paysages de traditions, mais installer aussi des éoliennes), et pour un touriste qui attend des émotions de la contemplation de paysages patrimoniaux (en oubliant ceux qui les produisent). Le premier peut effacer les signes des souvenirs, s'il n'y prend garde, que les deux autres souhaitent voir persister. Mais dans tous les cas le paysage peut être produit comme un palimpseste partiel. À condition que le modèle proposé et les sociétés habitantes, en général mobiles, intègrent les signes visibles et les causes du changement. L'accompagnement de ces mutations peut être le fait de professionnels du paysage comme en France et en Europe du Nord, qui élaborent des projets de paysage à faire partager par les acteurs des territoires concernés.

La production de biens communs paysagers pastoraux relève de la même logique que celle de la production de l'air et de l'eau propre. Puisqu'ils ne sont plus produits comme choses communes (res communis) à une société locale traditionnelle homogène et relativement fermée qui a souvent disparu, il est nécessaire de les prendre en charge, en tant que patrimoines, par des règles communes décidées hors du marché par les pouvoirs publics. Cet objectif crée un lien entre ceux qui en perçoivent la nécessité collective. La campagne patrimonialisée, écrit le sociologue A. Micoud, est « ce qui de l'espace rural est devenu un bien commun », une figure sensible (le paysage) par laquelle de nouvelles consciences collectives prennent forme (POUR, n° 183, p. 74).

Les échanges commerciaux et la mobilité des sociétés ouvertes sont les moteurs de ce changement de perception des espaces ruraux. Il incombe alors aux diverses sociétés locales et aux collectivités publiques de prévoir ou non d'en conserver les formes significatives, pour des usages futurs, prévisibles ou non. C'est à ce titre que les sites patrimoniaux mondiaux à retenir devront être exemplaires d'une pérennisation in situ des signes choisis de la mémoire locale ou régionale, d'une adaptation en cours des divers acteurs économiques locaux aux marchés et d'une pluralité de sens des paysages offerts aux regards d'aujourd'hui et de demain . Le rôle des éleveurs dans la production des paysages de la montagne méditerranéenne sera selon les cas central ou marginal.

Il n'est pas inutile de rappeler que l'idée pastorale a fondé la représentation picturale et littéraire des paysages européens de l' âge d'or mythique de l'Arcadie, et que beaucoup de cultures redécouvrent aujourd'hui leurs Arcadies, alors que d'autres les renient.

Abandon, renaissance ou transformation des paysages pastoraux ? Nul ne peut penser à des réserves, à des musées vivants, pour garder ces sociétés et leurs empreintes géographiques. Le futur des sociétés d'éleveurs, qui font usage encore des estives, sert toujours à élaborer leur présent. C'est à mon sens cet avenir qui se construit avec les traces conservées des anciens « archaïsmes », porteurs aujourd'hui de significations prometteuses et partageables de paysages communs.

Conclusion

Les paysages agrosylvopastoraux oroméditerranéens sont ceux des territoires d'élevages aux troupeaux mobiles entre les pâturages d'été et les ressources alimentaires d'hiver. Les scènes pastorales qui les caractérisent sont multilocalisées selon l'altitude et la saison. En l'absence de troupeaux et d'indices matériels, ces paysages peuvent être identifiés comme des milieux naturels boisés ou herbacés. Les empreintes que laissent les pratiques d'élevage peuvent varier considérablement d'une région à l'autre en fonction de la nature et de l'intensité des pâturages (du sous-pâturage au surpâturage, de l'arbre à l'herbe). Elles ne peuvent pas être perçues et interprétées seulement avec le filtre de l'élevage pastoral, mais en fonction de l'ensemble des intérêts, des connaissances et des regards qui les concernent et les construisent comme biens communs (forestiers, naturalistes, touristes, villégiateurs, etc.).

Pour que certains de ces paysages associant encore ager et saltus, tout autour de la Méditerranée, deviennent des patrimoines mondiaux paysagers vivants, c'est-à-dire des hauts-lieux culturels, les instructeurs de dossier pourraient d'abord construire des modèles géographiques et paysagistes agropastoraux de paysage à l'échelle méditerranéenne (comparable à un atlas des paysages). Ils seront d'abord représentatifs d'une diversité culturelle d'empreintes ordinaires ou remarquables de sociétés agrosylvopastorales et de techniques, d'héritages plus ou moins reconnus, d'avancées ou de replis économiques, et de perceptions différenciées. Dans quelques cas, la montagne, il faut s'en souvenir, n'est presque plus nomade et pastorale ou agro pastorale, mais résidentielle et touristique en important souvent ses revenus. C'est le cas des montagnes périurbaines (Emilie, Ombrie, Toscane, Ligurie, Provence littorale, Kabylies, Mont Liban).

Il devrait alors être possible de construire et de distinguer, si cela est pertinent, des modèles géographiques et paysagistes de paysages cévenols, provençaux, corses, sardes, italiens, andalous, pyrénéens, grecs, turques, berbero-maghrébins, etc.. Les uns seront encore proches des pratiques traditionnelles, les autres en seront plus ou moins éloignés, en raison d'une désertification humaine avancée, en devenant des paysages de tourisme et de villégiature et/ou en étant valorisés selon des techniques non ou peu traditionnelles d'élevage et d'agriculture.

Est ce que la patrimonialisation top down est un appui pour les mémoires collectives, ou bien un levier pour changer d'économie ? Il est tout à fait possible que l'avenir des montagnes du nord soit dans leur basculement vers les économies patrimoniale, touristique et résidentielle, et que celui des montagnes du sud suive avec vingt à trente ans de décalage. Si cela est vrai, la patrimonialisation des paysages pastoraux servira les deux objectifs à la fois au nord comme au sud. Sans qu'il soit possible de prévoir la place que les économies pastorales y occuperont.

Bibliographie

AUGÉ, M., 1992. Non-lieux, introduction à une anthropologie de la modernité, Paris, Seuil.

CLOAREC J., 1995, « Un village Ribes se penche sur son paysage », in Voisenat C. et Notteghem P. (textes réunis par), Paysage au pluriel, Paris, Maison des Sciences de l'Homme.

HUNT, J.D., 1996. L'art du jardin et son histoire, Paris, Odile Jacob.

LARRERE C. et R., 1997. Du bon usage de la nature ; pour une philosophie de l'environnement, **Paris, Aubier.**

ROUX B., 1998, « Dégradation et résistance de l'économie agricole de la moyenne montagne méditerranéenne. Le cas de la Sierra Morena », in Régions défavorisées et protection de l'environnement, politique agricole commune, Actes du colloque de Toulouse de octobre 1986, Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature

WORLD HERITAGE AND ITS CULTURAL LANDSCAPES

Peter FOWLER [1]

Independent World Heritage adviser, London
(pjfworldheritage@aolcom)



Introduction

World Heritage is something which was conceptualised in hope (UNESCO 1972) but which has always carried doubts. It is in this context that it was and is hoped that 'cultural landscapes' can be particularly helpful in World Heritage terms, since they offer a means of recognising internationally a range of heritages that are non-monumental (Fowler 2006a). While such can occur anywhere, cultural achievement expressed in landscapes, wood, mud, stories and art can be 'of universal value' just as much as those stone buildings and architectural *ensembles* which so characterise the Euro-centric World Heritage List (WHC 2003a). Unfortunately, however, it often occurs in those parts of the world which are economically under-resourced. The Causses/Cévennes region, similar in several respects to many World Heritage landscapes in the developing world – difficult of access, for example, economically marginal and sparsely populated - nevertheless has the great good fortune to exist in a rich country which can, first of all, make the considerable bureaucratic effort to create a powerful nomination dossier and then, presumably, be able to bring to bear appropriate resources to manage the inscribed site sustainably for ever.

1 Before Pierre-Marie Tricaut reads my paper on not quite the subject I have been asked to talk about here, please bear with me while I make two points:
- I deeply regret my absence but it was only last Sunday evening that I learnt that, rather confusingly, I was not expected here yet was on the programme to speak. By then, sadly for me, it was too late to alter other arrangements: my disappointment at not being in Meyrueis with you is far greater than yours at my absence.
- I know Meyrueis well, for it was the centre of civilization in my precious world as, for part of each year 1991-2005, I lived on the Causse Méjan in my little house at le Bédos. During that time, with Professor Charles Thomas, I researched the archaeology and landscape history of that Causse in particular and les Grands Causses in general. On the basis of much hitherto unknown evidence, we can now tell a story of landscape development over the last 4-5 thousand years, but the story is so detailed on Méjan that writing it is taking longer than we intended. Meanwhile a half-dozen interim reports, all in English and in academic journals, are in print (the latest is Fowler 2004b). We hope in due course our book will find a French as well as an English publisher.



To those of you not familiar with World Heritage, that may seem such an obvious thing to say as to be trite; but the World Heritage Committee itself, in conducting its first Periodic review, has found in general its portfolio of World Heritage Sites to be in a sad and worrying condition; and at a lower level but from practical experience, I can assure you that well-conserved, well-managed World Heritage Sites are the exception to the rule. So, as well as having interesting discussions about transhumance or whatever emerges as the salient characteristics of a landscape, another but equally important part of the process of creating a World Heritage site is for the applicant nation to make sure it is actually willing and able to provide properly for it in that role. You can, I am sure, see the issue, but please do not think it arises only in poorer, distant places across the seas. Some of the places I have experienced and have in mind in making these critical generalisations lie, - how can I delicately best put it? – 1000 km and less from where you sit.

Expectations of World Heritage Inscription

In other words, there are expectations of World Heritage inscription. With respect to cultural landscapes specifically, the World Heritage Committee's expectations are stated as requirements in the *Operational Guidelines* (UNESCO 2005). Cultural landscapes must, for example:

•**represent** the "combined works of nature and of man" and be illustrative of the evolution of human society and settlement over time, under the influence of:

- the physical constraints and/or opportunities presented by their natural environment,
- successive social, economic and cultural forces,
- both external and internal.

•**be selected for**:

- their outstanding universal value
- their representativity in terms of a clearly defined geo-cultural region
- and their capacity to illustrate the essential and distinct cultural elements of such regions.

•and **demonstrate** a diversity of manifestations of the interaction between humankind and its natural environment

Here and elsewhere, we need to have clear thinking about such primary issues before we turn to the in many ways more interesting questions such as whether or not to transhume. It may be presumptuous even to think this but, as somebody who has read all the official documentation on the nomination you are in the process of revising, I just wonder whether some of those basic matters might not be worth revisiting in the case of Causse/Cévennes. This is meant to be a constructive remark in the light of another referred nomination in which I became deeply involved recently: the World Heritage Committee asked the nominee to revise one aspect of the nomination and in addressing that issue we discovered that the inadequacy correctly picked up by the Committee arose from an unconscious assumption made at a very early stage of the thinking about why the place could be proposed as a cultural landscape in the first place. A general point here, very relevant to your transhumant deliberations today, is the challenge of moving intellectually from 'local merit' to 'universal value' when the place itself stays the same. As I have often said, the beauty and the challenge of 'cultural landscape' for World Heritage purposes is that it exists not on the ground but in our minds.

Obviously, other stakeholders have expectations too: the State Party which submits a nomination, the local people, visitors and tourists, conservationists, scholars and 'experts' like yourselves. Such expectations are discussed in Fowler 2004, chapter 1.

Characteristics of World Heritage cultural landscapes

Certain characteristics have unconsciously recurred in different World Heritage cultural landscapes as the current 'population' of 56 World Heritage cultural landscapes (WHCLs) has accumulated 1993-2006 (I have not yet included the 2007 additions). The list of 13 characteristics was internally generated by the 56 World Heritage cultural landscapes themselves. I did not invent them. While no one such landscape possesses the whole suite, nearly all exhibit six to nine characteristics from a common list of 13 such descriptors (Fowler 2003, 2004a, 182-86, Table 9).

These characteristics are:
A = significant aesthetic quality
B = buildings, often large buildings
C = continuity of lifeway/landuse is an important element
F = farming/agriculture is/was a major element in the nature of the landscape
G = ornamental garden(s)/park(s)
I = primarily an industrial Site
L = the landscape is, or contains elements which are, significant for group identity
M = a mountain is, or mountains are, an integral part of the landscape
P = a locally-resident population is significant
R = the landscape possesses an important dimension of religiosity/sanctity/holiness
S = survival is a significant theme in the landscape, physically as of such as ancient field systems, and/or socially, as of a group of people in a hostile environment
T = towns, and/or villages
W = water is an integral, or at least significant, part of the landscape

You will immediately note that almost any shape and size of a possible Causses/Cévennes WHCL includes some eight or nine of those characteristics – A, B, F, L, M, P, S, T and W.

Characteristic C, 'continuity', appears more often than any other characteristic, 38 times among 56 WHCLs. You may care to note that, on present evidence, 'continuity', if claimed over more than a thousand years as is readily done in parts of Italy, Spain, France and England, needs to be demonstrated in the Causses/Cévennes region – there is no evidence, for example, that the Causse Méjan was occupied in the centuries either side of AD 800.

Other characteristics, B, 'buildings', often large ones, and T, 'towns and/or villages', occur almost as often as 'continuity'. This is telling us that WHCLs are characteristically not wilderness or deserted areas, as with so many landscapes of nature conservation, but, like 'Bam and its cultural landscape', Iran, and many other sites in south west Asia and Africa, well-established, long-occupied places (Rössler 2003).

The recognition of this unconsciously-created 'character' phenomenon of WHCLs is important for management: maybe there are a number of precepts which can be recommended for the *genre* of World Heritage cultural landscape. My own belief is that, learning of course from landscape management for other purposes, we nevertheless need to develop a philosophy and a suite of practices specific to the management of World Heritage cultural landscapes: they are, after all, by definition *sui generis*, with unique objectives, and not merely protected wildlife habitat National Parks or urban conservation areas by any other name.

A brief case study: a pastoral landscape in Argentina

Let us look, however briefly, at one World Heritage cultural landscape. I would love to discuss some of the relevant European examples; Hortobagy, Hungary, for example, a cattle-raising cultural landscape, and above all Mont Perdu in the Pyrénnées on the Franco-Spanish border and the chief rival of a Causses/Cévennes nomination based on transhumance. The transhumance there is, unlike on the Causse/Cévennes, alive and integral to a genuine montagne pastoral economy, impressively documented back to the 14th century. Does France, does Europe, does the world, actually need another transhumant World Heritage cultural landscape in Europe when this world-wide phenomenon is scarcely recognised in the World Heritage List outside Europe?

There are many other such places in, for example, South America (Barreda's 2002). They raise questions about how to manage them in heritage and conservation terms and indeed how to choose those for such treatment and, more profoundly, whether such conservation intervention is justifiable anyway. What, after all, is the interested country doing when it designates such an area for conservation management? – asking the residents to continue to be poor, to continue working the land without machines and electricity? And at the same time to view with stoicism the intrusion of visitors, tourists and professionals like ourselves into their lives and homes?

Now spot the similarities with Causses/Cévennes. I found myself in precisely this situation in real life at the World Heritage cultural landscape of Quebrada de Humahuaca (inscribed 2003) in the extreme north west of Argentina, close to the Bolivian border. It lies in Jujuy, the poorest province in the country. The site had been inscribed by the World Heritage Committee, inexplicably and most unwisely, without a management plan, and management there had subsequently run into one or two local difficulties (Fowler 2006a, b).

The Quebrada itself, some 3000-4500 m above sea level, is a gorge through treeless, mountainous country with colourful exposed geology, an obviously dynamic geomorphology, a water problem, a major highway and a defunct 20th century railway line. A few thousand residents live in a string of villages/small towns, characteristically with 'historic cores' of Spanish-colonial aspect in their plans and architecture, along a Rio Grande which can vary between a trickle and a torrent. The traditional lifeway centres on ovine pastoralism, including local transhumance.

The historic highway through the gorge is the main route between the Pacific and Atlantic Oceans, from Chile and Bolivia to Argentina and the port of Buenos Aires. The gorge and a large area of uninhabited mountainscape to either side is on the World Heritage List primarily – but mistakenly in my view – because of this 'cultural route' in it, part of the former Carmino Inca. This route as a whole is itself currently being considered as a potential World Heritage cultural itinerary. The abundant archaeology in the landscape of the Quebrada, somewhat unappreciated in the nomination and by management so far, suggests a long-term pre-Inca settlement of that area, symptomatic of a troubled but workable nature/people relationship on its own terms rather than explicable merely as the product of passing trade along the Inca Trail. In other words, the landscape lives its own life largely independently of the route which passes through it, as is the case in the Causses/Cévennes.

The pertinent 'value' at Huamaca is World Heritage criterion (v): it was inscribed because it is 'an outstanding example of a traditional human settlement [and] land use which is representative of a culture (or cultures), especially when it has become vulnerable under the impact of irreversible change' – a good description also of Causses/Cévennes. But it might well be that putting the Quebrada on the World Heritage List both to acknowledge its outstanding nature and help conserve it contributes to the opposite effect. Without political will to tackle the situation, and without a planning control system in place, this World Heritage site could easily lose within a decade those values for which it was inscribed.

Finale

Time and time again, as I have had the privilege these last 15 years to travel the world looking at other peoples' heritage, I have found that reciprocal lack of local awareness and participation to be one of the main issues giving rise to difficulties in conservation programmes and site management; yet it is so easy to avoid. Furthermore, it is now of course official World Heritage policy to implement the principle, for the 30th anniversary World Heritage Conference in Venice in 2002 recognised that in practice the involvement of local communities, people, in curating a designated area was not only right in principle but also an essential component of attaining long-term conservation objectives (WHC 2003b).

But in my thoughts, and physically, I keep returning to the Causse Méjan. There our story tells of fluctuating populations, sometimes numerically larger than that at present, sometimes perhaps almost non-existent. It engaged largely in long-term, settled farming, apparently primarily arable, though the settlements themselves shuffled around the landscape. Much of the landscape was open in prehistoric times, certainly by the second millennium BC, but there was sufficient woodland to support a significant resin industry in the Gallo-Roman period; much of the current pine woodland is nevertheless post-Roman. The first documented settlers in medieval times were sent as pioneers to what became St Pierre des Tripiers to clear the ground and plough it. A primarily sheep economy may well be a modern development; there is no reference to transhumance until modern times. We do not therefore find that transhumance has been a major factor in the development of the Caussenard landscape – we cannot speak for the Cévennes – though of course we do not question that le Causse Méjan was one of several links in the transhumant route from coast to upland pasture in Auvergne in historic times. Transhumance is of course a world-wide phenomenon in one form or another, from prehistoric times to the present, and in that context, I remain to be convinced that it is either THE key to understanding the caussenard landscape or that the Causses/Cévennes area can best present itself in that way in order to contribute to the world's heritage.

I appreciate that the identification of the 'outstanding universal value' which is required for World Heritage purposes is at the core of this meeting and hope that you will understand my particular disappointment at not being with you to learn from you the best way to take this nomination forward. I have no doubt, incidentally, that at least some large part of les Grands Causses merits World Heritage status, and all the local *brebis*, with whom I have consulted widely, agree.

I thank Pierre-Marie for reading my words so eloquently. If they displease you, please do not shoot the messenger. Merci à tous.

Références

BARREDA, E M, (ed.) 2002 Paisajes Culturales en los Andes, Paris: World Heritage Centre, UNESCO

FOWLER, P, 2003 World Heritage Cultural Landscapes 1992-2002, Paris: UNESCO, World Heritage Papers 6

FOWLER, P, 2004a Landscapes for the World: conserving a global heritage, Macclesfield, UK: Windgather Press

FOWLER, P, 2004b Early Landscape and pre-Modern Fields on the Causse Méjean, Languedoc, France, Landscapes 2 2004, 69-90

FOWLER P, 2006a World Heritage Cultural Landscapes, World Heritage (UNESCO) 44 November 2006, 26 - 33

FOWLER P, 2006b Conceptualizing management of the Quebrada de Humahuaca. Analytical approaches towards a management plan for an Andean cultural landscape on the World Heritage List, London: Paper 1 on Quebrada de Humahuaca for the World Heritage Centre under UNESCO Contract 500027545

FOWLER P, 2006c Towards an appropriate management plan for the Quebrada de Humahuaca World Heritage site, Argentina. A landscape approach to an Andean World Heritage cultural landscape, London: Paper 2 on Quebrada de Humahuaca for the World Heritage Centre under UNESCO Contract 500027545

RÖSSLER, M, 2003 Linking Nature and Culture: World Heritage Cultural Landscapes, in WHC 2003a, 10-15

UNESCO 1972 Convention Concerning the Protection of the World Cultural and Natural Heritage. Website: http://whc.unesco.org/en/conventiontext/

UNESCO 2005 Operational Guidelines for the Implementation of the World Heritage Convention, Paris: UNESCO, World Heritage Centre, WHC.05/2 (2 February 2005)

WHC 2003a Cultural Landscapes: the challenges of conservation, Paris: UNESCO, World Heritage Papers 7

WHC 2003b World Heritage 2002. Shared Legacy, Common Responsibility, Paris: UNESCO, World Heritage Centre

Chapitre 3

ETUDES DE CAS

L'AGRO PASTORALISME DU VERSANT NORD DU HAUT–ATLAS MAROCAIN

Mohamed MAHDI

Professeur d'anthropologie et sociologie à l'école Nationale d'Agriculture



Résumé

Les habitants du Haut-Atlas ont, à travers les siècles, développé un système de production et des pratiques écologiques, adaptés à un milieu écologique fragile et délicat, qui représentent un modèle original de gestion et de conservation des espaces naturels et de création de paysages de plus en plus prisés. C'est ce qui est communément appelé l'agro pastoralisme de montagne[1]. Nous en présentons ici une variante tel que vécu dans le versant Nord du Haut-Atlas par des populations berbères, de la tribu Rheraya. Actuellement, les ethnies qui composent cette tribu se répartissent sur cinq vallées qui forment le territoire de l'actuelle Commune rurale d'Asni, située à 65 kms au Nord de Marrakech. Chaque vallée offre un paysage de villages (Douar) avec des habitations construites en pisé et de terrasses aménagées qui tombent en cascade jusqu'au lit du torrent, dit Assif. (Photo 1.)

1 *Plusieurs travaux lui ont été consacrés. Voir en particulier, Hammoudi. A, 1977. « La vallée de l'Azzaden. Contribution à la sociologie du Haut-Atlas marocain. Thèse troisième cycle. Paris. Et Bourbouze. A, 1982. « L'élevage dans la montagne marocaine, l'organisation de l'espace et l'utilisation des parcours par les éleveurs du Haut-Atlas. Pris Grignon.*

2 *Mohamed Mahdi, 1999 « Pasteurs de l'Atlas » pp.71-72*

3 *Nous reviendrons sur cette pratique.*

4 *D'après A.Bourbouze, 1982 : « Le foin est d'une qualité correcte (0.50 UF par Kg de M.S). La productive des prairies est estimée à 3000 UF /ha en première coupe et à un millier d'UF/ha pour le regain.*

L'Agro pastoralisme est une réponse adaptée à un milieu contraignant

C'est un système de production qui associe une agriculture basée sur la céréaliculture, essentiellement l'orge et le maïs, à un élevage mixte de petits ruminants, caprins et ovins, conduits en semi - extensif, et, de bovin de race locale gardé en stabulation(1). Ce système est renforcé par une arboriculture représentée, selon la localisation en altitude des Douars, par l'amandier, l'olivier ou le noyer. Ce système agropastoral est fondé sur deux principes additionnels(2). D'une part, la complémentarité intégrée des productions agricole et pastorale, et, de l'autre, la complémentarité verticale des espaces appartenant à différents étages bioclimatiques.

La **complémentarité intégrée** des productions désigne l'interdépendance entre l'agriculture et l'élevage. En effet, l'élevage fournit aux cultures le fumier et les animaux de trait pour accomplir les travaux de labours et de battage. En retour, l'élevage compte, pour son complément de nourriture, sur, d'un côté, la culture de l'orge, qui lui fournit de l'orge en vert, dit, aglass, les fourrages cueillis après les opérations de désherbages, l'orge en grain, et, de l'autre, sur la culture du maïs, qui lui procure toute une gamme de sous-produits, comme l'écimage, les tiges du maïs séchées et stockées. Par ailleurs, les éleveurs entretiennent tout au long du torrent, des prairies permanentes, dites agdal, pl. Igoudlane(3). (Photo 2.) La richesse en fourrage(4) de ces prairies leur confère un rôle stratégique dans la séquence alimentaire du bétail. Ces prairies sont mises en défens deux fois par an. Elles produisent, dans un premier temps (été), de l'herbe, qui sera transformée en foin, dit, afaynou, et offrent, dans un second temps (automne - hiver), des espaces de pacage, dit, imissi.

La **complémentarité verticale** réfère à l'utilisation par les éleveurs des espaces de pacage appartenant à des étages bioclimatiques divers. Comme le montre le schéma suivant, les pasteurs combinent l'utilisation de plusieurs espaces : les franges du pays, les montagnes et ses versants (adret, asammar, en hiver et ubac, amalou, en été), les alpages de haute altitude (les plus connus sont les Agdal de Tichka, de l'Oukaimeden, de Yagour) et les parcours de la plaine. Pour les agropasteurs de cette région de l'Atlas, c'est le parcours de l'Oukaïmeden qu'ils fréquentent. Ce qui nécessite des mouvements saisonniers des familles ou de bergers et du bétail et occasionne les deux formes de transhumance normale (pâturage d'altitude) et inverse (pâturage de la plaine).

Schéma général de l'occupation de l'espace par les agropasteurs de Rheraya

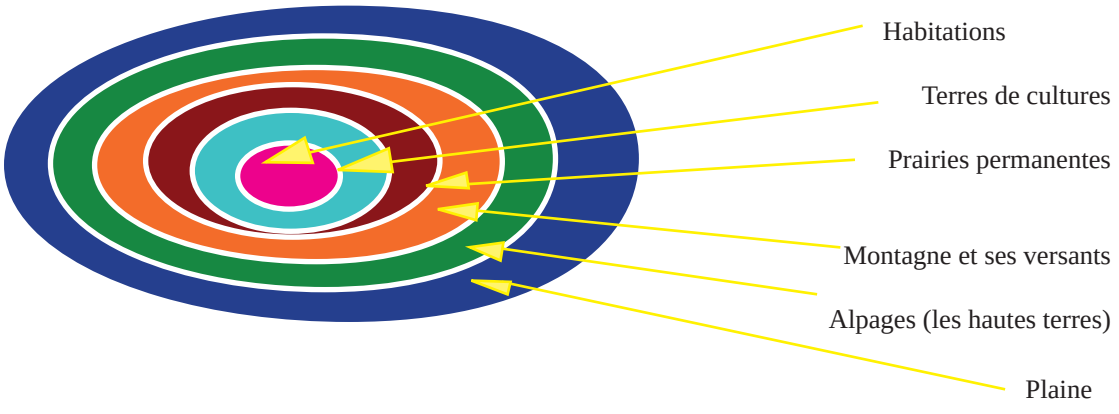




Photo 1. Paysage de terrasse et de villages

L'agro pastoralisme comme modèle de gestion et de conservation de l'espace

Ce système de production repose sur le déplacement et la rotation et sur une institution de gestion et de conservation de l'espace connue sous le nom de l'Agdal.

L'*agdal* désigne un pâturage d'altitude. C'est un espace - ressources essentiel dans l'économie agropastorale. L'*agdal* fait référence à un milieu humide où l'herbe pousse en abondance au printemps : les prairies d'altitude et les alpages qui recueillent l'eau après la fonte des neiges. Le mot *agdal* renferme aussi l'idée de clôture et d'exclusion, de réserve, de protection, de mise en réserve.[5] E. Laoust disait déjà que le mot renferme l'idée de clôture et par suite celle de réserve.[6] Dans ces définitions, deux éléments essentiels : la prairie et la réserve ou la mise en défens. Le terme désigne ainsi à la fois le territoire en question et les règles qui lui sont associées.

L'Agdal est une institution et une pratique coutumière de gestion de l'accès aux ressources sylvopastorales dans le Haut Atlas marocain. Les plus renommés sont l'Agdal Oukaïmeden, fréquentés par les tribus d'Ourika et Rheraya, l'Agdal n'Tichka utilisé par les Seksawa, l'Agdal N' Yagour, chez les Mesfioua.

Depuis la colonisation, les chercheurs se sont beaucoup intéressés à ces pratiques de la transhumance dans les Agdals, communes aux Berbères du Haut-Atlas. J. Dresch[7] avait dressé une carte de ces pâturages d'altitude du Haut-Atlas central. Ces alpages qui sont très disputés entre tribus, nécessitent une discipline collective en vue de leur utilisation. Aujourd'hui on dit pour rationaliser leur utilisation. « L' astuce » est de les placer sous le patronage d'un saint local, représenté par ses descendants auxquels les usagers doivent apporter des offrandes. Le rôle des saints dans l'arbitrage des conflits entre tribus est bien connu au Maroc.[8]

Les *agdals* sont installés le plus souvent sur des terres de statut collectif et dont l'accès et l'usage est soumis à la loi du groupe et à des règles précises. En effet, ces pâturages - agdal sont soumis à un régime strict d'ouverture et de fermeture à des dates fixes. Le plus souvent, ce sont des mises en défens temporaires dont les décisions d'ouverture et de fermeture sont décidées d'un commun accord ou qui font partie d'une tradition ancestrale. L'ouverture de l'agdal est accompagnée de festivités, de foire (moussem), de divertissement et d'une intense activité rituelle(9). Tout un déploiement d'activité sociale, économique, religieux, qui participe et consolide la discipline collective et assure le succès de ce modèle de gestion des ressources naturelles. Car la transhumance vers les agdals est multidimensionnelle.

Par ailleurs, l'antiquité de ces pâturages, hauts lieux de la transhumance estivale, est attestée par des gravures rupestres retrouvées sur les lieux de la transhumance et sur les voies de passage des pasteurs. C'est un patrimoine auquel le ministère de la culture commence à peine à s'intéresser, d'abord pour le protéger, puis le valoriser. L'institution de l'Agdal et la transhumance qu'elle favorise sont observés et se maintient encore dans de nombreuses régions du Haut Atlas marocain.

L'agro pastoralisme et la question du développement

L'agro pastoralisme de montagne, serait-il un système archaïque appelé à disparaître par la force de la poussée de la « modernité » ou bien devrait – il être réhabilité et intégré dans les projets de développement de ces espaces ?

La question renvoie à deux problématiques. La première consiste à considérer les évolutions en cours et les ruptures d'équilibre qu'elles occasionnent. Car, l'agro pastoralisme de montagne n'a jamais été dans un état statique. Tout au contraire, il a survécu à des ruptures d'équilibres et fut l'objet de dynamiques multiples. P. Pascon, dans sa thèse sur la Haouz de Marrakech, rappelle que l'occupation de la plaine du Haouz, par les aménagements hydrauliques entrepris sous la dynastie Saadienne (1554-1659), a soustrait aux montagnards les espaces de l'Azghar (la plaine). Les terres étant occupées par les cultures en hiver et au printemps, la transhumance ne pouvait s'exercer comme auparavant.

De nos jours, l'espace et la société de cette partie du Haut Atlas sont concernés par des transformations qui touchent leur système agropastoral et leurs conditions de vie. Les plus significatives concernent l'intensification de l'agriculture par l'adoption de l'arboriculture fruitière, l'émergence de l'activité touristique, qui diversifie les sources de revenu, le progrès de développement humain accomplis par l'électrification des villages, l'adduction de l'eau potable ou par leur désenclavement à travers l'ouverture de pistes. Mais alors que les transformations du système agropastoral et de développement agricole sont toutes de type endogène, introduites par les populations, le plus souvent sans accompagnement des autorités publiques en charge des questions agricoles, les transformations relatives au développement humain sont le fait de programmes nationaux[10] initiés par l'Etat dans le cadre de partenariat et de participation des collectivités locales décentralisées et de la population. Dans la région qui nous concerne, l'ensemble de ces évolutions transforme le système agropastoral et les paysages qu'il façonne sans trop le perturber.

La deuxième problématique consiste à considérer la nature des projets de développement destinés à de telles régions. Ces projets sont-ils soucieux de protéger ces systèmes qui ont prouvé leur capacité d'adaptation à ces environnements fragiles ? Dans cette partie de l'Atlas, l'Etat et le privé se disputent la paternité de ces espaces.

L'Etat entend asseoir son autorité et sa vision sur le devenir de la région à travers le projet du Parc de Toubkal. Créé en 1942, ce parc abrite le plus haut sommet de l'Afrique du Nord (le Jbel Toubkal 4167 m). Il est actuellement géré par le service de gestion et de programmation de la Direction Régionale des Eaux et Forêts du Haut-Atlas. « C'est un parc de 100. 000 ha qui présente trois caractéristiques essentielles : des écosystèmes naturels diversifiés et riches, tant en nombre d'espèces qu'en pourcentage d'endémisme de la faune et de la flore, des composantes paysagères

.



Prairie permanente, dite agdal

naturelles inédites, une authenticité culturelle où les traditions humaines et l'hospitalité de la population restent profondément enracinées[11]. »

Le système agropastoral ici décrit est inscrit au cœur de Parc national. Le projet du Parc national de Toubkal entend faire de cet environnement une aire protégée, tenir compte des pratiques locales et en faire des modèles autochtones de réussite à travers la participation des agropasteurs. Dans cette optique, les services des Eaux et Forêts tentent, tant bien que mal, de soigner leur image de marque vis-à-vis de la population, passer d'une approche répressive du forestier à une approche plus participative, en associant les populations locales à ses efforts de protection de cet environnement, notamment par des actions de reboisement, de sensibilisation à l'économie

5 *Laurent AUCLAIR, Alain BOURBOUZE, Pablo DOMINGUEZ, Didier GENIN, Décembre 2006. « Les agdals du Haut Atlas (Maroc) - Biodiversité et gestion communautaire de l'accès aux ressources forestières et pastorales ». Rapport final du Programme Agdal.*

6 *« Mots et choses berbères», .Cité dans pasteur de l'Atlas, page 181.*

7 *J. Dresch, 1941. « Document sur les genres de vie de montagne dans le massif central du Grand Atlas. Tours, 30 pages. 4 Cartes H.T 1/200 000.*

8 *E. Gellner. The Saints of the Atlas*

9 *Pour l'Oukaïmeden, Ces rituels sont décrits dans Pasteurs de l'Atlas. Pour le Yagour, Pablo Dominguez prépare une thèse où la pratique rituelle n'est pas absente. De son temps, J. Berque avait évoqué les rituels de Tichka*

de l'énergie en distribuant des fours améliorés économes en bois, et en encourageant la consommation du gaz, en même temps qu'en développant des activités génératrices de revenu au profit des couches les plus défavorisées.

Le privé et son capital découvrent en ces espaces de bonnes opportunités d'investissement et d'accroissement de leurs marges de profit.

La population locale s'est engagée, depuis le début des années 80 dans l'activité touristique. Des maisons d'hôtes, des gîtes d'étapes, des campings essaiment dans la vallée et assurent l'accueil des touristes. Des associations corporatistes sont créées pour défendre les intérêts des guides, des muletiers, des propriétaires de gîtes et maisons d'hôtes. Parallèlement, d'autres associations de développement des Douars sont créées pour apporter les améliorations nécessaires aux conditions de vie de leur population. Tout ceci s'inscrit dans une dynamique où le mercantile côtoie le social, et où une certaine conscience environnementale est entrain d'émerger. Tous savent que cette nouvelle activité est fragile et que sa pérennité est tributaire des efforts consentis à préserver cet environnement naturel et humain qui est la seule et la véritable « ressource territoriale » commune.

Le capital étranger est également attiré par l'investissement dans ces régions, favorisé par un libéralisme outrancier officiellement encouragé à cor et à cri. C'est le cas du groupe émirati « Emaar » qui projette la création d'un méga complexe touristique comprenant l'aménagement de nouvelles pistes de ski, un golf 18 trous, 11 hôtels, des résidences. Tout cela, sur le pâturage de l'Oukaïmeden ou l'agdal d'Oukaïmeden situé aux alentours de 3000 m d'altitude. Ce projet, d'un investissement de 1,4 milliard de dollars, et qui rentre dans une stratégie nationale de développement du tourisme à l'Horizon 2010, ne considère pas l'impact écologique, social et culturel. Et semble ignorer les lois nationales et les conventions internationales sur l'environnement. C'est un projet effrayant par son gigantisme et par son anachronisme. Et pourtant, depuis les années 40 où le protectorat français a édifié la station de ski, « l'Oukaïmeden en tant que parcours » a pu cohabiter parfaitement, et de façon harmonieuse et complémentaire, avec « l'Oukaïmeden en tant que station de ski », tout simplement, en faisant valoir la saisonnalité des activités. Les agropasteurs ont su tirer avantages des opportunités de travail que leur offre l'animation de la station en hiver. « C'est pour dire encore une fois que l'inventivité et la capacité de résilience de cette population ne datent pas d'aujourd'hui. Et s'il en a été ainsi, c'est tout simplement parce que les nouveautés ou les innovations étaient à chaque fois de dimension humaine et que les hommes parvenaient « à les dompter », à les réintégrer dans leur système de production. Ce qui n'est pas le cas du projet actuel qui va tout engloutir.[12] »

Bibliographie

(cf.notes de bas de pages)

10 *A l'instar du PERG (Programme d'électrification rural généralisée).*
11 *http://www.7-dragons.com/maroc/loisires/toubkal.php*
12 *Interview Mahdi*

L'AGRO PASTORALISME DANS LA ZONE DE DJELFA
Steppe algérienne

Tahar BERCHICHE *
Chargé de cours à l'INAT
Secrétaire général de la commisssion nationale algérienne pour l'UNESCO



Agro pastoralisme et paysage

A travers leur stratégies, fonctionnements et comportements économiques, les populations rurales steppiques en particulier les agro pasteurs (nomades et sédentaires) rappellent les liens qui existent entre la nature et la culture. Leurs systèmes de savoirs sont une ressource pour la promotion de la diversité culturelle ainsi que la diversité biologique. Le savoir faire des communautés steppiques constitue à notre sens une ressource inestimable pour le développement durable.

La diversité du paysage de la zone de Djelfa peut être une préoccupation du renforcement de l'identité de l'agro pasteur.

Cependant, la société steppique de Djelfa a connu l'effet de processus acculturatifs, que les populations percevaient comme étant une source de dénaturation identitaire.

On sait que Max Weber explique l'émergence des liens ethniques par le fait d'une croyance en la vie communautaire chez les membres d'un même groupe (l'endogroupe) et par le sentiment d'appartenance partagé qui s'y rattache.

A ce niveau, l'appartenance religieuse et linguistique joue naturellement un rôle important mais ne suffit pas, selon l'auteur, à fonder un groupe ethnique. En revanche, la représentation sociale d'un passé commun va servir de véritable moteur à la formation du sentiment ethnique puisque c'est cette représentation qui favorise habituellement l'activité collective de reproduction des séries sociologiques qui fondent les caractères structuraux de cette ethnicité.

Aussi, comme il a été souligné par le Directeur général de l'UNESCO, la sauvegarde du patrimoine immatériel, en particulier par la transmission des systèmes de savoirs et des expressions culturelles autochtones, est liée de manière intime aux problèmes de régime foncier, de gestion des ressources naturelles et de conservation du patrimoine matériel.

Les diverses activités menées par l'UNESCO dans les domaines des paysages culturels, des sites sacrés, de l'eau, et de la cartographie participative des ressources culturelles autochtones reflètent le souci qu'a l'Organisation de ce sujet d'actualité.

Pour le site de DJELFA , zone agro pastorale par excellence, le fonctionnement économique et social actuel demeure un indicateur de la promotion des activités annexes pour la préservation des systèmes de savoirs et l'émancipation de la société agro pastorale.

Compte tenu des réflexions menées ici et là, on peut dire que la zone de Djelfa comme toutes les zones steppiques continue de puiser l'essentiel de ses catégories sociales et culturelles de ce qu'appelle J BERQUE «l'invariance des structures traditionnelles » qui dote la représentation sociale de l'identité collective d'un sens mythique.

Et bien que cette invariance fonde la part des problèmes de modernisation sociale que connaît cette même région, ne produit – t – elle pas aussi la part de son originalité culturelle qui crée la condition régionale de la promotion de cette **diversité culturelle** à laquelle invitent régulièrement les instances de l'Unesco ?

La question ultime qui s'impose alors pourrait être celle – ci : **est – il possible d'aspirer au changement tout en restant le même** ?

Contraint d'aborder la périlleuse aventure du changement culturel afin de rentabiliser - en les mondialisant - ses intérêts socio-économiques, l'agro pastoralisme est de nouveau placé au centre d'un engrenage décisif pour la suite de son histoire immédiate.

Car, bien avant que cette zone ne parvienne pas à se hisser au stade de la compétition et de la performance, il lui faudra d'abord relever un premier défi inséparable des exigences innombrables qu'impose la nouvelle configuration de la région et du monde : celui de la performance et de la solidarité intra systémiques entre les pays du bassin méditerranéen occidental, eux-mêmes plus que jamais contraints d'imaginer une stratégie commune face aux changements grandissants des nations.

L'idée généreuse, mais rapidement confrontée aux rigueurs implacables des réalités régionales, d'assurer à la société agro pastorale autochtone le droit de créer et diffuser dans des conditions justes et équitables les biens et services culturels qu'elle produit, ainsi que ses modes d'expression traditionnels, afin qu'elle puisse en bénéficier à l'avenir , peut constituer l'outil intégrateur des paysages culturels de la méditerranée.

La zone de Djelfa est-elle prête à s'inscrire dans cette ligne ?

Le territoire steppique

L'élevage ovin se caractérise depuis toujours par l'entité spatiale qu'il occupe, celui-ci est essentiellement localisé dans la zone semi-aride du pays à isohyète comprise entre 100 et 350mm de pluie par an.
L'élevage en steppe algérienne représente à lui seul près de 80% du cheptel national sur une étendue de près de 16 millions d'hectares. Les conditions de cet élevage sont devenues depuis quelque temps déterminants quant à l'évolution du cheptel tant sur le plan quantitatif que sur le plan qualitatif.
Ces conditions se définissent par l'état de dégradation du milieu naturel créant ainsi un déséquilibre écologique souvent irréversible en certains endroits. Cette situation résulte de la conjugaison de plusieurs facteurs parmi lesquels :

- l'absence d'une pluviométrie régulière et suffisante,
- une sédentarisation de plus en plus forte à la suite de la nouvelle loi sur l'accession à la propriété foncière,
- la faiblesse des ressources et l'inexistence de moyens techniques de production efficients.

La zone régionale de Djelfa appartient à ce grand territoire steppique. Localisée en plein cœur de la steppe, elle est la plus importante des wilayate steppiques de par son étendue, ses effectifs et la multitude de travaux réalisés sur cette zone (aménagement du territoire pour le développement de la steppe).

Elle constitue une zone de transition entre les hauts plateaux steppiques de l'Atlas Tellien et les débuts désertiques de l'Atlas Saharien.

Le nombre de têtes d'ovins présents sur la steppe est de 18 millions dont deux et demi à trois millions appartiennent à la seule wilaya de Djelfa.

Cette région demeure la plaque tournante de l'élevage ovin par l'effectif, la pratique traditionnelle de l'élevage, et par la mosaïque sociologique, dominée par l'une des plus grandes tribus influente des hauts plateaux steppiques, pays du mouton, il s'agit de la tribu des « Ouled Nail ».

Il faut dire que depuis l'époque romaine jusqu'à la conquête arabe, l'Algérie était caractérisée selon BOUKHOBZA (1976) par une vie sédentaire avec un développement agricole important.

Cette sédentarisation a été transformée, progressivement, par l'arrivée des tribus nomades.

Une série de facteurs ont modifié considérablement l'espace steppique. Durant la période pré coloniale et coloniale, l'élevage ovin constituait pour la société pastorale, l'essentiel du capital. Ce cheptel avait de multiples fonctions :

- accumulation de revenus et d'épargne,
- marque de prestige et de différenciation sociale,
- référence lors des événements familiaux : dots, funérailles, sacrifices, rituels....

Notons que la période coloniale s'est traduite par la dépossession des meilleurs parcours du Tell entraînant le délaissement forcé de la pratique de la transhumance d'été.

La colonisation a favorisé l'individualisme en détruisant la cellule tribale avec ses caractères traditionnels (autorité, solidarité, etc.).

A l'Indépendance on assiste à la mise en culture des meilleurs parcours pour répondre aux besoins du cheptel en augmentation constante. Cette situation favorise largement l'érosion éolienne et le surpâturage et le partage du territoire entre les différentes factions tribales.

La plupart des différents projets de développement de la steppe mis en place par l'Etat, n'ont pas été à la hauteur des aspirations des populations. Ceci constitue d'ailleurs un échec lequel se manifeste par des crises trouvant leur origine dans l'absence de toute organisation de l'utilisation des terres de parcours. Cette situation est due à la politique interventionniste de l'Etat sur le territoire.

Ce constat pourrait laisser supposer que les pouvoirs publics ne se sont pas préoccupés de la question dans toute sa dimension.

L'agro pastoralisme : éléments de fonctionnement

Les populations rurales et particulièrement steppiques (pasteurs et agro pasteurs) s'adaptent au milieu dans lequel elles évoluent, et élaborent des stratégies et comportements conformes aux changements qui s'y opèrent, avec le souci de maintenir les liens qui existent entre la nature et la culture.

Leurs systèmes de savoirs constituent une ressource pour la promotion de la diversité culturelle ainsi que la diversité biologique.

Les systèmes de production depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours se sont adaptés au milieu par des pratiques qui apparaissent nuisibles au terroir, mais qui se maintiennent par la mise en place de stratégies répondant à une ou des logiques du territoire socio-économique sans pour autant déstructurer les valeurs sociales.

Et cela confère aux acteurs en place un rôle primordial dans la gestion de l'espace par l'invention et la mise en œuvre de stratégies adaptées et l'adoption de logiques d'attente par rapport aux interventions externes.

Ce positionnement des éleveurs agro pasteurs obéit aux pratiques traditionnelles tant sur le plan culturel que cultural. Le savoir faire est par conséquent synonyme de défense du territoire.

Le fonctionnement des systèmes d'élevage peut se caractériser à partir des composantes qui le constituent :

- **l'homme**, à travers son organisation sociale,
- **l'animal**, à travers son rôle socio-économique,
- **les ressources**, à travers l'utilisation de l'espace.

Les systèmes évolutifs constituant la société pastorale existent sous forme de trois types distincts et complémentaires, et se définissent comme suit :

- semi extensif (agro pastoralisme lié à la sédentarisation progressive.)
- extensif (pastoralisme à amplitude moyenne ne dépassant pas la région de Djelfa)
- nomade (pastoralisme à amplitude plus grande hors de la région de Djelfa.

Ce dernier type a évolué dans le temps en fonction des moyens modernes.

Toute l'activité pastorale se réalise en grande partie sur des espaces au delà de la zone steppique à travers deux périodes de transhumance.

- L'achaba dans le Tell, vers le Nord, pour les pâturages de printemps et été durant 5 mois (mai-septembre).
- L'azzaba vers le Sud en direction des parcours sahariens en automne et hiver. durant 4 mois (décembre-mars).

Notons que le mode de transhumance est devenu totalement motorisé, pratiqué tout particulièrement par les gros éleveurs. Les moyens de transport (camion où camionnette) occupent une place importante dans l'activité agro-pastorale de la région steppique.

Les pratiques agro pastorales traditionnelles et plus précisément la mise en culture de certains espaces s'appuient sur :

- la culture d'orge, et de certaines légumineuses,
- la mise en défens pour le fourrage naturel par les pratiques culturales anciennes (labours pour la délimitation de l'espace foncier qui se traduit ensuite par la mise en jachère).

Ces pratiques s'inscrivent dans une logique d'occupation du territoire, c'est une forme de capitalisation foncière.

Les maillons les plus visibles et peut-être trop évidents concernant la relation entre les modes de vie sont les pratiques agricoles et pastorales de la société.

Le nomade et l'agro pasteur, guidés par le besoin impérieux de se procurer eux mêmes et directement l'alimentation domestique se sont faits céréaliculteurs, agriculteurs et éleveurs, voire entrepreneurs.

A ce titre, nous constatons l'adaptation au milieu par une logique de fonctionnement qui perpétue le maintien du paysage comme c'est le cas de Djelfa, même si d'autres facteurs ont tendance à modifier le modèle de gestion de l'espace steppique (révolution agraire et code pastoral, accession à la propriété foncière, plan national de développement agricole ….).

Par conséquent l'éleveur, acteur principal du territoire steppique, continue à façonner d'une certaine manière le paysage par son fonctionnement.

En effet les éleveurs inventent des stratégies qui leur permettent de renforcer l'interaction avec leur espace, prenant en compte les différentes politiques de mise en valeur et développement élaborés par les décideurs.

Cette logique de fonctionnement et le savoir faire des communautés steppiques de Djelfa, affectent l'état du milieu dans son équilibre, sans pour autant le détruire. Les éleveurs utilisent les fourrages spontanés et combinent avec les ressources cultivées par des réarrangements fonciers (les terres sont communautaires, l'occupation se fait sur une base tribale ou familiale) ou des modes de faire valoir nouveaux (la division du travail en famille élargie). Ces stratégies et ces comportements ont un impact en terme de transformations en cours, mais elles préservent aussi l'identité culturelle régionale fortement basée sur l'agro pastoralisme.

Conclusion

La société agropastorale de DJELFA s'inscrit dans le fonctionnement de la société steppique algérienne . Elle se maintient par le renforcement de la configuration du territoire grâce aux pratiques culturales adaptées et à la sauvegarde de sa culture.

La sauvegarde du paysage de la zone steppique comme patrimoine national est une composante essentielle pour le renforcement de l'identité de l'agro pasteur et elle est sans doute l'action qui contribuera au développement durable.

Soulignons que les actions de l'Etat sont de plus en plus importantes, elles se différencient des actions du passé tant sur le plan de la recherche développement que sur le financement octroyé à la croissance économique de la zone, mais elles restent néanmoins non efficientes en raison de la mauvaise prise en charge des problèmes liés à la sociologie de la région.

Le rôle des autorités compétentes, des scientifiques et techniciens pastoralistes est de trouver des solutions biologiquement et écologiquement viables pour remédier aux imperfections, sans occulter l'environnement social et culturel qui façonne le paysage steppique.



EN HAUT

Le souk des ovins (Jelfa)

EN BAS

Tente sur les hauts plateaux algériens



ANNEXE

Situation géographique de la zone steppique de DJELFA





- *Au Nord par les wilayate de Médéa et de Tissemsilt ;*
- *A l'Est par les wilayate de M'sila et de Biskra ;*
- *A l'Ouest par les wilayate de Tiaret et de Laghouat ;*
- *Au Sud par les wilayate d'El Oued, de Ouargla et de Ghardaïa.*

Bibliographie

BERCHICHE T., *2000, Enjeux et stratégies d'appropriation du territoire steppique. Options Méditerranéennes : Série A. Séminaire Montpellier (FRA) : CIHEAM-Institut Agronomique Méditerranéen, 2000.*

BOUKHOBZA M. ,*1976, L"agro-pastoralisme traditionnel en Algérie 1976 Ed. ENAG.*

EI-BOUYAHIAOUI M. 1992*Ovin en zone steppique cas de Ain EL Bel (Djelfa) mémoire ingénieur 1992.*

FEKKAK T. ,1992 **,***Essai de caractérisation des systèmes d'élevage à Djelfa Mémoire d'ingénieur 1992.*

MATSUURA K., *2007, Discours su 02 août 2007 à la journée internationale des populations autochtones*
UNESCO Paris 2007.

J.BERQUE. in TOULABI N., 2006 ,*« Communication : réflexion sur la question culturelle et identitaire au Maghreb » Rabat.*

DU COLLECTIF AU PRIVÉ, DU GROUPE À L'INDIVIDU : DÉGRADATION DU PATRIMOINE CULTUREL DE L'AGRO PASTORALISME TUNISIEN. Cas de la région de Tataouine, sud tunisien.

Dr Abdallah BEN SAAD

Institut des Régions Arides, Médenine TUNISIE



Résumé :

Malgré la précarité climatique (les précipitations annuelles dépassent rarement les 100 mm), les populations habitant la région de Tataouine, font partie du Sud tunisien. Elles ont su s'adapter à ces conditions difficiles par le type d'habitat (troglodytes), le type de grenier ou forteresse (les ksour) et le type d'exploitation agricole (les jessour).

Ces populations réduites numériquement vivaient organisées en groupes (tribus) connus sous le nom de Ouled, et dont chacun possède un territoire bien délimité. A l'époque pré-coloniale, cette société tribale (très solidaire et très soudée) ne vivait pas en économie fermée, elle avait une vie de *relation, d'échange et de complémentarité avec les autres régions de Tunisie. Ce mode de vie qui a favorisé le maintien de la friche naturelle et la conservation des sols, a été désorganisé dans un premier temps par l'intervention de l'administration coloniale. Sa politique de sédentarisation des nomades a provoqué un déséquilibre de la complémentarité inter-régionale et une régression de l'espace pastoral.*

Dans un deuxième temps, l'Etat tunisien à partir de 1956, par le biais des différentes politiques socio-économiques et dont la plus significative est la politique de privatisation des terres collectives entreprise en 1971, a accéléré le rythme de transformation de cette société traditionnelle de type tribal et pastoral et par conséquent le mode d'exploitation et d'occupation de l'espace.

Aujourd'hui, ce patrimoine culturel de l'agro pastoralisme tunisien se trouve menacé de dégradation sinon de disparition suite aux nouvelles valeurs sociales basées sur l'égoïsme et l'individualisme. D'un autre côté, le nouveau contexte de mondialisation libérale, marqué à l'échelle nationale par le désengagement de l'Etat et/ou les investissements publics dans les domaines de la culture et du patrimoine, ne fait qu'aggraver la situation.

Mots-clés : Sud tunisien, Tataouine, Ksour, Jessour, Troglodyte, Tribu, Nomadisme**.**

Le Sud tunisien : un riche patrimoine géologique, le règne des dinosaures

Le sud tunisien a constitué à travers l'histoire, pour les trois pays du Maghreb central (Maroc, Algérie et Tunisie), la porte de l'Orient et également une voie de passage vers l'Afrique subsaharienne. Ces caractéristiques ont fait de lui une zone marquée par une diversité de ses paysages et par une richesse de son patrimoine témoin de la convoitise et de la succession de plusieurs civilisations.

Sur le plan géologique, l'histoire du sud tunisien est très riche en évènements avec des témoins de l'existence d'une mer (la Téthys) à la fin de l'ère primaire (BEN OUEZDOU, 2003).

Au cours de l'ère secondaire, le sud tunisien, était le siège de grands mouvements de régression (retrait) et de transgression (invasion) de la mer. Ces derniers ont eu lieu «il y a 150 millions d'années (période du jurassique) et 90 millions d'années (crétacé supérieur)» (TROUSSET, 1974). Ces mouvements d'invasion ont laissé des sédiments riches en fossiles que nous pouvons observer aujourd'hui sous forme de couches d'argile, de gypse et de calcaire épaisses de quelques dizaines voire centaines de mètres. D'un autre côté, pendant les mouvements de régression de la mer, une vie continentale a été enregistrée avec un paysage deltaïque riche en faune et en flore. En effet, les témoins de la diversité de la flore qui dominait à l'époque dans la région ne manquent pas : troncs de bois silicifiés et empreintes de plantes enregistrées dans les marnes et les argiles. Quant à la faune, les fragments d'os découverts en plusieurs endroits et conservés au musée de la Mémoire de la terre de Tataouine prouvent que cette région était sous le règne des dinosaures.

Avançons un peu dans le temps pour signaler qu'à la fin de l'ère secondaire, la mer s'est retirée définitivement du sud tunisien ce qui a permis le rattachement de ce dernier au continent. Du coup, des couches géologiques ont été soulevées formant un grand pli anticlinal donnant lieu, après l'effondrement de sa moitié orientale, aux plaines de la Djeffara et d'El Ouara ainsi qu' à la chaîne des Matmatas et au plateau du Dhahr dans sa moitié occidentale.

Progressivement, et sous l'action de l'érosion hydrique, à travers l'ère tertiaire et quaternaire, des formes diverses se sont entaillées : ravins, vallées, cuvettes et versants. Il faut signaler aussi que pendant le quaternaire, les mouvements du vent ont amené dans la région des sables argileux, à partir du grand erg oriental, qui se sont accumulés dans les vallées et les cuvettes pour former des sols rougeâtres qui ont été exploités par l'homme pour l'agriculture à travers l'histoire. Ainsi, de cette riche et longue histoire géologique du Sud tunisien naît un paysage marqué par une chaîne montagneuse au milieu séparant le plateau du Dhahr à l'ouest et les plaines de la Djeffara et d'El Ouara à l'est.

Le peuplement : une présence humaine très ancienne

Le peuplement de la région du Sud tunisien est très ancien comme en témoignent les nombreuses stations paléolithiques et néolithiques autour de la ville de Tataouine et du Jebel Nekrif. BODEREAU, (1907) signale que «l'homme paraît avoir habité le sud de la Tunisie dès la plus haute antiquité». A propos de ces populations, MÉDINA (1894) ajoute que «géographiquement, ces populations correspondent approximativement aux Gétules des anciens. D'un point de vue anthropologique elles se rapprochent de la race européenne de Canstadt et de Neandertal ». Cet auteur va plus loin quand il rattache les populations qui ont colonisé le sud tunisien, à la race primitive originaire d'Ethiopie que SEBAG (1951) désigne tantôt sous le nom de *Species Eurafricana*, tantôt sous celui de «race méditerranéenne» et qui couvrait à l'époque préhistorique, les parties habitables de l'Afrique, du Nil à l'Atlantique et du Niger à la Méditerranée tunisienne. Si nous remontons un peu plus l'échelle du temps, nous trouvons que les premiers conquérants orientaux qui se heurtèrent aux habitants du Sud tunisien, furent des «tribus égyptiennes et chauaéennes venues de la vallée du Nil à l'époque de l'invasion de l'Egypte par les Hyksos au XXIII ème-XVIII ème siècles avant J.C. Ces tribus agricoles et pastorales se seraient établies dans les parties les plus fertiles de la Tunisie méridionale et de la Byzacène » (BODEREAU, 1907).

En effet, des rapports constants paraissent s'être établis entre l'Egypte et la Tunisie. Rapports de commerce et d'échange, mais aussi de guerre et de lutte comme le signale beaucoup d'auteurs (BODREAU, 1907; DU PATY, 1893; MÉDINA, 1899 etc.). Ainsi, ce rapport de guerre et de lutte continue-t-il à persister jusqu'à des dates récentes de l'histoire contemporaine avec l'invasion hilalienne comme nous allons le voir plus loin.

Or, une chose est sûre, les occupants de la région du sud tunisien «aux époques protohistoriques sont les ancêtres des populations, qui à l'aube de l'histoire peuplaient le sud-est de la Tunisie ; ce sont les berbères» (BEN OUEZDOU, 2003). Avec la création de Carthage, en 146 avant J.C., les liens commerciaux des carthaginois avec le Soudan se sont établis, mais sans pour autant qu'ils viennent s'installer sur les terres des populations berbères. Ainsi, et durant l'époque antique, et même après l'invasion romaine, il n'y a pas eu de véritable peuplement dans la région du sud ni par les carthaginois, ni par les romains et ni par les byzantins. D'ailleurs les vestiges romains, qui se maintiennent jusqu'à nos jours ne concernent que des installations agricoles et hydrauliques, des fortins, des camps militaires, des murailles, etc. Le fond du peuplement est resté berbère jusqu'à la veille de l'invasion arabo-musulmane. Il va sans dire, que le peuplement de la région du Sud tunisien a changé fondamentalement avec la conquête arabe des tribus Hilaliennes, venues de l'Egypte, au XI ème siècle. Du coup, l'occupation de l'espace a connu un changement radical avec la concentration des berbères dans les zones de montagnes et l'occupation des plaines par les tribus arabes. Résultat, les relations entre les deux populations (arabes et berbères) ont oscillé entre la confrontation et la protection pour aboutir enfin à une paix qui a produit une certaine complémentarité basée sur l'échange des produits de la plaine (mouton, céréales, laines, lait, etc.) et de la montagne (huile, légumes, etc.). Une chose est sûre, le nomadisme à grande échelle vient de naître dans le sud tunisien.

Aperçu historique sur l'evolution de l'agro pastoralisme en Tunisie

Nous avons vu que dans cette zone, vivait une population pastorale, peu nombreuse, organisée en tribus sous le commandement de la fameuse confédération des tribus appelée *Ourghemma*. Chaque fraction ou sous-fraction se déplace en *douar* sous la responsabilité du *myad* sans se disperser, car la préoccupation majeure est la sécurité qui doit dominer la vie du groupe et renforcer sa cohésion.

Ces nomades cultivent un peu de céréales limitées aux zones d'épandage et de bas-fonds. Ils ne labourent que les terres censées donner un bon rendement, mais l'essentiel de la richesse est

l'élevage. Cette économie pastorale, dominée par l'insécurité du milieu et des hommes, oblige les groupes à rester unis et cela explique en grande partie le fait que les terres soient des terres collectives, c'est à dire des terres de tribu. La propriété individuelle des sols n'était pas exigée par le système de culture. En effet, les buissons de figuiers de barbarie rencontrés sur les hauts glacis des piémonts, les rares vergers derrière les *jessour*, les champs de céréales limités aux *felta* (zone d'épandage) n'occupent qu'une petite partie de l'espace. Le reste est le domaine de l'élevage extensif surtout du mouton, animal préféré pour son adaptabilité aux conditions naturelles de la région.

Organisation interne et relation avec l'extérieur : complémentarité et mobilité

Par ailleurs, cette population de nomades se déplace constamment, soit à l'intérieur du territoire de la tribu, soit à l'extérieur. Les motifs de ces déplacements sont multiples et varient en fonction des précipitations et de l'état des parcours. Le rythme de ces déplacements est réglé aussi par l'état des parcours.

KASSAB (1983) affirme que «les pâturages épuisés étaient toujours abandonnés et on allait chercher des parcours moins exploités, plus riches en attendant que les autres se reconstituent».

Ce système de rotation et de mise en défens des parcours, appelé *gdel* permettant la conservation de la flore, est la réponse idéale des pasteurs aux conditions climatiques difficiles. Ce genre de vie basé sur un élevage extensif et une céréaliculture sporadique, où il n'y a ni surpâturage ni labour des terres à pentes très fortes, permet un certain équilibre entre l'homme et son environnement.

Sur le plan social, et comme dans toutes les steppes et au Sahara, le système tribal est la forme dominante de l'organisation sociale traditionnelle dans le sud tunisien, l'ensemble dans lequel se définit l'individu est la tribu. L'unité de production est la famille patriarcale qui constitue la cellule de base de la société pastorale (GUESMI, 1991). La *lahma* ou *achira* (sous-fraction) joue le rôle d'organisateur de la production, alors que la tribu en tant qu'unité politique a deux rôles principaux : un rôle militaire en défendant ses membres en cas d'agression et un rôle économique en assurant à la communauté sa subsistance en cas de disette. Le caractère militaire (guerrier) qui semble accompagner l'organisation tribale et qui marque pendant longtemps la vie des tribus du Centre-sud tunisien, a été souligné par LOUIS (1974) qui a repris le concept de «démocratie militaire» développé par ENGELS, et note que «dans une perspective historique nous sommes à la charnière de la dernière société sans classes et de la première société de classes. Il est possible d'utiliser le concept de démocratie ou de pseudo-démocratie militaire pour désigner ce très complexe rapport de production». La fraction *façila* ou *firga* ou sous-fraction *lahma* ou *achira* est dirigée par un *myad* ou conseil des *kbir,* constitué le plus souvent par les notables qui se sont imposés par leur puissance et qui dominent leur groupe (gros éleveurs, fils de marabout...). Le *myad* dirige la vie du groupe, il organise les déplacements à l'intérieur de ses terres ou décide de la transhumance ailleurs en cas de sécheresse. Il veille au respect du *gdel*. Il intervient aussi dans toute la vie sociale, tranche les litiges et veille particulièrement en cas de crime, au payement de la *dya* ou prix du sang.

Ainsi, en dehors des liens de sang qui cimentent la tribu, l'unité est consolidée par des éléments religieux, culturels et surtout économiques. D'ailleurs, tout ce qui s'inscrit dans l'espace qu'il s'agisse d'aménagement des terres d'épandages, de la construction des greniers collectifs, de l'utilisation des parcours, est l'œuvre de groupements familiaux plus ou moins larges selon le cas. Tous les domaines de l'activité pastorale sont marqués par la vie de groupe et les manifestations de solidarité collective. Cette solidarité tribale, que nous pouvons trouver dans toutes les steppes, est imposée par l'hostilité du milieu naturel : lutter contre la sécheresse et les inondations, aménager les terres d'épandage, construire les *jessour*, sont œuvre collective. En outre, la *mâaouna* (entraide) est une pratique courante dans cette société tribale. Cette entraide s'exerçait lors des périodes de pointe de l'activité agricole (labour, moisson, tondaison..). Ainsi, les tribus du sud,

profitant des parcours des plaines d'épandage, des parcours de montagne et au bord des *sebkhat* se contentaient de déplacements à faible amplitude. Cependant, et pendant la transhumance saisonnière, les troupeaux sont souvent conduits vers les pâturages du plateau du Dhahr.

Si les pâturages font défaut lors des années de sécheresses, les éleveurs mènent leurs troupeaux vers *frigua* (le nord du pays), c'est la grande transhumance.

En dehors de cette transhumance pastorale, il existe une transhumance de travail. Pour cette dernière, les principaux centres d'attraction de la main d'œuvre sont les oasis du Djérid en automne, le littoral oléicole en hiver et *frigua* ou le Nord céréalier en été. Dès la fin du mois de septembre, les nomades se dirigent vers les oasis pour participer au ramassage des dattes. Ils y restent un mois et demi à deux mois et s'approvisionnent ainsi en dattes pour leur alimentation ou pour le troc avec d'autres régions. En hiver, c'est la cueillette des olives qui attirent ces populations, le plus souvent accompagnées de leurs troupeaux, pour bénéficier des parcours et des déchets de taille. Mais le déplacement le plus important de ces populations du sud reste la *htaya* au Nord de la Tunisie. En effet, chaque été les tribus partent vers le nord du pays (les départs commencent au mois d'avril et s'intensifient au cours du mois de mai). Elles participent aux moissons et reçoivent le *ouchour* (le 1/10 ème de la récolte moissonnée).
Là, chaque famille trouve de quoi se nourrir durant son séjour (environ 3 mois) et rapporte quelques quintaux de céréales (orge et blé).
Cette complémentarité inter-régionale est complétée par des échanges économiques. Les tribus de *ourghemma* ne vivent pas en économie fermée, mais ont une vie et des relations d'échanges assez importantes. Ils vont à Sfax pour vendre de la laine, du beurre, du miel, des agneaux et y acheter de l'huile, du sucre, du textile et surtout la charrue vigneronne *jamoussi* fabriquée à Sfax. Ils vont aussi au Djérid, où ils vendent les mêmes produits ainsi que des grains rapportés du nord et ils importent des sacs de dattes pour la consommation mais aussi pour être vendus au Nord. Cette activité commerciale des *Ourghemma* s'étend jusqu'à Ghedammes en Libye.

Ruptures des complémentarités inter-régionales

Le sud tunisien, à l'instar de toutes les régions tunisiennes, a connu depuis la colonisation française un lent processus de déstructuration qui a abouti au démantèlement des structures tribales traditionnelles et à la désintégration de l'économie pastorale.
Le système économique précolonial est marqué, nous l'avons vu, par des relations inter-régionales de complémentarités et d'échanges économiques. La domination de l'espace et de la société tunisienne à partir de 1881, par le capitalisme colonial a remis en cause cet équilibre inter-régional. Les facteurs qui ont contribué à cette rupture sont connus, il s'agit de :
- la colonisation foncière de *frigua* où les implantations coloniales, comme le souligne ATTIA (1977), ont atteint «450 000 ha dans le tell céréalier dès 1914 et 641 000 ha en 1921». De même l'extension rapide des plantations arbustives et principalement l'olivier dans l'arrière pays sfaxien, ont provoqué un refoulement des populations vers les sols les plus pauvres,
- à partir de 1921, date à laquelle le développement de l'exploitation directe est rendu possible grâce à la mécanisation, la généralisation du dry-farming, la substitution de la jachère travaillée à la jachère pâturée et la mise en culture des anciennes terres de parcours, nous avons assisté à une réduction des parcours et par conséquent à la transhumance pastorale.
C'est à partir de là que l'*achaba* (location des parcours) est apparue et s'est progressivement généralisée.

- la réduction de la transhumance pastorale s'est accompagnée de celle de la transhumance de travail. En effet, la généralisation de la moissonneuse-lieuse puis de la moissonneuse-batteuse remplaçant le moissonneur et sa faucille a réduit largement les besoins en main d'œuvre saisonnière. «La *Frigua*, terre de refuge pour les bêtes et les hommes se fermait de plus en plus » (GUESMI 1991).
Plus grave encore la dégradation des échanges économiques avec les autres régions (Djérid, Sahel et surtout Sfax) s'est accompagnée d'une substitution des rapports de complémentarités par des rapports de dominance.

Plusieurs facteurs ont entraîné un changement progressif des rapports qui liaient le pasteur à la

terre et même les rapports des membres de la tribu entre-eux. Nous pouvons citer l'introduction de nouvelles cultures spéculatives, l'évolution contradictoire entre la démographie et l'espace et surtout l'intégration du Sud tunisien dans les projets de la colonisation (fixation des nomades). En effet, l'intervention de l'administration coloniale et les polémiques inquiétantes concernant la domanialité des terres collectives ainsi que l'intrusion directe de la colonisation foncière (140 000 ha entre 1920 et 1934), ont déclenché une vague de *haouz* (appropriation) caractérisée sur le terrain par l'apparition des limites entre les fractions, les sous-fractions, voire entre les familles. L'exploitation familiale et patriarcale s'est définitivement substituée à l'exploitation collective des terres : ce fut la première phase dans l'évolution des structures agraires.

La seconde phase correspond à l'extension des plantations amorcée vers 1930 et amplifiée par la loi de 1957 après l'indépendance du pays. «Cette loi visait surtout à accélérer le passage de la jouissance familiale individuelle à la pleine propriété privative et cela après la plantation de la moitié et non plus de la totalité de la terre occupée» (ATTIA, 1977). Cette évolution du régime foncier n'a fait qu'accentuer la différenciation des structures agraires.

Nous l'avons vu plus haut, la première transformation du système agraire, du pastoralisme à l'agro pastoralisme ou d'une population de pasteurs à une population d'agro pasteurs, s'est opérée pendant la période coloniale et accélérée au début de l'indépendance.

Mais la véritable transformation qu'a connu la région et qui a touché le paysage, le système agraire et d'une façon générale les structures socio-économiques, date de la privatisation des terres collectives amorcée en 1971.

Effets de la privatisation des terres collectives sur les valeurs, les structures sociales et les pratiques agro-pastorales

D'après les textes législatifs en vigueur et les discours des politiciens au début des années 70, le gouvernement tunisien visait par la privatisation des terres collectives (loi du 14 janvier 1971) à faire sortir ces terres (situées dans des zones ayant des potentialités agricoles non exploitées), de l'immobilisme auquel elles étaient soumises par leur ancien statut. Il s'agissait de les reconvertir en pleine propriété remplissant leur rôle économique et social en reconnaissant la propriété aux membres des collectivités et de les doter de titres de propriété valables pouvant être présentés comme gage aux organismes de crédit pour leur mise en valeur. Nous signalons que les terres collectives sont localisées dans la Tunisie centrale steppique et dans le Sud désertique ou subdésertique. Ces terres occupent 2 100 000 ha, soit près de ¼ des terres agricoles (BEN SAAD, 2002).

Sans vouloir aborder en détail un sujet controversé, nous nous contentons simplement de rappeler que la privatisation des terres collectives, après lecture de la physionomie générale des dimensions des exploitations, a engendré deux tendances : une tendance à la pulvérisation et une tendance à la concentration. En effet, l'une des caractéristiques négatives du régime foncier Tunisien depuis l'application d'une politique libérale à partir de 1970, suite à «l'échec» de l'expérience «collectiviste» (1963-1969) a trait à l'absence de règles qui définissent les dimensions raisonnables d'une exploitation agricole (ni trop grande ni trop petite). En effet, et depuis la promulgation de la loi de la privatisation des terres collectives, la terre fait l'objet de transactions (achat et regroupement des parcelles cédées ça et là par les petits agriculteurs-éleveurs) entraînant une restructuration du patrimoine foncier dans le sens de la logique capitaliste à savoir accentuer la concentration des terres entre les mains des gros propriétaires terriens.

Effets de la privatisation des terres collectives sur les valeurs et les structures sociales

Dislocation des structures familiales élargies

Jusqu'au début du XX ème siècle, il existait encore des modes d'organisation économique qui associaient en une seule unité toutes les familles du *lahma* (lignage) regroupées en douar.

Les familles élargies qui rassemblaient le lignage constituaient une vaste unité économique dont le domaine foncier était partagé en deux composantes : d'une part un espace pastoral collectif (les parcours) destiné à la satisfaction des besoins du cheptel, de l'autre, un espace agricole partagé (les terres de culture) qui était attribué aux différentes familles.

Sans revenir, en détail, sur les origines et les facteurs de transformation de ce mode d'organisation et de production collective, nous signalons que le facteur le plus décisif, a été la politique de privatisation des terres collectives engagée par l'État tunisien en 1971. Les véritables conséquences furent l'émergence de la famille comme unité de consommation et de production ainsi que l'émergence de couches sociales dont les rapports de production s'articulent autour de la propriété privée de la terre. Cette fragmentation des rapports de production s'inscrit clairement dans le paysage, il suffit d'analyser les parcellaires qui évoluent de plus en plus dans le sens de l'émiettement et de l'effritement.

Ainsi, et après l'éclatement des *douar* en *dar* (famille), c'est au sein de la famille que la lutte pour la vie s'installe aujourd'hui, les tensions se multiplient et de plus en plus les familles éclatent et se rétrécissent. La taille de la famille se réduit d'année en année.

Regardons maintenant si cette dislocation des structures familiales élargies s'accompagne d'un affaiblissement ou d'une destruction de la solidarité tribale qui caractérisait la société autrefois.

La solidarité aujourd'hui : mythe ou réalité ?

Entre société rurale et solidarités est-ce la fin d'une histoire commune ? A cette question, un tableau prospectif peut conduire à répondre par l'affirmative.

Dans la zone de mise en valeur, et où la terre a une valeur très élevée, ainsi que dans la zone pastorale, où les parcours sont de plus en plus rares, des tensions et des conflits existent même entre les membres d'une même famille. Ailleurs, dans les quartiers péri-urbains de Tataouine, quelques anciens agriculteurs, «en retraite», sont isolés et vivent seuls presque toute l'année. Un fait nouveau, inimaginable dans le passé.

Il est clair que ce phénomène de solidarité tribale ne peut survivre dans une société de consommation où les nouvelles valeurs tendent «à affaiblir les anciens liens coutumiers et déterminent l'apparition de solidarités d'un nouveau type fondées avant tout sur l'identité des conditions d'existence» (BOURDIEU ET SAYAD, 1964). Dans cette nouvelle société, c'est l'individualisme qui prévaut, la solidarité est devenue presque un mythe. Voici donc le premier trait distinctif des valeurs de notre société contemporaine.

Hier, la quête de la réussite passait par le groupe qui décidait de l'itinéraire à suivre par l'individu. Aujourd'hui, c'est l'individu qui prend son destin en main. «L'individualisme est au cœur de notre civilisation (…), aussi aujourd'hui coule-t-il dans nos veines car il fait partie du noyau de notre culture» (LALIVE d'EPINAY, 1989).

Effets du partage du collectif sur les pratiques agro-pastorales

Les «*jessour*» : Un système d'aménagement hydraulique traditionnel adapté aux formes du relief et au climat

Hier, les «*jessour*» constituaient des ouvrages ingénieux pour la maîtrise de l'eau …

Le sud tunisien est caractérisé par un climat très aride, où les volumes annuels des précipitations se situent entre 50 et 100 mm. Les quantités de pluies ne dépassent cette fourchette que localement dans les reliefs de la chaîne des Matmatas. Dans une telle situation, les populations du sud ont combattu à travers l'histoire la pénurie de l'eau en construisant des citernes enterrées pour collecter l'eau des pluies et en creusant des puits de surface là où existe une nappe phréatique pour satisfaire leurs besoins en eau potable. Or, pour pratiquer l'agriculture, ces populations se sont intéressées aux zones de relief, mieux arrosées, pour aménager les ravins, les vallées et les cuvettes dans le but d'exploiter au maximum les eaux de ruissellement. Aussi faut-il signaler que le fait de barrer les ravins et les vallées permet d'atteindre plusieurs objectifs : retenir l'eau et le sol, empêcher le développement de l'érosion, éviter la perte de l'eau en favorisant son infiltration, casser la vitesse de l'écoulement et amortir les effets des crues. Ainsi, la maîtrise de l'eau de ruissellement est rendue possible dans ces régions arides et désertiques grâce à ce système d'aménagement qualifié de petite hydraulique et désigné localement par le système de «*jesser*» («*jessour*» au pluriel). Un «*jesser*» correspond à une petite élévation en terre, appelée localement *tabia* ou *ketra*, dressée dans les ravins et les lits des oueds. Cet ouvrage est disposé perpendiculairement à l'écoulement reliant les deux berges de l'oued et équipé d'un déversoir construit en pierres sèches qui est, soit





À GAUCHE

jesser plus ou moins entretenu

A DROITE

un jesser en abandon

placé sur le côté, il s'agit dans ce cas d'un déversoir latéral appelé *menfess*, soit placé au milieu de l'ouvrage, il s'agit là d'un déversoir central appelé *masraf*.

Sur le plan pédologique, ce système permet, en assurant une rétention partielle des alluvions, d'enrichir les terres agricoles avec des apports organiques et minéraux. Sur le plan hydrique, il permet, en retenant l'eau de ruissellement qui s'infiltre dans le sol, de garder l'humidité du sol pendant plusieurs jours. Sur le plan agricole, le système de «*jessour*» a permis l'introduction de l'olivier en dehors de ses limites climatiques ce qui permis l'approvisionnement de ces populations pastorales en huile d'olive.

Bref, grâce à ce système ingénieux, les populations locales ont pu au travers des siècles développer une agriculture sous la contrainte climatique de l'aridité.

… Aujourd'hui, le système des «*jessour*» est en déclin

Si nous mettons le zoom sur la situation actuelle du système des «*jessour*», nous trouvons qu'elle est inquiétante puisque l'abandon menace la durabilité de ce système de plus en plus fragilisé par des actions naturelles (érosion) et humaines (abandon, manque d'entretien).

En effet, jadis les «*jessour*» sont conçus, réalisés et entretenus manuellement par les habitants grâce à un savoir-faire empirique qui leur a été transmis de génération en génération. Or, les changements socio-économiques que connaît la région de Tataouine, depuis quelques décennies, avec une forte émigration de la population (à l'intérieur du pays, mais aussi à l'étranger) conduisent peu à peu à l'abandon du système de jessour. D'après les techniciens de la zone, le taux d'abandon avoisine 50 %.

Mais en dehors de ce phénomène d'abandon qui menace le système, il faut souligner le manque d'entretien des «*jessour*». Plusieurs facteurs interviennent dans ce manque d'entretien : la non rentabilité économique de l'exploitation (surtout les exploitations les plus exiguës), la faible assise financière pour louer les outils agricoles nécessaires puisque l'entretien des «*jessour*» ne se fait plus à la main, mais mécaniquement et surtout l'enclavement de beaucoup de «*jesser*» surtout dans les zones les plus montagneuses. En effet, les pistes agricoles très médiocres et qui deviennent impraticables après les pluies amplifient le phénomène de mauvais entretien des «*jessour*» si non de leur abandon.

Les «*ksour*» : Des édifices qui marquent l'empreinte des nomades .

....Hier, les «*ksour*» s'intégraient dans un système socio-économique agro-pastoral... Aux «*ksour*» (*ksar* au singulier), phénomène architectural caractérisant l'extrême sud tunisien, se rattache toute une civilisation pastorale qui a marqué pour plusieurs siècles cette région de la Tunisie. Ainsi, le «*ksar*» est le résultat d'un ensemble de facteurs historiques, sociaux et économiques dans un environnement marqué par l'insécurité et l'hostilité du milieu. Le «*ksar*» est avant tout un grenier collectif pour la tribu. Il sert de lieu de stockage des produits agricoles avec une architecture conçue dans cet objectif. En effet, en réponse aux conditions d'insécurité et aux conditions climatiques marquées surtout par la sécheresse, les populations locales ont été confrontées à la nécessité de stocker leurs réserves alimentaires, mais aussi les objets de valeur.

Il s'intégrait ainsi dans un système économique et un mode de vie, fondé principalement sur le nomadisme ce qui nécessitait de mettre leurs richesses à l'abri d'éventuels assaillants dans un endroit sûr sous la surveillance de gardiens. Toutefois, le «*ksar*» joue aussi une fonction qui est celle de la vie collective, la vie du groupe puisqu'il constitue un espace de rencontre et de transactions commerciales.

Sur le plan architectural, le «*ksar*» est constitué d'un ensemble de cellules appelées *ghorfa* disposées en un ou plusieurs étages et qui ouvrent sur une place centrale : la cour du «*ksar*».

Il comprend aussi la *skifa* (grande pièce voûtée sise à l'entrée) servant de siège au conseil des notables de la tribu (le *myad*). Ainsi, chaque famille de la tribu emmagasine ses provisions de céréales, huile, laine, olives, figues sèches, dattes et objets de valeurs dans sa *ghorfa*. De l'extérieur, le mur, sans aucune ouverture à l'exception de la porte, se présente «avec des hauteurs importantes pouvant atteindre jusqu'à 10 mètres et évoque ainsi l'aspect de forteresse» (BEN OUEZDOU, 2003). En effet, certains «*ksour*» sont appelés *kalâa* (forteresse) évoquant un rôle militaire. Il s'agit surtout des «*ksour*» des populations berbères installés sur les crêtes. Il est intéressant de signaler, enfin, que le choix des sites pour l 'installation des «*ksour*» se fait en fonction des possibilités offertes par le relief : de la crête jusqu'à la plaine, mais aucun «*ksar*» n'est implanté dans une zone inondable.

… Aujourd'hui, les «ksour» sont déserts

Ces «*ksour*», nous l'avons vu, qui symbolisent et prouvent l'authenticité de la civilisation et la profondeur de l'histoire de cette région où l'homme a pu et su s'adapter à une nature rude et à une histoire riche en péripéties sont dans un état très inquiétant. Sur les 150 «*ksar*» que les experts en archéologie ont dénombré dans les deux régions de Tataouine et Médenine, il n'y en a qu'une dizaine qui sont restaurés par le Ministère de la culture et la conservation du patrimoine et qui sont proches ou dans les villes pour des buts lucratifs plus que patrimoniaux. Le reste des «*ksour*» est, soit complètement abandonné, soit cédé à des investisseurs privés du secteur touristique. Il va sans dire que ces derniers, qui n'ont généralement aucune formation dans le domaine du patrimoine, d'une part, et ne sont accompagnés en aucune étape par les experts du Ministère de la culture et la conservation du patrimoine, d'autre part, ne peuvent que penser au profit et rien que le profit.

La transformation du *ksar Ouled Debbab,* à Tataouine, en un projet touristique en est le meilleur exemple. Un Dinosaure implanté devant la porte principale et des couleurs très variées (jaune, vert, rouge, bleu, etc.) qui couvrent les murs intérieurs du «*ksar*» ne sont que le témoignage d'une politique de restauration que nous pouvons qualifier de ratée. En faisant cette remarque à un responsable du Ministère de la culture et de la conservation du patrimoine, il me répondit ainsi : «dans ce nouveau contexte d'ajustement structurel et de désengagement de l'Etat, nous sommes devant le devoir d'encourager l'initiative privée».

Les troglodytes : Une adaptation parfaite à la nature du sud tunisien

Hier, les troglodytes constituaient la base de l'habitat des berbères …

Les populations locales du Sud tunisien ont su profiter, une fois de plus, d'un relief qui permet de creuser des lieux d'habitat qui leurs permettaient de se mettre à l'abri des variations excessives de températures puisque ces demeures sont isothermes, fraîches en été et tièdes en hiver. L'habitat troglodytique se présente sous deux formes : en profondeur ou vertical dans les régions des plaines et horizontal ou latéral dans les régions montagneuses.

Dans le premier cas, l'aménagement commence par le creusement d'un trou sous la forme d'un puits qui correspond à la cour. Ce trou peut être circulaire ou carré avec 5 à 8 mètres de rayon ou de côté ; de même que la profondeur. La deuxième étape consiste en l'aménagement de l'entrée de l'habitation. Elle correspond à un couloir d'accès qui est totalement ou en partie souterrain avec une porte en troncs de palmiers. Le creusement des pièces de l'habitat troglodyte survient en dernière étape. De chaque côté de la cour, une ou plusieurs pièces sont creusées et chacune





EN HAUT

A GAUCHE

Un ksar totalement abandonné *(Comme la quasi-totalité des ksour)*

A DROITE

Un ksar restauré par l'Etat *(L'un des rares parmi les 150 ksar)*

est munie d'une seule ouverture. Le plafond, une fois taillé, prend la forme d'une voûte pour empêcher les éboulements. Les dimensions moyennes des pièces sont d'environ 7 m de long, 5 m de large et 3 m de haut.

Dans le deuxième cas, l'habitat troglodyte horizontal ou latéral (qui se rencontre dans les villages de montagne) se compose de deux parties disposées selon un plan en enfilade. Une première pièce longue de 6 à 8 m, large de 3 à 4 m et haute de 2 m correspond une grotte appelée localement *rhar,* suivie d'une deuxième pièce plus petite avec seulement 4 à 5 m de long, appelée *khzana*. Devant la grotte (*rhar*) nous trouvons une cour à ciel ouvert, ceinturée par un mur de 1 à 2 m de haut, subdivisée en un ou plusieurs espaces : cuisine, toilettes et étable. Il faut signaler, enfin, que la première grotte (*rhar*) est consacrée à l'habitat alors que la deuxième (*khzana*) est réservée au stockage des produits agricoles et des biens de la famille.

… Aujourd'hui, les troglodytes sont des espaces morts en voie de disparition

Actuellement, l'habitat troglodyte n'est pratiquement plus exploité dans la région du sud tunisien excepté dans le village de Matmata au Nord de Tataouine où quelques familles berbères, n'ayant pas les moyens financiers pour accéder au foncier urbain afin de construire une maison, continuent toujours à habiter des troglodytes.

En effet, les constructions en dur se sont beaucoup développées dans des villages qui se placent, dans de nombreux cas (sûrement par nostalgie), en contrebas des anciens.

Du coup, la quasi-totalité des habitats troglodytes désertés sont en voie de dégradation sous l'effet des facteurs climatiques (érosion hydrique, ensablement, chaleur excessive, etc.).

Rares sont les habitations troglodytes exploitées par leurs propriétaires dans le secteur touristique (seulement dans la région de Matmata), mais d'une façon anarchique et sans aucun accompagnement du Ministère de la culture et de la conservation du patrimoine.

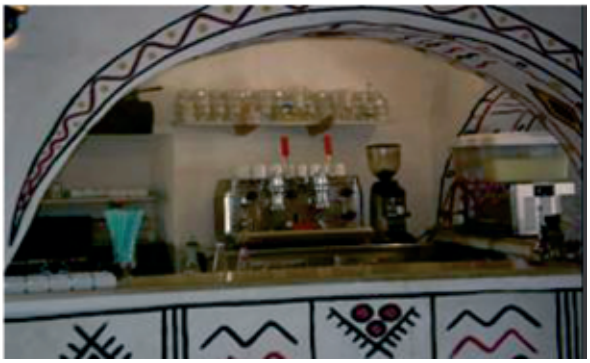
EN BAS

A GAUCHE

Un *ksar* aménagé pour des fins touristiques

A DROITE

Dépaysement total du *ksar*









Conclusion

A GAUCHE

Troglodyte en profondeur (utilisé pour des fins touristiques)

A DROITE

Troglodyte en latéral (Abandonné)

Avant la colonisation, les Ourghemma, habitants de la région de Tataouine, Sud tunisien, vivaient sur un espace collectif et dans des structures tribales où la solidarité dominait, cimentait la cohésion du groupe et conditionnait sa vie. Mais le processus de désagrégation des structures et des valeurs traditionnelles amorcées pendant la période coloniale s'est développé au fur et à mesure que les facteurs de déstructuration de la société pastorale cumulaient leurs effets.

Tant de bouleversements dans cette ancienne société tribale : émergence de la propriété privée de la terre, rupture des complémentarités, désagrégation du groupe laissant l'individu seul face aux lois du marché, appauvrissement progressif d'une masse de paysans de plus en plus nombreuse, dépendance des petits fellahs vis-à-vis du marché de l'emploi etc. Bref, un remue-ménage dans la région amorcée pendant la période coloniale et accélérée après l'indépendance de la Tunisie.

Or, cette dislocation des structures tribales s'est accompagnée, dans ce nouveau contexte de libéralisation économique, de l'émergence de nouvelles valeurs: l'égoïsme et l'individualisme ont pris le dessus sur la solidarité et l'appartenance au groupe. Du coup, tout ce qui est collectif est, soit partagé et chacun fait ce qu'il veut de sa part (terres agricoles), soit abandonné et laissé à la merci de la nature (*ksour, troglodyte, jessour*).

Nous sommes devant un patrimoine culturel et technique qui symbolise et prouve l'authenticité de la civilisation pastorale et la profondeur de l'histoire de cette région de la Tunisie où l'homme a pu et su s'adapter à une nature rude et à une histoire riche en péripéties ; qui se dégrade d'une année à l'autre.

Une question se pose : dans ce nouveau contexte de mondialisation libérale, l'État doit-il se désengager de ses responsabilités de conservation, de préservation, de restauration et de valorisation des patrimoines culturels et naturels ? Sûrement pas, car un développement ne peut être qualifié de durable que s'il prend en considération les 4 piliers de la durabilité à savoir l'économique, le social, l'environnemental et surtout le culturel.

Bibliographie

ATTIA H., (1977) : Les Hautes steppes tunisiennes : de la société pastorale à la société paysanne. Thèse d'Etat, Université de Paris VII-Jussieu, 1977, 3 tomes : 192, 160 et 372 pages.

BEN SAAD A., 2002 : Politiques foncières et dynamiques socio-spatiales. La privatisation des terres collectives dans la plaine de bled 'Amra-Gafsa. Hautes steppes tunisiennes.Thèse de Doctorat, Université François-Rabelais de Tours, Décembre 2002, 466 pages

BEN OUEZDOU H., 2003 : De Matmata à Tatouine : Ksour, Jessour et Troglodytes. CERES, Tunis, 2003, 77 pages.

BODEREAU , 1907 : La Capsa ancienne, la Gafsa moderne.Paris, Ed. Augustin Challamel, 1907, 219 pages.

BOURDIEU P. et SAYAD A., 1964 : Paysans déracinés. Bouleversements morphologiques et changements culturels en Algérie. Revue Etudes rurales n° 12, janvier-mars 1964, pp 56-94.

GUESMI, A., 1991 : De l'économie pastorale à l'agriculture irriguée : transformations des systèmes productifs dans les Hautes steppes tunisiennes (Sidi Bouzid). Master of science, CIHEAM/IAM Montpellier, juin 1991, 126 pages + annexes.

KASSAB A., 1983 : L'agriculture Tunisienne. Revue Tunisienne de Géographie, n° 10-11, 1983, 388 pages.

LOUIS A., 1974 : Sédentarisation des semi-nomades du Sud tunisien et changements culturels. Maghreb-Machrek, 9-10 n° 65, pp 55-61.

LAVIE d'EPINAY CH., 1989 : Individualisme et solidarité aujourd'hui (Douze Thèses). In : «Le lien social, identités personnelles et solidarités collectives dans le monde contemporain», Actes du XIII Colloque de l'association internationale des sociologues de langues françaises, Université de Genève, Tome I, 1989, pp 38-52.

MEDINA L., 1894 : Flore et faune de l'Afrique du Nord à l'époque Quaternaire. RT VII/74, pp 16-19.

SEBAG P., 1951 : La Tunisie (Essai de Monographie). Paris, Ed. Sociales, 1951, 237 pages.

TROUSSET P., 1974 : Recherches sur le limes tripolitanus du chott el Djérid à la frontière tuniso-libyenne. Ed. CNRS, Paris, 1974, 178 pages.

L'AGRO PASTORALISME DANS LA MONTAGNE LIBANAISE
Le massif des cèdres

Fabrice BALANCHE

Maître de Conférences en géographie,
Maison de l'Orient - Université Lyon II



Résumé

Au Nord Ouest du Liban, le massif des Cèdres et la vallée de la Kadisha constituent un excellent exemple de déprise de l'agro-pastoralisme dans une montagne méditerranéenne. L'élevage était une activité complémentaire de l'agriculture de terrasse. A la belle saison, les troupeaux étaient regroupés et montaient dans les estives des Cèdres, en hiver les animaux étaient cantonnés près des fermes et pâturaient dans le maquis. Avec l'effondrement de l'agriculture traditionnelle en terrasse, la taille des troupeaux s'est fortement réduite. Ils sont toujours conduits dans les estives mais ils restent aussi plus longtemps dans la vallée où ils pâturent librement sur les anciennes terrasses abandonnées par l'agriculture. Les troupeaux participent donc à l'entretient du paysage traditionnel de la vallée de la Kadisha, célèbre pour ses couvents maronites accrochés aux pentes escarpées, qui est classée au Patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESC0 en tant que paysage culturel. Ce paysage est fragile car les hommes qui l'entretenaient ont disparu et il n'existe pas de réel plan de sauvegarde. Le rôle des éleveurs est donc crucial pour éviter que le maquis n'envahisse les terroirs ou que le feu ne dévore les versants.

Abstract

In the North West of Lebanon, the Cedar Mountain and the Kadisha Valley is an excellent example of abandonment of the agro-pastoral in the Mediterranean mountain. Livestock was a complementary activity of Agriculture terrace. In the summer season, the herds were grouped together and used tu climb in the Cedars, in winter the animals were quartered near farms and grazed in the bush. With the collapse of traditional farming terraces, the size of the herds has declined sharply. They are always conducted in the Cedars in summer but they also remain longer in the valley where they graze freely on the ancient terraces left behind by agriculture. The herds maintain the traditional landscape of the valley of the Kadisha, famous for its Maronit churches clinging to steep slopes, which is listed as a world heritage site by the UNESC0, as a cultural landscape. This landscape is fragile because men who were involved are gone and there is no real backup plan. The role of farmers is crucial to prevent the invasion scrub lands, or that the fire eats the slopes.

Bordé au nord et à l'est par la Syrie, le Liban comporte une façade méditerranéenne de 210 km. Le territoire s'étend sur 10 452 km2. Le relief est constitué de deux massifs montagneux orientés NNE – SSW : le Mont Liban et l'Anti Liban ainsi que par deux plaines : la plaine littorale et la Béqaa. Au total les montagnes forment 73% du territoire.

La chaîne du Mont Liban s'étend à 30 km de la côte en moyenne, elle culmine à 3087 m au Qornet Saouda. Le versant occidental présente des pentes abruptes et des gorges profondes. A moyenne altitude, les hauts sommets arrondis se mêlent aux hauts plateaux karstifiés. Le versant Est plonge vers la plaine de la Beqaa. Cette plaine est une dépression intérieure entre le Mont Liban et l'Anti Liban. Elle s'étend sur 120 km de long et 10 à 15 km de large à une altitude moyenne de 900 m. L'Anti Liban représente la frontière avec la Syrie, il culmine au Mont Hermon (2814 m). L'altitude générale est inférieure à celle du Mont Liban.

EN HAUT GAUCHE
Bécharé

A DROITE
les terrasses

EN BAS GAUCHE
Couvent







Le Liban subit un climat fondamentalement méditerranéen : été chaud et sec, puisqu'il ne pleut pratiquement pas de juin à octobre, des hivers doux et pluvieux. La double barrière montagneuse du sud au nord favorise les précipitations : plus de 1000 mm en moyenne annuelle sur les sommets du Mont Liban, 500 mm sur l'Anti Liban beaucoup plus aride.

Le Liban est densément peuplé : 4 millions d'habitants, mais la moitié de la population est concentrée dans l'agglomération beyrouthine. Il faut ajouter plusieurs millions de Libanais vivant à l'étranger mais qui reviennent durant les vacances dans leurs villes et villages d'origine. L'attachement de la diaspora libanaise à son pays créé une énorme pression immobilière qui défigure souvent le paysage. C'est notamment le cas dans le massif des Cèdres, cadre géographique de cette présentation.

Au Liban l'agriculture est pratiquée presque partout, il n'y a pas de zones désertiques comme dans la Syrie voisine. La vallée de la Beqaa est la région agricole prédominante tandis que l'agriculture dans la plaine côtière régresse du fait de l'urbanisation. Les deux massifs montagneux connaissent une déprise de l'agriculture en terrasse mais l'élevage ovin et caprin extensif se maintient.

L'élevage des petits ruminants au Liban : une activité traditionnelle

Seuls 8% (recensement agricole de 1999) des exploitations agricoles pratiquent l'élevage. Il contribue pour 3% du produit intérieur brut (PIB) libanais et 25% du PIB agricole. Les moutons et les chèvres ont toujours fait partie intégrante des systèmes agricoles au Liban : 18% des producteurs de céréales possèdent des moutons et des chèvres.



La vallée de Kadisha

L'élevage est extensif semi nomade, transhumant et estivant dans les écosystèmes semi naturels et les restes de cultures. Les moutons sont de la race régionale « awassi », très apprécié, car ils concentrent la graisse dans leur queue. Ils sont élevés surtout pour la viande, leur laine est de mauvaise qualité. Les chèvres sont de la race locale « baladi » élevées pour le lait et la viande.

L'élevage des ovins stagne au Liban depuis 15 ans : 400 000 têtes. Quant aux caprins leur nombre diminue régulièrement : de 500 000 en 1997 à moins de 350 000 en 2006. Cette régression s'explique par la concurrence du mouton syrien moins cher et l'augmentation des prix de la nourriture pour bétail avec la diminution des subventions agricoles (betterave, blé …). La déprise est plus forte dans le Mont Liban, région plus riche que l'Anti-Liban et la Bekaa. C'est du Mont Liban que nous allons traiter plus particulièrement, car la situation de l'élevage est assez comparable avec celle des Causses alors que dans l'Anti Liban et la Bekaa nous sommes davantage dans de l'élevage nomade transhumant, sur de longues distances, tel qu'il se pratique dans la steppe syrienne.

Le massif des Cèdres et la vallée de la Kadisha : patrimoine mondial de l'humanité.

Le Massif des Cèdres qui culmine à 3080 m au Qornet Saouda est entaillé par de profondes vallées, telle la vallée de la Kadisha. Une série de bourgs et de villages sont installés sur le plateau qui domine la vallée : 1000 à 1200 m d'altitude, à la hauteur d'une ligne de sources qui favorise l'agriculture de montagne mais aussi à une altitude où la neige n'est pas permanente en hiver. Au dessus des villages les terrasses de pommiers colonisent les pentes jusqu'à 1500 m. Puis nous trouvons une végétation herbeuse de plus en plus clairsemée, à une altitude où s'étendait dans l'antiquité une vaste forêt de cèdres. De la grande forêt de Cèdres il ne reste plus qu'un bosquet de deux hectares protégé par un muret offert au XIXème siècle par la reine Victoria. Ces terres sont dès le mois de mai, lorsque la couverture nivale a disparu, parcourues par les troupeaux de moutons et de chèvres.

La déprise rurale





La vallée de la Kadisha et le massif des Cèdres sont inscrits au Patrimoine mondial de l'humanité depuis 1994. Ces deux sites furent retenus en tant que paysage culturel. La vallée de la Kadisha fut le refuge des moines maronites depuis le Moyen Age. Les grottes naturelles constituèrent des couvents troglodytes et des ermitages. Les pentes abruptes furent terrassées pour assurer la subsistance de cette population nombreuse en particulier durant les périodes de persécution. Quant à la forêt des Cèdres, dont certains ont plus de 3000 ans, elle est mentionnée dans les plus vieux écrits de l'Antiquité : « l'épopée de Gilgamesh » retrouvée en Mésopotamie et qui atteste du caractère sacré de cet arbre. Il est cité 103 fois dans la bible. En outre il est l'emblème du Liban.

Le pastoralisme régresse fortement dans le Mont Liban

Jusque dans les années 1960 l'accès aux pâturages d'été se faisait à dos d'âne. Il existait une vingtaine de campements qui accueillaient une centaine de familles durant l'été. Les troupeaux venaient des villages de la Qadisha : 20 000 à 35 000 ovins et caprins.

Les plus importants éleveurs (propriétaires) étaient les communautés religieuses, qui possèdent toujours plus de 90% des terres de la Kadisha. Chaque village possédait son lot de terres collectives reconnues et respectées par les pasteurs. Les éleveurs des autres régions : le Koura chrétien ou le Hermel musulman ne pouvaient y accéder que grâce à une association ou un partenariat privilégié de tradition familiale. En hiver, les troupeaux demeuraient à l'étable où pâturaient les pentes escarpées de la Kadisha.

A l'heure actuelle, le cheptel présent sur le haut plateau n'est que de 2000 petits ruminants. Les habitants de la région, descendus à Beyrouth ou émigrés ont abandonné l'agriculture et l'élevage. Beaucoup de troupeaux proviennent désormais de régions plus éloignées : le Hermel, Sir Ed Dennieh : des migrations saisonnières d'une région à l'autre par des éleveurs qui disposent d'une résidence permanente.

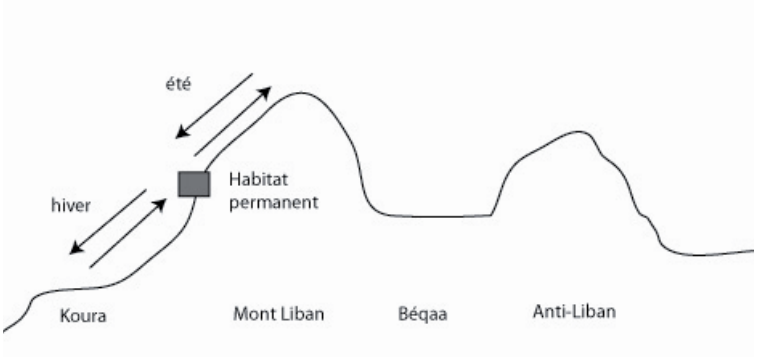
Schéma : le pastoralisme

Pour les quelques troupeaux qui proviennent encore des villages de la Kadisha il ne s'agit pas d'un déplacement de grande amplitude car il faut seulement 4 à 7 heures de marche pour rejoindre les campements d'altitude, aussi reviennent-il souvent à l'étable le soir. Les bergeries isolées que l'on rencontre dans la montagne sont plutôt destinées aux troupeaux des régions voisines, en particulier ceux qui proviennent du Hermel, dans le nord de la Bekaa.

En hiver les troupeaux parcourent les forêts et garrigues de basse altitude. Cependant la plupart des éleveurs doivent compléter l'alimentation face à la diminution des parcours dans la plaine côtière et la forêt. L'accès aux forêts pour les troupeaux est de plus en plus limité par les propriétaires comme par l'Etat qui pense les protéger en interdisant le pâturage.

Les 15 années de guerre ont fait disparaître les organisations collectives. Les bergers sont livrés à eux-mêmes. La construction de routes permet un accès rapide aux pâturages, les campements se concentrent le long des routes, la pression pastorale est hétérogène car les troupeaux sont moins mobiles, ce qui provoque un surpâturage autour des campements, c'est-à-dire à proximité des routes.

Schéma
de l'agro pastoralisme
au Liban



Les troupeaux nettoient les forêts.

Les forêts libanaises sont très dégradées et ne couvrent que 7% du territoire. Bien que le cèdre soit l'emblème du pays, les forêts de cèdres sont réduites à quelques lambeaux en raison d'une exploitation minière pendant des siècles. Le pastoralisme a contribué, dans le passé, à la disparition des forêts au-delà de 1200 m (l'étage du cèdre). Les paysages herbacés qui dominent les sommets et les pentes du Mont Liban sont le résultat de ce double processus. En revanche le pastoralisme contribue aujourd'hui à la protection des forêts contre les incendies de moyenne et basse altitude en les débarrassant des broussailles.

Depuis que la vallée de la Kadisha est classée Patrimoine mondial de l'humanité, l'interdiction des troupeaux de chèvres est une question récurrente. Les troupeaux sont accusés, de détruire la flore. En fait avec la réduction de l'agriculture en terrasse, l'élevage est la seule activité qui permette d'éviter que les broussailles n'envahissent les anciens terroirs et que les pentes ne soient recouvertes par une garrigue impénétrable. Si cette mesure devait être appliquée, il est probable que les forêts et les garrigues de la Kadisha se consumeraient rapidement. Par ailleurs cela provoquerait des changements dans l'utilisation de l'espace pastoral par les troupeaux (transhumance prématurée au printemps et retardée à la fin de l'été), ce qui augmenterait la charge en haute montagne et par conséquent une dégradation de la couverture végétale.

L'Etat ne soutient pas le pastoralisme

L'élevage au Liban, comme la plupart des activités agricoles, ne bénéficie d'aucun soutien de la part de l'Etat. La politique libérale menée par le gouvernement Hariri et son successeur Fouad Siniora sacrifie les activités productrices au profit des services (tourisme et finance). L'individualisme et la défiance entre communautés confessionnelles empêchent la formation de coopératives. Les

éleveurs sont seuls, ils écoulent leur production sur le marché local via des boucheries et des laiteries artisanales. Il existe peu de grandes laiteries au Liban capables d'organiser des circuits de ramassage du lait sur une grande échelle. Les coûts de transport du lait et de la viande grèvent donc le revenu des éleveurs. Leurs productions sont de qualité mais elles ne bénéficient d'aucune reconnaissance de type AOC. Le développement rapide de la grande distribution au Liban marginalise les productions locales au profit de produits importés moins onéreux : fromage hongrois ou bulgare, mouton turc ou australien …

Dans le massif des Cèdres, la priorité est donnée au tourisme et sur le plan environnemental à la reconstitution des forêts de cèdres. L'espace du pastoralisme se réduit rapidement, en particulier les riches pâturages situés dans le cirque des Cèdres. Les éleveurs sont confinés sur les pentes du massif, à plus de 2000 m, ou repoussés sur le versant oriental beaucoup moins arrosé.

Conclusion : le pastoralisme est mal considéré

L'agro pastoralisme au Mont Liban est en régression. L'exode rural, la déprise agricole et l'absence d'organisation de la production entraînent la réduction de cette activité peu rentable. Peu de libanais continuent à mener les troupeaux dans les estives, les propriétaires embauchent des bergers syriens pour cela, car ces derniers acceptent une faible rémunération.

Dans le massif des Cèdres les projets touristiques de grande ampleur et le reboisement accentuent le phénomène de déprise du pastoralisme. Cette activité est considérée par l'Etat mais aussi par une grande partie de la population comme une activité archaïque et destructrice de l'environnement. Bien sûr ce n'est qu'un prétexte pour s'approprier les anciennes terres de parcours collectives pour des projets touristiques et immobiliers autrement plus destructeurs.

Le classement de la vallée de la Kadisha au Patrimoine mondial de l'Humanité par l'UNESCO a entraîné une sanctuarisation du lieu. Alors que l'élevage est la seule activité qui se maintient dans la vallée et qui permette de la préserver des incendies et de l'avancée des friches, il est officiellement interdit car destructeur de l'environnement. Au Liban, comme dans d'autres pays méditerranéen, le rôle des éleveurs comme acteurs essentiels de la préservation du paysage n'est absolument pas reconnu.

LE PASTORALISME DANS LES BALKANS OCCIDENTAUX : LOST IN TRANSITION ?

François LERIN
AVRIL 2008

Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes
Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (C.I.H.E.A.M.-I.A.M.M.)



Le propos de ce papier est de donner quelques éléments du cadre contextuel de la situation du pastoralisme dans les Balkans occidentaux en vue de l'intégration de systèmes pastoraux de la région dans un réseau méditerranéen de classement de ces paysages culturels.

Quelques rappels

Espaces

Le terme de Balkans occidentaux (par différence avec les Balkans orientaux, Roumanie et Bulgarie) désigne les pays issus de l'éclatement de la Yougoslavie (Croatie, Serbie, Monténégro, Kosovo, Macédoine) et l'Albanie. En général on ne comprend pas la Slovénie, considérée comme un pays « alpin », dans l'ensemble balkanique. Mais dans ce pays la région de Goriza jusqu'à l'étroit accès slovène à l'Adriatique de Koper subit des influences du climat méditerranéen. Inversement une grande partie de la Serbie est « danubienne » et presque la moitié de la Croatie des vallées de la Drava et de la Sava, connait des influences continentales prépondérantes.

Les reliefs montagneux et collinaires qui ont été, ou sont encore, des zones de transhumance et qui nous concernent ici s'étendent de l'Istrie à la Grèce, associent les Alpes dinariques jusqu'à l'extrême nord de l'Albanie maintenant et, plus au Sud, des massifs anciens. Dans ce vaste ensemble composé d'une mosaïque collinaire, d'ensemble de moyennes montagnes et de vallées de plaines et de causses perchés, on distingue généralement un versant typiquement méditerranéen composé des côtes dalmates et albanaises jusqu'à Corfou et un ensemble de transition plus intérieur.

Ainsi, seule une petite fraction du Kosovo peut être assimilée à un terroir méditerranéen, de même pour ce qui concerne la Macédoine (Fyrom – selon l'appellation officielle *Former Yougoslavian Republic of Macedonia*). Les systèmes pastoraux ont longtemps occupé ces deux types d'écosystèmes de montagne, parfois en les associant comme dans le cas des parcours de transhumance inverse, associant les alpages d'été des montagnes continentales et les plaines littorales méditerranéennes, en hiver.

Une double transition

Les pays des Balkans ont vécu, sont en train de vivre, une double transition depuis la fin des années 1980 : hors du communisme et vers l'Union européenne (EU). En effet, si la « chute du Mur » et les effets de l'effondrement de l'Union Soviétique sont communs à un ensemble beaucoup plus vaste, la particularité des Balkans est que leur vocation à entrer dans l'Union n'est contestée par quasiment aucune force constituée en Europe. C'était déjà le cas pour les Pays Baltes et la *Mitt*le Europa : reconnaissance de l'unité de l'Europe et d'une certaine façon « réparation » de n'avoir pu éviter sa partition au moment de la prise de contrôle par les régimes communistes. Si cet horizon d'intégration à l'UE semble acquis, il existe, en revanche, des appréciations divergentes quant au calendrier d'adoption de l'acquis communautaire et la mise en conformité avec les critères de Copenhague définissant les conditionnalités d'accès à l'Union. Mais en tout état de cause cette situation les distingue d'autres pays en transition post-communiste comme la Moldavie, l'Ukraine, ou les Républiques d'Asie centrale… Cette situation « courbe » en quelque sorte les scènes politiques et les espaces publics autour de l'adoption des normes européennes - dont celles concernant l'environnement, la culture et les ressources naturelles.

Mais cette transition vers l'Union, manifeste depuis le début des années 1990 (à l'exception sans doute de la Serbie) a été comme « contrariée » par la violence de la dissolution de la Fédération yougoslave.

Comme chacun le sait, la fin du régime communiste a provoqué ce qui d'un point de vue du cosmopolitisme européen, peut être considéré comme une des pires situations qu'ait connu l'Europe de l'après-guerre : une guerre civile. L'Europe était si mal préparée à ce type de conflit combinant les techniques totalitaires du pouvoir communiste avec celle du nationalisme le plus étroit, que les puissances communautaires l'ont géré comme une question de politique étrangère (Bufon *et al*, 2006), et non comme une question «intérieure», européenne, conduisant ainsi, à une politique de gestion du conflit qu'au mieux on peut qualifier d'inefficace et qui a fini par mettre en place des dispositifs internationaux baroques, comme en Bosnie et au Kosovo. Il y a donc eu une guerre civile en Europe sur un territoire relativement restreint occupé, dans son ensemble complet, par moins de trente millions d'habitants.

L'inventaire du point de vue de la politique européenne et des sciences politiques et sociale en général de ce désastre n'est pas encore fait (Rupnik, 2007) mais pour ce qui nous concerne ici il faut noter quelques points importants qui définissent pour partie la question, apparemment assez marginale, des espaces pastoraux. Les trois guerres yougoslaves (Croatie, Bosnie, Kosovo) ont un bilan humain terrible : 100 000 morts, selon les bilans consolidés les plus récents pour la seule Bosnie (dont près de 20% de Serbes) plusieurs milliers pour la Croatie et sans doute 10 000 morts dans le conflit du Kosovo et de la guerre de l'Otan contre la Serbie. Même appréciées à l'aulne des conflits internationaux il s'agit de guerres meurtrières, d'autant que les victimes sont principalement civiles.

Ce bilan humain laisse envisager les destructions matérielles et les désorganisations économiques et sociales correspondantes. De nombreux villes et villages ont été détruits, les voies de communications coupées, les industries, déjà mises à mal par la transition post-communiste, arrêtées. De nombreux embargos (liés au conflits armés, mais aussi à un conflit symbolique - celui qui a opposé la Grèce et la « Macédoine » sur le nom même de cette ancienne république yougoslave) ont désorganisé les circuits économiques et bien sûr les circuits de transhumance ; cela

a été le cas par exemple du massif de Dragash au sud du Kosovo où le stock animal a été divisé par trois (voir la communication de K. Bytyqi dans ce même volume). *A contrario,* cependant, certains circuits ont pu être stimulés, comme l'exportation de bêtes sur pied ou de lait entre la Grèce et l'Albanie - mouvements totalement prohibés pendant la dictature communiste isolationniste d' Enver Hohxa.

Communisme et question environnementale

La construction «patrimoniale-environnementale» est une création récente, notamment à l'échelle internationale. Elle est le résultat d'une combinaison entre une vision relativement ancienne sur le patrimoine bâti et de «haute culture» avec la prise en compte, beaucoup plus récente, de la valeur des écosystèmes et de la conscience de leur rôle dans la construction des paysages - dans et par les pratiques économiques et sociales. Or, dans le cas des Balkans occidentaux qui nous concerne ici, il faut souligner que les pays communistes ont peu ou très marginalement participé au *Global Environmental Movement* (McCormick, 1989), dont le tournant institutionnel international peut être daté par la conférence de Stockholm de 1972. Même si la participation de la Yougoslavie au mouvement de protection de la nature est notable (on peut songer notamment au «*close to nature paradigm*» de la gestion des forêts qui, par certains aspects, est plus «avancé» en termes écologique que le rationalisme forestier ayant sévi dans l'Europe d'après-guerre), il n'en reste pas moins que les conditions essentielles et nécessaires au développement du mouvement environnementaliste, puis de son couplage avec la patrimonialisation et le paysage n'était pas réunies : possibilité d'une pensée hétérodoxe en matière scientifique, critique du positivisme ou du rationalisme étroit, création d'organisations non gouvernementales, négociations entre les niveaux locaux, régionaux et centraux, etc. (Lerin, Tubiana, 2006).

On peut noter aussi que malgré une rhétorique du «peuple», les particularismes locaux étaient mal vus et que, notamment, la construction d'identités locales, au delà ou en deçà (selon la façon dont on souhaite le présenter), de la question nationale a été très faible par comparaison avec ce que les pays européens ont connu comme réhabilitation des terroirs et des échelles locales de gouvernance. Pour certains analystes, dont nous partageons le point de vue, c'est l'absence de débat démocratique et de contertation à ces échelons qui a été une des conditions de la résurgence d'un nationalisme territorial violent et sectaire, à la mode du XIX° siècle, peu compatible avec les dispositifs et les conceptions post-modernes bornant ce même nationalisme dans l'Europe communautaire contemporaine.

Ainsi, les années 1970-1980 ont éloigné les dispositifs académiques et les communautés de ces pays européens du mouvement qui a profondément modifié, au cours de ces années, les «mentalités» du reste de l'Europe ou se redéfinissait un nouveau rapport à l'environnement, à la nature, au patrimoine,... Les programmes universitaires européens (Phare et Tempus notamment, puis l'éligibilité aux programmes en réseaux) comme les coopérations bilatérales et internationales, ont largement réduit l'écart en termes disciplinaires, mais les dispositifs locaux associant chercheurs, associations et échelons administratifs locaux, plus lents et complexes à constituer, marquent encore le pas.

Les séquelles

Dans les Balkans occidentaux et à l'exception notable de la Slovénie (Gow, Carmichael, 2000), ce que l'on a coutume d'appeler la «transition» s'est effectué de manière chaotique - voire tragique- au risque de nous répéter. Il en est résulté des Etats et des institutions faibles, toujours explicitement en cours d'élaboration comme dans les «constructions d'Etat» (*state building*) de Bosnie et Herzégovine et du Kosovo, ou en équilibre instable comme en Macédoine et en Serbie.

En Albanie, l'Etat-Parti en se dissolvant littéralement, n'a laissé que des institutions embryonnaires, sans beaucoup de pouvoir de régulation, de représentation et d'administration. Ainsi, dans ce pays qui n'avait pourtant pas connu la guerre civile de ses voisins de l'ex-Yougoslavie, la crise

financière « de 1997 (dites «des pyramides»), puis l'afflux de plusieurs centaines de milliers de réfugiés pendant le conflit du Kosovo ont, en dépit d'une croissance économique soutenue depuis la fin du régime précédent, allongé la période de transition en bouleversant, à deux reprises, la «progression» de la transition.

L'effondrement des régimes communistes a en outre provoqué une désaffection pour toutes formes de coordination et de régulation - particulièrement préjudiciables pour les activités agricoles, d'agro-industrie et d'élevage. La «course au revenu» a été l'alpha et l'oméga des comportements individuels, justifiée à la fois par l'incurie et les défaillances antérieures de l'Etat et par une vision un peu simpliste, mais libératoire, de ce que devait être l'économie de marché. Les professions, lourdement chapeautées dans les régimes antérieurs, sont restées longtemps désorganisées et les représentations locales minées par la politisation, un faible niveau technique, l'appât du gain immédiat (voire purement et simplement la corruption).

Dans ces conditions la démarche de patrimonialisation d'une activité économique collective comme le pastoralisme, autour de communautés humaines en situation de concurrence difficile avec d'autres circuits économiques plus efficaces et mieux adaptés aux nouvelles demandes (importations, grande distribution,...) est plus que difficile.

La situation actuelle.

En dépit de cette lourde hypothèque historique, la situation des Balkans occidentaux semble aujourd'hui en passe de se résoudre. La déclaration d'indépendance du Kosovo, unilatérale mais reconnue par une majorité des pays européens, bien que non dénuée de danger, est sans doute l'annonce d'une «normalisation» des relations bilatérales et régionales dans la zone. La Croatie d'abord, la Macédoine ensuite sont entrées dans un processus d'européanisation rapide, qui les rendra aptes à l'entrée dans l'Union Européenne dans un avenir proche et qui est déjà en acte dans la procédure de pré-adhésion.

Pour des raisons de stabilité régionale, des conditions spéciales d'accession seront sans doute accordées à la Serbie, comme à l'Albanie et au Monténégro. Le «trou blanc» des Balkans occidentaux (Sanguin, 2006) dans la carte européenne est d'autant plus visible que l'adhésion en 2006 de la Roumanie et de la Bulgarie ne leur laisse plus de frontière commune qu'avec des pays de l'UE. La présidence Slovène de l'Union a par ailleurs montré, *a contrario* de l'histoire bouleversée récente, l'apport constructif que pouvaient apporter ces nations à l'ensemble européen quelque soit la modestie de leur taille économique et démographique, rendant plus évident encore la «communauté européenne de destin» de la région. Même dans les situations plus complexes de proconsulat européen (comme en Bosnie et au Kosovo) de nombreux arguments - dont celui, trivial et monétaire, de l'appartenance de fait à l'Euroland - militent en faveur de procédures accélérées et de mise en place d'actions rendant «l'européanisation» stabilisatrice irréversible.

Un patrimoine environnemental préservé

Les Balkans occidentaux sont un vaste ensemble collinaire et montagneux encadré par les plaines de l'Europe danubienne d'un côté et l'Adriatique de l'autre. La région a connu une occupation humaine importante sur la longue période et la création de routes économiques et de centres urbains importants, notamment au cours des XVII° et XVIII° siècles (Skhodra, 1978), a probablement été un facteur important du développement des activités pastorales, destinées à fournir les marchés urbains locaux. L'industrialisation a cependant marginalisé l'essor économique moderne de cet ensemble (à l'exception sans doute d'une certaine industrialisation de montagne en Bosnie Herzégovine BH) situé en quelque sorte «entre» les deux voies majeures de communication : au Nord, la voie Trieste-Ljubjana-Vienne et au Sud, la voie de Thessalonique au Danube. Les massifs montagneux ont en effet constitué des obstacles importants au développement du transport des marchandises et notamment à la création de voies ferrées - qui ne pénétreront l'intérieur de l'Albanie, par exemple, qu'après la deuxième guerre mondiale sous le régime communiste, et encore de façon médiocre... il en va de même pour l'essentiel des montagnes croate, bosniaque et monténégrine.

A l'échelle européenne, cet ensemble est considérable en superficie et représente une sorte de «service environnemental» que ces entités rendent à un ensemble continental au contraire fondamentalement marqué par l'industrialisation et les vagues successives de la modernisation - un peu d'ailleurs, à la manière des Causses-Cévennes, ou d'autres parties de l'Europe méridionale montagneuse, et sur une échelle plus que significative. Là comme ailleurs, la géo-histoire mélange des phases et des lieux de grande importance dans les implantations humaines historiques (dans l'Empire romain, sous l'emprise chrétienne ou ottomane,...) mais en associant et faisant communiquer une multitude de terroirs, de vallées, de plaines perchées, de baies maritimes ou de lacs, de zones humides, mais toujours cloisonnées , comme l'écrivait F. Braudel en définissant la Méditerranée, par «la montagne d'abord» (Braudel, 1966).

La situation pastorale.

Les systèmes agraires méditerranéens de cette zone, au delà de certaines régions côtières organisées autour de la vigne, du blé et de l'olivier sont centrés autour de l'animal, ce qui dans des circonstances économiques et en fonction de la demande et de disponibilités en alimentation animales données (Halstaed, 1987) donne lieu à des systèmes ayant des envergures spatiales plus ou moins importantes soit, comme le schématise Kahl : les pacages méditerranéens (distants mais reliés aux villages), la transhumance (dans sa définition classique, française) et le nomadisme (présent dans la région notamment chez les populations dites Aroumaines) (Kahl, 2005).

L'histoire longue, sociale, économique et écologique de ces systèmes d'élevage, (économie, écosystèmes anthropiques, sociétés,...) semble à la fois complexe et peu établie (Palairet, 1997). Dans la période plus récente, sous les régimes communistes, de profondes transformations sont advenues : en Yougoslavie, la dynamique de modernisation économique a conduit à une érosion relativement rapide des systèmes ruraux traditionnels et les systèmes montagnards et de pastoralisme méditerranéen ou de «pacages méditerranéens» ont disparu, notamment en Dalmatie. L'exode rural a été tel que l'on fait à peine référence aujourd'hui à l'utilisation de l'espace et de la forêt méditerranéens par les animaux. En Albanie, les systèmes de transhumance ont été maintenus dans un certain nombre de régions mais ont été marginalisés par les politiques volontaristes d'amendements des terres humides littorales (lieux de transhumance inverse), la mise en cultures des fonds de vallées avec des cultures spécialisées (non fourragères), stupéfiant aménagement des collines destinées aux cultures arboricoles fruitières, et la mise en place d'une sylviculture «rationnelle» (excluant le sylvo-pastoralisme traditionnel) ... (cf. l'article d'A.Proko)

Dans les régions plus continentales la guerre et le minage des «fronts», la déstructuration des circuits traditionnels et l'établissement de frontières ont considérablement diminué - voire dans un certain nombre de cas, comme la montagne de Dragash au Kosovo, quasiment supprimé - les systèmes pastoraux. La décapitalisation animale a été ainsi brutale au Kosovo, comme en Bosnie, même si, comme en Albanie, après la période de «vache maigre» les cheptels ont eu tendance à se recomposer.

Conclusion

Les Balkans occidentaux sont aujourd'hui au seuil de leur intégration à l'Union Européenne. Le pastoralisme pourrait apparaître comme un objet marginal de ce processus, si ce n'était l'énorme patrimoine environnemental que représente cette région pour l'Europe. Malmenés à la fois par le communisme et par une transition chaotique et parfois tragique, les systèmes montagnards et méditerranéens sont cependant un des patrimoines issus de leur histoire longue et, comme tels, peuvent faire partie de tactiques locales et environnementales d'européanisation de ces territoires.

Aujourd'hui les ressources pastorales et sylvo-pastorales sont bien supérieures à leur utilisation effective. Les systèmes économiques et sociaux qui pourraient les valoriser sont actuellement en piteux état, soumis à des pressions économiques, culturelles et démographiques massives.

Le projet d'un réseau sur les paysages culturels de l'agro-pastoralisme méditerranéen pourrait, pour les pays concernés dans les Balkans occidentaux, donner un sens économique et de gouvernance environnementale à ces espaces et de poursuivre ainsi leur processus d'européanisation.

BIBLIOGRAPHIE

BRAUDEL, F., 1966. La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II. Armand Colin, Paris.

BUFON, M, GOSAR A, NURKOVIC S., SANGUIN A-L., 2006. Introduction: the Western Balkans – a European Challenge. In : *The Western Balkans – a European Challenge*, Zalozba Annales, Koper (Slovénie).

GOW, J, CARMICHAEL C, 2000. *Slovenia and the Slovenes. A Small State in the New Europe.* Hurst & Company, London.

HALSTAED P., 1987. Traditional and Ancient Rural Economy in the Mediteranean Europe: Plus ça Change? *The Journal of Hellenic Studies*, vol 107.

KAHL T., 2005. Le nomadisme chez les Aroumains d'hier et d'aujoud'hui. In Nicolas Trifon : *Les Aroumains, un peuple qui s'en va*. Acratie, Paris.

LERIN F, TUBIANA L, 2007. Questions autour de l'agenda environnemental international. *La Revue Internationale et Stratégique*, n°60

MCCORMIK, J 1989. *The global environmental movement. Reclaming Paradise*. Belahaven Press, London.

PALAIRAIT M., 1997. *The Balkan economies c. 1800-191. Evolution without development.* Cambridge Uni. Press.

RUPNICK, J.(ed.), 2007. *Les banlieues de l'Europe. Les politiques de voisinage de l'Union européenne*. Les presses de Science Po, Paris.

SANGUIN, A-L, 2006. Former Yougoslavia less Slovenia. Erasing the «White Hole». in Bufon, M, Gosar A, Nurkovic S., Sanguin A-L., 2006.

SHKODRA, Z, 1978. Aspects du marché albanais durant la période de la renaissance nationale. *Studia Albanica*, N°2.

SILVO-PASTORALISM DEVELOPMENT IN ALBANIA

The close relationship between sylvo-pastoral system and silvo-pastoral culture

Prof. Dr. Arsen PROKO

Faculty of Forestry Sciences; AUT.



Résumé

«L'Albanie est un pays majoritairement montagneux qui, malgré une forte migration interne depuis la chute du communiste, est encore majoritairement rural (60% des 3,3 millions d'habitants) et dont l'histoire agraire, a été très profondément marquée par des systèmes de production basés sur l'animal - et notamment des systèmes agro-sylvo-pastoraux, combinaison de relations entre l'écosystème, la société et les activités productives. L'imaginaire collectif conserve les traces des coutumes pastorales, variables selon les différentes zones : nord montagneux et alpin, centre collinaire et sud méditerranéen. Le régime communiste a mis a mal ces systèmes et les a fait quasiment disparaître, par l'application de trois slogans destinés à construire la société socialiste et «l'homme nouveau» préconisés : «transformer les villages en villes», «gravir les collines et les montagnes pour les rendre aussi productives que les plaines», «pour faire croître les forêts, couper plus que la croissance annuelle». Le résultat a été que le stock de forêts à diminué, depuis 1953, de 290 000 hectares (29%) et les pâturages de 66% (moins 800 000 hectares). Les dommages environnementaux ont étés considérables. Aujourd'hui il est impératif de réhabiliter les systèmes sylvo-pastoraux, non comme un retour naïf à la tradition, mais comme un mode de gestion réfléchi des écosystèmes.

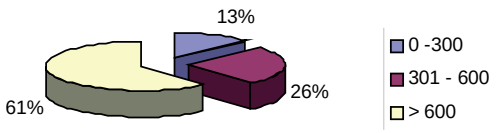
Introduction (Albania a sylvo-pastoral country)

Albania has a surface area of c.a. 28748 km2 and a population of 3.3 million inhabitants, 60% of which are rural residency.

It is noted for a high change in the altitude above sea level (2750 m), a feature that is associated with deep change in geology and relief, as well as with substantial vertical changes of the climate, hydrographic, land and vegetation. The altitude declines moving from the east to the west of the country, and this determines the conditions of the climate land and vegetation.

Fig.1.

Distribution per altitude of Albanian territory



Climatic point of view Albania is included in the belt of subtropical Mediterranean climate, which significantly affect the elements of nature, such as the hydrographical network, vegetation and relief.

Even though Albania is a small country, the climatic changes are big, due to the very broken mountainous relief. The values of different climatic elements are a consequence of the interaction between these factors.

They influence the creation of a number of zones and sub-zones with homogenous climatic factors, more or less. The four main areas are Mediterranean field zone, Mediterranean hilly zone, Mediterranean pre-mountainous zone and Mediterranean mountainous zone.

Albania is well known for its high diversity of ecosystems and habitats. Within its territory, there are maritime ecosystems, coastal zones, lakes, rivers, evergreen and broadleaf bushes, broadleaf forests, coniferous forests, alpine and sub alpine pastures.

There is a diversity of landscape in Albania due to its natural characteristics and long history of population and traditional human activities. Traditional agriculture and stockbreeding developed in the countryside, in accordance with natural conditions, have been the major factors determining the Albanian landscape where indigenous elements are not missing.

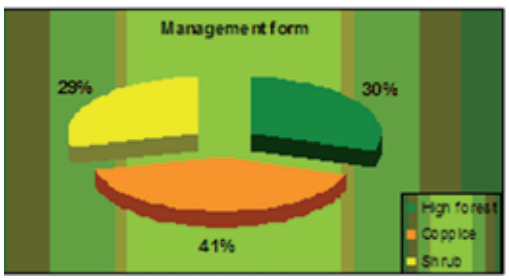
A GAUCHE

Fig.2.

Distribution of Albanian forest stock per management form.

Albanian forest and pasture stock is characterized by a high diversity in forest and grass vegetation types. This thanks different aspect of the relief, high altitudinal amplitude and different traditional land use.

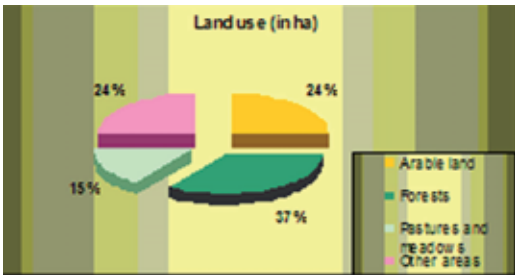
Per management form, the Albanian forest stock is divided as follow:



A DROITE

Fig. 3.

Land use



LAND USE	AREA (IN HA)
ARABLE LAND	699,293
FORESTS	1,026,410
PASTURES AND MEADOWS	445,345
OTHER AREAS	703,752
TOTAL	2,874,800

From the graphics and table above it is clear that Albania is a sylvo-pastoral country, characterized by a high degree of degradation, because overgrazing and intensive cutting.

In the past, it is worth mentioning that before 1944, the major land uses had a different structure. That time pastures and meadows were the largest land use, occupying 43.4% of the whole country. Since then, more than half of this area was converted to other uses, especially to arable lands, in an effort to increase the crops production in Albania. On the rest of area, the vegetation was degraded dramatically as the result of intensive cutting, overgrazing and often losing sylvo-pastoral culture. The close relationship between the sylvo-pastoral culture and sylvo-pastoral system is the aim of this paper.

The concept of sylvo-pastoral system as production economic system

Different authors, defined the concept of sylvo-pastoral system, considering it as production economic system, compounded by three basic components:

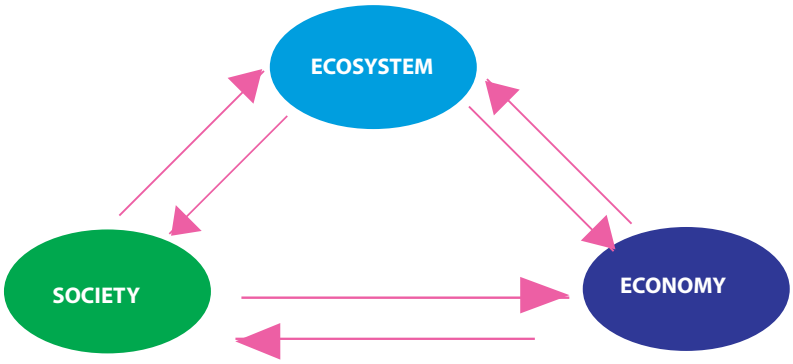


Fig. 4.
The concept of Sylvo-Pastoral system

Within the social component, sylvo-pastoral culture is, certainly, the most important element. Sylvo-pastoral system and sylvo-pastoral culture, which determine each other, are an unshared binomial.
To explain better this, let see how has evolved in time, in my mind, this concept and this relationship.

Sylvo pastoral culture on the time

When I was child, wandering, with my mother, on the boulevards of my birth town (Korça), I used to see some strange men, for me as a child, strange all-wool dressed, strange leathern shoes, with some strange woodsy musical instruments, strange all-wool bags (*hejbe* local name), and strange woodsy crook-hewn (*krabë* local name). I asked my mother: who is he? She answered me: he is shepherd.
Looking some traditional dressed women, with some strange receptacles for farming product transportation or marketing, I asked again my mother: who is she? And she answered me: she is husbandwomen.
In this way, step by step, a relationship between sylvo-pastoral profession and silvo-pastoral dressed fashion, in my consciousness of child, is performed.
After several years of live experience, on my teenage period, I was able to distinguish, by traditional dresses, a man from Northern mountainous zones, from a man of Middle hilly zone and from a man of southern zone of Albania.
In Northern Albania the people usually dressed tightly all-wool trapping, because the fresh climate conditions and vegetation types dominated by oak and beech forest and hornbeam shrubs. For this reason, I understood why they prefer breeding mostly goats than sheep.
In southern Albania, on the contrary, the people usually dressed large cottony kilt, because worm climate conditions, and vegetation types dominated especially by frigana and stepic vegetation type. For this reason they prefer breeding sheep than goats.
Latter on, during my professional experience, as forest engineer and researcher, a complete

impression is created about the way and the style of the life with different manifestations and traditional culture in different part of Albania.
Taking into consideration the traditions, language dialects, and the style of the life three main zones can be distinguished in Albania: Northern Albania; Middle Albania and Southern Albania. But the northern and the southern one are extremely different. To express the variability of cultural traditions, an Albanian byword says: "Zone and traditions, village and custom".
Let try to argue, in a comparative way, the relationship between sylvo-pastoral system and sylvo-pastoral culture in these two different zones.

The ecological conditions are more different in the northern Albania than in southern one, and so the life-style is. In northern Albania the climate is colder than in southern one; the relief is extremely mountainous (12 mountain over than 2500m over the sea level), sloping, almost limestone, high rainfall (more than 2000 mm.year-1), long snow period. Living in mountainous zones, the peoples have a strong character. They appreciate more than the state lows the "oral low of Lekë Dukagjini" (*Lekë Dukagjini's* Code), which came from the Middle Age centuries. The people of Northern Albania prefer to have the house on the middle of their ownership (cropland and sylvo-pastoral area). They live in a big patriarchy (grandfather, married brothers and children) where the word of the patriarch is order for everybody. For these reasons the houses of the villages are not cluster together on the pied of the valleys, but separated, on dominated points of hills and mountains. The houses are tower look-like. On the basement they keep the animals, in order, using bio-energy delivered from the animals and decomposition of organic materials, to warm the house, and to keep those under control. On the first floor there are the nurseries, kitchen, and living room. On the second floor there is the guest-room, best decorated (sylvo-pastoral motifs), and the bedrooms. The windows are too small, embrasure look like, for the defenses property. When you are guest, you have not possibilities to see the women of the house (old tradition of patriarchalism), but you can sense her presence everywhere on the house, through handicrafts, especially decorating the guest-room, and through these figured you can learn more for their character and virtuosity. To communicate each other they use a traditional "communication language", screams, ensigns etc. With this language, they communicate and understand very well each other. Typical songs in this zone are epic songs, accompanied by "*çifteli*" (small double cordial musical instrument).

In southern Albania, on the contrary, the climate is warmer than in north; smoothly relief, low rainfall (less than 800mm.year-1), long dry period during the summer (three months), and very short snow period. Living especially in hilly and plain zones the people have a smooth character as well. They appreciate the authority of the state, while "Labëri's Canon is just only a historical memory. Usually they live in small families, where the authority of the wife on the stewardship for the arable land, house and children is strong. Houses of the villages are clustered, especially on the bottom of the valleys. The stockyards are separated from the house or cluster together on the periphery of the village. When you are guest, you will be always welcome by the women of the house, which serve the meal on the guest room and by tradition, before sleeping she comes to you for washing your hand and feet. The guest room is as well decorated by handiwork, needlework, etc, (sylvo-pastoral motifs too), which express the character of the house women. Typical songs, in this zone are lyric and baritone (pastoral) songs (usually polyphonic). The way of the nourishment is also variable in this area.

Would be important to emphasis that, in that time (former time), has been a close friendship and stewardship of the people to the landscape and the nature.

Sylvo-pastoral culture during socialist period

It is very interesting and clearly visible the interaction between sylvo-pastoral culture and sylvo-pastoral system, during socialist period and how the destroying of sylvo-pastoral system was preceded by the destruction of sylvo-pastoral culture.

Let see the negative contribution of three communist slogans on the destruction of sylvo-pastoral system in Albania, preceded by the destroying of sylvo-pastoral culture:

1. ***"To make the village alike the town"***. Under this communist slogan the countryside was considered as a lagger environment, the farmers as barbaric and petit-bourgeoisie, meanwhile and the "labor

class" as progressive. The people clothed with traditional dress are labeled as conservators. These people are criticized, on collective meeting or through writing papers exposed on the public centers by the young generation, (*Da ci bao*-Chinese experience). The traditional houses, especially those which had the animal accommodation place incorporated within the house, are specified as not suitable. Shepherd profession was considered as an opprobrious profession and some time is used as a reprisal measurement for many people, criticaster with the regime. Breeding of domestic animals by the farmers is seen as a risk for the establishment of capitalist system on the country and, for this reason, all the animals are collectivized and organized in socialist cooperatives. In this time, even rationing (e.g. 1 liter milk per family and per day) was normal, for the farmers and other peasant, to buy, on the villages shop, farming production. As a result was lost the affection of the farmers with the animals and the affection of the farmers with the nature. Practically changing the countryman behaviors, rural traditions, and living environment were destroyed sylvo-pastoral system.

2. ***Let us climb upwards to the hills and mountains and make them as productive as the lands in the plains".*** Under this communist slogan, with the pretension of agricultural development, in order to "provide domestic bread production", (for the Balkan people the bread is the most important food), thousands and thousands hectares were deforested, particularly the best oak forests in proximity of populated areas. In addition a grotesque initiative, worthy for a communist regime, was undertaken by Military Service: ***"to produce themselves the food"***. Under this initiative, thousands and thousands hectares of alpine pastures, traditionally used for transhumance were destroyed. These lands were cultivated in agricultural crops, especially in potatoes. After two-three years of good productions, all this area was degraded and deserted, now prone of erosion. On this case too, the affection of the farmers for the nature has been lost too.

3. ***"To promote the increasing of forest growth, let harvest timber wood more than annual natural growth".*** After the Second World War, the forest structure was, by age class, one of predominately ancient and virgin forest. During the communist regime, it was claimed that the forest subsistence level was not sufficient, and the harvesting levels were several, 2-3 time, higher than annual limit or annual growth. For this reason, the current forest structure is uneven, and young forests predominate. Centralized economy and the commanded harvesting of forest and pastures by the state, the farmers lost interest for nature. So the farmers, from nature resources protector were transformed in the main defectors of natural resources.

Conclusions

Respect to the inventory of 1953, the forest stock is diminished by 290 000 ha (21,8%) and the pasturage surface is diminished by 800 000 ha (66%).

Human interference without taking into consideration the consequences on environment brought the following results : intensive erosion (100-1000 times higher than most other European countries); Coastal floods ; An increasing quantity of unproductive areas of land (from 234.500 ha in 1950 compared to 703.516 ha today) ; Abandoned or deserted lands (about 160.000 ha.) ; Degraded and impoverished biological and landscape diversity (some habitats and species have been lost while has been a decrease in the population of many others) ; Considerable potential lost of tourism and the associated economic development.Lost of the old tradition for the flock transhumance.

To rebuild again traditional sylvo-pastoral system, means first, to turn back to the sylvo-pastoral culture, to revoke sylvo-pastoral traditions. This, of course, doesn't mean to enforce the people to dress traditional clothes or to use these traditional instruments and recipient, neither to live on the former style houses, but, over all, to identify and evaluate sylvo-pastoral practices in relationship to sylvo-pastoral culture, to collect and exhibit, to demonstrate, during the celebration of "sylvo-pastoral days", "shepherd days" etc.

In this way, promoting sylvo-pastoral culture we will improve and rehabilitate the nature, economic situation and the improving of life quality.

Références

AKADEMIA SHKENCAVE SHQIPËRISË .2002, Kostume Popullore Shqiptare, Tiranë 2002

BLAND F., AUCLAIR D. 1996, Sylvo pastoral aspects of Mediterranean forest Management. Western European Sylvo pastoral Systems. INRA Edition. Paris p. 125-142.

BUTTOUD G., YUNOSOVA I. 2003 , The mixed model for decision making as a conceptual framework for IMP formulation. The formulation of Integrated Management Plans (IMPs) for Mountain Forests. Grugliasco p. 19-30.

GENERAL DIRECTORATE OF FORESTS AND PASTURES : 2004, Albanian National Forests Inventory. Tirana 2004.

GJERGJI A. 1997: Nourriture et traditions alimentaire. Options Mediterranennes Serie B/n 15 L'Albanie, une agriculture en transition. Montpellier pp. 69-73.

HUBERT B., What future for research on sylvo pastoralism in Europe and in the Mediterranean Basin: increasing the focus on human action. Western European Sylvo pastoral Systems. INRA Edition. Paris p. 253-258.

KOUKOURA Z., PAPANASTASIS V.1996, Establishment and growth of seeded grasses and legumes in pine sylvo pastoral systems. Western European Sylvo pastoral Systems. INRA Edition. 1996 Paris p. 83-92.

PAPANASTASIS V. 1996, Sylvo pastoral systems and range management in the Mediterranean region. Western European Sylvo pastoral Systems. INRA Edition. 1996 Paris p. 143-156.

PROKO A., PRIFTI ZH., HASKA H. 2006,: Diagnostic analyse of sylvo-pastoral system in Ishmi region from the point of view of Mediterranean forestry. Project Plant Blue, France. 2006.

PROKO A. 1995 : A focus of Albania forest today. Planta – Eureopa Proceeding France 1995 p. 116 – 117.

PROKO A. 1997 : Vegetation forestiere et la silviculture. Options Mediterranennes Serie B/n 15 1997. L'Albanie, une agriculture en transition Montpellier p. 125-142.

ROJAS BRIALES E. 2003 , Forest Management Planning as an instrument for monitoring, optimizing and incentivating sustainable forest management. The formulation of Integrated Management Plans (IMPs) for Mountain Forests. Grugliasco p. 55-62.

ROUSSEL B., LOUAFI S. 2007, Savoirs locaux et régime international de la biodiversité. Courrier de la planète N0 83, France.

RUBINO R. 1996, Forest grazing: reflections on its evolution and the future. Western European Sylvo pastoral Systems. INRA Edition. 1996 Paris p. 157-166.

SCARELLI A., VENZI L. 2003 The identification and optimization of multiple functions by MCDA in IMPs of mountain forests. The formulation of Integrated Management Plans (IMPs) for Mountain Forests. Grugliasco p. 43-54.

SHANNON M.A. 2003 , The use of participatory approaches, methods and techniques in the elaboration of integrated Management Plans. The formulation of Integrated Management Plans (IMPs) for Mountain Forests. Grugliasco p. 119-134.

SIBBALD A.1996 , Sylvo pastoral systems on temperate sown pastures: a personal perspective. Western European Sylvo pastoral Systems. INRA Edition. Paris p. 23-36.

WOJTOWSKI P. 1998 , The theory and practice of agro forestry design Published by science publishers, Inc., Enfield NH, USA.

BRIEF PRESENTATION OF SHARR PASTURE LAND IN KOSOVO

Dr Kasim BYTYQI
Pristina University, Kosovo



Résumé

Cette note présente la situation d'un des massifs du Kosovo (le SHARR) ayant une importante tradition pastorale. Ancienne entreprise d'Etat, le SHARRPRODIMI est, aujourd'hui en cours de privatisation par le KTA (Agence Tiduciaire du Kosovo)

Kosovo is rich with pasture resources that provide a good base for livestock development, especially sheep production. Pastures present a significant base for animal feed and the preservation of balance in the ecosystem. One of the best pastures in Kosovo is in Dragash Municipality.

Dragash Municipality is situated to the south of the national economic center of Pristina, and to the north of the regional economic centers of Skopje in Macedonia and Tirana in Albania. It is located approximately 22 km southwest of Prizren. It borders the municipality of Prizren to the north as well as Albania in the west and the Former Yugoslav Republic of Macedonia (FYROM) to the south.

The primary transportation corridor, the Pristina–Skopje road, is the major north-south route between the two countries and is vital for connecting products from the north slope of the Sharr Range, in the Dragash Municipality, with markets in Prizren, Pristina and to a lesser extent Skopje and Tirana and elsewhere in northern Macedonia and Albania.

The potential for cross-border recreation and tourism development is based on the beauty of the Sharr Mountain landscape, the diverse terrain, high alpine pastures and attractive mountain communities. The prospect of protected status for the alpine zone should be well researched and justified based on sound.

The Sharr Mountain Range as a whole, on both the Macedonian and Kosovo sides, offers spectacular mountain vistas, steep grades, high alpine zones, winding roads, rustic beauty, recreational outlets, mountain towns and a large number of streams and drainages.

The potential for cross-border recreation and tourism development is based on the beauty of the Sharr Mountain landscape on each side of the range. The prospect of protected status for the alpine zone should be well researched and justified, based on sound conservation priorities. For this reason a "core recommendation" is to conduct a biodiversity assessment of the region.

Dragash Municipality is located almost equidistant between two cities that house international airports. Pristina International Airport serves as the international gateway into and out of Kosovo, and Skopje International Airport is an even larger destination for several major carriers serving Europe and destinations to the east.

Big party of about 30 000 ha of pasture land is in the property of State Owned Enterprise (SOE) "Sharrprodhimi" that is managed by the Kosovo Trust Agency (KTA).

There are small peaces of arable SOE lowlands which are good potential to stimulate the small farm sector and attract an industrial agricultural investor to anchor the agricultural economy of the region. Sale of the SOE lowlands reflects approximately 10% of the total Sharrprodhimi land area, and includes over 90% of the highest value arable lands with the best road access and proximity to water.

Prior to 1990, pastures were better utilized and organized. Pasture management and monitoring was undertaken by municipalities through the SOEs and agriculture cooperatives. Then, the management of pastures in Dragash Municipality, (a region rich in pastures), was carried out by SOE"Sharrprodhimi". Regarding pasture utilization, farmers were obliged to pay annual taxes.

Table 1 :

Pastures Area and the Sheep Numbers

	1955	1980	1988	2004	% decrease, 1988-2004
Pasture area ('000 ha.)	193	189	175	153	13
Sheep/ha. of pasture	3.2	1.7	2.4	0.6	75
Sheep ('000)	618	321	420	92	78



Sharri Dog

Pasture area and sheep numbers fell between 1988 and 2004

The current situation of pastures is not good, as they are exploited, which damages their structure. Taking into consideration the importance of pastures, (nutritional, economical, health and ecological), it is necessary to have institutional and financial support to ensure their sustainable use.

I PAESAGGI AGROSILVOPASTORALI: Co-Evoluzione vs Wilderness, Multifunzionalita 'vs monumentalizzazione

Giorgio CONTI*, Tecla SOAVE**

*Prof. Giorgio Conti, Associate Professor of Territorial Planning, University Ca' Foscari of Venice, Department of Environmental Sciences
E-mail: conti@unive.it
Telephone: +39 041 2348936
** Dr. Tecla Soave, PhD Candidate in Environmental Sciences, Department of Environmental Sciences, University Ca' Foscari of Venice
E-mail: tecla.soave@gmail.com



Abstract

Alpine agro-forestry-pastoral landscapes have high natural-environmental and human-cultural values, result of natural complexity and cultural information provided by the human being. These landscapes are considered as the outcome of the co-evolutionary process between natural, material (physical)- and immaterial (cultural)-anthropogenic matrices, having generated a complicated habitat "mosaic", regulated by a dynamic balance in continuous evolution.

The human being became a part of agro-forestry-pastoral landscapes through his productive activities traditionally linked to the primary sector, but also through social, cultural and ethic activities, thus becoming an eco-factor (Finke, 1993) and therefore a major factor of biodiversity and eco-diversity.

The traditional environmental and territorial management system, based on extensive agro-forestry-pastoral practices, is ground on the assumption that no vegetative alpine area has the needed potential

to hold a human production for relatively long periods of time.. Therefore, man as an eco-factor has organized the alpine territory accordingly to a differentiation based on a spatial scale –given by the altitude- and on a temporal scale – given by the seasonal cycle- , through the practice of monticazione and demonticazione (vertical transhumance). The typical multi-functionality of this system shows the anthropogenic adaptation capacity when facing a land productivity decrease due to the altitude increases.

The correlation between altitude and natural agro-forestry-pastoral landscapes processes can be detected in the iconemi composing those landscapes, which are the most exemplifying symbols of a landscape genius loci and visual references of the cultural relationship a society establishes with its territory (Turri, 1979). In particular, the iconemi characterizing agro-forestry-pastoral landscapes are the outcome of a human-nature co- evolutionary process (route, pastures, meadows, capitals, levellings…) and are in a continuous dynamic relationship with the processes happening inside the landscape they characterize and outside it.

The loss of agro-forestry-pastoral landscapes is due to the interruption of the co-evolutionary process between man and nature and it results in the loss of the iconemi featuring these landscapes..

At the same time, the abandonment of traditional agro-forestry-pastoral practices and the important tourism development change agro-forestry-pastoral landscapes, producing considerable environmental, social, economic and ethical consequences. Both processes are due to socio- economic dynamics, external to these landscapes and they are the result of the megalopolis model.

The most evident consequence of such a change is the phenomenon of forest growth, due to the natural plant succession process causing an encroachment of shrubs and trees on agricultural abandoned lands. With regard to this phenomenon, there is the need to analyse the existing relation between secondary forest and wilderness and the different perception local habitants and tourists have of forest growth process. Indeed, tourists are often unable to recognize the values characterizing agro-forestry-pastoral landscapes and result to be the direct or indirect cause of their modification.

Finally, the last part of this article presents three good practices, representing few attempts to renew the traditional environmental and territorial management system of agro-forestry-pastoral landscapes, actively keeping its traditional and innovative values.

I paesaggi bioculturali agrosilvopastorali: informazione culturale e complessità naturalistica.

I paesaggi agrosilvopastorali sono espressione delle interazioni secolari intessutesi tra dimensione antropica e dimensione naturale che, agendo nel tempo e nello spazio, hanno delineato un sistema complesso, i cui meccanismi di equilibrio e feedback oggi dipendono sia dagli apporti culturali dell'antropizzazione che dai processi naturali. Essi rappresentano ambienti ricchi di valori naturalistico-ambientali ed antropico-culturali, che derivano sia dalla complessità naturalistica che dall'informazione culturale fornita dall'antropizzazione. Questo processo, inserendosi all'interno delle relazioni "naturali" attraverso attività produttive, sociali, culturali ed etiche, ha agito come un *eco-fattore* (Finke, 1989) e ha orientato l'evoluzione di tali paesaggi.
Complessità naturalistica e informazione culturale (Finke, 1989) si sono fuse in un complesso mosaico di habitat, regolato da equilibri dinamici, in funzione di input ed output di materia ed energia, ed interdipendenti tra loro, come si rivela nella reciproca influenza che strutture e funzioni del paesaggio esercitano tra loro (Forman e Godron, 1986).
Tali paesaggi sono rappresentazione della cultura umana e le loro forme sono il risultato di un complesso intreccio di fenomeni storici, tecniche, rapporti sociali, mentalità, concezioni filosofiche e religiose con le peculiarità dell'ambiente (Sereni, 1985), che posseggono certe potenzialità e vocazioni in tal caso assecondate e sfruttate dal processo di umanizzazione. Ogni segno umano all'interno di questi paesaggi è, quindi, il risultato di un rapporto comunicativo diretto e chiaro tra uomo ed ambiente naturale, tra azione umana e potenzialità ambientali (Turri, 1998).
All'interno dei paesaggi agrosilvopastorali la relazione reciproca, stabilitasi nel tempo tra la

dimensione antropica – costituita da una componente materiale e da una componente immateriale – e la dimensione naturale, può essere espressa in termini di coevoluzione.
La coevoluzione, meccanismo tipico dei rapporti preda-predatore o degli organismi simbionti, non è un semplice processo di adattamento e di risposta da parte della natura alle azioni umane, ma è un processo di evoluzione comune, che può derivare esclusivamente da azioni umane consce e rispettose delle dinamiche ambientali. La sua manifestazione si concretizza nei *paesaggi bioculturali*, che all'accezione *culturale* integrano la qualità *bio* e rappresentano "la manifestazione spaziale e percettiva degli agroecosistemi in cui le componenti paesaggistiche, morfologiche ed ecologiche si uniscono a quelle genetiche. Ciò include le cultivar sviluppate nei millenni, quelle delle identità locali e delle architetture rurali presenti" (De Bernardi, P., 2004). Tale definizione deriva da una estensione in termini di relazioni bio ed eco-sistemiche del concetto di *paesaggio culturale*, che secondo quanto definito dalla Convenzione per la protezione del patrimonio culturale e naturale di valore universale rappresenta un "patrimonio culturale" e deriva da "l'azione combinata tra natura e uomo"1. Un paesaggio culturale è, quindi, la manifestazione dell'evoluzione della società umana e del suo sistema organizzativo in funzione dei limiti e/o delle potenzialità fisiche dati dell'ambiente naturale e delle dinamiche sociali, economiche e culturali, sia di natura interna che esterna2.

All'interno di questi paesaggi, la specie umana si è proposta come costruttore di diversità rispetto la scala genetica, la scala specifica e la scala ecosistemica (Farina, 2001): la specie umana agisce da "disturbo", costituendo, se operante entro il limite di tolleranza dei sistemi ambientali, un importantissimo processo per la definizione dell'eterogeneità ambientale. Ogni paesaggio bioculturale si manifesta in scale temporali elevate – molto maggiori rispetto la vita umana (secoli) –, in quanto il processo che porta alla nascita delle specificità colturali e culturali necessita di tempi lunghi (Conti, L. 1990) e risulta caratterizzato dalla sincronizzazione dei processi economici, sociali ed ecologici, che determina un maggiore efficienza dei meccanismi di feedback (Farina, 2001).

La cultura umana – nel caso specifico la cultura delle popolazioni agrosilvopastorali – ha generato e genera cambiamenti nel paesaggio, che a loro volta hanno influenzato ed influenzano i comportamenti umani. L'uomo e le società agiscono all'interno del paesaggio trasformandolo in senso ecologico ed imprimendovi i segni delle proprie azioni e, contemporaneamente, osservano e comprendono il senso del loro operare all'interno del paesaggio stesso (Turri, 1998). I paesaggi, infatti, possiedono un'importante funzione nella vita delle comunità e nella loro identità e in essi la connessione tra elementi materiali ed immateriali, tra elementi tangibili e non tangibili è fondamentale, tanto che spesso essi risultano, per le comunità, inscindibili (Rössler, 2001).
La percezione, la cognizione e la valutazione umana agiscono direttamente sul paesaggio secondo un rapporto reciproco, tanto che le azioni esercitate dalle convenzioni culturali non si limitano alla struttura del paesaggio abitato, ma operano anche su quella del paesaggio (semi)naturale (Franco, 2000).
La componente umana, a sua volta, è stata influenzata dagli elementi propri dell'ambiente: nel corso dei secoli le comunità agrosilvopastorali hanno adattato il loro lavoro e il loro sistema socio-culturale all'ambiente di vita e, facendo ciò, l'hanno modellato e trasformato dal punto di vista morfologico, vegetazionale, faunistico e fisionomico, delineandone i quadri paesistici, e si sono inserite come determinanti nella definizione dei loro equilibri ecologici, influenzando le strutture e le funzioni dei territori secondo un rapporto reciproco.
Le stesse rappresentazioni dei paesaggi create dalla pittura e dalla letteratura hanno concorso a delineare i paesaggi stessi in funzioni di "utopie sociali" (LuginbÜhl, 2001) : l'immaterialità si riflette e modifica la materialità dei paesaggi e viceversa. In tal senso si può affermare che i paesaggi agrosilvopastorali sono stati realizzati-rappresentati e rappresentati-realizzati, soprattutto nella realtà italiana dove i paesaggi possono essere definiti "metà quadro, metà natura" (Piovene, 1957; Conti, 1996).

[1] / *Art. 1, UNESCO, 1972.*
[2] *Allegato 3, UNESCO, 2005.*

La rilevanza delle rappresentazioni sociali e dell'immaginario collettivo – oltre che individuale – nel definire i contorni delle trasformazioni a scala di paesaggio è riconosciuta anche dalla Convenzione europea del Paesaggio, che considera il paesaggio "una determinata parte di territorio, così come è percepita dalle popolazioni" e identifica gli obiettivi di qualità paesaggistica con le "aspirazioni delle popolazioni per quanto riguarda le caratteristiche paesaggistiche del loro ambiente di vita" (art. 1, Consiglio d'Europa, 2000).

I paesaggi bioculturali si manifestano nel momento in cui i processi naturali interagiscono reciprocamente con il processo umano di evoluzione culturale (Mainardi, 2001) mediante interazioni che si stratificano nei paesaggi temporalmente e spazialmente (Farina, 2001). A tal proposito, si deve tener presente che ciò avviene solo se le azioni umane non superano la capacità di carico del sistema ambientale e se si svolgono rispetto a scale temporali lunghe, in modo da permettere al sistema stesso di innescare i propri processi adattativi in funzione della propria stabilità e resilienza.

Il processo adattativo dell'uomo, diversamente dalle altre componenti biotiche, non si è sviluppato attraverso un'evoluzione biologica, ma attraverso un'evoluzione culturale (Mainardi, 2001). Tale aspetto non è da sottovalutare, in quanto di fatto si trova alla base degli squilibri che attualmente interessano i paesaggi agrosilvopastorali, e non solo, ed essendo alla base dell'odierna crisi ecologica.

Il processo di trasmissione dell'evoluzione culturale, che muove l'uomo e le sue azioni, differisce scalarmente dall'evoluzione biologica: il primo è veloce, innovativo e generalmente orizzontale (società), mentre il secondo è lento, conservativo e verticale (genitore-figlio) (Mainardi, 2001). L'interferenza tra i due processi si è manifestata con tutta la sua violenza a partire dall'800 con la Rivoluzione industriale: lo sviluppo tecnologico e l'uso dei combustibili fossili hanno aumentato notevolmente la capacità umana di modificare l'ambiente e hanno reso apparentemente le attività umane indipendenti dai processi ambientali. L'uomo ha ritenuto di potersi affrancare dalle limitazioni date dalle vocazioni naturali di un territorio attraverso l'applicazione delle sue capacità tecnologiche (Finke, 1993). Ciò ha comportato un notevole svantaggio all'evoluzione biologica, non più in grado di competere con quella culturale: i tempi biologici necessari per l'evoluzione delle controstrategie adattative naturali sono troppo lenti per adeguarsi alla rapidità del cambiamento prodotto dall'antropizzazione. In sostanza è venuta meno la coevoluzione (Mainardi, 2001), che nel tempo aveva generato gli stessi paesaggi bioculturali. Di conseguenza i processi economici, sociali ed ecologici si sono de-sincronizzati sempre più a favore dei primi; gli stessi rapporti sociali competono con fatica con i processi economici.

Per quanto riguarda i paesaggi agrosilvopastorali, la coevoluzione tra processi umani e processi naturali ha raggiunto un punto di rottura in tempi relativamente recenti a causa di dinamiche economiche e sociali interne ai diversi gruppi umani sia a scala locale che a scala globale, che hanno visto l'affermarsi della logica "crescita per la crescita"3. Nello specifico tale rottura si è espressa essenzialmente con l'abbandono da parte dell'uomo di tali paesaggi o con l'abbandono del sistema di gestione ambientale e territoriale che tali paesaggi aveva creato: di fatto i paesaggi agrosilvopastorali hanno perduto un loro *eco-fattore*. Il venir meno di questa presenza umana provoca lo sconvolgimento dell'equilibrio complessivo degli ecosistemi agrosilvopastorali: nel momento in cui le attività agrosilvopastorali vengono a mancare essi entrano in crisi e tendono ad allontanarsi dall'equilibrio imposto per cercarne un altro. Questo processo, però, porta alla formazione di condizioni estremamente instabili e negative sia per l'ambiente che per l'uomo stesso.

La ricchezza, la stabilità e la stessa esistenza dei paesaggi agrosilvopastorali si intendono quindi strettamente correlate alla presenza dell'uomo o, meglio, di uno specifico sistema antropico di gestione ambientale e territoriale: la sua presenza è requisito essenziale per il mantenimento delle specificità naturalistiche, paesaggistiche e storico-culturali dei paesaggi agrosilvopastorali, specificità che possono portare a definire quegli stessi paesaggi *patrimoine mondial*.

In questa ottica i paesaggi alpini sono un caso ideal-tipico: le "belle Alpi", infatti, non sono un prodotto dei soli processi naturali, ma un prodotto dell'interazione di processi antropici e processi naturali (Bätzing, 2005). La marginalizzazione del sistema antropico basato sulle pratiche agrosilvopastorali tradizionali porta alla scomparsa delle Alpi come spazio umano di interazione specifica uomo-natura, di economia basata su risorse specifiche delle Alpi e di cultura all'interno della quale le montagne e le esperienze con le montagne nella storia giocano un ruolo
(Bätzing, 2002; 2006).

3/ *La logica "crescita per la crescita" rappresenta il cardine su cui poggia il sistema socio-economico occidentale contemporaneo, che individua la crescita economica come ultimo fine. Interessante è l'attuale critica nei confronti di questo sistema sviluppato nell'ambito di riflessioni sulla decrescita (cfr. Latouche, S., 2004, 2006).*

La correlazione tra processi antropici e naturali è riconoscibile negli iconemi che compongono questi paesaggi, iconemi che sono i segni maggiormente incarnanti il *genius loci* di un territorio e riferimenti visivi di forte carica semantica del rapporto culturale che una società stabilisce con il suo territorio (Turri, 1979). Essi sono le unità elementari della percezione in grado di esprimere il "tutto" racchiudendone le peculiarità e gli elementi più identificativi e, in quanto segni elaborati e selezionati dal meccanismo percettivo, assumono valore simbolico e funzionale (*symbolon* : frammento rappresentativo del tutto). Iconemi sono anche oggetti del paesaggio visti nelle loro correlazioni spaziali, che sono alla base della loro funzionalità, come strade, case, campi coltivati, paesi, città: essi, in quanto elementi che richiamano ad una funzione decodificabile dalla società artefice e fruitrice di quegli elementi, sono "segni" (Turri, 1979).

Gli iconemi che identificano i paesaggi agrosilvopastorali sono frutto del processo co-evolutivo uomo-natura (tratturi, prati, pascoli, terrazzamenti, casere…) e possiedono specifiche funzioni e strutture, che sono in continuo rapporto dinamico con i processi che avvengono sia all'interno del paesaggio che rappresentano, sia all'esterno dello stesso. Gli iconemi dei paesaggi agrosilvopastorali manifestano una specifica funzionalità e sono elementi dinamici: il variare della funzione che ha portato a costituirli determina il variare della loro struttura ed una loro conseguente trasmutazione. Essi – se privati dell'azione antropica che li ha creati - evolvono diacronicamente ed evolvendo si modificano fino a scomparire quali erano: divengono "altro". In tal senso gli iconemi differiscono dai monumenti (monumentum da monere: ricordare), che sono degli artefatti elaborati da una comunità per ricordare a se stessa e ricordare alle successive generazioni persone, avvenimenti e riti (Choay, 1997). I monumenti, infatti, sono simboli sincronici, il cui label è ben riconoscibile ed immutabile nel tempo: la loro evoluzione – se non gestita correttamente dall'uomo – si ha nel degrado fisico. I paesaggi agrosilvopastorali, composti da iconemi, sono, invece, entità dinamiche che non possono essere monumentalizzate, se non con il rischio di perderne le peculiarità e i connotati distintivi. Solo uno sguardo "da vicino o da dentro" (insider), però, permette di riconoscere la differenza esistente tra "iconemi" e "monumenti": esso permette di riconoscere come il paesaggio funziona, vive e si trasforma e, quindi, quali funzioni sottendono i singoli iconemi e quali processi li hanno creati e continuano a crearli. Diversamente uno sguardo "da lontano o da fuori" (outsider) coglie i paesaggi immobili, fissi nelle loro forme e strutture. Esempio è lo sguardo dei megapolitani (Gottmann, 1961) sui paesaggi agrosilvopastorali: essi sono esteticamente attirati dai suoi iconemi, conosciuti grazie alla letteratura, all'arte, ai viaggi e ai documentari, ma solitamente non sono in grado di cogliere quali sono le dinamiche che permettono il loro perpetrarsi nel tempo. I megapolitani, se non educati alla realtà eco-storica, usufruiscono di tali paesaggi, soprattutto in qualità di turisti, privi della consapevolezza di quali siano i processi che hanno portato alla loro formazione.

Figure 1 - 2:

Cappella di Oberrieder (Baviera, Germania) nel 1930 (in alto) e nel 2005 (in basso). Confrontando le due immagini si nota come la visuale una volta libera ed aperta, è oggi chiusa a causa dell'avanzamento del bosco. La cappella perde così il suo effetto visivo nell'ombra degli alberi. Fonte: www.landschaftswandel.com, consultato febbraio 2008)





[4] *Letteralmente "migrazione estiva del bestiame dal fondovalle ai pascoli montani" (Dizionario della lingua italiana Lo Zingarelli, 1996*

2. I paesaggi agrosilvopastorali pre-industriali nelle Alpi: la transumanza altitudinale.

All'interno dei territori alpini l'uomo ha evoluto, in modo da ottimizzare risorse e lavoro, un sistema di gestione agro-zootecnico basato sull'uso differenziale delle risorse a scala spaziale (altitudine) e temporale (stagioni) (Viazzo, 1989).

A scala temporale le attività zootecniche sono scandite dall'alternarsi di *monticazione4* e *demonticazione* così da seguire i ritmi naturali dell'alternanza della vegetazione, regolati dal susseguirsi delle stagioni e dei processi collegati alla fotosintesi (Conti e Soave, 2007-a).

Sulle Alpi l'allevamento tradizionale è organizzato secondo i flussi migratori ciclici tipici degli animali e prevede movimenti stagionali del bestiame lungo aree di diversa altitudine (Cason Angelini, 2004), movimenti che nel tempo hanno assunto oltre che significati economici anche significati culturali. Al variare della quota, oltre che dell'esposizione, variano, infatti, i fattori pedogenetici e di conseguenza le formazioni vegetazionali presenti (Giordano, 2002). In montagna nessuna delle diverse zone vegetative possiede il potenziale necessario per sostenere la produzione primaria per periodi di tempo relativamente prolungati: limitata possibilità di aumentare la produzione e di espandere le risorse agro-industriali.

Data la limitatezza delle risorse locali a disposizione, l'uomo ha evoluto, quindi, una strategia adattativa basata sull'uso di diverse risorse offerte dagli ecosistemi locali e su un uso differenziato delle singole risorse. Tale strategia si compone di un insieme di saperi empirici locali che, evolutisi secondo una conoscenza approfondita degli ecosistemi nei quali vengono applicati (Shiva, 1995) e – in questo caso – soprattutto in funzione della limitatezza spaziale e temporale delle risorse a disposizione, tendono al mantenimento delle condizioni di rinnovabilità delle risorse locali, cioè tendono a favorire la chiusura dei cicli biogeochimici.

I saperi locali si manifestano attraverso variegati elementi materiali ed immateriali, che, generatisi dall'interazione uomo-natura, hanno definito le linee dei paesaggi agrosilvopastorali e quella *unitè patrimoniale* unica ed eccezionale.

Lungo le vie della transumanza, si è sviluppata nei corsi dei secoli una rete storica di percorsi con importanti valenze comunicative, ambientali, produttive: insediamenti e centri abitati, eremi e chiese, croci viarie e termini lapidei, fontanili e abbeveratoi, poste e masserie, ponti, manufatti di servizio per il bestiame e per l'uomo, siepi di delimitazione, prati e pascoli; oltre a ciò sono nati lessico, accenti, pratiche veterinarie, conoscenze botaniche, canzoni, miti...(Diomede, 2002; Carnevale, 2005).

Per quanto riguarda le aree alpine, lo spostamento del bestiame avviene tra zone di diversa altitudine ed è quindi di natura verticale e di norma non superiore ad una settimana: si parla di transumanza altitudinale o corta. Nel Mediterraneo è, invece, più comune la pratica della transumanza lunga o transumanza latitudinale, che prevede oltre ad uno spostamento verticale anche uno spostamento orizzontale, dovuto all'elevata distanza che separa i pascoli complementari (tale distanza può essere di centinaia di chilometri). Il viaggio può durare in questo caso diverse settimane e si svolge tradizionalmente lungo specifici percorsi, chiamati tratturi in Italia, *vias pecuarias* o *cañadas* in Spagna, *carraires* in Francia, *canhadas* in Portogallo…(Conti *et al*, 2005).

Il paesaggio bioculturale alpino collegato al sistema della transumanza altitudinale si può suddividere nelle seguenti fasce (AA.VV., 1995):

Prima fascia - Area di fondovalle.

E' caratterizzata dalla presenza dei centri abitati in modo permanente e da prati e campi coltivati. Essi sono i centri nevralgici per lo scambio dei prodotti e per i servizi, grazie alle grandi arterie di comunicazione, che li mette in collegamento con la pianura circostante. L'attività economica prevalente è legata alla produzione di cereali, tabacco, legname e alla presenza dei fiumi, con segherie e mulini. Durante la stagione sfavorevole il bestiame viene tenuto nelle stalle presenti nel fondovalle o, eventualmente, nelle *poste*[5].

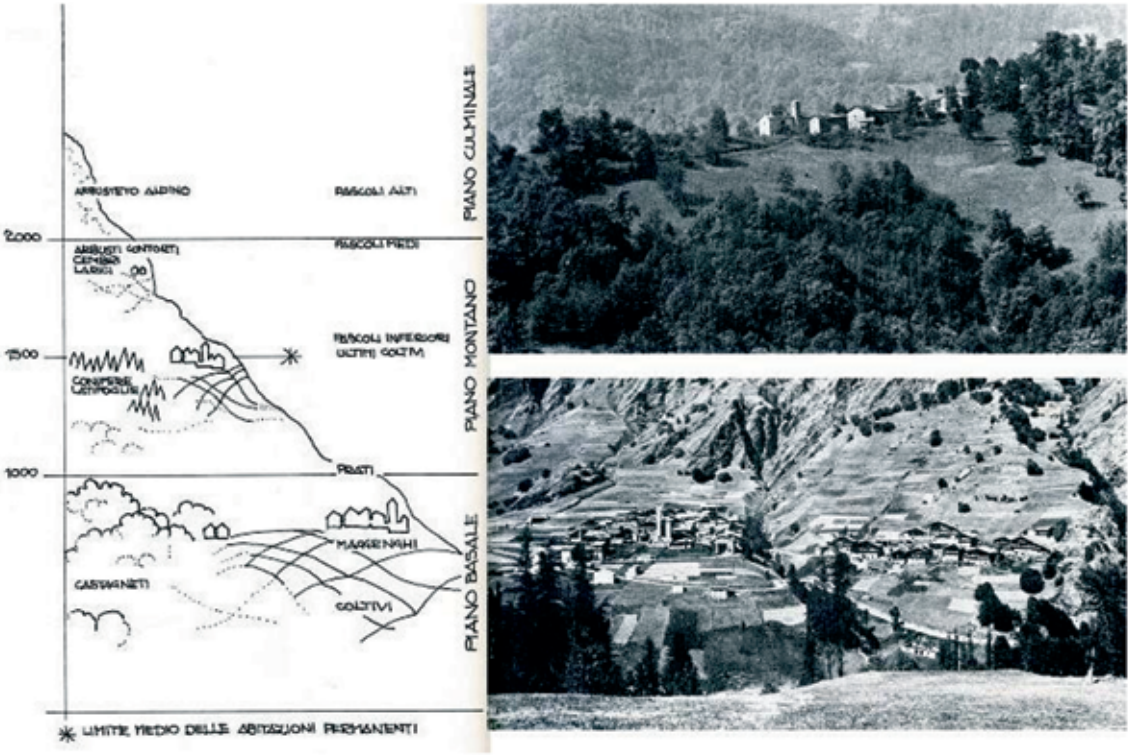


Figura 3: *La valorizzazione altitudinale delle risorse naturali: le fasce altimetriche dei paesaggi bioculturali alpini.*

(Fonte: Doglio, 1980).

Seconda fascia - Area di mezzacosta.
In questa fascia si trovano boschi a ceduo e prati pascolati, abitazioni e ricoveri per il bestiame, comunicanti con il fondovalle e con le zone di alta montagna. Qui si possono trovare sia insediamenti permanenti che semipermanenti a seconda del rilievo montano considerato.

Nel primo caso, si tratta di piccoli agglomerati di edifici o di insediamenti isolati, che racchiudono nei fondi di pertinenza di ogni proprietà tutto il ciclo delle attività produttive stagionali: pascolo, prato e aree boschive di dimensioni limitate. L'insediamento raccolto tende, comunque, a prevalere in ambiente alpino, rappresentando una forma di risparmio territoriale e risponde alla necessità di aggregazione della popolazione e dei servizi, alimentando il comunitarismo montano, basato sui rapporti di vicinato, e gli usi civici. La casa sparsa solitamente si è affermata in presenza di estese proprietà (Turri, 1993).

Tale fascia, collocata in genere non al di sopra dei 1300 m di quota, spesso è divenuta sede abitativa permanente in seguito a processi di risalita dai centri di fondovalle, con l'acquisizione privata delle aree comunali o la suddivisione dei grandi fondi privati. Le attività più importanti sono l'allevamento bovino o ovino e la conseguente produzione casearia, integrati da attività relative all'uso del bosco – produzione di legname e carbone – e dei prati con lo sfalcio, eseguito un numero variabili di volte, da una fino a tre volte l'anno, a seconda della quota.

Nel secondo caso, si tratta di edifici e terreni occupati stabilmente durante tutto il periodo favorevole – con variazioni locali legate alla quota da marzo a novembre – oppure, molto più frequentemente, sedi di passaggio intermedio tra il fondovalle e l'alta montagna. In alcuni rilievi si possono trovare a quote differenti sia gli insediamenti permanenti che quelli semipermanenti, con la definizione di un'ulteriore fascia.

Terza fascia (o quarta) – Alta montagna.

In questa fascia, a causa di condizioni climatiche avverse, non sono possibili attività antropiche per tutto l'arco dell'anno, ma la presenza dell'uomo e del bestiame allevato sono legate solo al periodo estivo. L'elemento predominante di questa area è il prato, che sostituisce secondo una successione naturale l'ecosistema bosco, in quanto l'area si trova oltre il suo limite. In alcuni casi,

tale sostituzione è stata forzata o accentuata dall'azione stessa dell'uomo, tesa ad aumentare gli spazi per il pascolo. In ambito alpino e prealpino, la fascia degli alti pascoli e l'insieme delle strutture (baracche, stalle…) occupate dai montanari e dalle mandrie durante il periodo estivo viene denominata *alpeggio*[6]. Lo spostamento del bestiame da parte dei pastori dalle stalle dei fondovalle ai pascoli alti si designa col termine *monticazione*, mentre il flusso opposto (pascoli alti-fondovalle) con *de-monticazione.*

Il sistema descritto riflette una gestione antropica basata su uno sfruttamento multiplo del territorio che permette una realizzazione sub-ottimale di tutte le esigenze mediante una sorta di compromesso e che si rifà ai paradigmi "mantenimento", "stabilità" e "qualità" – in opposizione ai paradigmi "produzione", "crescita" e "quantità" (Haber, 1984). Esso rappresenta una strategia produttiva mista o multifunzionale, che ottimizza risorse e lavoro in un'ottica di sostenibilità e che concorre a creare ecodiversità e biodiversità, intesa come biodiversità naturale e biodiversità coltivata ed allevata.

A tal proposito è importante precisare che questo sistema viene inteso come sistema di sfruttamento delle risorse sostenibile basato sulla chiusura dei cicli biogeochimici, fintantoché non supera la capacità di carico dell'ambiente, così da permettere il rinnovamento delle risorse rinnovabili e non provocare un depauperamento eccessivo delle risorse non rinnovabili, in modo che anche le generazioni future ne possano beneficiare. Non ci si riferisce, quindi, a periodi di sovrasfruttamento dei territori susseguitisi lungo la storia per motivi contingenti, come guerre o carestie. Oltre a questo, si deve precisare che definire il sistema in questione *sostenibile* non aderisce completamente alla realtà storica dei sistemi agrosilvopastorali. Soprattutto dal punto di vista della sostenibilità sociale, infatti, tale affermazione risulta essere un azzardo: in passato le condizioni di vita degli allevatori e dei contadini erano estremamente difficili e la qualità di vita in certi casi pessima. Il sistema agrosilvopastorale tradizionale non deve essere, quindi, idealizzato e miticizzato, ma deve essere preso come ideal-tipo dal quale partire per elaborare nuove tipologie di gestione-conservazione attiva dei paesaggi bioculturali (Conti e Soave, 2006).

Marginalizzazione dei sistemi agrosilvopastorali: ri-naturazione e scomparsa dei segni.

L'output della più o meno intensa perdita delle pratiche agrosilvopastorali è la ri-naturazione delle terre un tempo utilizzate. I processi naturali in senso lato non più soggetti al controllo umano e privati degli input di materia, energia ed informazione, precedentemente forniti dalle attività antropiche, modificano i propri equilibri, variando le proprie strutture e funzioni. Ciò determina lo sviluppo di una successione vegetale secondaria, che, in presenza di condizioni ambientali adatte, porta, attraverso il progressivo innestarsi di specie arbustive ed arboree, alla formazione di una boscaglia e infine di un bosco *climax*, con tempi lunghi a volte anche secoli (Conti e Fagarazzi, 2005; Fagarazzi, 2006).

Questo processo di "ri-naturazione" rappresenta l'evoluzione di un paesaggio, precedentemente coltivato o utilizzato per l'allevamento, senza il controllo e l'intervento antropico (Hochtl et al, 2005). Esso è un fenomeno complesso che coinvolge globalmente il paesaggio rispetto le diverse scale spaziali ed è guidato dalla variazione degli input di energia e materia, che avvengono a causa dell'assenza dell'uomo allevatore e coltivatore. Ciò porta allo stabilirsi di un nuovo equilibrio ecologico regolato da diversi feedback difficilmente prevedibili a priori.

Comunemente tale processo richiama il concetto di "ritorno ad una condizione naturale", in contrasto con una precedente condizione artificiale e/o semi-naturale regolata dall'uomo e considerata negativa. Molto spesso, infatti, l'opinione pubblica tende a rivestire l'ambiente antropizzato di un significato negativo, opponendolo ad un ambiente "naturale". La stessa tendenza si riscontra spesso anche all'interno delle linee definite dagli

.

[6] *Letteralmente "pascolo estensivo del bestiame in montagna" (Dizionario della lingua italiana Lo Zingarelli, 1996)*



Photo 4



Photo 5



Photo 6

Photos 4 - 5 - 6:

Cortina d'Ampezzo (Belluno, Italia) nel 1903 (prima immagine), nel 1958 (seconda immagine) e nel 2004 (terza immagine).

Il celebre paesaggio di Cortina ha subito durante l'ultimo secolo una notevole trasformazione dovuta ad un processo di urbanizzazione e ad un contemporaneo processo di espansione spontanea delle superfici boscate.

(Fonte: Lacedelli, 2004).

organismi preposti a monitorare lo stato dell'ambiente e di conseguenza a livello delle politiche, che tendono a valutare la ri-naturazione delle aree in assoluto come un indicatore positivo, non distinguendone le cause e soprattutto le conseguenze.

La naturalità e, ancor più, la ri-naturazione, identificate soprattutto con le superfici boscate, sono comunemente percepite in modo positivo dalla maggior parte delle persone che vivono in ambiente urbano (Hunziker, 1995). Tale concezione deriva dall'incapacità di riconoscere l'identità reale, gli elementi caratterizzanti e le potenzialità dei paesaggi bioculturali – come quelli agrosilvopastorali – legati indissolubilmente alla presenza antropica, e nasce da una complessità di fattori, tra i quali l'educazione e l'ambiente di vita. Dal punto di vista della stabilità ecologica, invece, il tradizionale uso del suolo agrosilvopastorale, caratterizzato dalla produzione e riproduzione di lavoro, è comparabile agli ambienti naturali in senso stretto (Hunziker, 1995) e, quindi, merita la stessa attenzione e preservazione di quelle accordate ad essi, tanto più che tale uso è l'artefice di quei paesaggi agrosilvopastorali, nei quali gli stessi abitanti megapolitani riconoscono valori antropico-culturali e naturalistico-ambientali universali.

La marginalità del sistema ambientale e territoriale generatore dei paesaggi agrosilvopastorali esercita rilevanti impatti negativi sulla sostenibilità integrata[7] dei paesaggi agrosilvopastorali stessi (cfr. tabella 1).

Una conseguenza della marginalità, solitamente trascurata sia dall'opinione pubblica che dalle politiche, è rappresentata dalla perdita di quella biodiversità generata proprio dalle pratiche agrosilvopastorali, che concorre a definire la qualità intrinseca dei paesaggi coltivati ed allevati in un ottica di sostenibilità. La biodiversità coltivata, costituita da specie vegetali e animali sviluppatisi

in funzione di determinate pratiche agricole o zooteniche (es. specie erbacee nei prati stabili; specie vegetali ed animali selezionate a livello locale in quanto adatte alle particolari condizioni ambientali locali; specie animali e vegetali di ecotono) rappresenta, infatti, una ricchezza dal punto di vista genetico e specifico che deve essere riconosciuta e mantenuta, anche in funzione di una ri-valorizzazione dei paesaggi agrosilvopastorali[8]. Tale importanza dovrebbe essere riconosciuta anche nell'ambito di politiche quali Rete Natura 2000[9], che invece ha costruito la necessità di preservare alcune zone su indicatori, rappresentati da elenchi di habitat e specie dichiarate di "importanza comunitaria", non considerando insieme le dinamiche paesaggistico-territoriali (Golobič, 2007) e, in alcuni casi, non cogliendo che la presenza di un determinato habitat e/o specie in realtà è frutto del processo di antropizzazione e che non rappresenta la nature naturelle, ma la nature anthropisée ou cultivée (Luginbühl, 2001). In tal senso le vie della transumanza sia corta che lunga rappresentano, invece, delle reti ecologiche ante litteram, lungo le quali le attività antropiche tradizionali hanno concorso a preservare ed aumentare la biodiversità e l'ecodiversità dei territori.

Anche dal punto di vista etico la scomparsa di tali paesaggi – spesso legati a specifiche comunità umane – rappresenta un costo elevato. Secondo la Convezione europea sul Paesaggio il paesaggio, infatti, rappresenta « un elemento chiave del benessere individuale e sociale, le cui salvaguardia, gestione e pianificazione comportano diritti e responsabilità per ciascun individuo »[10] nei confronti di sé stesso e degli altri componenti della comunità umana.
Per quanto riguarda il rapporto tra generazioni diverse, la perdita delle pratiche agrosilvopastorali tradizionali e di conseguenza dei paesaggi bioculturali ad esse associati, limita la possibilità delle generazioni future di godere dei paesaggi nella loro integrità, sia in termini di risorsa economica ed ambientale che in termini estetici. La composizione del paesaggio una volta trasformata nel profondo e una volta che sono stati persi gli elementi culturali ed ambientali che l'hanno plasmata, non è più ricostituibile, tanto che può essere considerata un bene non rinnovabile. La sua perdita, quindi, è iniqua nei confronti delle società umane future[11].
L'equità tra gli individui appartenenti ad una stessa generazione, invece, richiede la solidarietà tra la diverse società: le società agrosilvopastorali non possono sopportare da sole i costi derivati dalle trasformazioni del sistema globale e dei sistemi locali. Eticamente non è giustificabile che il sistema di vita megapolitano sostituisca quello rurale, costretto a soggiacere alle sue logiche; che alle popolazioni agrosilvopastorali sia negata la possibilità di vivere nei propri luoghi d'origine in buone condizioni di vita e che alle stesse non sia riconosciuto il loro importantissimo ruolo socio-culturale oltre che ambientale.
Infine particolarmente rilevante è l'impatto dell'abbandono da parte dell'uomo delle pratiche agrosilvopastorali all'interno di questi paesaggi e di una loro conseguente ri-naturazione in termini di perdita di patrimonio immateriale e patrimonio materiale sia naturale che culturale, soprattutto in un'ottica di una loro successiva riconversione e valorizzazione turistica. In particolare il patrimonio immateriale rappresenta « le prassi, le rappresentazioni, le espressioni, le conoscenze, il know-how – come pure gli strumenti, gli oggetti, i manufatti e gli spazi culturali associati agli stessi – che le comunità, i gruppi e in alcuni casi gli individui riconoscono in quanto parte del loro patrimonio culturale…è costantemente ricreato dalle comunità e dai gruppi in risposta al loro ambiente, alla loro interazione con la natura e alla loro storia e dà loro un senso d'identità e di continuità » [12].
La scomparsa dei segni antropici (casere, capitelli, chiese, mulattiere, muretti a secco, terrazzamenti…), soffocati dalla vegetazione e distrutti dall'inutilizzo, oltre ad essere una perdita di capitale fisso sociale, riduce fortemente il valore turistico di uno specifico paesaggio bioculturale soprattutto per motivazioni simboliche.

.

[7] */ Per sostenibilità integrata di intende sostenibilità ambientale, sociale, economica, geografica, culturale e demografica (Conti S. et al, 2006)*

[8] */ A tal proposito è interessante l'esperienza sviluppata all'interno del Parco Nazionale delle Dolomiti Bellunesi (cfr. AA.VV., 2006)*

[9] */ Rete Natura 2000 è la rete europea di siti designati per la protezione di specifici habitat e specie di fauna e flora. E' costituita dalle aree dichiarate ZPS ai sensi della Direttiva Uccelli (79/409/CEE) e dalle aree dichiarate SIC ai sensi della Direttiva Habitat (92/43/CEE).*

[10] */ Preambolo, Consiglio d'Europa 2000.*

[11] */ Il concetto di equità tra generazioni umane nasce nell'ambito delle riflessioni avvenute durante il XX° secolo, all'interno di un filone ecologico - etico riconducibile all'Ecologia Profonda di Naess (cfr. Naess, A., 1976).*

[12] */ Art. 2, UNESCO, 2003.*

IMPATTI AMBIENTALI	IMPATTI SOCIALI	IMPATTI ECONOMICI
Perdita degli spazi aperti semi-naturali causata dalla regressione del sistema agricolo ad elevato valore naturale	Scomparsa di importanti elementi dei **paesaggi bioculturali**, quali pascoli, prati sfalciati, piccoli appezzamenti e campi coltivati.	**Pericoli** dovuti ai rischi naturali
Perdita di biodiversità riguardante: • Specie adattatesi agli habitat seminaturali • Specie che vivono negli habitat tradizionali • Specie che vivono negli spazi aperti	Riduzione del patrimonio **naturale e culturale** (saperi empirici e stili di vita)	**Perdita** di paesaggi di pregio e fortemente apprezzati (amenità rurale come appeal turistico)
Instabilità dei versanti e incremento del rischio legato ai **pericoli naturali** (slavine, valanghe, smottamenti, incendi naturali)	**Banalizzazione** e **chiusura** del paesaggio	**Riduzione delle specie** (con particolare riferimento all'avifauna)
Cambiamenti del microclima dovuti all'espansione del bosco	Cambiamento nella **percezione del paesaggio:** • **nei residenti** (in funzione del senso di appartenenza/cura sentito dalla popolazione locale) • **nei visitatori** (valore estetico del paesaggio come risorsa turistica)	Aumento dell'**inacessibilità** e minor possibilità di utilizzare il territorio **Perdita** di pascoli e prati sfalciati intesi come **risorse economiche**

Ai segni vengono, infatti, attribuite delle valenze immateriali legate a valori estetici, culturali, di memoria storica e di identità collettiva (Turri, 1979), che vengono meno o ridimensionate nel momento in cui il segno scompare: l'attrattività turistica di un paesaggio montano dipende molto anche da queste funzionalità.
Il legame profondo tra segno e civiltà che l'ha creato molto spesso sfugge, invece, ai fruitori esogeni del paesaggio: essi tendono ad attribuire al singolo segno solo significati estetici e non funzionali ed ecosistemici in senso lato e tendono ad osservare – come outsider – i paesaggi fissi nei loro contenuti e non in divenire. L'incapacità di comprendere questi legami determina un conseguente disinteresse rispetto al mantenimento di quelle pratiche che hanno creato quei segni. Tali segni sono, infatti, « il risultato di un rapporto comunicativo tra uomo ed ambiente naturale […] risposte specifiche che l'uomo dà all'ambiente particolare in cui si trova ad operare, [assegnando ad esso] specifiche attribuzioni sul piano economico, sociale, religioso...Risposte ed attribuzioni discendono da tutta una storia di esperienze che una società ha fatto in quel ambiente, da tutta una serie di accumulazioni culturali su cui solitamente prospera e si afferma una cultura o una civiltà » (Turri, 1998; pag. 163).

Turisti e attori dei paesaggi agrosilvopastorali: percezione e valutazione della wilderness.

La valutazione che gli attori dei paesaggi bioculturali agrosilvopastorali esprimono rispetto la progressiva ri-naturazione è completamente diversa, rispetto a quella degli abitanti megapolitani, essendo guidata dal senso di appartenenza ad un luogo e non da un determinato concetto di "naturalità" (Hunziker, 1995). Gli abitanti, soprattutto se appartenenti alle classi d'età maggiori – a differenza dei turisti – percepiscono il fenomeno in modo negativo, in quanto manifestazione della perdita dei valori propri dell'uso tradizionale del suolo (Pettenella e Piussi, 2000). Essi, quindi, percepiscono il cambiamento dell'assetto tradizionale del territorio come sfavorevole, proprio in virtù della conoscenza posseduta del territorio stesso e nella consapevolezza che le profonde trasformazioni possono determinare impatti rilevanti.
Nel caso le trasformazioni risultino evidenti e avvertite come irreversibili, nei referenti tradizionali si attenua anche il sentimento d'appartenenza al luogo dove sono nati e vissuti (topofilia), che

privato dei suoi tratti fondamentali e distintivi non viene più riconosciuto (Hunziker, 1995). A sua volta l'affievolirsi di tale sentimento può spingere gli abitanti rimasti a non curarsi del territorio, non più sentito come proprio, innescando un'ulteriore abbandono del paesaggio in una sorta di *smarrimento* (Turri, 1979) individuale e collettivo.
La stessa visione dei turisti può comunque modificarsi da positiva a negativa se il fenomeno risulta "massiccio ed incontrollato", come conseguenza di una diffusa banalizzazione dei paesaggi, con impatti infausti sia dal punto di vista estetico-percettivo che ecosistemico (Agnoletti, 2002).
I turisti per definizione sono molto attenti alla qualità paesaggistica ed ambientale e, quindi, risentono fortemente delle trasformazioni che possono avvenire rispetto ad esse. Come già detto generalmente la percezione dei turisti dell'avanzamento della "natura" è positiva, soprattutto per il senso di *wilderness* che produce. In realtà ciò avviene solo finché l'espansione non va a compromettere il mosaico ambientale, cioè finché l'eterogeneità paesaggistica viene mantenuta. Al contrario la valutazione della colonizzazione massiccia ed incontrollata diviene negativa per il senso di non curanza e disordine ad essa associati (Pettenella e Piussi, 2000), che tendono complessivamente a diminuire l'amenità del paesaggio stesso13. Il turista percepisce lo stato di abbandono in cui si trova l'ambiente che riduce il suo valore estetico e che dal punto di vista psicologico viene considerato riprovevole: il paesaggio assume i connotati di un luogo degradato e lasciato a se stesso e non più semplicemente di un luogo "selvaggio". Il giudizio negativo aumenta quando il degrado raggiunge livelli tali da impedire l'ottimale fruizione del territorio, per esempio per l'invasione da parte della vegetazione di sentieri e mulattiere, o per la perdita dei segni umani all'interno del paesaggio – come detto in precedenza.
Oltre ad una riduzione della qualità paesaggistica l'abbandono complessivo dei paesaggi agrosilvopastorali può determinare conseguenze dal punto di vista del dissesto idrogeologico, cioè di rischio per la sicurezza dell'intero territorio. L'accumulo di biomassa sulle terre agricole e sulle colture forestali abbandonate e la perdita della capillare manutenzione del territorio prima assicurata dal settore primario aumentano notevolmente il rischio di frane, smottamenti e slavine. Tale rischio rappresenta, quindi, la probabilità che infrastrutture, insediamenti, attività umane siano colpite da disastri naturali, oltre che la probabilità di perdite in termini di vite umane. In realtà così come avviene nel caso della diversità biologica, il rischio idrogeologico associato all'abbandono delle terre varia a seconda della scala temporale considerata (MacDonald *et al*, 2000)· Inizialmente l'abbandono aumenta questo rischio, per il minor grado di infiltrazione delle acque dovuto all'accumulo di materiale organico; in seguito con la colonizzazione da parte di arbusti ed alberi esso tende a diminuire grazie all'azione di stabilizzazione dei pendii. La diffusione incontrollata e non gestita del bosco, però, potrebbe avere l'effetto opposto: l'accumulo di alberi morti e ramaglie nel sottobosco potrebbe impedire il corretto deflusso dell'acqua e alimentare le slavine e le colate di fango. Inoltre un bosco non gestito presenta un maggior rischio in termini di incendi, che deve essere attentamente valutato soprattutto per quelle superfici di neo-formazione prossime ai centri abitati. La diffusione repentina degli incendi avvenuti nell'estate 2007 in Italia può essere in parte spiegata anche dalla mancanza di una corretta manutenzione del territorio, legata al diffuso abbandono antropico di ampie aree in questo caso appenniniche.

Alcune buone pratiche per la sostenibilita' integrata dei paesaggi agrosilvopastorali.

Alpago: la riscoperta e la rivalorizzazione di un paesaggio bioculturale tradizionale.

Per secoli per le montagne dell'Alpago14, la pastorizia ha rappresentato la principale fonte di reddito, importanza testimoniata dallo stemma di uno dei Comuni appartenenti a questo territorio (Chies d'Alpago), che riporta l'immagine di una pecora.

L'allevamento di bovini e soprattutto di ovini, dai quali si traeva carne, latte e lana, ha permesso la sopravvivenza delle popolazioni locali fino alla Seconda Guerra Mondiale; in seguito tale attività è rapidamente regredita con conseguente abbandono di prati e pascoli e diminuzione della popolazione.



Photo 7

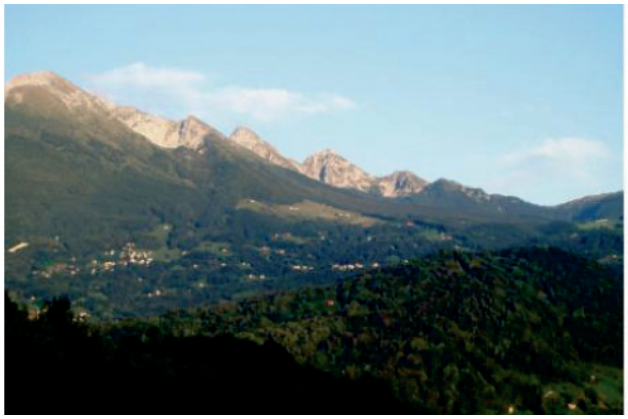


Photo 8

Photo 7

Alpago (Belluno, Italia) nel 1930 (in alto; Fonte: Trame, 1932) e nel 2005 (in basso; Fonte: Fagarazzi, 2006).

Photo 8

Confrontando le immagini si nota lo stravolgimento del paesaggio alpagoto avvenuto nel secolo scorso per l'espansione del bosco.

Le peculiarità ambientali proprie dell'Alpago hanno portato nei secoli all'evoluzione di una particolare specie di pecora, denominata "pecora alpagota", in grado di resistere al lungo e freddo inverno (circa 150 giorni), al periodo di siccità estivo a cavallo di luglio-agosto e alle forti pendenze tipiche di questa zona. Questa specie autoctona è caratterizzata da taglia medio-piccola, orecchie corte e a volte assenti, assenza di corna, vello compatto di colore bianco, ad eccezione della testa e degli arti, che presentano una caratteristica maculatura bruno-rossiccia.

La regressione del sistema agrosilvopastorale ha determinato, oltre allo spopolamento di alcune zone e all'innescarsi di un processo di ri-naturazione, anche la progressiva scomparsa della specie rustica locale, che dai circa 10.000 capi presenti nel periodo della Prima Guerra Mondiale è passata a circa 1.000 capi negli anni '80. L'espansione del bosco, con conseguente scomparsa degli elementi tipici del paesaggio agrosilvopastorale tradizionale, risulta essere un processo particolarmente rilevante in questa zona15.

Per poter recuperare e valorizzare il paesaggio agrosilvopastorale alpagoto, si è sviluppato un progetto di recupero della razza di pecora locale Fardjma (in dialetto "stagione della monta", periodo dell'alpeggio a metà ottobre), in quanto espressione delle specificità locali e in quanto "strumento" di valorizzazione ambientale, culturale ed economica dell'area.

Secondo quanto previsto dal regolamento CE 2078/1992, che prevedeva incentivi a favore dell'allevamento di razze autoctone in pericolo di estinzione, la Comunità montana dell'Alpago in collaborazione con l'Università di Padova - Dipartimento di Scienze Animali ed alcune associazioni locali ha promosso un progetto di recupero: attualmente la popolazione di pecore alpagote conta circa 2.000 capi. La collaborazione tra enti locali, università e allevatori ha permesso di creare una base comune tra saperi empirici locali e saperi scientifici, che ha permesso di cogliere le potenzialità intrinseche alla razza di pecora locale in funzione di una sua valorizzazione economica. In particolare questa valorizzazione si è concentrata sulla commercializzazione della carne di questa pecora, elemento maggiormente spendibile e collocabile nel mercato, rispetto il latte e la lana.

Nell'ambito di questo progetto gli allevatori dell'Alpago hanno costituito nel 2002 l'Associazione Allevatori pecora Alpagota e creato il marchio "Agnello dell'Alpago", ottenendo l'inserimento di questo prodotto tra i presidi *Slow food*16. Aspetto fondamentale di questo progetto è che la valorizzazione economica di un prodotto locale si traduce in una fondamentale azione per il mantenimento delle peculiarità del paesaggio agrosilvopastorale alpagoto: gli allevamenti estensivi, gestiti da 15 allevatori, permettono di mantenere circa 500 ha di superfici a pascolo, sottraendole all'espansione spontanea del bosco (De Ros, 2007).

Valle Stura17: un ecomuseo della pastorizia.

L'ecomuseo18 della pastorizia della Valle Stura, inaugurato nel 2000, si trova nel piccolo borgo alpino di Pontebernardo, frazione di Pietraponzio, un paese situato a circa 1300 m di altitudine e che rappresenta nella zona uno degli ultimi borghi abitati stabilmente per tutto l'anno.
L'ecomuseo presente in Valle Stura nasce da un patto, un accordo fra le istituzioni e la comunità montana locale stimolata a prendere parte attiva nel progetto, con lo scopo di rivitalizzare e

.

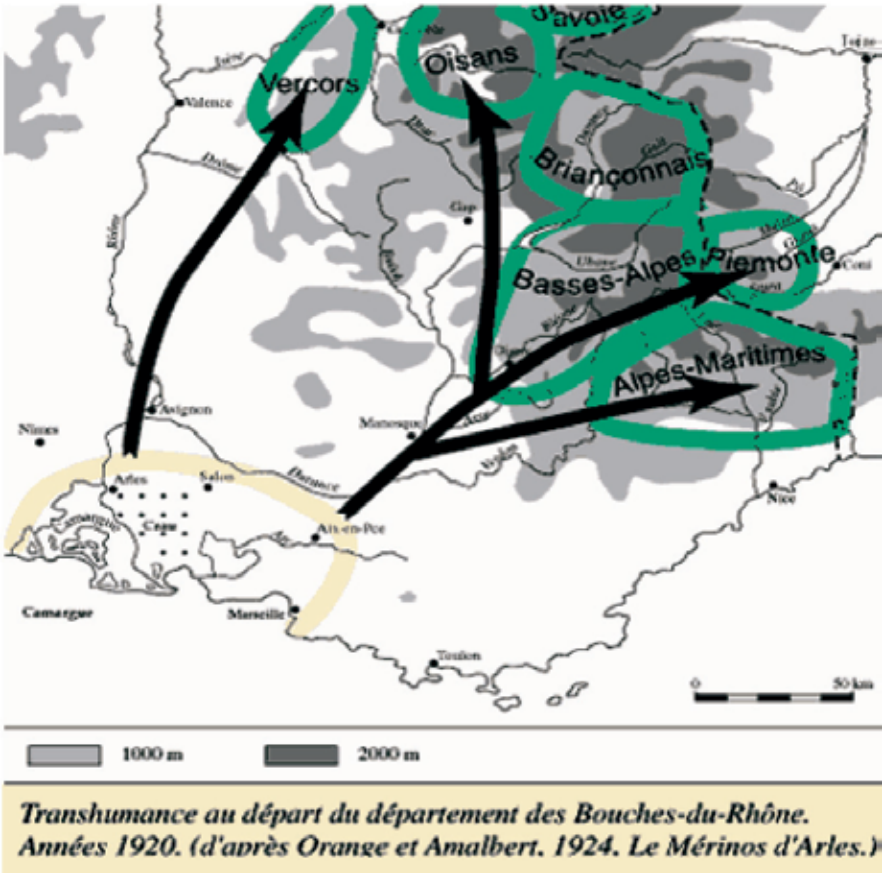


Figura 9: *Transumanza a partire dal dipartimento delle Bouches-du-Rhône - inizio del XX° secolo.*

(Fonte: adam.mmsh.univ-aix.fr/transumanza/transumanza.htm, consultato febbraio 2008)

valorizzare un territorio che in tempi recenti ha subito un progressivo abbandono da parte dell'uomo.
Il recente abbandono delle pratiche agrosilvopastorali in questo territorio ha innescato profonde modificazioni dei suoi paesaggi, che fin dall'epoca romana sono stati segnati dalla transumanza delle greggi lungo percorsi di centinaia di chilometri (Terzariol, 2007).
Il progetto, nato da un percorso bottom-up, si articola in due strategie, che vedono il loro fulcro nella figura del pastore, in quanto allevatore e depositario di una tradizione millenaria, ricca di saperi e pratiche :

[13] *Numerosi studi hanno dimostrato che l'eccessiva espansione dell'area forestale diminuisca il valore estetico e di amenità di un paesaggio, interferendo negativamente con le attività turistiche e ricreative svolte al suo interno (cfr. Tahvanainen e Tyrvainen, 2000; Wagner, 2000*

[14] *E' chiamata Alpago la parte sud orientale della Provincia di Belluno. Quest'area è formata da una conca di circa 170 km, il cui territorio appartiene a cinque Comuni: Chies d'Alpago, Farra d'Alpago, Pieve d'Alpago, Puos d'Alpago e Tambre.*

[15] *Cfr. www.alplab.it*

[16] *Un prodotto viene dichiarato "presidio Slow food" dalla Fondazione Slow Food per la Biodiversità, che nasce con l'obiettivo di difendere la biodiversità alimentare e le tradizioni gastronomiche e, quindi, la biodiversità coltivata ed allevata, quando deriva da un'agricoltura sostenibile, rispettosa dell'ambiente, dell'identità culturale dei popoli e del benessere animale. Un "presidio slow food" è costituito da un insieme di allevatori e/o coltivatori che si impegnano a preservare produzioni eccellenti autoctone in via di estinzione e che contemporaneamente valorizzano territori, recuperano mestieri e tecniche di lavorazione tradizionali (www.fondazioneslowfood.com).*

[17] *La valle Stura si colloca fra le cime che separano le alpi Marittime dalle Cozie e si estende per oltre 60 km su un territorio che raccoglie al suo interno 12 comuni della Provincia di Cuneo (Regione Piemonte - Italia nord-occidentale).*



Figura 10:

Mappa di comunità realizzata nell'ambito dell'Ecomuseo della Pastorizia in Valle Stura (Cuneo, Italia). (Fonte: www.vallestura.net, consultato febbraio 2008)

- recupero effettivo della razza di pecora locale, denominata sambucana,
- riscoperta della cultura e della tradizione legata al mondo pastorale della Valle Stura e di tutte le sue ramificazioni nel territorio della Crau del sud della Francia, dove per molti secoli i pastori della valle hanno prestato la loro manodopera. Le forti ed assidue relazioni tra questi due territori è testimoniata dalla nascita di un lessico franco-italiano, necessario per la comunicazione tra le due comunità.

Dal punto di vista delle strutture fisiche, l'ecomuseo è composto da un edificio situato al centro del paese, dove vengono ospitate mostre temporanee ed attività didattiche e dove è stato realizzato un piccolo caseificio per la preparazione del formaggio con finalità produttive-commerciali e didattiche; un secondo edificio ospita un museo permanente della pastorizia che, attraverso un percorso articolato fornisce un'immagine di ampio respiro sul fenomeno dell'allevamento ovino e della pastorizia nella zona, e una zona per la degustazione[19].

Interessante esperienza di partecipazione – fondamentale per lo scopo stesso dell'ecomuseo – sviluppata in Valle Stura è stata la realizzazione di "Mappe di Comunità". Questa iniziativa ha avuto lo scopo di coinvolgere attivamente la popolazione locale, al fine di rendere l'ecomuseo un luogo di dialogo, di interazione, di costruzione condivisa di contenuti, di progetti e di allargamento della conoscenza, nonché di adozione del bene culturale o del patrimonio di un territorio.

Il metodo, derivato dalle *Parish Maps* ideate dall'associazione *Common Ground* (Clifford, 1996), agisce sulla consapevolezza degli abitanti di un territorio rispetto alle proprie risorse e potenzialità e li porta a ri-conoscere le risorse locali, sia materiali che immateriali, seguendo un percorso personale e collettivo, che produce, rafforzando il legame di appartenenza al territorio, un poster fatto di immagini, credenze, aneddoti, conoscenze. Le fasi del lavoro prevedono:

- la creazione di un gruppo locale di lavoro e formazione sul metodo,
- definizione di un gruppo di ricercatori delle risorse culturali del paese,
- mappatura finale del territorio, rappresentata da un pittore locale,
- conclusione del lavoro attraverso una mostra e la discussione con l'intera comunità.

La realizzazione di questo ecomuseo grazie anche all'esperienza delle mappe di comunità ha permesso di riscoprire sia alla popolazione locale che non i valori e gli elementi propri del paesaggio bioculturale agrosilvopastorale della Valle Stura e di ricucire, dal punto di vista socio-culturale, il millenario legame con il territorio della Crau.

---

[18] *In Piemonte gli ecomusei sono regolamentati dalla legge regionale n. 31 del 14 marzo 1995. Tra le finalità della legge "la Regione promuove l'istituzione di ecomuseo sul proprio territorio allo scopo di ricostruire, testimoniare e valorizzare la memoria storica, la vita, la cultura materiale, le relazioni fra ambiente naturale e ambiente antropizzato, le tradizioni, le attività ed il modo in cui l'insediamento tradizionale ha caratterizzato la formazione e l'evoluzione del paesaggio" (art. 1 comma 1)*

19 *www.vallestura.net/ecomuseo*

Vremscica20: un centro di ricerca e formazione per la sustainable recultivation

Nel 2002 la facoltà di Veterinaria dell'Università di Lubiana ha istituito a Vremscica il centro per la sustainable recultivation con l'obiettivo di ri-sperimentare un sistema di allevamento che riduca gli impatti negativi dell'allevamento intensivo, legati soprattutto all'uso di antibiotici (Kolar et al, 2006). Insieme a questo obiettivo primario, il progetto è volto a rivitalizzare le zone carsiche collinari e montane, dove il sistema agrosilvopastorale tradizionale, basato sulle pratiche estensive, ha subito un fortissimo regresso e dove l'uomo in molti casi ha lasciato i terreni alla spontanea espansione delle aree boscate (Da Ros, 2007).

Il programma del centro, che ha scopi sia di ricerca che di didattica, parte dal recupero della razza locale di pecora (Istrana pramenka), concepito come "strumento" di salvaguardia ambientale, in quanto ben adattata alle condizioni ambientali locali. Esso coinvolge oltre ai terreni direttamente gestiti dal centro (386 ettari di terreno, inclusi 100 ettari di prati), dove vi sono 400 pecore di razza autoctona, 22 montoni, qualche maiale della razza Krsko-poljska, e a qualche asino per la protezione del gregge dagli animali selvatici, anche un insieme di fattorie delle aree collinari e montane slovene. Le peculiarità di tale esperienza è proprio quella di coniugare i saperi scientifici con quelli empirici locali, mediante un coinvolgimento degli allevatori, che vengono spinti a partecipare e collaborare al lavoro.

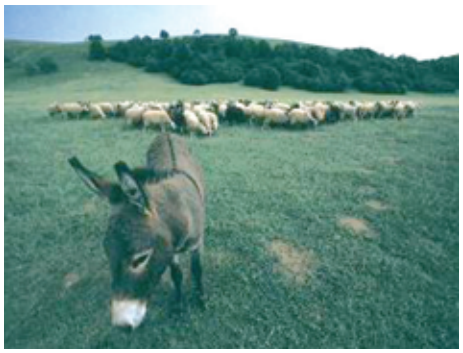


Figura 11:

Un gregge in un pascolo del paesaggio bioculturale di Vremscica (Slovenia).

(Fonte: Pogačnik, 2007)

Il progetto ha promosso il pascolo su alcune aree carsiche e un piano di rotazione delle colture che preveda il pascolo, in particolare di specie autoctone. Il bestiame durante questo periodo permette l'interruzione del ciclo di vita delle piante infestanti per le colture e della somministrazione di fitoparassitari e le deiezioni costituiscono un buon fertilizzante. Inoltre la vendita dei prodotti caseari rappresenta una buona integrazione al reddito degli agricoltori-allevatori.

Gli studi e l'esperienza effettuata hanno portato a sviluppare i seguenti principi-chiave rispetto la sostenibilità del sistema agrosilvopastorale :

- sostenibilità economica: l'obiettivo era di ridurre le disparità nello sviluppo di particolari paesaggi rurali e la rivitalizzazione delle aree dove era stata abbandonata l'agricoltura. Si è registrata una crescita sensibile dell'introito economico delle famiglie di queste aree e l'acquisto di foraggio extra-aziendale e di fertilizzanti risulta diminuire, con un conseguente risparmio economico,

- sostenibilità sociale: la fattoria riesce a mantenere altre attività lavorative. Il numero di famiglie rurali aumenta o rimane costante; molti giovani continuano il lavoro agricolo dei loro genitori e alcuni studenti sono diventati pastori,

- sostenibilità ambientale: si è raggiunto l'obiettivo di arginare il fenomeno della dismissione delle pratiche agricole e il conseguente avanzamento delle aree boscate.

Conclusioni

All'interno dei paesaggi bioculturali agrosilvopastorali il processo di antropizzazione si è proposto come un fattore endogeno di trasformazione, integrandosi con i processi biotici ed abiotici. Questo processo ha dato origine ad un sistema fondato su un uso multiplo del territorio basato su una

.

diversificazione spaziale e temporale nello sfruttamento delle risorse, delineando così i paesaggi bioculturali e definendone le qualità ecosistemiche e le qualità estetiche. Di conseguenza la marginalità del settore primario tradizionale, insieme allo sviluppo di un turismo a-consapevole e orientato alla *wilderness*, porta alla progressiva scomparsa delle pratiche generatrici di tali paesaggi; a sua volta la mancanza di tali pratiche si traduce nella successiva scomparsa dei paesaggi agrosilvopastorali tradizionali e dei loro iconemi, che perdono le qualità strutturali e funzionali e le qualità evocative ed estetiche.

Fissata tale premessa, si pone come prospettiva di senso per le politiche di conservazione dei paesaggi agrosilvopastorali la necessità di riconoscere il carattere *in divenire* dell'*heritage* che essi rappresentano: non solamente « passiva raccolta di manufatti, di natura o di paesaggi, privi di più ampie connessioni ambientali e sociali o di contenuti politici per i quali amministrazione è sinonimo di preservazione [è una] categoria dinamica, la cui definizione e i cui confini riflettono l'impegno che anima forze sociali e culturali, spesso in conflitto […] un processo oltre che un prodotto » (Clarke, 1996, pg. 158). In tal senso tali politiche devono orientare verso una gestione pro-attiva, che riconosca i processi generatori dei paesaggi agrosilvopastorali, non solo i singoli segni materiali, e che si adoperi per mantenerli mediante continue pratiche di conservazione attiva dei paesaggi bioculturali.

Al contrario le scelte ispirate ad un approccio *lassez-faire* si scontrano con la volontà di mantenere i valori dei paesaggi agrosilvopastorali senza di fatto "conservare" i paesaggi bioculturali; questa separazione determina la scomparsa – spesso irreversibile – con la formazione di nuovi paesaggi, in prevalenza privi di progetto e non gestiti. L'approccio *lassez-faire* crea spazi indecisi, nei quali i processi naturali tendono a predominare ed essere di grande moda tra gli architetti del paesaggio (Clèment, 2004) e che, apparentemente privi di funzione, si insinuano all'interno dei paesaggi bioculturali snaturandone le qualità. Questi spazi *wilderness*, una volta creatisi, tendono poi a divenire oggetto di attenzione e desiderio da parte degli *outsider* megapolitani, per i quali – se non consci delle dinamiche e dei valori in gioco – il paesaggio assume solo il ruolo di scenografia e la storia solo quello di folklore. In tal senso essi propongono una domanda sociale di paesaggio mutuata da un sistema megapolitano, alla cui base vi è una conoscenza superficiale delle funzionalità ecosistemiche di quei territori. L'uomo *outsider* tende a zonizzare staticamente i paesaggi bioculturali assegnando ad ogni *zoning* una funzione specifica in nome di una propria esigenza. Così l'espansione spontanea della aree boscate in pascoli e prati diviene, in quanto "ritorno ad una condizione naturale", auspicabile e funzionale ad attività ricreative o di parco "naturale"; così una malga dismessa – magari immersa tra la nuova superficie boscata – diviene, in qualità di monumento-museo a memoria di attività passate, meta di turisti.

I paesaggi bioculturali alpini, se privati in tal modo del loro valore d'uso rappresentato *in primis* dalle pratiche agrosilvopastorali, si svuotano di significanti e tendono a scomparire, determinando contemporaneamente una riduzione del loro valore di scambio nei confronti del turista *outsider*. Il rapporto tra settore primario tradizionale e turismo risulta particolarmente contraddittorio all'interno dei paesaggi bioculturali: il turismo prospera proprio in virtù dei paesaggi creati e mantenuti dal settore primario tradizionale, ma nello stesso tempo ne minaccia la sopravvivenza e ne cancella i presupposti culturali ed economici (Schmidt di Friedberg, 2004).

Per poter ovviare a tale paradosso, è necessario educare il turista a prendere coscienza della reale natura dei paesaggi bioculturali, prevedendo anche la possibilità di renderlo parte attiva ed eco-fattore responsabile del paesaggio attraverso esperienze dirette, come avviene per esempio nell'ambito degli ecomusei. Fondamentale in questo tipo di gestione è il coinvolgimento delle popolazioni locali, sia in termini di recupero dei saperi locali sia di riconoscimento delle identità locali. Riconoscendo a pieno il ruolo delle comunità locali, soprattutto in qualità di allevatori e agricoltori, si arriva a riconoscere *in toto* che il patrimonio universale rappresentato dai paesaggi bioculturali agrosilvopastorali è propriamente frutto dell'interazione uomo-natura. In essi, quindi, la contrapposizione tra naturale ed artificiale non ha alcun significato, tanto che dovrebbe essere più correttamente sostituita con la dicotomia adattativo/dis-adattativo (Mainardi, 2008), dove il primo termine è rappresentato dalle esperienze e dai saperi empirici locali, fondamentale tradizione da cui trarre le basi per l'innovazione del sistema paesaggio (Conti e Soave, 2007-b).

Per questo processo di rinnovamento, può essere necessario anche il recupero di alcuni segni dei paesaggi, che può avvenire riattribuendo loro un significato funzionale, cioè di natura materiale ed economica e recuperando la loro originaria funzione. Dove non sia possibile, i segni potrebbero essere rivestiti di significato progettuale, cioè far parte di un progetto complessivo di recupero e ri-valorizzazione del territorio. Solo in questo modo può essere limitato il costo economico dell'abbandono causato dal cambiamento dei paesaggi agrosilvopastorali nei confronti del settore turistico. Questo ultimo, quindi, – come già detto – deve riconoscere la necessità di preservare l'assetto territoriale tradizionale e il ruolo che il settore primario ha in tal senso. Per esempio la stessa diffusione della wilderness all'interno dei paesaggi agrosilvopastorali non può essere frutto di un atteggiamento lassez-faire in senso stretto, ma deve far parte di un progetto complessivo di gestione territoriale volto a mantenere le peculiarità dei paesaggi bioculturali: solo in questo modo può divenire un'acquisizione di qualità all'interno dei paesaggi e non una perdita. In questa ottica risulta necessaria l'introduzione di principi di gestione dei paesaggi rigorosi e chiari, votati alla multifunzionalità e basati sul concetto di capacità di carico del sistema paesaggio.

I paesaggi agrosilvopastorali, quindi, non possono essere museificati, ma devono essere riconosciuti come luoghi di vita, continuamente costruiti ed immaginati da attori e spettatori. In caso contrario si tenderà a creare "fossili paesistici", che se da una parte ben si prestano a giustificare la protezione di elementi quali la geologia, come nella proposta italiana di dichiarazione delle Dolomiti patrimonio dell'umanità21, o gli edifici, dall'altra risultano privi di senso per i paesaggi bioculturali agrosilvopastorali. In questa ottica l'UNESCO dovrebbe riflettere se world heritage rispecchi solo un label turistico da proporre ai megapolitani alla continua ricerca di elementi antropici e/o naturali da assorbire o se debba proporsi invece come reale opportunità di conservazione dei valori insiti nei paesaggi bioculturali mondiali.

[21] *Cfr. archivio.provincia.belluno.it/DolomitiUnesco/ (consultato febbraio 2008)*

Bibliografia

AA.VV., 1985. *Il Grappa. Un patrimonio ambientale*. CAI Sezione di Bassano del Grappa, Ed. Bassano del Grappa

AA.VV., 2006. *Biodiversità coltivata nel Parco Nazionale Dolomiti Bellunesi. Indagini agronomiche ed etnobotaniche sulle varietà dell'agricoltura tradizionale*. Parco Nazionale Dolomiti Bellunesi, Feltre

AGNOLETTI, M. (a cura di), 2002. *Il paesaggio agro-forestale toscano. Strumenti per l'analisi, la gestione e la conservazione*. Agenzia Regionale per lo Sviluppo e l'Innovazione nel Settore Agricolo-forestale (ARSIA), Firenze

BÄTZING, W. 2002. *I processi di trasformazione di ambiente, economia, società e popolazione attualmente in corso nelle Alpi*. Bundesministerium für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit/ Umweltbundesamt. Berlin

BÄTZING W., 2005. *Le Alpi. Una regione unica al centro dell'Europa*. Ed. it. Bartaletti F. (2005), Bollati Boringhieri, Torino

BÄTZING W., *2006. Dieci tesi sulle Alpi. Atti della conferenza organizzata da Fondazione Benetton Studi e Ricerche, "Alpi. Quale futuro dopo la grande trasformazione", 23 marzo 2006, Treviso*

CASON ANGELINI, E. (a cura di), 2004. *Un Parco per l'uomo. Dieci anni di vita del Parco Nazionale Dolomiti Bellunesi*. Regione del Veneto, Parco Nazionale Dolomiti Bellunesi, Fondazione G. Angelici-Centro Studi sulla montagna, Belluno

CARNEVALE, S., 2005. *L'architettura della transumanza. Indagini, tecniche costruttive, restauro*. Palladino editore, Campobasso

CHOAY, F., 1997. *L'allégorie du patrimonie*. La couleur des idees, Le Seuil, Paris

CLARKE, R., 1996. *Heritage in trust: sustainable stewardship in transition*. International Journal of Heritage Studies, n. 2-3: 145-159

CLÈMENT, G., 2004. *Manifeste du Tiers paysage*. Editions Sujet/Objet, Paris

CLIFFORD, S., KING, A. (ed.s.), 1996. *From place to place: maps and parish maps*. Commond Ground, London

CONSIGLIO D'EUROPA, 2000. *Convenzione europea del Paesaggio*. 20 ottobre 2000, Firenze

CONTI, G., 1996. *La struttura del paesaggio veneto: "per metà natura e per metà quadro"*. In: Bergna, P., Leonelli, L., 1996. *L'immagine del Veneto. I tempi di un paesaggio*. Cassa di risparmio di Padova e Rovigo, Padova

CONTI, G., FAGARAZZI, L., 2004. *Lo sviluppo montano sostenibile e la questione chiave dell'abbandono delle aree rurali marginali. Un focus sull'Europa e sull'Italia*. Pubblicato su www. planum.net - The European Journal of Planning, XI - 2004 (consultato gennaio 2008)

CONTI, G., BENE, S., FLACCO, L., 2005. *Mostra:"Strategie per la tutela e la valorizzazione dei territori tratturali"*. Progetto europeo Cultura 2000 *"Tratturi e civiltà della transumanza : una rete culturale ed ambientale europea"*, nell'ambito del Convegno internazionale *"La civiltà della transumanza: tracce storiche de impronte per il futuro"*, 16 maggio 2005, Venezia

CONTI, G., FAGARAZZI, L., 2005. *Forest expansion in mountain ecosystems: "environmentalist's dreams" or societal nightmare?* Pubblicato su www.planum.net - The European Journal of Planning, XI - 2005 (consultato gennaio 2008)

CONTI, G., SOAVE, T., 2006. *I paesaggi bioculturali nelle Alpi: una coevoluzione interrotta.* Pubblicato su www. planum.net - The European Journal of Planning, XI - 2006 (consultato gennaio 2008)

CONTI, G., SOAVE, T., 2007 (a). *From the megacities-polarization to the integrated sustainability of biocultural Alpine landscapes.* In: AA.VV., 2007. *Virtual museum of European transhumance*. Progetto europeo Cultura 2000, Dierre Edizioni, Roma

CONTI, G., SOAVE, T., 2007 (b). Mostra *"I paesaggi bio-culturali: una co-evoluzione interrotta"*. Progetto Cultura 2000 *"Virtual Museum of European transhumance"*, Convegno Internazionale "*Metropoli vs Montagne? Strategie per i paesaggi bioculturali montani nelle società (post) metropolitane",* 7-8 maggio 2007, Venezia

CONTI, L., 1990. *Paesaggio agrario: storia consumata e storia possibile*. Urbanistica Informazione, 112-113: 23-25

CONTI, S., Dematteis, G., Lanza, C., Nano, F., 2006. *Geografia dell'economia mondiale.*. UTET Università, Torino

DE BERNARDI, P., 2004. Intervista pubblicata sul sito www.envi.it – Portale di Comunicazione Ambientale (consultato aprile 2007)

DE ROS, 2007. *La multifunzionalità delle pratiche aco-agrosilvopastorali per una sostenibilità integrata dei territori a vocazione rurale. Buone pratiche in Italia ed Europa*. Tesi di laurea triennale in Scienze Ambientali - Università Ca' Foscari di Venezia (relatore: prof. Giorgio Conti), A.A. 2006/2007

DIOMEDE, I, 2002. *La transumanza. Pastori, greggi, tratturi*. Giappichelli editore, Torino

DOGLIO, G., Unia, G., 1980. *Abitare le Alpi*. Ed. L'Arciere, Cuneo

FAGARAZZI, L., 2006. *Sustainable mountain development and the key-issue of marginalisation and farmland abandonment processes in mountain areas. Focus on the Alps*. PhD thesis in Analysis and Governance of Sustainable Development, School for Advanced Studies in Venice foundation (tutor: prof. Giorgio Conti)

FARINA, A., 2001. *Ecologia del paesaggio. Principi, metodi e applicazioni*. UTET, Torino

FINKE, L., 1989. *Introduzione all'ecologia del paesaggio*. Trad. it. di Rita Colantonio Venturelli (1993), FrancoAngeli, Milano

FORMAN, R.T.T., GODRON, M., 1986. *Landscape ecology*. Wiley & Sons, New York

FRANCO, D., 2000. *Paesaggio, reti ecologiche ed agroforestazione*. Il Verde Editoriale, Milano

GIORDANO, A., 2002. *Pedologia forestale e conservazione del suolo*. Scienze forestali e Ambientali, UTET, Torino

GOLOBIČ, M., *2007. Landscapes as a result of decision making: technocracy, consultation, participation. Atti seminario 11 ottobre 2007, ciclo di seminari Di chi è il paesaggio? La partecipazione degli attori nella individuazione, valutazione e pianificazione, Progetto SETLAND, Dipartimento di Geografia – Università di Padova, Padova*

GOTTMANN, J., 1961. *Megalopoli. Funzioni e relazioni di una pluricittà*. Ed. it. di Gambi, L., trad. it. di Bignardi, I. (1970), Einaudi, Torino

HABER, W., 1984. *Integrated evaluation and synthesis of data by connection of dynamic feedback models with geographical information system*. In: AA.VV., 1984. *Methodology in landscape ecological research and planning*. I° International Conference of International Association of Landscape Ecology, 15-19 october 1984, Roskild (Denmark)

HOCHTL, F., Lehringer, S., Konold, W., 2005. "*Wilderness": what it means when it becames a reality – a case study from the southwestern Alps*. Landscape and Urban Planning, 70: 85-95

HUNZIKER, M., 1995. *The spontaneous reafforestation in abandoned agricultural lands: percepition and aesthetic assessment by locals and tourists*. Landscape and Urban Planning, 31: 399-410

KOLAR, L., Cerkvenik, Flajs, V., Kuzner, J., Marc, I., Pogacnik, M., Bidovec, A., 2006. *Time profile of abamectin and doramectin excretion and degradation in sheep faeces*. Environmental pollution - Elsevier, vol. 144, issue 1: 197-202

LACEDELLI, P., 2004). *Politiche territoriali ed ambientali per contrastare l'avanzamento del bosco. Caso di studio del Comune di Cortina d'Ampezzo*. Tesi di laurea triennale in Scienze Ambientali (Relatore: prof. G. Conti), A.A. 2003-2004, Venezia

LATOUCHE, S., 2004. *Survivre au développement: De la décolonisation de l'imaginaire économique à la construction d'une société alternative*. Mille et Une Nuits, Paris

LATOUCHE, S., 2006. *La pari de la décroissance.* Fayard, Paris

LUGINBÜHL, Y., 2001. *La demande sociale de paysage*. In: *Rapport de la Séance inaugurale du Conseil national du paysage*, 28 mai 2001. Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Equipement et des Transports, pp.11-30

MAINARDI, D., 2001. *L'animale irrazionale. L'uomo, la natura e i limiti della ragione*. Arnoldo Mondatori Editore, Milano

MAINARDI, D., 2008. *Percezione della natura, biofilia, contrapposizione naturale e artificiale*. Convegno *La trasformazione dei paesaggi e il caso veneto*, Istituto Veneto di Scienze Lettere ed Arti, 6-7 marzo 2008, Venezia

MACDONALD, D., Crabtree, J.R., 2000. *Agricultural abandonment in mountain areas of Europe: environmental consequences and policy response*. Journal of Environmental Management, 59:47-69

NAESS, A., 1976. *Ecology, Community and Lifestyle: Outline of an Ecosofy*. Trans. by David Rothenberg (1989), Cambridge university Press, Cambridge

PETTENELLA, D., Piussi, P., 2000. *Spontaneus afforestation of fallow in Italy*, In: Weber, N. (ed.), 2000. NEWFOR – New Forest for Europe: Afforestation at the Turn of the Century – Proceedings of the Scientific Symposium, Freiburg, 16-17 February 2000

PIOVENE, G., 1957. *Viaggio in Italia*. Ed. Mondadori, Milano

Pogačnik, M., 2007. *Sustainable Recultivation, the way of live.* Progetto Cultura 2000 *"Virtual Museum of European transhumance"*, Convegno Internazionale "*Metropoli vs Montagne? Strategie per i paesaggi bioculturali montani nelle società (post) metropolitane",* 9 maggio 2007, Nova Gorica

RÖSSLER, M., 2001.. *World Heritage Curtural Landscapes: Concept and Implementation. Regional Thematic Export Meeting on Vineyard Landscapes*. 11-14 july 2001, Tokaj (Hungary)

SERENI, E., 1985. *Storiografia del paesaggio rurale*. Urbanistica Informazioni, 114: 21-24

TAHVANAINEN, L., TYRVAINEN, L., 2000. *Impacts of afforestation on the scenic value of countryside*. In: Weber, NEWFOR – New Forests for Europe. Afforestation at the turn of the century. Proceedings of the Scentific Symposium, 16-17 febbraio, 2000. No. 35 Wagner, 2000

TERZARIOL, E., 2007. *Le Alpi: un monumento naturale o un paesaggio bioculturale da tutelare e valorizzare? Casi di studio dell'arco alpino italiano*. Tesi di laurea triennale in Scienze Ambientali - Università Ca' Foscari di Venezia (relatore: prof. Giorgio Conti), A.A. 2006/2007

TRAME, U., 1932. *La conca dell'Alpago nelle Dolomiti Orientali*. Libreria Emiliana Editrice, Venezia

TURRI, E. 1979. *Semiologia del paesaggio italiano*. Longanesi & C., Milano

TURRI, E., Passerini, V. (a cura di), 1993. *Brentonico e il Monte Baldo*. *L'ambiente naturale e gli insediamenti umani*. CIERRE Edizioni, Verona

TURRI, E., 1998. *Il paesaggio come teatro. Dal territorio vissuto al territorio rappresentato*. Marsilio Editori, Venezia

UNESCO, 1972. *Convention concernant la protection du patrimonie mondial, culturel at naturel*. Paris

UNESCO, 2003. *Convention pour la sauvegarde du patrimonie culturel immatériel.* 17 octobre 2003, Paris

UNESCO, 2005. *Operational Guidelines for the Implementation of World Heritage Convention*. Paris

SHIVA, V., 1995. *Monocoltura della mente*. *Biodiversità, biotecnologia e agricoltura "scientifica".* Bollati Boringhieri, Torino

SCHMIDT DI FRIEDBERG, M., 2004. *L'arca di Noè. Conservazionismo tra natura e cultura*. Giappichelli Editore, Torino

VERONA, M., 2006. *Dove vai pastore? Pascolo vagante e transumanza nelle Alpi occidentali agli albori del XXI° secolo*. Priuli & Verlucca Editori, Torino

VIAZZO, P., 1989. *Upland communities. Environmental, population and social structure in the Alps since the sixteeth century*, Cambridge University Press, New York

WAGNER, S., 2000. *Afforestation vs protection of scenery*. In: Weber, NEWFOR – New Forests for Europe. Afforestation at the turn of the century. Proceedings of the Scentific Symposium, 16-17 febbraio, 2000. No. 35 Wagner, 2000

LES PAYSAGES CULTURELS DE L'AGRO PASTORALISME DANS LES CAUSSES ET LES CÉVENNES :

De la forme au fond d'une diversité patrimoniale remarquablE

Christen AUDET,
Directeur du projet en écologie
GARTNER LEE LTÉE, MONTRÉAL (Québec)



Résumé

En 2005, l'ensemble Causses-Cévennes est proposé en site-candidat au Patrimoine mondial en tant que « paysage culturel ». Cette catégorie patrimoniale, réservée pour les « œuvres combinées de l'homme et la nature », s'inspire d'une réflexion de plus d'un siècle au sein de la géographie au sujet des rapports société-milieu. À cet effet, l'agro pastoralisme dans les Causses-Cévennes contribue à un paysage patrimonial diversifié basé sur : (1) une histoire écologique millénaire, (2) un fond culturel à multiples influences euro-méditerranéennes, et (3) un renouveau dynamique depuis 50 ans. Cet héritage est reconnu aujourd'hui par une diversité d'institutions associatives et gouvernementales qui se sont rassemblés sous un organisme unique de l'AVECC (l'Association de valorisation des espaces Causses-Cévennes).

Mots clés *: Causses, Cévennes, géographie culturelle, Patrimoine mondial, paysage culturel*

Abstract

In *2005, the Causses-Cévennes territory was nominated to the World Heritage List as a cultural landscape. This heritage category, reserved for "combined works of man and nature", is inspired by over a century of thought by geographers on the relationship between man and nature. In this respect, agro pastoralism in the Causses-Cévennes has contributed to a diversified heritage landscape based upon : (1) an ecological history of over a thousand years, (2) a cultural fabric of multiple Euro-Mediterranean influences, and (3) an active renewal over the past 50 years. This patrimony is recognized today by a number of government and non-governmental organizations, which have assembled under the single entity of AVECC (Association for the valorization of the Causses and Cévennes area).*

Key words : Causses, Cévennes, cultural landscape, cultural geography, world herita

Introduction

Dans le cadre d'une thèse ENGREF qui s'achève actuellement, j'ai eu l'immense privilège d'enquêter de 1996 à 1998 sur une partie des vallées cévenoles et des hautes terres qui chevauchent sur les Causses. Ce terrain m'a offert l'occasion de tester le « paysage culturel » en concept opératoire de médiation dans un contexte d'enchevêtrement patrimonial. En effet, le territoire Causses-Cévennes défie la polarisation conventionnelle de sites naturels et culturels. Il s'agit d'une part d'une référence mondiale de protection de la nature qui dépend de l'activité humaine[1]. Le pastoralisme en est un bon exemple qui contribue à ouvrir les milieux face à l'expansion locale des espaces boisés. Le pâturage des troupeaux soutient ainsi la diversité des paysages ruraux.

D'autre part, les Causses-Cévennes révèlent une continuité culturelle millénaire qui juxtapose l'évolution de différentes civilisations à la mise en valeur d'un milieu naturel souvent ingrat. Les usagers de ce territoire ont su exploiter une grande diversité de conditions écologiques, à différentes échelles, et cela malgré les difficultés naturelles –sols pierreux, pentes, sécheresses, gels, érosion, inondations, disettes, entre autres - qui caractérisent la moyenne montagne méditerranéenne. S'ensuivent des complémentarités socioéconomiques plus larges, favorisées par l'échange et la circulation de biens, de ressources, voire d'idées. L'élevage – transhumant et sédentaire - se démarque en particulier d'autres activités par sa capacité d'adaptation à différentes conjonctures, en dépit de périodes de croissance et de crises depuis au moins l'époque gallo-romaine. Ses traces marquent le paysage, du parcours jusqu'au contexte architectural. Le pastoralisme dans sa forme actuelle, visant un marché de qualité, est d'autant plus louable qu'il s'inscrit dans des tendances contemporaines de sédentarisation relative de l'usage des ressources fourragères et de l'alimentation hors-sol.

Il en résulte que des valeurs patrimoniales disparates - biodiversité et pluralité culturelle – sont rassemblées autour de l'agro-pastoralisme dans un dossier de candidature au Patrimoine mondial pour un vaste territoire de plus de 6000 km^2 avec environ 120 000 habitants (AVECC, 2005). Il ne s'agit pas pour autant d'un « bien mixte », à savoir une agglomération de hauts lieux culturels et naturels. Le classement proposé est pour le bien unique d'un ensemble de paysages culturels.

Paysage culturel ?

Ce concept soulève des réticences sémantiques en France[2]. Tout paysage n'est-il pas culturel ? S'agit-il par conséquent d'un calque inapproprié des langues étrangères ? Toutefois, cette formule est aussi débattue en anglais depuis nombreuses années. Les préoccupations principales à ce sujet se résument à ce qui suit : (1) l'usage du mot « paysage » comme équivalent à « environnement » fait abstraction d'origines épistémologiques enracinées dans le genre pictural; (2) le qualificatif « culturel » paraît imprécis pour les sciences sociales en général ; (3) la division nature/culture, qui y est sous-entendue, pose problème pour plusieurs sciences confondues.

.

Ces critiques n'ont pas empêché l'usage croissant du concept au sein d'institutions de conservation du patrimoine dans plusieurs nations – souvent même après la prise en considération d'une panoplie de synonymes et de variantes. À cet égard, l'UNESCO est devenu une référence incontournable. En 1992, le Comité du Patrimoine mondial adopte la catégorie patrimoniale de « paysage culturel » pour désigner des œuvres combinées de l'homme et de la nature (UNESCO, 2005). Jardins, plantations-vergers, systèmes agricoles, aménagements en terrasses, routes culturelles, et montagnes sacrées en sont quelques exemples.

Cet emploi n'est pas arbitraire. Pour la plupart des institutions patrimoniales – au moins en Occident – le « paysage culturel » s'insère en concept intermédiaire dans un cadre qui restera résolument dualiste (nature/culture) dans l'avenir immédiat. Cette catégorie crée d'autre part une ouverture pour la protection de l'expression matérielle remarquable des rapports homme-terre. Le mot « paysage » est souvent déjà employé dans ces institutions, faisant référence à l'appréhension visuelle et souvent esthétique de l'espace. Sans vouloir éliminer cette interprétation, la catégorie de « paysage culturel » en rajoute en s'inspirant d'une réflexion universitaire de près d'un siècle sur la répartition géographique de milieux humanisés[3].

La géographie culturelle à l'Université de Berkeley (Californie) est souvent citée en moment fondateur parmi les anglophones (Sauer, 1925) : un *cultural landscape* résulte de l'action d'un groupe culturel sur son milieu naturel. Sa pensée est néanmoins influencée par l'Europe continentale dont le *Landschaftskunde* allemand qui utilise similairement le mot *Kulturlandschaft*. Si l'école américaine se distancie du déterminisme environnemental, répandu à son époque, son originalité est surtout d'examiner les catégories de flore et de faune servant à différents groupes ethniques (Claval, 1995).

On retrouve des parallèles dans la géographie française (Claval, 1984, 1999). Les Cévennes et les Causses servent d'ailleurs d'exemple important[4]. Si la formule « paysage humanisé » est préférée, les rapports avec l'étude anthropologique sont indéniables. Vidal de la Blache suit d'abord le courant sociologique de Dukheim : les genres de vie, des « habitudes organisées et systématiques », peuvent caractériser des « formes de civilisation », dont des sociétés et des pays de pastoralisme (Febvre, 1922)[5]. Des géographes comme Deffontaines (p.ex. 1933, 1957) poursuivent l'examen des dimensions culturelles de l'espace rural, conjointement avec les historiens de l'École des Annales. Nombreuses recherches d'outre-mer, dont celles de Gourou (1936) sur l'Asie du sud-est, sont d'ailleurs proclamées études ethnographiques (Bruneau, 2000).

.

1 *S'y trouve entre autres, depuis 1984, une Réserve UNESCO de la biosphère qui vise à appuyer des modèles de développement durable du territoire.*

2 *Lors de la Conférence « Patrimoine et Paysage Culturels » en 2001 à St-Émilion, le géographe G. Bertrand trouve que la notion du paysage culturel est « tautologique ». Une note de lecture sur les Actes publiés, parue dans les Études Rurales, remarque toutefois que l'épistémologie du concept mérite d'être commenté davantage (Chouquer, 2002)*

3 *Certains gouvernements abordent séparément les notions du paysage et du « paysage culturel ». C'est le cas dans la province de l'Ontario au Canada. La première, qui relève surtout du domaine des architectes du paysage, se base sur une analyse des vues et des représentations qui y sont associées. La deuxième vise un contenu plus historique et anthropologique. L'analyse du paysage culturel vise souvent à caractériser les éléments qui contribuent à la production d'un espace d'identité culturelle. Ces éléments sont tantôt d'origine coloniale (p.ex. camp de bûcheron, traces de la drave, routes du commerce de fourrures), tantôt pré-européens (p.ex. lieux de cueillette et de chasse, lignes de piégeage, lieux de portage par canot, sépultures, sites sacrés). Voir MNRO (2007) pour un exemple de mise en application.*

4 *Dans son tableau géographique de la France (1903, 1er Tome de l'Histoire de France d'Ernest Lavisse), Vidal de la Blache remarque l'originalité du pays cévenol, « aux centaines de hameaux épars dans la verdure et sur les pentes parmi les gradins et rigoles d'irrigation. » Ce territoire est aussi significatif pour son gendre E. de Martonne (1921) qui l'inclut dans ses écrits sur la physionomie des paysages. Dans cette lignée, on peut citer de surcroît la thèse magistrale du géographe P. Marres sur les Grands Causses (1936). Vidal de la Blache reconnaît par ailleurs la contribution de géographes allemands comme K. Ritter dont les cahiers de voyage de la première moitié du XIXe siècle parlent aussi des Cévennes*

5 *Plusieurs adeptes vidaliens opposent les genres de vie nomades aux sédentaires (villageois arboriculteurs) en Afrique du Nord – ce qui ignore parfois la présence de semi-nomades qui sont à la fois pasteurs et céréaliculteurs (Lecoste, 2001). La forme contemporaine de cette polarisation se dessine autour du débat opposant forêts et pâturages, surtout parmi les fonctionnaires et experts qui ignorent les appartenances multiples détenues par les habitants du pays.*

De même, la géographie culturelle américaine partage avec l'anthropologie la grande importance accordée au travail de terrain, l'usage de sources primaires, et l'investigation de thèmes en migration, la diffusion culturelle, les aires culturelles régionales et l'interaction homme-nature. Jusqu'en 1970, les adhérents à l'école de Berkeley sont les seuls géographes américains à publier dans des revues d'anthropologie (Norton, 1989). Son fondateur C. Sauer précise toutefois qu'il n'étudie pas des cultures mais le paysage culturel qui en résulte. La question fondamentale est de comprendre la transformation du paysage naturel. Il s'agit d'une écologie culturelle avant la lettre.

L'importance croissante accordée ensuite à l'historicité et à l'esthétique des paysages fait évoluer la problématique. Je résume, mais, dans l'après-guerre, l'amalgame est fait avec d'autres disciplines. On préfère utiliser tout simplement le mot « paysage ». En résulte un élargissement du contenu épistémologique qui recoupe désormais le paysage sensoriel - visuel, auditif, olfactif, tactile - et, d'autre part, la production de l'espace et des lieux, soit le cadre théorique étalé ici par P. Donadieu.

Toutefois, depuis une trentaine d'années, des universitaires revisitent la notion de paysage culturel ou humanisé[6]. Pourquoi ? Il y a certainement un souci d'examiner les rapports homme-milieu. La question de mieux représenter la pluralité de regards portés sur un territoire y est tout aussi importante[7]. Pour ma part, je trouve intéressant l'accent qui est mis sur l'envers du décor, à savoir l'écologie des gestes humains qui engendre, et les diverses formes d'un paysage évolutif, ainsi que les éléments contribuant à un fond culturel.

La forme diversifiée des paysages d'agro-pastoralisme dans les Causses-Cévennes

La grande diversité des paysages est la première chose qu'on remarque en traversant les Causses et les Cévennes. C'est un thème qui réapparaît souvent dans les documents autour de la genèse d'un parc dans la région (Leynaud, 1985). Ce fut aussi ma propre impression, notamment par rapport à mes expériences antérieures dans l'Ouest canadien et dans les Andes.

Les typologies de paysages n'y manquent pas(8). En voici une sélection dont plusieurs pouvant servir à l'agro-pastoralisme (Mazas, comm. pers., 2007) :

-les fonds de vallées et les gorges incluent les paysages des rivières et des torrents (ripsylves), des pâturages et des prairies aux fonds de vallées et des aménagements en terrasses,
-les versants de vallées ont des pâturages et des prairies de versants, des châtaigneraies et des chênaies à feuilles caduques,
-les hauts plateaux ont des pelouses, des terres cultivables (dolines), des terres humides, des hêtraies et des pinèdes,
-les crêtes et les sommets comprenant des prairies à fourrage et des pelouses, des tourbières, des hêtraies et des sapinières ainsi que les landes à genêt, à callune ou à myrtille.

Ces paysages varient en fonction de conditions biophysiques qui accentuent l'effet d'étagement montagnard. En prenant par exemple une coupe qui passe du littoral méditerranéen au Causse Méjan, le relief saute aux yeux : la section la plus importante de la dénivelée passe de 250 à 1569 m.s.n.m sur une distance de 25 km. La diversité paysagère retentit notamment aux points de contact entre les grandes zones géologiques – calcaire sur les Causses, schiste dans les vallées

[6] *Au Canada francophone, l'expression « paysage humanisé » est devenue plus courante depuis cinq ans. Au Québec, l'expression « paysage humanisé » est employée dans la Loi sur la Conservation du patrimoine naturel (2001) qui met l'emphase sur la protection de la biodiversité dans des territoires habités. En Ontario, l'expression cultural landscape est traduit par « paysage humanisé » (voir http://www.culture.gov.on.ca/french/heritage/landscape.htm, novembre 2007).*

[7] *Voir Larrère (2002) pour une réflexion sur les différents regards contemporains portés sur le paysage.*

[8] *À titre d'exemple, l'Atlas des paysages du Languedoc-Roussillon propose une typologie analysée pour ses fondements historiques, géographiques et culturels du territoire – incluant des paysages agropastoraux (Diren, 2006). Voir aussi l'Institut de l'élevage (2006). Toutefois, la perspective endogène (emic) des éleveurs et des bergers semble être sous-représentée: quelle est leur typologie de paysages culturels ?*

cévenoles, granit aux sommets du mont Lozère ou de l'Aigoual. Cette position géographique subit aussi diverses influences climatiques : méditerranéennes, continentales et océaniques. Sur cette même coupe, la précipitation annuelle varie de 900 à 2200 mm et la température moyenne annuelle varie d'un minimum de - 4.3°C sur le Mont Aigoual jusqu'à des maxima frôlant 30°C dans les basses Cévennes. L'influence méditerranéenne se fait sentir notamment par un déficit hydrique estival et par la grande irrégularité des précipitations. Ce territoire est reconnu d'ailleurs pour ses pluies diluviennes (épisodes cévénols) produisant à l'occasion des inondations catastrophiques.

Tous ces facteurs physiques jouent évidemment dans la répartition de la végétation. À cela s'ajoute la main de l'homme. Depuis plusieurs siècles, en plus d'optimiser l'occupation du sol, l'activité agro-pastorale a permis l'expansion de possibilités écologiques, avec tous les effets secondaires sur l'économie et la démographie. À titre d'illustration, les limites latitudinales de plusieurs plantes utiles se concentrent dans l'arc des Cévennes. C'est une zone où les systèmes agricoles typiques de la zone méditerranéenne sont étirés vers le Nord[9]. En particulier, les productions arbustives et arboricoles ont permis historiquement de superposer la trilogie cultures–pâtures–boisements (*ager-saltus-silva*) jusque sur la même parcelle[10]. La combinaison olivier-vigne est bien connue dans le bassin méditerranéen. Le châtaignier permet d'étendre ce système sur sols acides en Cévennes jusqu'environ 800 m.s.n.m. d'élévation. Cet « arbre à pain » sert autant à l'alimentation humaine qu'animale, son fruit étant comparable à l'orge en termes de calories pour les troupeaux ovins[11]. Ce rôle fourrager passe au chêne vert (yeuse) sur les terrains plus arides, souvent calcaires ; sa conservation au sol étant meilleure que celle de la châtaigne mais sa production étant moins fiable (Joffre *et alli.,* 1991). Les feuilles du mûrier, arbre viable jusqu'à environ 600 m.s.n.m, sont aussi savoureuses pour les animaux, mais elles furent réservées surtout à l'élevage des vers à soie, source importante de revenus au XVIII^{e}-XIX^{e} siècles[12]. Il s'agissait plutôt d'une production qui dépendait énormément des troupeaux pour l'approvisionnement en fumier.

Sur les Causses, des arbres ou des haies champêtres - comme le frêne, l'orme et le buis – ont offert un complément à l'alimentation animale de base en graminées[13]. Celles-ci ont fourni longtemps

---

9 *Ce constat n'échappe pas à Vidal de la Blache (1903, p. 42) : « Partout où la ceinture montagneuse règne autour de la Méditerranée, la transition du paysage est très brusque. » Il trouve que le contraste est particulièrement marquant dans les Cévennes et se réfère aussi aux Causses où, «l'amandier, se glissant dans les replis des vallées, pénètre jusqu'à Marvejols ; le chêne-vert jusqu'à Florac et même s'avance aux environs de Rodez. »*

10 *L'espace cultivé (ager) représente typiquement moins de 10 % de l'espace agropastoral méditerranéen. Or des complantations (coltura promiscua en Italie) permettent de combiner depuis le Moyen Age des arbustives et des céréales, souvent en cultures intercalaires (Duby, 1977) À titre d'exemple, les compoix du XVIe au XVIII^{e} siècles pour le castrum St-Pierre - dans la commune de St-Germain-de-Calberte en Cévennes - suggèrent que les terrains étaient complantés en seigle et en châtaignier (Darnass, 1990). C'est une manière de faciliter et accélérer l'amortissement d'une plantation. L'association des cultures vivrières à des cultures commercialisables constitue aussi une gestion du risque économique. Le pastoralisme y est rajouté encore dans "les dehesas" et "les montados" de la péninsule ibérique (Joffre et al., 1991). À ce jour, dans les vallées cévenoles, la mise en valeur des milieux sylvo-pastoraux permet aussi de réaliser des estives pour ceux qui n'ont plus l'accès aux pelouses d'altitude.*

11 *Environ 1 kg de châtaignes est considéré comme équivalent de 1,5 kg orge (SIME, n.d.). Les Cévennes ont plus d'une quarantaine de variétés locales de châtaigner (sur environ 120 en France) dont plusieurs utilisées dans des taillis de pré-châtaigneraies qui furent destinés traditionnellement au pastoralisme. À l'automne, les animaux bénéficient aussi des résidus après la récolte de châtaignes destinées à la consommation humaine (Pitte, 1986 ; Fendensieu, 1994)*

12 *Vers 1850, un kilo de soie rapporte 6 fois plus qu'un kilo de cocons qui vaut, lui-même, 20 fois plus qu'un kilo de châtaignes et 5 fois plus qu'un kilo de pommes. Au-delà de la zone du mûrier, les châtaigneraies ont été intégrées à l'économie de « cultivateurs bergers » sur les hautes terres. Au XIX^{e} s., la densité d'habitants y atteint moins de 25% par rapport aux communes situées à l'intérieur de la zone du mûrier (Poupardin et alli, 1987).*

13 *Sigaut (1987) avance même l'hypothèse que l'usage du feuillard (feuilles, rameaux feuillus) ait précédé l'herbe et le foin dans l'élevage européen. Jusqu'au début du XX^{e} s., autant sur les Causses que dans les Cévennes, on ramasse des fagots de frênes ou de chataigniers (1 mètre long, 25 cm diamètre) sans enlever la verdure des branches. Le séchage de quelques jours à l'ombre permet de conserver sa valeur fourragère jusqu'en hiver. Les feuilles d'arbre sont aussi ramassées pour servir de litière. Toutefois, la récolte de feuillard – sans retour systématique et corollaire de fumier – est tenu responsable entre autres d'effets néfastes dont le dépérissement de la châtaigneraie à la fin du XIX^{e} siècle (Pitte, 1986).*

une abondance estivale encore exploitée par la transhumance ovine saisonnière. Les troupeaux partent historiquement des plaines languedociennes, montent par les vallées, et s'arrêtent sur les hautes terres et, jadis, au-delà jusqu'à l'Aubrac et la Margeride. De nos jours, la transhumance à pied représente environ 125 troupeaux ovins ou un effectif de 20 000 brebis à partir de 4 départements littoraux du Languedoc Roussillon (SIME, 2000)[14]. Ces chiffres excluent les mouvements de courte distance qui sont devenus plus prononcés au courant du XX^{e} siècle - en passant par exemple des vallées aux hautes terres entre deux communes. Ils excluent également la circulation locale journalière et hebdomadaire des troupeaux - ovins ou caprins - entre différents milieux incluant des espaces semi-ouverts et des sous-bois. Cette circulation a influencé d'ailleurs l'organisation des droits d'usage et du foncier. Nombreuses sont les communes – dont plusieurs bons exemples autour de Meyrueis – qui s'étirent entre les vallées, les hautes terres et les plateaux pour capter toutes les ressources : bois, châtaignes, céréales, pâtures.

Au fond d'une co-évolution homme-nature millénaire

La diversité des paysages dans les Causses-Cévennes est issue entre autres d'une co-évolution millénaire entre l'agro-pastoralisme et le milieu, modulée par des phénomènes plus larges comme les changements climatiques, les variations démographiques ou les progrès technologiques.

La paléobotanique nous suggère que l'anthropisation de la végétation dans les Causses-Cévennes a débuté à la période néolithique (de Beaulieu *et al.*, 1988). L'ouverture de la forêt en montagne est mise en relation par les archéologues européens avec l'agriculture sur brûlis et l'occupation pastorale du territoire. Des restes ovins/caprins trouvés sur les Causses sont datés du Chalcolithique (Thauvin-Boulestin, 1998). Une similarité de vestiges archéologiques à l'Age de Bronze met en relation les hautes terres et les plaines languedociennes. À l'époque gallo-romaine, le système ager-saltus-silva étant en pleine expansion dans les plaines, les axes de la centuriation ont servi vraisemblablement de base pour créer ou étendre des routes de transhumance (*drailles*) jusque dans l'arrière-pays[15].

Des preuves plus définitives d'agro-pastoralisme sont dévoilées dans les textes du Moyen Age. À partir du VIII^{e}-X^{e} s., les bénédictins, qu'on appelle souvent « moines bâtisseurs», sont tenus responsables de grands défrichements. Ils développent une transhumance à moyen rayon d'action entre la basse plaine du Languedoc et les hauts plateaux (Durand et Leveau, 2004). Ce mouvement est vraisemblablement élargi après l'an Mil. Les Templiers et les Hospitaliers, ordres militaires religieux, y développent un vaste réseau de châteaux et de maisons fortes, dont on connaît des exemples sur le Mont Lozère et sur le Causse du Larzac. Ce réseau contribue sans doute à sécuriser les estives et les prairies en basse altitude. Toutefois, il accompagne sans doute d'autres activités dans la montagne, comme l'exploitation métallurgique.

Une intensification importante a lieu aux temps modernes, conjointement à des croissances démographiques. C'est de cette période qu'on date la plupart des terrasses dans les Causses-Cévennes[16]. Face à l'abondance de sols pierreux ou squelettiques, souvent sur des pentes raides, il faut aussi rajouter de la terre. Elle est remontée, jusqu'au XIX^{e} siècle, du fond des vallées, dans des corbeilles transportées à dos de l'homme lorsque la traction animale n'est pas efficace. La terre est aussi captée latéralement, contournant la montagne, à partir de pièges placés au long des ravines où s'accumulait une terre graisseuse riche en matière organique (Blanchemanche, 1990). La finition de ce patrimoine pédologique dépendait du fumier des troupeaux dont la production devançait même celle de la laine ou de la viande pour les ovins(17). Le berger a participé aussi à cette intensification pendant les heures de garde. En plus de soigner ses bêtes, il élaguait des vergers, ramassait des fagots dans les taillis, amassait des pierres pour les entasser en piles (*clapas*), pour les utiliser en protection autour des jeunes arbres, ou pour débuter une nouvelle planche de culture en terrasse.

En parallèle à l'épanouissement autour du mûrier et des filatures, la demande pour les draperies et les petits lainages soutient un artisanat croissant dans les hautes terres aux XVIIe-XVIIIe siècles,

jusqu'à la montée en popularité du coton (Wolf, 1988). Des réseaux d'ateliers ruraux (cardeurs/tisserands) perdurent jusqu'au XIX[e] s. mais ils sont rendus progressivement désuets par la construction d'usines dans les gros bourgs. L'ère industrielle entraîne aussi la transformation des réseaux de transport, incluant la construction de voies ferrées et de routes au long de *drailles* qui arrivent alors à leur apogée. L'échange local de produits aux foires et marchés dans les zones de contact entre les Causses et les Cévennes (Barre des Cévennes, Meyrueis, Florac) est en perte de vitesse.

Vers la fin du XIX[e] s., on constate les effets du surpâturage. Dans les vallées, le succès du mûrier a déplacé les troupeaux vers les yeuseraies sur les adrets, ce qui accroît l'érosion (Chabrol, 1994). L'effet est particulièrement redouté sur les sommets dénudés d'arbres comme l'Aigoual et justifie de gros projets étatiques de reboisement[18]. Par conséquent, l'élevage ovin, défavorisé aussi par l'ouverture des marchés, est largement remplacé au XX[e] par l'activité forestière dans les basses Cévennes. De l'après-guerre jusque dans les années 1980, les reboisements se poursuivent davantage sur des terrains privés et des sectionnaux, à travers le programme du Fond Forestier National (FFN). À force de travailler avec les paysans, les forestiers ne peuvent ignorer l'importance de l'agro-pastoralisme dans les Causses-Cévennes[19]. Il n'empêche que la diversité des paysages reste encore trop souvent signe de concurrence entre pastoralistes et autres usagers du territoire (Bourbouze et Dedieu, 1992)

15 *L'analyse pollinique de plus de 80 sites dans le massif central suggère qu'il y a eu un déboisement généralisé à l'époque gallo-romaine. Ce défrichement est comparable à ce qu'on a connu dans la région au XIX[e] s. (de Beaulieu et alli., 1988)*

16 *Si les terrasses cévenoles sont construites d'abord et avant tout pour la vigne, comme le propose Marcellin (1964, cité par Fedensieu, 1994), la conversion de terrasses à la châtaigneraie y aura eu lieu lors de l'expansion démographique à partir du XVIe s. révélée par Le Roy Ladurie (1966). La valeur cadastrale des châtaigneraies fut alors trois fois plus importante que les espaces voués aux céréales. Une mise en valeur plus hâtive du châtaigner est suggérée par d'autres sources écrites ailleurs en Cévennes, incluant des redevances de châtaignes remontant au XIIIe siècle (Travier, 1993, 1997). Au Château St-Pierre de St-Germain-de-Calberte, les livres de reconnaissance foncière du XI[e] au XV[e] siècle indiquent que les redevances sont payées en seigle. Les minutes notariales, du XIII[e] au XV[e] siècle, font toutefois mention du châtaignier lors de la vente et de l'achat des terres (Darnass, 1990). L'élevage porcin y est une partie importante de l'économie du foyer.*

17 *À partir d'espaces marginaux, un ovin produit environ 0,5 tonne/an d'un fumier riche en éléments fertilisants (Joffre et alli., 1991). Telle est l'importance du fumier dans les vignobles languedociens des plaines que la fumure y est interdite en 1748 afin d'éviter la surproduction. Le fumier est aussi parfois manquant : sur les hauteurs cévenoles au XVIIIe siècle, un recul important de l'effectif transhumant en provenance du bas Languedoc est attribué à la réduction des communaux, au déclin de la vaine pâture et à l'épizootie bovine de 1775 (Wolff, 1988). "Des nuits de fumature " perdurent sur le Mont Lozère jusqu'en 1970, c'est-à-dire le parcage nocturne, sur les jachères, des troupeaux ayant pâturé la journée sur des terres collectives (Cabanel, 1998).*

18 *Si l'on compte l'arboriculture (y compris le châtaignier, le mûrier et les vignes), le couvert boisé dans les Cévennes au moment du maximum démographique vers 1830 était autour de 30 %. En revanche, au-dessus de la zone de la châtaigneraie, ou les espaces boisés sont composés surtout de hêtraies, de pinèdes et de chênaies, la couverture boisée compte pour un peu plus de 15 % (Poupardin et al., 1987). En particulier, sur l'Aigoual, les hêtraies, encore intactes vers 1800, sont dégradées vers 1850. De nos jours, il est autour de 70% en moyenne et augmente de presque 1% par an dans certaines zones. Ce changement va de pair avec l'augmentation du risque d'incendies.*

19 *Les pères emblématiques des reboisements, Fabre et Flahault, conçoivent l'idée de « vocation des terres ». La Dourbie est un exemple à vocation pastorale (Nougarède, 1994). Leurs héritiers, rassemblés dans la période d'entre-deux-guerres autour d'un groupe informel appelé l'École de Nîmes, conçoivent la notion d'équilibre agrosylvopastoral dans le but de développer une approche adaptée au contexte méditerranéen, étant donné que l'École de Nancy privilégie des systèmes forestiers du Nord. Après la guerre '39-40, cette réflexion se poursuit dans la société locale à la recherche de nouveaux modèles de gestion de territoire. En outre, cela sert de prétexte pour proposer un projet de parc culturel et agro-forestier vers 1955. Une plus grande spécialisation – troupeaux ovins sur les hauteurs, troupeaux caprins dans les vallées cévenoles, comparé à la tradition d'une trentaine de moutons et quelques chèvres - dégagent des terrains pour le reboisement. La marginalité forestière incite ensuite la recherche d'autres solutions.*

Le pastoralisme d'aujourd'hui et ses prospectives d'avenir

L'élevage ovin-caprin – et plus particulièrement les systèmes viande – est souvent qualifié d'option de dernier recours avant l'abandon aux friches. En effet, environ 90 % des ovins de l'Europe se trouvent dans des zones considérées comme défavorisées (Poux et Ramain, 2007). Si des tendances similaires sont observées dans les Causses-Cévennes, leur originalité est d'avoir mené malgré tout des initiatives louables dans la recherche et dans le développement de marchés-niches et de terroir. La promotion de signes de qualité et d'authenticité s'est souvent faite conjointement à des initiatives de protection, de gestion et de réhabilitation des paysages, comme dans les exemples suivants :

. Le fromage ovin Roquefort devient en 1925 la première AOC (Appellation d'origine contrôlée) pour un fromage[20]. L'élevage « hors sol » y est interdit : en période de disponibilité d'herbe, le pâturage quotidien est normalement obligatoire (INAO, 2006).

. L'AOC du fromage caprin Pélardon, qui recouvre entre autres les vallées cévenoles depuis 2000, requiert qu'au moins 0,2 ha/chèvre de pâturage (prés, garrigues, landes ou sous-bois de châtaigniers) soit utilisé au moins 180 jours/an.

. Depuis 2006, l'AOC de la châtaigne d'Ardèche est associée à une forme de pré-verger (moins de 100 arbres/ha) sans intrant chimique, ce qui favorise d'ailleurs l'usage de fumier.

. Le marché viande reconnaît aussi la qualité. Les labels de type « agneau de parcours », « viande rosée » ou « bœufs de Pâques » sont promus par des institutions comme le Parc National des Cévennes. D'autres créneaux spécialisés (halal, Kacher) préfèrent une viande alimentée à la grande nature.

La production contemporaine inclut aussi les animaux de reproduction, le fumier et la laine artisanale. Plus récemment, l'aagrotourisme – conjointement à des événements culturels ponctuels (p.ex. les fêtes de transhumance) et des initiatives soutenues de protection de la nature – contribue à une demande croissante pour la gestion des paysages. Ce dernier enjeu émane aussi d'une demande sociale locale, voire identitaire, pour des milieux ouverts. Je pense aux retraités qui ont gardé longtemps quelques moutons ou chèvres autour de la maison pour garder leurs terrains aussi propres que jadis.

Cette réflexion s'accompagne aussi d'une recherche de solutions collectives[21]. Lors de mon séjour dans les vallées cévenoles, j'ai souvent entendu parler de projets d'essai de différentes espèces exotiques ou de la sélection de races rustiques dans le but de créer éventuellement un troupeau débroussailleur. Des éleveurs d'expérience ont souvent répondu qu'il fallait d'abord résoudre leurs préoccupations quotidiennes comme la main d'œuvre, la sélection d'animaux (rusticité et/ou productivité[22]), la combinaison rationnelle des ressources alimentaires et les revenus de l'exploitation.

D'autre part, les éleveurs-pastoralistes ont aussi leur propre position identitaire et patrimoniale – distincte des préoccupations des visiteurs et des autres résidents. Le poids emblématique du pastoralisme traditionnel éveille des sentiments mixtes parmi ses propres acteurs face aux spectateurs et à la mise en scène de leur art[23]. Malgré la fonction sociale reconnue au métier, ses conditions d'exercice restent précaires. Pour la plupart des éleveurs en Cévennes n'ayant pas les moyens de consolider de grandes surfaces en propriété privée, l'accès aux pâturages n'est pas acquis. Les accords verbaux et les tolérances en terrain domanial sont paradoxalement fragilisés par la pression récréo-touristique qui contribue à la spéculation foncière et aux conflits d'usage. À discuter avec certains éleveurs, la bonne volonté des propriétaires-bailleurs a parfois autant d'importance que les subventions et les programmes d'accès au foncier[24]. À ces difficultés, s'ajoutent les défis d'évolution du marché, la transformation du savoir-faire traditionnel, la diminution de milieux ouverts de qualité, et l'évolution de la politique agricole européenne. Par exemple, une baisse de revenus en production viande peut être liée directement à l'apparition des friches.

Face à ces phénomènes de globalisation, qui restent hors du contrôle de l'éleveur moyen, on fait appel à des structures institutionnelles de soutien qui facilitent des partenariats entre acteurs et collectivités à plusieurs échelles. C'est à ce titre que le dossier du Patrimoine mondial fut élaboré par l'Association de valorisation des espaces Causses-Cévennes (AVECC) en rassemblant l'appui d'organisations gestionnaires recouvrant la quasi-totalité du territoire. On relevera en particulier, la participation des collectivités territoriales regroupe 235 communes, 5 départements et 3 régions (Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Rhône-Alpes), conjointement à l'implication des villes-portes et de plusieurs SIVOM (Syndicat intercommunal à vocations multiples) sur le

.

pourtour du territoire. Cette participation de plusieurs échelles de gouvernance suggère une volonté locale forte. L'interdisciplinarité et l'interfonctionalité sont aussi des points forts avec le soutien du Parc National des Cévennes (PNC) et des Parcs Naturels Régionaux[25], conjointement au Ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables (MEDAD), le Centre Permanent d'Initiation à l'Environnement (CPIE) et des associations comme le Réseau européen du Pastoralisme pour protéger les systèmes agraires à forte valeur naturelle. Il s'agit d'une initiative impressionnante de concertation patrimoniale.

Conclusion

Dès le XIX[e] siècle, les touristes ont retrouvé dans les Causses et dans les Cévennes la tranquillité paisible des troupeaux au pâturage ainsi que l'excitation des moments saillants de la transhumance. De leur côté, les riverains assistant au passage des troupeaux, avec son éclatement de sons et de mouvements, ont ressenti des attaches identitaires. Ils ne pouvaient pas imaginer leur pays autrement.

Les plus curieux se sont initiés au fond des paysages. Je pense aux éleveurs et aux bergers qui mènent leurs animaux en fonction de connaissances écologiques du terrain et d'un savoir-faire intergénérationnel. En concertation avec les autres usagers du territoire, ils contribuent à l'entretien d'espaces ouverts. S'ils n'aiment pas être qualifiés de « jardiniers de la nature sinon du paysage », ils retiennent fièrement une mémoire biologique, sociale, voire spirituelle des lieux qu'ils parcourent. La diversité des paysages culturels y est enrichie par leurs propres représentations. Plusieurs sont conscients qu'ils inscrivent leurs propres traces dans un héritage millénaire. Ils ont contribué aussi, depuis 50 ans, à une recherche d'équilibre entre les traditions et la modernité. Parfois, en collaboration avec des institutions locales, les référents du passé y sont transformés en projets d'avenir.

Il en résulte que les paysages culturels de l'agro-pastroalisme en Causses-Cévennes constituent un « patrimoine phare » vivant, formant l'échine d'une diversité patrimoniale plus large, associée à la biodiversité en moyenne montagne et à un fond culturel euro-méditerranéen.

---

20 *Seuls les départements appartenant au rayon de Roquefort et ceux du sud-est de la France ont maintenu leur effectif entre 1852 et 1955 alors que le nombre total de brebis en France a diminué d'environ 75 %. En particulier, l'Aveyron demeure, du XIX[e] siècle jusqu'en 1979, le département français avec le plus grand effectif de brebis mères (CSEES – RGA et INRA,1987, cité par Tolley, 2002)*

21 *La démarche collective autour du patrimoine paysager est d'ailleurs un point d'entrée pour discuter d'autres préoccupations. Je pense notamment à la charte intercommunale du paysage de Génolhac dans le secteur du Mont Lozère (Pena et Pena, 1996). Ce document est le résultat d'un processus animé entre autres par des paysagistes dans le but de rassembler les acteurs locaux autour d'un objectif commun de gestion du territoire. Le paysage est défini d'emblée comme soutien à la valorisation culturelle du pays. Cependant, pour arriver à un consensus, la discussion des enjeux locaux dépasse rapidement le champ théorique du paysage. En particulier, il est surprenant de voir à quel point la défense contre les incendies prend un rôle prépondérant dans le texte. Il s'agit moins d'une charte du paysage qu'une charte de gestion de risque. Toutefois, le contexte est celle d'une histoire d'incendies forestiers (p.ex 4000 ha dans la commune de Chamborigaud (château de Portes) vers 1985).*

22 *Le mouton de la plaine languedocienne fut amélioré au XVIIIe s. par des croisements avec des races plus rustiques et plus large, dont celles de Gévaudan (Wolff, 1988). Si la rusticité est moins importante au XXe, surtout en ovins lait, le risque de fragilité croît.*

23 *Le métier du pastoraliste dépend de connaissances en écologie appliquée et de règles d'utilisation du territoire. Une pensée stratégique est aussi nécessaire pour s'adapter aux conditions du terrain et au marché en variant les troupeaux, les techniques, et la participation dans des structures collectives (Bourbouze et Donadieu, 1987). Si les éleveurs créent des paysages, c'est souvent sans le savoir (Grellier, 2005).*

24 *Les revenus du fermage étant faibles, les propriétaires bien disposés citent des motifs d'attache culturelle, en référence aux activités pastorales passées ou à l'état ouvert du paysage de jadis.*

25 *Le Parc naturel régional des Grands Causses, créé en 1995, s'étend sur 97 communes, au nord-est de la région Midi-Pyrénées et au sud du département de l'Aveyron. D'une superficie de 327 070 ha, il regroupe 66 000 habitants. Le Parc Naturel Régional des Monts d'Ardèche est crée en 2001 sur la bordure orientale du Massif central. Rassemblant 132 communes sur 180 000 ha, le Parc compte 56 000 habitants.*

Bibliographie

AVECC, 2005. *Les Causses et les Cévennes. Conservatoire vivant des paysages ruraux du sud de l'Europe*. Candidature 2006 de la France au patrimoine mondial de l'humanité (UNESCO) au titre des paysages culturels, vivants et évolutifs.

BEAULIEU J.- L. de, PONS A., et REILLE M., 1988. Histoire de la flore et de la végétation du Massif Central (France) depuis la fin de la dernière glaciation. *Cahiers de micropaléontologie*, N. S., 3, 4 : 5-35.

BLANCHEMANCHE (P.), 1990. *Bâtisseurs de paysages. Terrassement, empierrement et petite hydraulique agricole en Europe XVII^e^-XIX^e^ siècles.* Éd. de la MSH, Paris.

BOURBOUZE (A.), DONADIEU (P.), 1987. *L'élevage sur parcours en régions méditerranéennes.* CIHEAM/IAM – Options Méditerranéennes, Montpellier.

BOURBOUZE (A.), DEDIEU (B.), 1992. Extensification, reconversion, innovation : les hésitation d'un élevage en quête d'équilibre avec son environnement. *In Annales du parc national des Cévennes,* tome 5, p. 57-87.

CABANEL (P.), 1998. *Histoire des Cévennes.* PUF, Paris

CHABROL (J.-P.), 1994. *Les seigneurs de la soie.* Presses du Languedoc, Montpellier.

CHOUQUER (G.), 2002. (Note de Lecture) Patrimoine et paysages culturels. Actes du colloque international de Saint-Émilion (30 mai-1^er^ juin 2001). *Études rurales*, 163-164, p.134 (http://etudesrurales.revues.org/document134.html)

CLAVAL (P.), 1984. *Géographie humaine et économique contemporaine.* PUF, Paris.

CLAVAL (P.), 1995. *La géographie culturelle.* Éditions Nathan, Paris.

CLAVAL (P), 1999. *Histoire de la géographie Française : De 1870 à nos jours*. Nathan Université, Paris.

DARNASS (I.), 1990. *Structures agraires et habitat rural à Saint Germain de Calberte au Moyen Age (Lozère)*. Thèse de doctorat, Université de Lyon II.

DEFFONTAINES (P.), 1933. *L'homme et la forêt.* Gallimard, Paris.

DEFFONTAINES (P.), 1957. *L'homme et l'hiver au Canada.* Gallimard, Paris.

DEMARTONNE (E), 1921. *Les régions géographiques de France, Paris, Flammarion, 1921*

DIREN, 2006. *L'Atlas des paysages du Languedoc-Roussillon*. http://www.languedoc-roussillon.ecologie.gouv.fr/paysage.asp. Septembre 2007

DOS SANTOS (J. R.), 1996. *Production de la diversité culturelle et manipulation des différences. Perception de l'espace et émergence des entités culturelles en 'Cévennes".* Rapport Final, Programme "Frontière Culturelles", Mission du Patrimoine Ethnologique, Paris.

DUBY (G.), 1977. *L'économie rurale et la vie des campagnes dans l'occident médiéval*. Vol II. Flammarion, Paris.

DURAND (A.) et LEVEAU (P.), 2000. Les agricultures dans la France méditerranéenne et le peuplement des campagnes à la fin de l'antiquité et durant le haut moyen age : l'apport des travaux archéologiques et des sciences de l'environnement durant les vingt dernières années (1980-2000). BARCELÓ M. et SIGAUT F., (eds.), *The Making of Feudal Agricultures ?, Brill editor, coll. The transformation of the Roman World,* vol. 14, p. 177-253,

(www.chaire-rome.hst.ulaval.ca/revue_point_vue_leveau_durand.htm)

FEBVRE (L.), 1922 (1970). *La terre et l'évolution humaine. Introduction géographique à l'histoire*. Albin Michel, Paris.

FEDENSIEU, (A.), 1994. *La Châtaigneraie fruitière en Cévennes : pratiques, perceptions et représentations.* Mission du Patrimoine ethnologique, Direction Régionale des Affaires Culturelles, Montpellier.

GAUTIER (D.), 1996. *Analyse des rapports entre l'organisation spatiale et la gestion des ressources renouvelables appliquée aux paysages de châtaigneraie en Cévennes*. Thèse de Doctorat, GIP RECLUS, Montpellier et l'Université d'Avignon.

GOUROU (P.), 1936. *Les paysans du delta tonkinois*, Ed. Art et Histoire, Paris.

GRELLIER (B.), 2005. La Transhumance ovine et les savoirs du berger. *Conférence internationale Biodiversité : science et gouvernances. Atelier 13 – Diversité biologique, diversité culturelles : enjeux autour des savoirs locaux.* 27 janvier 2005. UNESCO, Paris, France.

GUERRINI (M-C), 1992. L'évolution de l'utilisation de l'espace sur les Hautes Terres cévenoles : acteurs et conflits. *Annales du parc national des Cévennes,* tome 5, p. 27-56.

INAO, 2006. Appellations d'origine contrôlée et paysages. *http://agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/inaoetpaysage_0207.pdf*. Septembre 2007.

INSTITUT D'ÉLEVAGE, 2006. Paysages d'élevage, paysages d'éleveurs. *http://www.inst-elevage.asso.fr/html1/IMG/pdf/3364-Paysages_elevages-eleveurs.pdf*. Septembre 2007.

JOFFRE (R.), HUBERT (B.), MEURET (M.), 1991. Les systèmes agro-silvo-pastoraux méditerrannéens : Enjeux et réflexions pour une gestion raisonnée. *Dossier MAB 10*. UNESCO, Paris.

LARRÈRE (R.), 2002. Nature, campagne et paysage : des différents regards et de leur légitimité. In SYLVESTRE (J.O.) (éd), *Agriculteurs, ruraux et citadins – les mutations des campagnes françaises*. Educagri éditions/CNDP, Paris, p. 193-208

LECOSTE (Y.), 2001. La Méditerranée. Géopolitique de la Méditerranée, *Hérodote*, 103

LEROY-LADURIE (E.), 1966. *Les paysans de Languedoc*. 2 vol. Mouton, Paris-La Haye.

LEYNAUD (E.), 1985. *L'état et la nature: l'exemple des parcs nationaux français*. Parc national des Cévennes, Florac.

MARRES (P.), 1936. *Les Grands Causses*. 2 Tomes. Arrault et Cie, Imprimeurs

MRNO (Ministère de ressources naturelles de l'Ontario), 2007. *Forest Management Guide for Cultural Heritage Values.* Queen's Printer for Ontario, Toronto.

NORTON (W.), 1989. *Explorations in the Understanding of Landscape : a Cultural Geography.* Greenwood Press, London/New York.

NOUGAREDE (O.), 1994. L'équilibre agrosylvopastoral, premier essai de réconciliation entre l'agriculture et la forêt. *Rev. For. Fr.* XLVI, numéro spécial: agroforesterie en zone tempérée.

PENA (C.), PENA (M..), 1996. *Charte de paysage et d'environnement.* SIVOM des Hautes Cévennes, Genolhac

PITTE (J.-R.), 1986. *Terres de Castanide. Hommes et paysages du Châtaignier de l'Antiquité à nos jours.* Fayard, Paris.

POUPARDIN (D.), NOUGAREDE (O.), LARRERE (R.), 1987. *Les Hautes Terres Cévenoles du XIX^e^ au XX^e^ siècle. Des systèmes de production traditionnels aux projets de mise en valeur alternatifs*. INRA, Ivry-sur-Seine.

POUX (X.) et RAMAIN (B.), 2007. L'élevage ovin et caprin en Europe : orienter les politiques vers une prise en charge plus efficace des système à Haute Valeur Naturelle. *La Cañada* (Newsletter – European Forum on Nature Conservation and Pastoralisme), No. 20 : 2-6

SAUER (C.O.), 1925. The Morphology of landscape. *In* LEIGHLY (J.), (ed.), 1963, *Land and Life.* University of California, Berkeley.

SIGAUT (F.), 1987. L'arbre fourrager en Europe : rôle et évolution des techniques. *Fourrages,* numéro hors série (La forêt et l'élevage en région méditerranéenne française), sept., p.45-54.

SIME (Service Interchambres d'agriculture Montagne Elevage), n.d. *Pour les Brebis, les châtaigneraies ça compte.* Brochure non-publiée

THAUVIN-BOULESTIN, 1998. *Le Bronze ancien et moyen des Grands Causses et des Causses du Quercy.* Co-édition Préhistoire Quercinoise et C.T.H.S.

TOLLEY (C.), 2002. *Les bergers transhumants. Étude d'un aspect de la société pastorale en Provence.* Mémoire de DEA en sociologie. École doctorale Espaces, Cultures, Sociétés. Université de Provence.

TRAVIER (D.), 1993. État des connaissances relatives à l'histoire de la châtaigneraie dans les Cévennes gardoises et lozériennes. *In Causses et Cévennes*, Tome XVII, no.3, juillet août septembre 1993, p. 343-357.

TRAVIER (D.), 1997. Le châtaignier au Moyen-Age. *Lien des Chercheurs cévenols*. Bulletin no. 108 (Janv.-mars).

UNESCO, 2005. *Orientations devant guider la mise en oeuvre de la Convention du patrimoine mondial.* Centre du Patrimoine mondial, UNESCO, Paris.

VIDAL DE LA BLACHE (P.), 1903. *Tableau de la géographie de la France.* Éditions de la Table Ronde, Paris.

WOLFF (P.), dir. 1988 (1967). *Histoire du Languedoc*. Collection Univers de la France, Éditions Privat, Toulouse.

Troupeau des garrigues paré pour le départ en transhumance



PAISAJES CULTURALES : EVALUACIÓN, PASTORALISMO EN ESPAÑA Y DILEMAS DE GESTIÓN

Juan P. RUIZ (*) **& Marta MORENO** (**)

(*) Departamento de Ecología, Universidad Autónoma, Madrid 28049 (juan.ruiz@uam.es)

(**) Departamento de Sociología II, Universidad Nacional de Educación a Distancia, Madrid 28040 (mmoreno@poli.uned.es)



Abstract

The paper starts from the concept and scope of cultural landscape and its academic and professional implications in the debate of territorial sustainability and the scenic resource. The role of information flows in the ecosystems, captured and processed by individuals, species and cultures, is highlighted. It describes and discusses a proposal of integrative methodology for the inventory, cartography and evaluation of visual landscape and presents the results from its application in Ciudad de La Habana province, Cuba. The emphasis of such evaluation is a participatory perspective through the *comparison of the preferences towards the landscape units by the rural and urban population, foreign visitors and*

expert professionals. It connects the methodological aspects with the context of pastoralism and its cultural landscapes in the Iberian Peninsula. Dilemmas of landscape in the Mediterranean as regards local, regional and global impacts are discussed from the educational metaphor of landscape as the "face of nature". The concluding remarks focus the presentation in the context of quality of human experience in healthy landscapes.

Resumen

La presentación parte del concepto y alcance de paisaje cultural y sus implicaciones académicas y profesionales en el debate de la sostenibilidad territorial y el recurso escénico. Se plantea como hilo conductor fundamental el flujo de información en los ecosistemas, captada y procesada por individuos, especies y culturas. Describe y discute una propuesta de metodología integradora para el inventario, cartografía y evaluación del paisaje visual y presenta los resultados de su aplicación en la provincia Ciudad de La Habana, Cuba. El énfasis en la evaluación es una perspectiva participativa a través de la comparación de las preferencias de las unidades de paisaje por la población rural y urbana, visitantes extranjeros y profesionales expertos. Enlaza los aspectos metodológicos con el contexto del pastoralismo y sus paisajes culturales en la península ibérica. Se discuten los dilemas del paisaje en el Mediterráneo ante impactos locales, regionales y globales a partir de la metáfora educativa del paisaje como "rostro de la naturaleza". La reflexión final inserta la presentación en el concepto de calidad de la experiencia humana en paisajes saludables.

Concepto

La concepción de **paisaje cultural** que usaremos aquí es la de aquellos paisajes rurales e incluso urbanos en los que la impronta humana de usos, en general tradicionales, da lugar a escenarios percibidos como armónicos, manifestación de una integración relativamente sostenible en los ecosistemas humanizados. Se basa la noción del paisaje como un bien sensorial, básicamente visual, resultado de procesos biohistóricos de interacción entre culturas humanas y su entorno físico y biótico (Boyden, 1987). El énfasis lo centraremos pues en los aspectos visuales del paisaje percibidos por los individuos y colectivos humanos a través de procesos complejos a escalas de la especie humana, de grupos culturales específicos y de la experiencia y personalidad individuales (Ruiz, 1989 y 1993; Ruiz y Bernáldez, 1983; Ruiz y Benayas, 1993; Ruiz y Moreno, 2002). Partimos de la clásica definición del profesor Fernando González Bernáldez del paisaje como "la percepción multisensorial de un sistema de relaciones ecológicas", así como de su distinción en los ecosistemas entre aspectos criptosistémicos –elementos y relaciones ocultas por su escala espacial-temporal- y fenosistémicos –elementos y relaciones aparentes en la exploración cotidiana de los observadores humanos (Bernáldez, 1981 y 1985).

El componente clave sería así la **información** que captarían los individuos, las especies animales y las culturas humanas respecto del entorno con una función adaptativa ante el mismo. La percepción del paisaje o aprehensión sensorial selectiva del mundo real es una capacidad básica de todos los animales y, por extensión, de los colectivos físicos o culturales en que se integran. Se trata pues de una construcción neurosensorial que opera a través de todos los canales perceptivos en todas las especies. De hecho los ecosistemas, que se analizan usualmente a través de sus flujos y ciclos de materia y energía, constituirían verdaderas "selvas y mares de signos" en los que se entrecruzan mensajes fidedignos y falaces. En el caso concreto de los humanos esta concepción del paisaje nos permite rastrear las bases de la estética (aquella que Wittgenstein situaba, junto con la ética y la metafísica, más allá de la lógica en su *Tractatus Logico Filosoficus*, es decir más allá de las palabras, del reino de lo nombrable) en las capas de historia evolutiva de nuestra especie, de la cultura en la que nos insertamos y de nuestra experiencia individual.

La repercusión de este concepto en el lenguaje la podemos establecer por la etimología de la palabra paisaje. En las lenguas europeas suele incorporar dos sentidos: el de lugar físico del territorio y el de escena u objeto de arte con un valor estético. Ello valdría para el griego, topio, las lenguas romances, a partir de la raíz latina pagus que evolucionó a "país", y para las lenguas germánicas en

la raíz land y en la construcción en el holandés del carácter del paisaje, la "paisajeidad", en inglés, landscape. En Oriente la vieja noción del paisaje como escenario de montaña y agua, representado en sus dos ideogramas, se ha transformado a un concepto totalmente perceptivo: la palabra hoy para paisaje equivale a "aquello que se ve".

Desde un punto de vista estructural podríamos descomponer el paisaje en sus capas subyacentes, como en la metáfora de un Belén navideño, con sus montañas de corcho, sus plantas de musgo y las casas de Palestina, a escala de la naturaleza. Así tendríamos un paisaje físico, biótico y cultural, unificados en la flecha del tiempo, en la transformación histórica que va tallando el rostro de la naturaleza. Esta es la aproximación que nos permite las operaciones de inventario, tipología y cartografía descritas en el siguiente apartado. Desde la perspectiva de las predisposiciones comportamentales procedentes de la evolución humana, que configurarían los rasgos de la selección de hábitat de nuestra especie, tendríamos pautas afectivas hacia el entorno como la **orofilia**, atracción por el relieve, **hidrofilia**, **fitofilia**, y en general la **biofilia** que articuló el biólogo E.O. Wilson. La interacción de estos orientadores básicos con los procesos adaptativos de las culturas humanas da lugar a **construcciones simbólicas y míticas** del paisaje a través de vehículos culturales desde la tradición oral hasta el ciberespacio. Desde el punto de vista de la ecología humana nos va a interesar la **dialéctica de la naturaleza y la cultura** en el río del tiempo, dando lugar a los senderos que se bifurcan en la experiencia humana individual y la dimensión histórica del paisaje.

El paisaje como lugar de encuentro interdisciplinar e interprofesional tiene una importancia no suficientemente reconocida. En el triángulo entre la biología, la cultura y la experiencia individual podemos situar aproximaciones al paisaje como la ecoetología, la selección de hábitat, la adaptación cultural, la etnoecología, la evolución, la salud, la historia, el arte, el diseño, el recurso escénico y la satisfacción estética. Tales perspectivas sobre los paisajes "naturales", rurales y urbanos darían lugar a instrumentos profesionales en el paisaje como el inventario, la cartografía, la evaluación, la interpretación, la educación formal e informal, la comunicación, la planificación, la gestión y la participación comunitaria. Para ilustrar las posibilidades del bien escénico como hilo conductor en el diagnóstico ambiental y en planes de manejo, presentaremos a continuación la propuesta metodológica de nuestro grupo de trabajo, aplicada por vez primera de forma integral en La Habana, Cuba (Ruiz *et al.*, 2002).

La evaluación del recurso visual: cartografía y valoración del paisaje en La Habana (Cuba)

Se describe a continuación brevemente la metodología y resultados de la tipología, cartografía y valoración de los paisajes realizada por nuestro grupo de trabajo en el proyecto Cooperative applied environmental systems research of urban-rural interface: sustainability in water management and land use in Havana region, Cuba, ICA4-2001-10052/ICA4-CT2002-10019, INCO/DEV del V Programa Marco de la Comisión Europea, y que se desarrolla, en el caso de la participación comunitaria en ecología urbana, en el proyecto actual Gestión de Ecología Urbana en Centroamérica: Modelos de gestión de servicios ambientales urbanos desde la investigación-acción, SEJ2006-10366/SOCI de Programa I+D+i del Ministerio de Educación y Ciencia español. El énfasis del mapa elaborado de paisaje visual en La Habana es el bien escénico descrito en el apartado anterior.

Equipos de los departamentos de Ecología de las universidades de Sevilla y Autónoma de Madrid desarrollaron desde los años '70 métodos para la tipología, clasificación, cartografía y evaluación del paisaje visual. El recurso escénico es un elemento clave de los "intangibles ambientales", en la expresión de Bernáldez, tan difíciles de inventariar y de evaluar como importantes en la calidad de vida de las poblaciones y en cualquier estrategia realista de desarrollo sostenible. El paisaje es uno de los bienes naturales básicos en actividades económicas convencionales y en las nuevas orientaciones hacia el desarrollo con bases ecológicas y sociales. Esto es evidente en los países desarrollados pero también en áreas en desarrollo como el caso de La Habana en que se centró el proyecto. La cartografía del paisaje visual presenta grandes desafíos metodológicos por lo que supone de inventario y delimitación de unidades o componentes de los bienes escénicos,

difícilmente objetivables. Nuestro equipo abordó este problema en estudios aplicados desde principios de los '80. Hay que considerar dos aspectos o capas fundamentales: 1) el contenido del paisaje, llamado en ocasiones "paisaje intrínseco" y que nosotros denominaremos "paisaje visual"; 2) los aspectos de visibilidad del territorio, importantes tanto en capacidad de vistas (potencial visual) como en la fragilidad frente a intervenciones o impactos (incidencia visual) que denominamos en conjunto "visibilidad".

En cuanto al primero la aproximación que se siguió fue jerárquica, sectorizando unidades de paisaje visual en las tres capas sucesivas mencionadas: 1) paisaje físico, abiótico o fisiográfico; 2) paisaje biótico en combinación con los usos del suelo no urbanos; 3) paisaje antrópico, construido o urbano. Se parte de un esquema biohistórico (Boyden, 1987), ya que la construcción del paisaje ha incorporado influencias geológicas, bióticas y antrópicas en marcos temporales progresivamente acelerados (Bernáldez, 1981; Ruiz y Moreno, 2002). El resultado son tres capas del mapa que delimitan las grandes unidades del relieve (como el paisaje de influencia visual/marina en los litorales, costas rocosas, costas bajas, cimas altas de montañas, laderas medias, valles anchos, valles encajados, zonas de colinas o alomadas, llanuras…), las unidades de vegetación y usos del suelo agrarios (monte, manigua y matorral de diversos tipos y apariencias, cultivos leñosos, cultivos herbáceos, pastizales y mosaicos de usos) y, finalmente, unidades de paisaje urbano o construido en relación con su desarrollo histórico y apariencia resultante. La superposición de estas tres capas da lugar a unidades sintéticas homogéneas en su apariencia y que resultan útiles en el inventario del recurso escénico y como documentos de base para la gestión ambiental.

Respecto a la visibilidad ya en el trabajo aplicado en Gernika-Mundaka (Ruiz y Ruiz, 1984) se realizó una prospección automatizada del territorio mediante un programa de ordenador desarrollado para el proyecto. Se representaba un modelo del relieve en forma de ráster de puntos con una densidad apropiada. Esta matriz se suministraba al programa que calculaba los incrementos de tangente trigonométrica para cada punto del ráster en relación con todos los demás a lo largo de ocho direcciones (los cuatro puntos cardinales y las bisectrices entre ellos). Los puntos para los cuales crecía la tangente (es decir que eran visibles/veían desde/al punto considerado) se contabilizaban en un contador y se representaban en un gráfico de densidades de gris, trasladable a un mapa a partir de contraste en el campo. Este método automático, que se ha empleado en general para calcular y representar la cuenca visual de puntos aislados y no del conjunto del territorio, representó un procedimiento riguroso y objetivo para cuantificar la visibilidad. Si al mapa resultante le incorporamos las texturas de la cobertura vegetal y construida obtendremos un mapa de fragilidad. A su vez la combinación de éste con el de paisaje visual nos da un **mapa sintético de calidad/fragilidad visual**, aportación fundamental para la gestión.

Nuestro equipo se centró en años sucesivos en los aspectos aún más complejos de la evaluación del bien escénico en contextos tanto básicos como aplicados. Se han realizado numerosas tesis doctorales y estudios de consultoría en este campo. Se ha seguido la doble aproximación de evaluación de las unidades de paisaje procedentes de tipologías jerárquicas como la descrita mediante el juicio de público (habitantes, visitantes nacionales, visitantes extranjeros) y de paneles de expertos. Se ha trabajado en diversos países: España, Cuba, Venezuela, México, Australia,… y en aplicaciones diversas: gestión territorial, espacios protegidos, participación comunitaria y estudios de gran envergadura como el propio proyecto de paisaje de La Habana.

Citaremos aquí simplemente los estudios territoriales realizados en España dirigidos a la evaluación territorial, caso de la evaluación de la cartografía de paisaje del País Vasco (Ruiz *et al.*, 1990), a la gestión de visitantes en áreas protegidas como en el estudio del nacimiento del río Mundo en Albacete (Ruiz *et al.*, 1992) y a la propia evaluación del impacto visual de proyectos de desarrollo como en el estudio de la Albufereta en Alicante (Ruiz, 1992). En ellos y en otras investigaciones básicas se consolidó una técnica eficaz de evaluación y comparación de valor en tests de pares de fotos (la técnica que inició Bernáldez con sus equipos de trabajo desde los '70) por público y expertos. Se obtienen puntuaciones cuantitativas relativas, para el conjunto de unidades de los inventarios de paisaje visual. De esta forma se pueden evaluar las unidades de los mapas y proyectar los incrementos negativos o positivos de valor ante actuaciones planteadas en el territorio.

En conjunto se han ido desarrollando los elementos de un proceso completo y exhaustivo de tipología, inventario, cartografía y evaluación del paisaje, que se plantea como un instrumento fundamental en los estudios integrales para la gestión ambiental con énfasis en la participación comunitaria, en particular en los países del sur. Tal es la panorámica de trabajos de nuestro equipo en el pasado y de los que se desarrollaron dentro del proyecto de paisaje de La Habana. El proyecto sobre paisaje visual es, en la panorámica que se ha descrito, uno de los trabajos más completos planteados hasta la fecha en esta área y adquiere su dimensión aplicada en el contexto del proyecto internacional e interdisciplinar de La Habana. El modelo elaborado en este proyecto para el diagnóstico y gestión ambiental en la interfase rural-urbana de La Habana pretende generalizarse para convertirse en referencia básica para futuros proyectos de este tipo en América Latina. Esta amplia dimensión del trabajo proporciona el marco más adecuado para enclavar la importancia del paisaje visual en la gestión ambiental participativa.

La metodología desarrollada específicamente para la tipología y cartografía de las unidades de paisaje visual de la Provincia Ciudad de La Habana procede de la experiencia descrita. La propuesta metodológica se centra en la superposición jerárquica de capas temáticas siguiendo la vieja tradición de los trabajos originales de McHarg (compilados en McHarg y Steiner, 1998), en la línea más sensata de la planificación paisajística. Tales capas constituyen los principales componentes del paisaje y su lectura en orden inverso a su génesis permite la interpretación histórica del territorio. El paisaje, como el retrato literario de Dorian Gray en el cuento de Wilde, refleja los procesos acontecidos en el espacio desde los tiempos geológicos a los acontecimientos históricos humanos y su trayectoria más reciente (tectónica de placas, orogenias, procesos erosivos,...), la colonización vegetal y su interacción con el suelo y el clima, y, finalmente, las actuaciones humanas. Éstas actúan sobre el sustrato físico y natural preexistente, en función de la larga cadena de avatares que conformaron su historia: sociales, económicos, políticos, culturales,...

La metodología se basa, en fin, en el fundamento último de la composición del paisaje, que no es sino el resultado de la interacción histórica entre naturaleza y cultura. A la composición de diversidad paisajística contribuyen tanto elementos del medio físico (geología, relieve, clima, suelo...) y del medio biótico (vegetación, fauna) como la impronta humana a través de las distintas formas de uso cultural del espacio. Estos tres factores o grupos de influencias interaccionan entre sí dando lugar al escenario que contemplamos.

El mapa topográfico nos ofrece la orografía (el mapa de curvas de nivel o modelo digital de elevaciones en términos de GIS). El relieve constituye el primer elemento en la composición del paisaje, el componente abiótico. Sobre esta capa podremos definir unidades fisiográficas; unidades, por tanto, de carácter visual. Tradicionalmente, y según las escuelas, no ha sido raro el uso de información no exclusivamente visual en la cartografía del paisaje, principalmente la edafológica o la vegetación potencial. La distribución de la vegetación en función del mapa de pH del suelo y otros factores criptosistémicos constituiría un elemento importante de una cartografía del paisaje. No se excluirían de esta idea mapas originados a partir de nuestra percepción por otros canales de información, otros sentidos, como mapas de paisaje olfativo, acústicos, etc., de gran importancia en la configuración de los paisajes.

La capa de unidades fisiográficas (que denominamos **mapa geovisual**) constituye por tanto la primera fase de la elaboración del mapa de paisaje visual. Sobre ella podremos superponer el resto de capas hacia la composición de las unidades paisajísticas. Aunque en el espíritu de esta metodología está la consecución de un cierto automatismo (vía GIS, a partir de la teledetección y fotointerpretación, ver Tardivo, 1999) en la elaboración de las unidades fisiográficas, por supuesto los expertos deben tomar decisiones en cuanto al número de unidades, su tipología jerárquica y sus límites en la cartografía. La escala espacial a la que estemos trabajando es fundamental para ello. En la elección de unidades representativas se incluyen necesariamente criterios como la coloración, la orientación, la composición, la textura, los desniveles,..., es decir, elementos de juicio tan relevantes para nuestra elección como el contraste con otras unidades adyacentes. Si tenemos unidades del tipo de cumbres, laderas o valles, la decisión sobre la localización de la solución de continuidad entre las unidades queda en el consenso perceptivo de los expertos o de las poblaciones locales o de visitantes.

El siguiente componente básico del paisaje es la capa de vegetación, el componente biótico. En regiones con grados bajos de humanización esta capa estaría formada por la vegetación natural. Los mapas de vegetación potencial sustituirían al anterior en áreas humanizadas como la que estudiamos, y serían de importancia en la interpretación biológica y geográfica del territorio (aspectos botánicos, zoológicos, ecológicos, biogeográficos...), pero obviamente no tan relevantes en la cartografía del paisaje visual.

El elemento humano se superpone a los anteriores. El tercer componente del mapa de paisaje es la huella antrópica sobre la vegetación (además del suelo, e incluso sobre el relieve...), la actividad humana que ha transformado el territorio y dejado su huella en el paisaje. La conjunción de la capa de la vegetación y la capa antrópica no es sino el mapa de usos. La forma más útil de representar la información contenida en estas dos capas es combinarla en un mapa –que sintetiza la vegetación actual, los cultivos y las tipologías urbanas– al que denominamos **mapa bioantropovisual**.

Por fin, el solapamiento de la capa de unidades fisiográficas con la capa de usos da como resultado, por la combinación de las unidades de ambas, el **mapa de unidades de paisaje visual**. Dispondremos ahora de un mapa sintético que se corresponderá fielmente con nuestra percepción del territorio. Este mapa será una herramienta básica para la gestión del paisaje, pero no la única necesaria. Las características intrínsecas de cada unidad (textura, color, ubicación relativa, contraste,...) sumadas a su visibilidad, en función de las altitudes relativas del relieve en el que se encuentren las unidades, determinarán la fragilidad visual o al revés, su capacidad de absorción del impacto visual. La superposición de todas las capas, el mapa de unidades de paisaje, el mapa de visibilidad y el de las características del paisaje intrínseco completan el conjunto de herramientas de la gestión del paisaje.

Los pasos descritos se refieren a la tipificación escénica del paisaje. Para su **evaluación** es esencial la percepción por parte del observador. La valoración por los expertos de la capacidad de absorción de impactos en función de las características intrínsecas de las unidades de paisaje se complementa por la apreciación como valor afectivo del entorno. Ésta depende del individuo (y de la influencia en su experiencia en un momento dado del pasado evolutivo de la especie, de la cultura en la que se inserta y de su personalidad y experiencia individuales) y habrá que recogerla en una metodología rigurosa.

Los resultados obtenidos en la cartografía se completan pues con la evaluación por encuesta a pobladores, visitantes y expertos de las unidades de paisaje. En la misma se efectuó la evaluación y comparación de valor de las unidades establecidas aquí mediante tests de pares de fotos por público y expertos. Mediante la metodología específica del grupo de Ecología Humana y Ecología del Paisaje se evaluó el mapa de paisaje visual con encuestas a población local tanto rural como urbana y a visitantes extranjeros. Se obtuvieron a partir de este proceso puntuaciones cuantitativas relativas, para el conjunto de unidades de los inventarios de paisaje visual. De esta forma se evaluaron las unidades de los mapas de forma cuantitativa. Ello permite predecir un cambio de valor ante actuaciones planteadas en el territorio en el mapa de calidad visual, información particularmente útil para la población afectada, los planificadores y gestores.

La evaluación mediante el test de pares de fotos incluyó muestras de población urbana, rural y turistas, así como grupos de expertos de varios países. Éste se construyó a partir de una colección de una colección de unas 1500 imágenes digitales, clasificadas por sus aspectos formales y contenido para proporcionar una representación de las unidades cartográficas. El test se compone de 198 fotografías –9 ejemplos de cada una de las 22 unidades de paisaje testadas– dispuestas en 99 pares y colocadas en un álbum. Las muestras incluyeron 200 personas del medio urbano de la provincia Ciudad de La Habana, 200 del rural y 150 extranjeros de visita o residentes en la ciudad. La muestra de expertos consistía en evaluaciones de profesionales cubanos, argentinos, españoles y griegos, recogidas en estancias de miembros del equipo de investigación. Los resultados se procesaron para obtener puntuaciones individuales y grupales de las 22 unidades de paisaje visual. Éstas se usaron para evaluar el mapa de paisaje visual, dando lugar el proceso a un mapa de calidad visual del paisaje.

Los resultados muestran algunos patrones de valoración comunes en las tres muestras, incluyendo la percepción positiva de los paisajes marinos costeros, ambientes urbanos históricos, escenarios acuáticos del interior y jardines. Estos acuerdos de preferencia en paisajes canónicos corresponden con tendencias estéticas universales rastreables en la naturaleza humana evolutiva. Se aprecia un rechazo de los impactos visuales de la industria, áreas urbanas deterioradas e incipientes fenómenos de favelización. Junto con estos acuerdos existen diferencias entre las muestras que parecen reflejar un sentido de **"frustración escénica"**.

Los turistas y visitantes extranjeros favorecen los paisajes tropicales estereotipados en un concepto de exotismo, que parecen buscar en su decisión de visitar la isla. La población rural valora menos los cultivos y potreros, pastizales extensivos con palma real y otro arbolado, mientras que los habitantes de la ciudad rechazan las escenas urbanas más densas y prefieren paisajes rurales más asilvestrados. Esta tendencia de rechazo de lo familiar coincide con estudios aplicados previos y es, como patrón general y en sus detalles que no se describen aquí, un orientador relevante de planes de educación y diseño paisajístico participativo. Otras variables analizadas, como la edad, nivel de educación, familiaridad con el entorno, proporcionan resultados así mismo valiosos para estrategias de manejo. La edad, como en estudios anteriores, es una variable de gran importancia. En este estudio los niños tienden a valorar lo silvestre, tanto en paisajes de costa como terrestres, y rechazan lo humanizado. Esto se refuerza en los jóvenes de 16-25 años y después va paulatinamente cayendo hacia el polo contrario alcanzando el máximo de apego a la humanización y rechazo, relativo, de lo silvestre en los mayores de 65. Es un fenómeno fascinante y con claras implicaciones en la gestión. En cuanto a las unidades en sí, los paisajes rurales culturales más representativos, los potreros de palma real, árbol de gran belleza que figura como emblema en el escudo de la República de Cuba, no son apreciados suficientemente por ninguna de las muestras, lo que requeriría para corregirse de un esfuerzo de educación y divulgación.

Respecto a las muestras de expertos no sólo se han averiguado sus preferencias sino que se les ha pedido una predicción de los gustos del público. Esto ya se planteó en estudios anteriores sobre el uso público de los parques nacionales de Venezuela El Ávila y Morrocoy-Cuare, realizados por el grupo y que dieron lugar a las tesis doctorales de Belinda Perdomo y Gisela Pittevil. La suma de información de la valoración de los expertos y sus predicciones es una herramienta muy útil para comprobar desajustes en la percepción de gestores y plantear medidas correctivas. El patrón general es una tendencia al aprecio de la naturalidad en los paisajes por parte de estos profesionales superior a la media del público y una subvaloración de la sofisticación de las preferencias que predicen para la población. En el caso de las muestras del estudio de La Habana se confirmaba esta tendencia, en mayor o menor grado, y tales datos contribuyen a la definición precisa del perfil de los expertos y gestores.

Los resultados en conjunto proporcionan evaluaciones metodológicamente rigurosas del valor escénico de las unidades del mapa de paisaje visual, dando lugar a los diferentes mapas, según las muestras de público o expertos, de calidad visual percibida. La cartografía así valorada, en especial el **mapa sintético de calidad/fragilidad visual**, es directamente útil para los planificadores y gestores en el manejo de bienes escénicos, crucial para Cuba y la región caribeña y centroamericana. Las aplicaciones al Mediterráneo de un esquema metodológico integral como el descrito serían de gran interés.

El pastoralismo y sus paisajes culturales

Como en el conjunto del Mediterráneo, el pastoralismo ha sido un factor clave en la configuración del paisaje de la península ibérica. Podemos distinguir entre sistemas trashumantes y estantes, los primeros los más conocidos en la historia ecológica de España y los segundos vinculados a las distintas configuraciones regionales de clima, suelo, vegetación, historia y cultura. La trashumancia se basa en la complementariedad estacional entre los pastos estivales de montaña de las sierras cantábricas y del sistema ibérico al norte y nordeste de la península con las dehesas de invernada en el suroeste.

Este sistema de largos recorridos, hasta más de un mes de camino entre las cabeceras y las invernadas, se configuró históricamente en la forma en que ha llegado hasta casi hoy a partir de la expansión de norte a sur de reinos cristianos sobre territorios islámicos, proceso que culminó al final del siglo XV. Se estructuró en la poderosa organización conocida como La Mesta que agrupaba a los propietarios de rebaños, en general casas nobles u órdenes militares. La lana de las ovejas merinas, cuyos efectivos llegaron a varios millones de ejemplares, constituyó un bien estratégico que se embarcaba en los puertos del Cantábrico con destino a los Países Bajos donde se procesaba. El sistema fue declinando hasta la disolución de La Mesta a comienzos del siglo XIX y los rebaños que persistieron fueron vendidos a los antiguos mayorales. Durante ese siglo y el XX los recorridos pasaron a darse en ferrocarril abandonando la extensa red de vías pecuarias, cifrada tradicionalmente en unos ciento cincuenta mil kilómetros.

Después de la guerra civil y los procesos de urbanización e industrialización de las décadas de 1950 a 1970, el conjunto del medio rural en España se transforma decisivamente: emigración y abandono de áreas marginales en particular de montaña, concentración de la agricultura intensiva en los valles de grandes ríos y en la costa del Mediterráneo, pérdida, en general, de la lógica de paisajes centenarios. En este contexto la trashumancia entra en una crisis generalizada, tanto en la importancia en sí de los movimientos como por el uso de las vías pecuarias tradicionales. Los grandes recorridos se mantienen, muy reducidos, con desplazamientos de rebaños en tren o en camión y se consolidan trayectos medios, de decenas de kilómetros a un centenar aproximadamente. Éstos aparecen en situaciones en los que los ganaderos de una comarca identifican oportunidades de pastoreo, de invernada o de estío, en localizaciones accesibles aunque no existiera un movimiento tradicional de ganado previo. Algunos ejemplos son los de las sierras de Segura al valle del Guadalquivir, los de las sierras de Ávila al valle del Tiétar y recorridos alrededor de la cordillera Cantábrica.

Estas formas de trashumancia media, lo que se ha solido denominar como transterminancia, y en la que se pueden incluir los recorridos que se hacían entre los Pirineos y el valle del Ebro, se han estimulado por los cambios en las razas ganaderas y en la orientación de las explotaciones. Específicamente la tendencia al aumento de la ganadería vacuna extensiva cárnica frente a la disminución de los rebaños de ovejas y cabras, en la crisis del pastoreo como profesión atractiva y rentable. E incluso de la ganadería vacuna de leche afectada por las cuotas europeas y la rentabilidad económica y social de su ejercicio. Estas dinámicas de trashumancia espontáneas no han sido suficientemente identificadas ni apoyadas como serios candidatos a formas sostenibles de gestión del paisaje. Tanto los pastos de montaña como las dehesas de invernada se enfrentan a procesos de degradación: abandono y matorralización. Incendios, sobrepastoreo en otros casos, problemas de regeneración del arbolado de las dehesas, plagas, urbanización,…

Las vías pecuarias, sustrato fundamental de tal manejo del paisaje, han sufrido enormemente por impactos del abandono de su uso y la invasión de demandas urbanas. Hoy las vías de largo recorrido serían en muchos casos difícilmente identificables y transitables, lo que es una rémora para su adaptación a usos culturales y ecoturísticos. La red tradicional incorporaba una compleja jerarquía desde las cañadas reales de 75 metros de anchura teórica, además de la existencia de descansaderos más amplios, y cientos de kilómetros de longitud, hasta los cordeles, veredas, coladas y callejas. Los impactos han afectado a todos los caminos y han incluido: ocupación por cultivos o repoblaciones forestales, afectación por embalses, carreteras, tendidos eléctricos, construcciones públicas, urbanización privada en diversos grados de legalización, interrupción por cercas de fincas ganaderas o de caza y pérdida de lindes y amojonamiento. Su recuperación, que ha sido defendida por motivos de interés ganadero, cultural, recreativo, turístico, patrimonial y científico ha sido, en general, muy limitada. Las políticas públicas, en éste como en otros campos productivos y ambientales, han sido probablemente perjudicadas por la descoordinación del diseño de Estado autonómico en las últimas décadas, la plaga del espejismo seudofederal español, habiendo conservado el gobierno central competencias en las grandes vías intercomunitarias.

La cultura ganadera, como el conjunto de conocimientos, actitudes y creencias respecto el medio natural y el manejo del ganado, ha cambiado de contenidos lógicamente con las grandes

transformaciones del sector (Ruiz, 1988, Barrios et al., 1992). Se han perdido ya muchos de los componentes de la ethnoecología que sustentaban sistemas centenarios, tanto por desaparición física de sus trasmisores como por pérdida de vigencia ante modelos empresariales y técnicos completamente distintos. La síntesis de tales perspectivas tradicionales con modelos científicos y técnicos actualizados, que proponían los equipos de investigadores como Fernando González Bernáldez y Pedro Monserrat en los años '80 bajo el influjo del Programa MAB de la UNESCO, se ha realizado en escasa medida. Tal parece un rasgo general del destino de las contribuciones de aquel Programa: sus aportaciones cruciales parecen olvidadas y se redescubren continuamente bajo terminologías crecientemente sofisticadas.

Todavía existen, sin embargo, investigadores y técnicos entusiastas que tratan de enlazar lo poco que queda del manejo de sistemas tradicionales con diversas corrientes de agroecología. El futuro de paisajes como la dehesa dependerá sin duda de esta tendencia. Otra necesidad clave es la de poner en común conocimientos de las culturas ganaderas y de los estudios científicos a lo ancho del Mediterráneo y entre las orillas norte y sur. Mencionaremos como indicadores de esta necesidad el escaso debate técnico y social sobre fenómenos tales como los incendios en diversos países de la región o los muy diversos enfoques de silvicultura de la encina, que primarían más las podas en Grecia y el mantenerlas intactas en Portugal, con énfasis respectivos en favorecer el rejuvenecimiento o combatir las plagas.

Como representativas de los conflictos y paradojas que se dan a partir de las demandas contradictorias que proyectamos en el mundo rural, presentaremos un par de anécdotas. La primera se refiere a la "recuperación" de la trashumancia que se ha llevado a cabo desde hace años con el desfile de un gran rebaño de ovejas merinas por el centro de Madrid en un día que pretende conmemorar la tradición y sensibilizar al público ciudadano. Originalmente este rebaño procedía de una dehesa extremeña que se gestionaba por una fundación y realizaba un recorrido a pie que emulaba los tradicionales desde las lejanas cabeceras cantábricas. Hoy el rebaño superviviente llena de excrementos la ciudad, barridos de inmediatos por los servicios municipales, en el día señalado y vaga el resto del año por una dehesa convertida en parque urbano, la Casa de Campo, en la propia ciudad de Madrid. Está amenazado de expulsión por el delito de introducir un asno en el parque, compañero de siempre de los pastores para portar enseres y provisiones. El animal parece que no figura en el contrato y esto puede servir de excusa administrativa para terminar con la presencia de esas ovejas, adecuada para un día de exhibición pero incompatible con la gestión de parques urbanos. Mencionaremos de pasada que de ese mismo parque se está intentando expulsar las prostitutas subsaharianas que lo frecuentaban. Distintas migraciones, diversas contradicciones.

La segunda se refiere a un profundo conflicto en el uso del paisaje entre los buitres leonados y los aviones en las proximidades del aeropuerto de Barajas, también en Madrid. Los buitres se han convertido en símbolos emblemáticos de los agrosistemas extensivos ganaderos en el Mediterráneo y su número ha aumentado enormemente en las últimas décadas por el cese de su persecución y el establecimiento, en algunos lugares, de comederos controlados. Son así el símbolo de un éxito aparente, junto con la expansión de especies como los jabalíes o los lobos, en la conciliación de la vida moderna con la fauna de nuestros paisajes; los linces ibéricos y los osos tendrían peor suerte. La crisis de las vacas locas, otra de las locuras de un modelo agroalimentario en el que los herbívoros pueden ser alimentados con restos de cerebros contaminados de sus semejantes, está presionando sobre estas poblaciones de buitres pues el higienismo técnico ha convertido en sospechosa o ilegal la existencia de muladares. Pero en los cielos de Madrid los grandes pájaros siguen realizando su rutina diaria de remontar el vuelo en la Sierra y planear hacia las dehesas del monte del Pardo y Soto de Viñuelas para alimentarse. Y allí se topan con los pájaros tecnológicos que alzan su propio vuelo en la salida de las rutas trasatlanticas que han convertido al aeropuerto en un gran hub hacia las Américas y el cuarto por tráfico en Europa. Algunas aeronaves han debido regresar tras impactos con buitres que de momento no han ocasionado accidentes graves. Pareciera que la batalla que se da por los usos de los paisajes en la tierra se prolonga en esa forma de combate aéreo.

En definitiva nos hallamos ante manifestaciones de lo que podríamos denominar parafraseando a Freud el **"malestar en el paisaje"**. En el caso del sector agrario, agricultura, ganadería y la

explotación forestal han perseguido desde hace milenios la satisfacción de necesidades humanas en ajuste con los condicionantes ambientales, tecnológicos y sociales. La adaptación no siempre ha sido posible y existen casos de colapso ambiental reconocidos. En el Mediterráneo esta historia tortuosa ha dado lugar a paisajes quasi-sostenibles como las dehesas españolas o sus equivalentes en los montados portugueses o los kouri griegos. En la actualidad este legado se enfrenta a una crisis provocada por la acumulación de cambios e impactos sociales a las escalas local, regional y global.

Nos hallamos pues ante paisajes a la búsqueda de una nueva lógica que sustituya los usos centenarios en quiebra. Paisajes **"lost in translation"** hacia los destinos cambiantes que les asigna la sociedad. La incertidumbre del futuro de estos sistemas es muy alta ya que se dan altos grados de libertad en las configuraciones sociales, caracterizadas en muchos casos por las nuevas formas de la economía y la movilidad creciente de poblaciones humanas. Ejemplos españoles: comunidades budistas en la Alpujarra granadina, pobladores argentinos en pueblos de Teruel, familias búlgaras en Soria, chicas dominicanas casadas de forma más o menos estable en Guadalajara, caravanas de solteros en Pirineos, pastores magrebíes en Albacete, trabajadores marroquíes en los invernaderos de Almería, prostitutas rusas casadas con empresarios de estos mismos invernaderos, turismo rural contemplado como "la" solución, pueblos para veraneo, pueblos escuela o fundación cultural… El desafío para los investigadores y los gestores es entender estos patrones en rápida transformación y tratar de facilitar a las poblaciones protagonistas de los paisajes la búsqueda de nuevas lógicas, con componentes deseables de sostenibilidad ecológica y social.

Dilemas ante el futuro de los paisajes mediterráneos

Una imagen que puede ser útil en la pedagogía de la dinámica de los paisajes culturales es concebir al paisaje como un rostro. El **rostro de la naturaleza**. Para ser más precisos, el rostro de una naturaleza humanizada en la medida en que la cultura humana ha transformado los escenarios del planeta. El fundamento de esta metáfora visual es la noción de que, de forma análoga, los paisajes y las caras de la gente constituyen la manifestación aparente de complejos procesos subyacentes, ecológicos en el primer caso, fisiológicos y estados mentales en el segundo. El rostro del paisaje nos permitiría así, como sociedad y como individuos, mirarnos en un espejo que nos devuelve los resultados de nuestras propias acciones sobre la Biosfera. Como en la fábula mencionada del Retrato de Dorian Gray, el paisaje y nuestra faz son resultados históricos de las influencias o impactos del tecnometabolismo o de las formas de vida. Arcilla moldeada por nuestros sueños y pesadillas.

La necesaria reflexión social sobre las encrucijadas en el manejo de los paisajes podría en esta línea conectar con la idea fundamental de **salud**. Un rostro transmite una apariencia de salud o enfermedad que en la obsesión actual por la imagen se trata de maquillar con cosméticos e incluso cirugía. Pero más allá de su valor de representación, el mensaje que nos envía esa cara matinal en el espejo antes de ser preparada para su exhibición cotidiana es un mensaje educativo. Nos habla, claro está, de los estragos de la edad y del tiempo, que no tendrían equivalentes en el paisaje, siempre rejuvenecido a través de las eras geológicas, pero también de los desajustes en nuestra dieta, pautas de ejercicio, ansiedad, calidad de nuestras relaciones afectivas, de nuestro acuerdo o no con la dirección que damos a la vida… Y los fenómenos análogos en el paisaje tienen un tremendo interés para la reflexión y el debate.

En los paisajes mediterráneos podemos ver así las marcas y los estragos de impactos antropogénicos a escalas local, regional y global. Nos envían su llamada de atención sobre el estado de salud de los ecosistemas, en el que basamos la conservación de la biodiversidad y de la calidad de vida de los humanos. Tal sería el rasgo de indicador del paisaje, algunos de cuyos componentes más sensibles como especies de anfibios, corales y otras actuarían como verdaderos "canarios en la

mina de carbón" advirtiéndonos de los riesgos en que incurrimos en la crisis ambiental global. El segundo rasgo de importancia sería el valor en sí del recurso escénico. La salud, como en el caso de los rostros, se traduce en un concepto de belleza, en una manifestación estética que podemos rastrear con las metodologías de evaluación descritas. Esa belleza, si bien raramente atendida de forma explícita, se corresponde con una valoración en términos de calidad de la experiencia humana y con un reflejo en precios de mercados como el inmobiliario o el turístico.

El deterioro en el rostro de la naturaleza, sus arrugas, cicatrices y erosiones, está provocado en la región mediterránea por la acumulación de impactos locales, tanto en el medio rural como en las ciudades y zonas periurbanas. En los agrosistemas destacan, de forma contradictoria, por una parte el abandono de tierras marginales con la pérdida de paisajes culturales y avance del matorral que propicia incendios, frente a la intensificación de áreas agrícolas productivas con ejemplos extremos como el "mar de plástico" de los invernaderos de Almería. Los incendios forestales, desde Galicia a Grecia según las temporadas, se han convertido en la amenaza más importante de la ribera norte del Mediterráneo y llenan de cicatrices la faz de los paisajes. Sus causas son múltiples y se basan en un entramado complejo de agentes e intereses tanto de crisis de la vida rural como de expansión de la omnipresente urbanización. Estos se sitúan, claro está, en el telón de fondo de la transformación del paisaje y de los cada vez más evidentes signos de cambio climático global, esa fiebre del rostro del planeta.

La otra gran perturbación es el avance de la urbanización en todas sus manifestaciones: expansión de las ciudades, desarrollo turístico, crecimiento desmedido de las infraestructuras de transporte, comunicaciones y energéticas, como la invasión de los nuevos molinos para don Quijote, los generadores eólicos. El cáncer urbanístico, asociado a la burbuja inmobiliaria, motor de la economía en países como España supone un deterioro generalizado y difícilmente reversible, de la calidad ambiental. La población predominantemente urbana en la cuenca del Mediterráneo difícilmente puede identificar la importancia del deterioro del patrimonio natural y cultural que suponen éstos y otros impactos. Es característico que proyecte además una mezcla incoherente de demandas sobre su entorno: satisfacción sin límite de necesidades materiales, percibidas como tales y cada vez más sofisticadas, frente a la búsqueda paradójica de la naturaleza, concebida como un nuevo producto de consumo. La conciliación de estas aspiraciones y la búsqueda de formas de desarrollo sensatas requerirán notables cambios en la cultura, economía y tecnología.

El necesario debate social para abordar estos problemas y plantear soluciones realistas requerirá de una nueva mirada sobre el paisaje. Para ello será muy importante la toma de conciencia social, la relectura, de la imagen de nuestro tecnometabolismo cambiante que nos devuelven los paisajes mediterráneos Los valores dominantes de crecimiento sin límites, competitividad, consumo, éxito social, despilfarro e individualismo deben situarse en la arena del debate público con todo realismo. Nuevas formas y contenidos de la educación deberán contrarrestar las influencias de tal mercado de modelos y valores que permea los canales de comunicación convencionales y las nuevas tecnologías. Crecer a partir de la crisis que nos revela el rostro ajado de la naturaleza humanizada.

Reflexiones finales

Para finalizar profundizaremos en la noción de vivencia del paisaje, de la calidad de la experiencia humana, a través de dos pequeñas historias en sitios muy alejados del planeta.

La primera nos lleva al lago Nicaragua, a las islas de Solentiname. Sus habitantes se dedican a los huertos, la pesca y a acoger a turistas en pequeñas posadas. Aunque indudablemente han sentido desde siempre la emoción de vivir en un paisaje cuya hermosura flota ingrávida sobre las aguas del lago, islotes como barcos flotantes de bosque tropical tripulados por caimanes, guacamayos y patos chanchos, la conciencia aguda de esa belleza llegó con un personaje de fuera. Ernesto Cardenal, cura, poeta y sandinista inició allá su experimento personal de una

liturgia y un evangelio cercano a los campesinos y pescadores. En la iglesia donde celebraba las misas campesinas, pinturas ingenuas de árboles, aves e imágenes religiosas reconstruyen el paisaje en un reflejo a escala humana de la gloria de la naturaleza que se despliega en el exterior. Cardenal quedó fascinado por el paisaje de las islas y trató de estimular a los pobladores para que lo reflejaran en una forma de arte que finalmente cuajó en la célebre escuela de pintura naif de Solentiname. Los lienzos celebran la exuberancia del Trópico a la escala humana de sus habitantes y sus experiencias vitales.

En las palabras de una de las maestras de la escuela local: "nosotros vivíamos en este lugar tan bello e íbamos a lavar al lago, a sembrar los huertos sin darnos cuenta en verdad de lo que nos rodeaba; el padre Cardenal nos enseñó a descubrir esa belleza". Más allá de la mitificación de personajes notables este proceso de descubrimiento y construcción de una imagen del paisaje nos ofrece una profunda lección: el reconocimiento de la aprehensión perceptiva, de la toma de conciencia del rostro y del espejo de la naturaleza. Es posible y deseable la creación de mitos colectivos, comunitarios, en el aprecio de la vivencia en entornos de calidad escénica destacada y que incluso pueden ser proyectados como un bien para el desarrollo en forma, como en este caso, de turismo autogestionado de pequeña escala e impacto.

El segundo caso lo centramos en Grecia, ese lugar sabio donde tantos componentes clave de la cultura de Occidente y de la humanidad comenzaron. Un colega de la escuela forestal de la universidad de Thessaloniki, el profesor Ioannis Ispikoudis, suele condensar la noción del valor de los paisajes en un dicho popular griego que se centra en el dracma, la moneda de bajo valor que se usaba antes de la conversión al euro: "si tienes dos dracmas estás a salvo, no necesitas más; con uno compras pan, para poder vivir, con el otro compras una flor,… **para tener una razón para vivir**". Impresiona esta forma de expresar el valor de la naturaleza, incluso en nuestras vidas urbanas muy artificiales, tan sencilla y tan elegante.

En las últimas décadas se ha progresado algo en la consecución de sistemas de manejo más equilibrados en una crisis ambiental global cuyos indicadores crecen en gravedad. Se ha avanzado, sin embargo, mucho más en la sofisticación del discurso ambiental en formas de mercadeo verde, profesional, mediático y político que llegan a un "lavado de cara". La jerga ya ajada de la sostenibilidad y la pomposa moda de los bienes y servicios ambientales y de la preservación del capital natural deberían asumir el contraste entre la grandilocuencia del discurso y la modestia de las realizaciones. El bien escénico, objeto de comercio como otros intangibles, en la sociedad de comienzos del siglo XXI, ha de ser puesto en valor por medio de debates y consensos sociales que persigan la sensatez, término aparentemente humilde. Para el futuro de los niños de hoy, como los hijos de los pastores de la región de las Causses y Cévennes con los que los expertos del Seminario sobre paisajes culturales del agropastoralismo compartimos un atardecer memorable, necesitamos poner juntas las viejas, sencillas, sabias palabras, las antiguas historias y nuevas miradas frescas que estén a la altura de la grandeza y humildad, de la realidad en fin, de los paisajes del Mediterráneo.

Referencias

BARRIOS, J.C.; FUENTES, M. Y RUIZ, J.P., 1992. *El saber ecológico de los ganaderos de la Sierra de Madrid*. Agencia de Medio Ambiente. Comunidad de Madrid, Madrid.

BOYDEN, S., 1987. *Western civilization in ecological perspectiva. Patterns in Biohistory*. Clarendon Press, Oxford University Press.

BERNALDEZ, F.G., 1981. *Ecología del paisaje*. Blume. Madrid.

BERNÁLDEZ, F.G., 1985. *Invitación a la ecología humana. Adaptación afectiva al entorno*. Tecnos. Madrid.

MCHARG, I. Y STEINER, F.R. (EDS.), 1998. *To heal the earth: Selected writings of Ian L. Mc*Harg. Island Press. Washington.

RUIZ, J.P., 1989. *Ecología y Cultura en la Ganadería de Montaña*. Ministerio de Agricultura, Pesca y Alimentación, Madrid.

RUIZ, J.P., 1992. *Cartografía y evaluación del paisaje de la costa de Alicante*. Generalitat Valenciana-EPYPSA.

RUIZ, J.P., 1993. El paisaje y el cosmos. *Quercus*, 88:11-13.

RUIZ, J.P. Y BERNÁLDEZ, F.G., 1983. Landscape perception by its traditional users: the ideal landscape of Madrid livestock raisers. *Landscape Planning, 9:* 279-297.

RUIZ, J.P. Y RUIZ, M., 1984. Cartografía y evaluación del paisaje visual. *Estudio Ecológico del valle y estuario de Gernika-Mundaka.* Gobierno Vasco. Vitoria.

RUIZ, J.P. Y BENAYAS, J., 1993. Investigaciones sobre la percepción del entorno. *Ecosistemas, 6:* 10-15.

RUIZ, J.P. Y MORENO, M., 2002. *Sierra del Rincón. Hombre y naturaleza a través del tiempo*. Consejería de Medio Ambiente. Comunidad de Madrid. Madrid.

RUIZ, J.P., BENAYAS, J. Y REQUENA, S., 1990. *Evaluación de la cartografía del paisaje de la Comunidad Autónoma Vasca*. Gobierno Vasco. Vitoria.

RUIZ, J.P., BENAYAS, J. Y RUBIO, J.L., 1992. *Capacidad de acogida de visitantes en el nacimiento del río Mundo (Albacete)*. Junta de Castilla-La Mancha. Toledo.

RUIZ, J.P.; RUBIO, J.L. Y MORENO, M., 2002. Integrating protected area management in the human ecology framework: The CAESAR Project, Havana, Cuba. *Global Challenges of Protected Area Management,* International Society for Studies in Resource Management. La Maddalena, Sardinia, Italy.

TARDIVO, R., 1999. Caracterización-morfológica del paisaje rural y simulación cartográfica aplicando sistemas de información geográfica y teledetección. *Artigos, XIX Congreso Brasileiro de Cartografía.* Recife.

Chapitre 4

DES RESEAUX INTER PROFESSIONNELS

PAYSAGES CULTURELS DE L'AGRO PASTORALISME MÉDITERRANÉEN

Réseaux d'acteurs

Jean-Pierre BIBER et Marc DIMANCHE
Forum européen pour la conservation de la nature et le pastoralisme (EFNCP)



Il existe à travers le monde bon nombre de réseaux pour le pastoralisme, que ce soit au niveau régional ou national. Pour n'en citer que quelques-uns qui sont actifs au niveau régional ou national, j'en mentionne un suisse: Le Groupement suisse pour les régions de montagne (http://www.alporama.ch/gv2/get/get_welcome.asp). Le SAB est une association qui défend les intérêts des régions de montagne. Concrètement, le SAB s'engage, au niveau politique, pour assurer un développement durable des régions de montagne. Le SAB est présent sur le terrain, par le biais de nombreux projets de développement. Le SAB a reçu un mandat de la Direction suisse du Développement et de la Coopération (DDC) pour un programme de «Dialogue Nord-Sud». Concrètement, il s'agit de sensibiliser les populations des régions de montagne suisses, par rapport à la problématique des pays en voie de développement. Ce programme doit également favoriser un échange entre les parties concernées. Des informations complémentaires sont disponibles sur la page consacrée au dialogue Nord-Sud . Le SAB conduit aussi un programme national suisse pour la mise en valeur des produits de l'élevage de montagne, le «Schweizerische Alpebetriebe Marketing». Inventar (http://www.alporama.ch).





A DROITE

Chalets d'alpage, Habkern

Alpage dans le Berner Oberland, Suisse. Alpage dans le Berner Oberland, Suisse. Les chalets servent à ranger du foin pour l›hiver

A GAUCHE

Petite fromagerie dans les Préalpes suisses. On y fabrique sur place le fromage.

En Espagne il existe plusieurs réseaux régionaux de diverses orientations, pour la mise en valeur de la transhumance (l'organisation pastos http://www.pastos.org). ou pour le marketing des produits du pastoralisme (l'organisation Onís – Pastores de los Picos de Europa http://www.cangasdeonisypicosdeeuropa.com/C_Onis/pastorespicos.htm), par exemple. Marc Dimanche développera plus loin ce qui concerne l'Association Française de Pastoralisme (AFP) et les autres réseaux plus spécialement orientés sur le monde méditerranéen. Il sera ici question principalement d'un réseau européen, le Forum Européen pour la Conservation de la Nature et le Pastoralisme, et d'un projet mondial, l'Initiative Mondiale pour un Pastoralisme Durable (IMPD).

Le Forum européen pour la conservation de la nature et le pastoralisme EFNCP

Un réseau européen pour le pastoralisme

Comme son nom l'indique, l'EFNCP est un forum – une plateforme pour un réseau - , qui traite principalement de la valeur du pastoralisme pour la conservation de la nature. Un de ses buts est de mettre en réseau au niveau européen:

- les personnes concernées par la conservation de la nature,
- les agriculteurs (plus spécialement les pastoralistes),
- les décideurs politiques,
- et les chercheurs.

Ceci afin de mieux comprendre la grande valeur pour la conservation de la nature de certains systèmes agricoles extensifs ainsi que leurs valeurs culturelles, et de favoriser le maintien de ses valeurs. Le pastoralisme en tant que système agricole extensif est considéré comme une activité agricole d'une grande valeur pour la nature. L'EFNCP a dès le début été associé à des projets qui ont permis de formuler un terme aujourd'hui entré dans le langage de politique agricole de l'UE: les High Nature Value farming systems – les sytèmes agricoles à haute valeur pour la nature.

Séminaires et conférences sur les sujets actuels du pastoralisme

L'EFNCP organise des séminaires sur des sujets d'actualité dans le domaine du pastoralisme, notamment sur la politique agricole de l'UE, la PAC, et son impact sur le pastoralisme, sur la valeur

des systèmes agricoles extensifs, sur l'influence que l'accession des pays d'Europe de l'Est à l'UE peut avoir sur leurs systèmes agricoles souvent encore très respectueux de la nature, sur les Zones Agricoles Défavorisées (des zones traitées spécialement dans la PAC pour leur valeur écologique), etc.

L'EFNCP organise aussi des conférences bisannuelles qui permettent aux participants de toute l'Europe de visiter des régions pastoralistes et de discuter les problèmes que le pastoralisme y rencontre et les manières d'essayer de solutionner ceux-ci.

En 2003, cette conférence s'est tenue à Montpellier et était organisée en collaboration avec le SUAMME (à l'époque encore SIME). Les Causses étaient le principal thème de la conférence; c'est aussi sur les Causses qu'à eu lieu la première journée de la conférence qui est traditionnellement une journée de terrain.

Groupe de participants à la conférence de l'EFNCP sur les causses en 2003

En 2005, la conférence s›est tenue dans les Rhodopes de Bulgarie et avait pour principaux sujets l'impact de la fin du régime soviétique sur les systèmes pastoraux et l'influence que l'adhésion de la Bulgarie à l'UE pourrait avoir sur ses systèmes.

La conférence de 2007 s›est tenue en Suède et traitait du problème de la commercialisation des produits du pastoralisme, ceci plus spécialement dans le cadre du découplage des payements de subventions à l›agriculture.



La recherche au profit du pastoralisme

L' EFNCP réalise et participe à des études sur des problèmes liés au pastoralisme. Un terme qui est de plus en plus utilisé dans la politique agricole est la haute valeur pour la nature (en anglais high nature value HNV). L'EFNCP a largement contribué à ce que ce terme et surtout les valeurs qu'il implique deviennent un sujet dans la politique agricole. Depuis le début de son existence,

l'EFNCP a pour but de démontrer la valeur écologique des systèmes agricoles extensifs, dont le pastoralisme est certes un excellent exemple. Le terme HNV est sorti d'une étude de l'Agence européenne pour l'environnement (AEE), étude à laquelle l'EFNCP a contribué d'une manière importante. De nombreux milieux à travers le monde ont été en grande partie créés par le pastoralisme, ceci notamment aussi en Europe, et plus précisément sur les causses qui étaient déjà parcourus par des pasteurs il y a plusieurs milliers d'années; les menhirs, dolmens et cromlec'hs sont des signes qu'entre 5000 et 2000 avant J.C. l'homme était déjà bien présent et déboisait les causses. Le pastoralisme traditionnel est en bonne partie à l'origine d'une grande biodiversité caractéristique des milieux steppiques des causses. L'abandon des activités pastorales sera aussi la perte de cette biodiversité: les causses se refermeront et retourneront à leur état naturel qui était en majeure partie la forêt. Des situations semblables se répètent dans de nombreuses régions à vocation pastorale. L'homme a créé des milieux d'une grande valeur tant écologique que culturelle … il doit aussi les entretenir si cette valeur ne doit pas être perdue.

Une grande partie des études réalisées par l'EFNCP ou auxquelles celui-ci participe traitent de cette HNV des systèmes pastoraux, directement ou indirectement, car le but est toujours de démontrer la valeur du pastoralisme pour l'environnement, de démontrer la relation entre les activités pastorales et la valeur écologique des milieux où celle-ci a lieu, de démontrer donc que le pastoralisme est loin d'être cette activité arriérée et sans intérêt, comme on le laisse trop souvent entendre.

Ainsi, l'EFNCP réalise diverses études sur des sujets qui touchent directement ou de manière moins évidente le pastoralisme. Les oliveraies traditionnelles en Espagne sont, dans le cas optimal, utilisées pour le pastoralisme dans leurs «sous-cultures» (lorsque le sol des oliveraies n'est pas traité aux herbicides). Les oliveraies modernes, beaucoup plus largement subventionnées par l'UE, qui ne peuvent plus être pâturées, n'ont aucune valeur écologique consomment beaucoup d'eau parce qu'elles sont souvent irriguées et recoivent de grandes quantités de produits agrochimiques.

Les résultats des ces études se trouvent notamment dans des rapports de l'EFNCP, dans le bulletin d'information la Cañada et sur le site: *www.efncp.org.* D'autres sont publiées dans des revues scientifiques.

Initiative mondiale pour un pastoralisme durable (IMPD)
World Inititative for Sustainable Pastoralism (WISP)

L'IMDP est un projet triennal du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) et du FEM (Fonds mondial pour l'environnement), coordonné par le bureau de Nairobi de l'UICN (Union mondiale pour la nature).

En 2004, un groupe de personnes se sont rencontrées à Nairobi et ont émis l'idée que, contrairement à certaines idées reçues, le pastoralisme a toujours sa raison d'être dans notre monde. C'est avec l'idée de vouloir démontrer que le pastoralisme a ses raisons d'exister aux niveaux culturels, socio-économiques et écologiques que nous avons lancé le projet IMDP. L'IMPD est un réseau mondial pour le pastoralisme qui prône l'autonomisation des éleveurs pour leur permettre de gérer durablement les ressources de leurs terres et de montrer que leurs systèmes d'utilisation des terres et de production sont un moyen efficace et judicieux d'exploiter les terres arides du monde de manière durable. Bien souvent, il s'agit de terres marginales qui ne peuvent être utilisées d'une autre manière que par le pastoralisme extensif.

Les pays du monde entier où une forme ou l'autre de pastoralisme est pratiquée sont représentés dans ce projet. Beaucoup de régions pastorales dans le monde se trouvent sur des terres très sèches. Il n'est donc pas étonnant que le projet IMDP se réfère souvent à la convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (http://www.unccd.int/). Un des enjeux est de faire comprendre que le pastoralisme traditionnel, notamment le pastoralisme mobile – nomadisme et transhumance – n'est pas la cause de la désertification. S'il en était la cause il n'aurait déjà pas existé si longtemps.

Un autre point commun de beaucoup de pasteurs est leur appartenance à des peuples autochtones (indigenous peoples), une autre caractéristique des pastoralistes qui leur vaut de nombreux problèmes. Cette caractéristique a pourtant fait l'objet d'une déclaration importante du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur les droits des peuples autochtones adoptée par l'assemblée générale le 13 septembre 2007. «La Déclaration établit un cadre universel de normes minimales pour la survie, la dignité, le bien être et les droits des peuples autochtones du monde entier. La Déclaration aborde les droits collectifs et individuels; les droits culturels et l'identité; les droits à l'éducation, la santé, l'emploi, la langue ainsi que d'autres thèmes» (http://www.ohchr.org/french/issues/indigenous/declaration.htm).

Pour beaucoup de nomades d'Afrique ou d'Asie il est inimaginable qu'il y ait du pastoralisme en Europe. Une fois qu'ils ont pris connaissance de l'existence de ce pastoralisme européen, ils ont pourtant vite envie de savoir comment celui-ci est organisé, comment il fonctionne, quel est son statut de reconnaissance, etc. L'Europe est représentée dans le projet IMDP par l'EFNCP. Un des buts principaux de la participation de l'EFNCP est d'informer sur les expériences que nous avons après une vingtaine d'années d'existence sur la politique agricole des divers pays européens et de l'UE, des divers systèmes pastoraux qui existent en Europe, des moyens de commercialisation des produits issus du pastoralisme, des contraintes au niveau vétérinaire et d'hygiène, etc. Pour nous européens, il est aussi important de voir comment les éleveurs d'autres régions du monde, sont différents de ceux de l'Europe, mais rencontrent pourtant des problèmes très semblables, par exemple au niveau des droits fonciers, de la commercialisation de leurs produits, de leur reconnaissance dans leurs pays respectifs, etc.

Etudes comparatives

L'IMPD réalise des projets d'études dans diverses régions qui permettent de comparer les problèmes auxquels les éleveurs sont confrontés. A ce jour, trois études sont en cours:

- Valeur économique du pastoralisme: le but de cette étude est de réunir des informations sur la valorisation du pastoralisme dans différentes régions, de comparer celles-ci et, sur la base des résultats, mettre en place des instruments pour la valorisation dans d'autres régions.
- Effets de la politique agricole sur le pastoralisme: avec cette étude, on cherche à réunir un certain nombre de cas positifs: de cas où la politique agricole d'un pays ou d'une région a eu des effets positifs sur le pastoralisme. L'idée est de pouvoir utiliser certains de ces cas pour les reproduire dans d'autres régions.
- Droits d'utilisation des terres par les éleveurs : dans le monde entier, les éleveurs sont confrontés à des problèmes liés aux droits fonciers. Cette étude vise de nouveau à réunir des cas positifs, où des arrangements ont été trouvés entre les pasteurs et les propriétaires terriens (que ceux-ci soient privés ou étatiques) ou des cas où les éleveurs sont eux-mêmes propriétaires des terres (en tant qu'individus ou de communautés).







Ici une jeune femme au pied des Andes, dans le nord de la Patagonie d›Argentine est en train de reprendre le troupeau de chèvres de ses parents

.

Rencontres d'éleveurs

Les rencontres entre éleveurs du monde entier et la possibilités pour ceux-ci d'échanger leurs idées sont un des buts importants du projet IMDP. Les expériences des autres permettent souvent d'améliorer sa propre situation ou au moins de savoir qu'on n'est pas seul avec ses problèmes, et que peut-être, en s'unissant, on pourra changer les choses.

La dernière rencontre en date s›est tenue près de Segovia, en Espagne, en septembre 2007. Les représentants de plus de 40 pays, en bonne partie des éleveurs ou des gens proches de ceux-ci, se sont retrouvés pendant une semaine. Comme cette rencontre s›est tenue au moment où les Nations Unies traitaient de la déclaration sur les droits des peuples autochtones, et que beaucoup de pasteurs font partie de peuples autochtones, il a beaucoup été question de cela pendant la rencontre. Les participants ont accueilli très favorablement la déclaration, même s›ils étaient parfaitement conscients qu›il s›agissait maintenant de mettre celle-ci en application, ce qui ne serait pas évident dans beaucoup de pays.

D'autres réseaux pour le pastoralisme

Il existe encore d'autres réseaux pour le pastoralisme à travers le monde, qui sont en partie concentrés sur certaines régions. Le Pastoralist Communication Initiative (PCI) en est un qui s'occupe principalement du pastoralisme dans la corne de l'Afrique.

En janvier 2005, des pasteurs de 23 pays du monde se sont retrouvés dans le sud de l'Ethiopie pour discuter de leurs droits à utiliser les terres, les points d›eau, les routes de transhumance et à commercialiser leurs produits.

Avenir du pastoralisme

Certaines pratiques pastorales se sont perdues dans beaucoup de régions. Le sylvo pastoralisme en est une. Les conflits entre forestiers et éleveurs se sont bien souvent terminés par une défaite des éleveurs auxquels on a interdit l'accès aux forêt pour dommages causés au rajeunissement de celles-ci. Pourtant, aujourd'hui on reconnaît aussi la valeur écologique (augmentation de la biodiversité) et économique (prévention des incendies) des pâturages forestiers.

Dans les montagnes suisses, on a depuis longtemps reconnu le rôle important que les estives jouent pour la prévention des avalanches: l'herbe haute des prairies de montagne non pâturée se plie sous la neige en hiver et constitue un terrain idéal pour les glissements de plaques de neige.

On dit que le pastoralisme se meurt parce que les jeunes ne sont plus prêts à reprendre les exploitations de leurs parents. Il existe pourtant aussi des jeunes qui reprennent les exploitations familiales. Souvent ils investissent pour se moderniser et se diversifient dans leurs exploitations pour que celles-ci restent rentables.

Une exploitation du Causse de Blandas est ainsi petit à petit reprise par les jeunes. Pour permettre à l'exploitation de suffire aux parents et aux enfants, un troupeau de chèvres a été ajouté à celui des vaches d'Aubrac. Les fromages (notamment des pélardons AOC) sont produits à la ferme et vendus directement à la ferme, aux restaurants de la régions ou par des points de ventes.

UNE STRATÉGIE DE RÉSEAU D'ACTEURS POUR LA PRÉSERVATION DU PASTORALISME ET DE SES PAYSAGES DANS LE SUD DE L'EUROPE ET SUR LE POURTOUR DU BASSIN MÉDITERRANÉEN

Quelques exemples significatifs

Marc DIMANCHE,
Ingénieur pastoraliste,
chef du service « Territoire & pastoralisme »
Service d'Utilité Agricole Montagne Méditerranéenne et Élevage Languedoc Roussillon (SUAMME)

Depuis de nombreuses années, les services pastoraux français et plus particulièrement ceux situés en zones méditerranéennes ont ressenti le besoin de confronter leurs connaissances au sein de réseaux, à la fois pour mutualiser leurs références et leurs savoir-faire méthodologiques et à la fois pour construire de nouvelles références en commun.

Ces réseaux ont concerné aussi bien des approches strictement pastorales, visant les pratiques et itinéraires techniques dédiés à la conduite et l'alimentation des troupeaux sur parcours, que sur des aspects juridiques ou liés aux politiques publiques en faveur du pastoralisme.

Ce type d'organisation s'est rapidement étendu à de nouvelles problématiques en lien avec le pastoralisme, comme la prévention des incendies de forêt en régions méditerranéennes, la gestion des espaces naturels, l'encadrement de pratiques particulières comme l'usage du feu pour l'entretien des espaces naturels ou embroussaillés…

Dans ce cadre, les réseaux se sont élargis en partenariats, réunissant les différentes compétences (gestionnaires de territoires, services forestiers et services D.F.C.I., pompiers, recherche…) dans chacune des problématiques considérées : prévention des incendies de forêt, usage du feu, etc…

Progressivement, ces réseaux se sont étendus aux niveaux inter régionaux , avec la mise en œuvre de programmes INTERREG regroupant des partenariats d'acteurs et de chercheurs de diverses régions pastorales méditerranéennes européennes, soit sur des thématiques spécifiques soit sur la question plus générale du pastoralisme dans ses différentes dimensions.

Seront ainsi successivement présentés :

- l'Unité Commune de Programme "pastoralisme méditerranéen" (France)
- l'Association Française de pastoralisme (France)
- le Réseau Coupures de Combustible (France)
- le Réseau Brûlage Dirigé (France)
- le programme Interreg IIIb BDINTERSOE (3 régions européennes)
- le programme Interreg IIIc PASTOMED 1 (8 régions européennes)
- le projet de programme Interreg IV PASTOMED 2 (10 à 12 régions européennes)

L'Unité Commune de Programme «Pastoralisme Méditerranéen» (France)

Pour faire en sorte que le pastoralisme soit un domaine de modernisation et de développement à part entière, chacune des deux grandes régions pastorales méditerranéennes s'est dotée depuis une vingtaine d'années, à l'initiative de la Profession Agricole, de services spécialisés à dimension régionale et à vocation marquée d'expérimentation appliquée, d'acquisition et de diffusion de références: le CERPAM pour Provence-Alpes-Côte d'Azur, le service pastoral du SIME/SUAMME pour Languedoc-Roussillon.

Au fil des années, ces deux organismes pastoraux, en intensifiant leurs échanges réciproques, ont multiplié travaux et réalisations, développé une gamme conséquente d'innovations, structuré des partenariats techniques très féconds avec les gestionnaires et les usagers des territoires pastoraux. Leur action a ainsi significativement contribué aux avancées du pastoralisme méditerranéen et à la reconnaissance de sa crédibilité, tant auprès des éleveurs et des organisations d'élevage, qu'auprès des gestionnaires territoriaux et des institutions publiques.

Dans le même temps, par son antenne de Montpellier- Manosque et par sa forte implication dans une Unité expérimentale ovine (la ferme expérimentale de Carmejane située dans les Alpes de Haute Provence), par sa fonction d'encadrement des réseaux d'élevage, par ses acquis méthodologiques en matière d'utilisation des surfaces pastorales, l'INSTITUT DE L'ELEVAGE a développé de façon soutenue ses travaux relatifs au pastoralisme et aux systèmes pastoraux, en prenant appui sur les dynamiques de la grande zone sud de la France. Son action a notamment conduit à structurer plusieurs réseaux thématiques de collaboration, portant sur l'équipement des parcours en clôtures et franchissements, le pâturage hivernal sur parcours, les référentiels techniques d'exploitation des surfaces, la gestion sylvopastorale des boisements de pin sylvestre et de chêne pubescent, l'économie et le fonctionnement des exploitations d'élevage.

Dans ces conditions, les échanges et les collaborations entre SIME/SUAMME,CERPAM et INSTITUT DE L'ELEVAGE et de nombreux partenaires scientifiques et techniques se sont rapidement densifiés. Sur la base d'analyses et de problématiques partagées, ils ont revêtu au cours du temps des formes diversifiées, par des intégrations croisées de plus en plus conséquentes dans les programmes de travail portés par chacun.
Les questions de recherche-développement soulevées pour l'avancée du pastoralisme méditerranéen sont multiples et souvent d'ampleur. Référencement des équipements nécessaires aux pratiques pastorales, caractérisation des milieux pastoraux et des itinéraires techniques, intégration des ressources pastorales dans les projets de production et dans les systèmes d'alimentation des troupeaux, identification et analyse économique des systèmes d'élevage pastoraux, implication des activités pastorales dans l'aménagement multi usages des espaces naturels, référentiels de gestion agro environnementale des milieux, incidence de l'alimentation sur parcours et des pratiques pastorales pour la typicité des produits et leurs caractéristiques gustatives etc., le champ est vaste; les problématiques sont fréquemment complexes; leur traitement exige régulièrement des collaborations scientifiques multi-disciplinaires.
Les innovations et les méthodologies produites en matière d'activités d'élevage et de gestion des surfaces pâturées offrent aussi un champ potentiel de valorisation, qui peut aller bien au-delà du seul domaine du pastoralisme et de l'élevage extensif sur parcours.
L'évidence s'est en conséquence naturellement imposée de construire maintenant un projet fédérateur entre l'INSTITUT DE L'ELEVAGE, le SIME/SUAMME, et le CERPAM, pour rassembler et notablement renforcer les capacités de recherche-développement en pastoralisme à la dimension de l'aire méditerranéenne : l'Unité Commune de Programme «Pastoralisme Méditerranéen».
Les travaux ont depuis porté sur les thématiques d'échanges & de mutualisation suivantes :

- la production de références sur la maîtrise de la végétation des milieux embroussaillés par la gestion pastorale,
- la production de références sur les différents milieux caractérisés par des « arbustes » spécifiques des garrigues, matorrals ou autres milieux de landes et à différents niveaux attitudinaux,
- la mise en place d'un réseau de sites de démonstration,
- la production de références sur le débroussaillement raisonné,
- la production de références sur la gestion des prédateurs sauvages, et sur la vulnérabilité et la protection des troupeaux.

L'Association Française de Pastoralisme (France)

Le réseau de l'Association Française de Pastoralisme créée en 1984 regroupe des spécialistes de l'ensemble des régions pastorales de France, issus des différentes familles professionnelles intervenant dans le domaine du pastoralisme : éleveurs et bergers, chercheurs, techniciens agricoles, gestionnaires environnementaux, enseignants et étudiants. Le pastoralisme méditerranéen est une composante importante de son champ de préoccupations.
Il a pour objet :

- de favoriser l'échange et la communication entre tous les acteurs du pastoralisme,
- de promouvoir la modernité du pastoralisme dans ses dimensions scientifiques, techniques et culturelles et,
- d'apporter une expertise auprès des instances en charge des politiques relatives au pastoralisme.

Il porte de nombreuses actions d'échanges et de communication et coordonne des groupes de réflexion nationaux :

- organisation de séminaires,
- organisation des Rencontres nationales annuelles des acteurs du pastoralisme
- animation de groupes de travail et d'échange nationaux sur des questions techniques et scientifiques, réglementaires, méthodologiques
- intervention lors de colloques et séminaires nationaux ou internationaux,
- publication d'une revue trimestrielle « Pastum » diffusée aux membres,
- gestion d'un site Internet présentant les organismes travaillant sur les questions pastorales dans les différents territoires pastoraux français et leurs partenaires : services pastoraux, organismes de recherche, établissements d'enseignement, gestionnaires environnementaux…

Enfin l'AFP a organisé en 1991 le IV ème Congrès international des terres à pâturages à Montpellier (Actes du IV ème CITP Vol 1,2 et 3, CIRAD – SCIST, 1993, 3vol, 1279 p., Montpellier). Cette association contribue puissamment à la modernisation du pastoralisme tout en maintenant ses composantes techniques de base et son identité culturelle.L'Association Française de Pastoralisme compte environ 200 membres, personnes physiques ou morales

Le Réseau Coupures de Combustible (France)

Un objectif d'échange et de mise en commun de l'information :

Depuis 1992, le réseau s'est structuré autour de deux laboratoires de l'INRA d'Avignon : l'Unité d'Eco-développement et le programme Prévention des Incendies de Forêt de l'Unité de Recherches forestières méditerranéennes pour la collecte et l'analyse de données sur la gestion des coupures de combustible : suivis de végétation, approche des coûts d'entretien, partage d'expériences en matière de conception et d'efficacité des dispositifs existants. Depuis 2001, l'Etat via la Direction à la Protection de la Forêt Méditerranéenne, finance un temps d'animation du réseau, ainsi que l'édition des publications du Réseau.

Le réseau fonctionne grâce à l'implication importante de nombreux partenaires : chercheurs, gestionnaires, organismes de conseil et de recherche-développement, pastoralistes, représentants de l'État et des collectivités territoriales, services de lutte contre l'incendie, etc.…

La participation au réseau est ouverte à toute personne impliquée dans la prévention des incendies de forêt et prête à investir une partie de son temps dans :

- la collecte de données sur le terrain (relevés de végétation, suivi des travaux,…),
- l'animation ou la collaboration à des groupes de travail sur des thèmes nécessitant un approfondissement (coûts des aménagements, conception des coupures…),
- la participation aux réunions plénières organisées chaque année, au cours desquelles les groupes de travail font part de leurs avancées et où sont discutés d'autres thèmes, qui soulèveront éventuellement d'autres questions.

La forte implication du pastoralisme dans de nombreuses opérations de prévention des incendies de forêt, comme les dispositifs de coupures de combustible, en a fait un objet particulièrement observé et traité dans le cadre des activités du réseau.

Le réseau a aujourd'hui réalisé 12 publications, référents sur la question de la prévention des incendies de forêt et sur les conditions de participation du pastoralisme à cette prévention.

Le Réseau Brûlage Dirigé (France)
Un objectif d'échange et de mise en commun de l'information et des connaissances

Depuis 1999, le réseau s'est structuré autour des questions d'échanges, de valorisation des connaissances et de formation sur la pratique du brûlage dirigé par les équipes spécialisées et sur la problématique des brûlages des agriculteurs et des pasteurs.

Pratique ancestrale de gestion de la végétation des parcours par les pasteurs en complément de la dent du bétail, le feu pastoral demeure en effet un outil privilégié, notamment pour parvenir à maîtriser l'embroussaillement sous conditions pédoclimatiques méditerranéennes ; cette pratique

longtemps décriée fait aujourd'hui l'objet de nombreux travaux des partenaires du réseau. Se posent également les questions de l'usage du feu par les populations locales (pratiques d'entretien des bergers) ou de son utilisation en lien avec la prévention des incendies de forêt (gestion du risque).

Le réseau intervient en cas de besoin sur les aspects législatifs et réglementaires (loi forestière française, arrêtés préfectoraux , cahiers des charges Natura 2000…). Il a développé et proposé une « charte du brûlage dirigé » qui prescrit les usages et les bonnes règles d'emploi du feu.

Le réseau fonctionne grâce à l'implication importante de nombreux partenaires :

- services départementaux d'incendie et de lutte
- sécurité Civile
- recherche & universités
- gestionnaires : DDAF, ONF et Forestiers sapeurs, Collectivités, Parcs, Réserves Naturelles
- Services pastoraux.

Le réseau organise chaque année des rencontres plénières, au cours desquelles les participant font part de leurs avancées dans leurs régions ou départements respectifs et où sont discutés des thèmes spécifiques.
Le réseau bénéficie d'un soutien de l'Etat via la Direction à la Protection de la Forêt Méditerranéenne, pour l'animation du réseau, ainsi que l'édition des publications du Réseau (actes des rencontres plénières).

Le programme Interreg IIIb BDINTERSOE

Le programme Interreg IIIb BDINTERSOE est un programme qui vise à la mise en place d'un réseau d'échanges de savoir faire et de bonnes pratiques entre professionnels sur le brûlage dirigé, en tant qu'outil au service de la lutte contre les incendies, du pastoralisme et des gestionnaires des espaces naturels

Il fédère des organismes de trois régions de l'UE :

- Catalunya (corps des bombers Generalitat de Catalunya),
- Trás-os-Montes - Alto (Universidade de Vila Real),
- Languedoc-Roussillon (SUAMME) - chef de file.

En lien avec les politiques de prévention (dite DFCI / Défense des Forêts Contre l'Incendie) menées dans chaque région, deux mesures intervenant dans la «gestion spatiale et temporelle du risque» sont particulièrement visés :

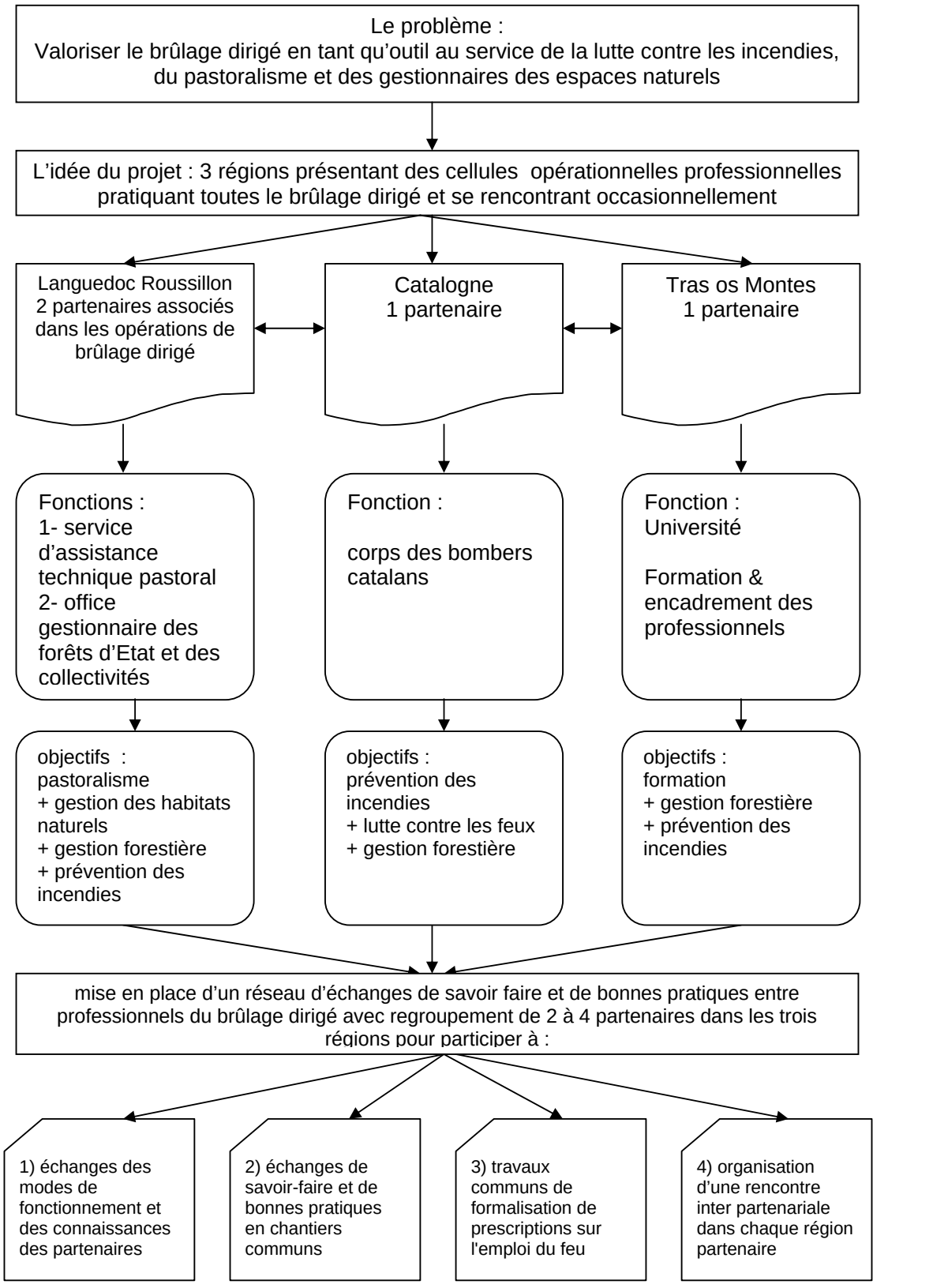
- aménagement du terrain : l'emploi du feu en tant qu'outil d'entretien des zones sensibles aux feux de forêt, afin de réduire la masse de combustible sur les « coupures stratégiques », en bordure ou à l'intérieur des massifs forestiers,
- l'imitation des causes : l'accompagnement de la demande de feux pastoraux par les éleveurs et les bergers, afin de prévenir les feux sauvages et incontrôlés en zones sensibles, de mieux reconnaître ce besoin, de l'encadrer, voire de le réaliser de façon satisfaisante.

La finalité du programme est de donner au brûlage dirigé une dimension méditerranéenne et européenne au moyen d'un exemple de coopération transnationale regroupant plusieurs équipes du Portugal , de Catalogne et de France travaillant sur cette problématique.
Les objectifs de ce programme d'échange portent sur :

- la mise en place d'échanges de savoir-faire et de pratiques permettant de satisfaire conjointement les objectifs pastoraux, environnementaux et de prévention des incendies de forêt,
- ces échanges se faisant au moyen de chantiers communs où l'ensemble des partenaires du projet se retrouveront.

Les détails de l'organisation du programme sont indiqués dans l'organigramme du projet ci-joint.

Organigramme du programme INTERREG BDINTERSOE







HAUT GAUCHE

Séminaire Interreg IIIc PASTOMED en Languedoc Roussillon (mars2007)

HAUT DROIT

Séminaire Interreg IIIc PASTOMED en PACA (octobre2007)

Le programme Interreg IIIc PASTOMED 1

Le programme Interreg IIIc PASTOMED 1 est un programme qui vise à la mise en place d'un réseau d'échanges entre professionnels de l'élevage et institutions de huit régions méditerranéennes de l'UE :

- Abruzzo
- Sardegna
- Ipeiros
- Andalucia
- Alentejo
- Entre Douro e Minho
- Languedoc-Roussillon
- Provence-Alpes-Côte d'Azur

Les objectifs de ce programme d'échange PASTOMED 1 portent sur :

- la création d'un réseau,
- la connaissance mutuelle du pastoralisme de chaque région,
- l'analyser des évolutions des systèmes pastoraux notamment du point de vue du développement durable,

PHOTO PANORAMIQUE

Visite de terrain Interreg IIIc PASTOMED sur pastoralisme et prévention des incendies (octobre 2007)





EN HAUT)

Visite d'une coupure de combustible entretenue par le pastoralisme dans le Var lors de la rencontre plénière du réseau coupure de combustible dans le Var (octobre 2007)

EN BAS GAUCHE

Séminaire UCP en Languedoc Roussillon (septembre 2007

EN BAS DROITE

Séminaire Interreg IIIb BDINTERSOE au Portugal (janvier 2008)





• la mise en œuvre de propositions d'adaptations des politiques appliquées au pastoralisme,

• le repérage et la mise en commun des innovations concernant le pastoralisme dans chaque région.

Le programme a permis de confronter la question de la durabilité des systèmes pastoraux dans les régions partenaires, grâce à l'analyse comparative des conditions économiques de productions et des politiques mises en œuvre. L'une des conclusion des travaux sur la durabilité des systèmes pastoraux :

« … en Méditerranée, les systèmes pastoraux, au travers de leurs pratiques de production, de leurs produits et des externalités positives qu'ils génèrent, même si ces dernières ne sont pas reconnues aujourd'hui et de la même façon partout, demeurent plus que jamais une des réponses aux questions de développement durable. »

La recherche et la description des expériences innovantes du pastoralisme méditerranéen menée dans chaque région a également apporter des indications utiles sur les principales stratégies de développement à suivre : 15 expériences ont été *in fine* retenues et hiérarchisées parmi 55 présentées par les régions.

A la suite du programme Interreg IIIc PASTOMED 1 est proposé un nouveau projet, le projet Interreg IV PASTOMED 2, pour renforcer les expériences acquises, fédérer les professionnels de l'élevage des différentes régions partenaires, élargir le partenariat à de nouvelles régions, et intervenir de façon approfondie sur trois à quatre thématiques prioritaires :

• le suivi des évolutions et la prospective pour un développement durable du pastoralisme et des territoires méditerranéens,

• les actions de démonstration du rôle territorial du pastoralisme dans la prévention des incendies et le maintien de la biodiversité et la création de paysages, au travers de la mise en œuvre d'un réseau de sites pilotes et de démonstration situés dans chaque région,

• les actions pour la reconnaissance sociale du pastoralisme en lien avec les stratégies territoriales de valorisation des produits et le métier.

LE PARC NATIONAL DES CEVENNES ET LA RESERVE DE BIOSPHERE

PAYSAGE ET PASTORALISME : L'EXEMPLE DU PARC NATIONAL DES CÉVENNES

Louis OLIVIER
Directeur du Parc national des Cévennes (Florac)



Paysages en Cévennes et Causses et pastoralisme.

Le Parc national des Cévennes compte 91 270 hectares (environ 80% en Lozère, 20% dans le Gard) en zone cœur protégée et 230 110 hectares (50% en Lozère, 40% dans le Gard, 10% en Ardèche) en 2008 en aire optimale d'adhésion. Cet espace protégé est situé au carrefour des influences atlantiques, méditerranéennes et continentales du fait de sa situation au sud du Massif Central. Il est assis sur 4 grands massifs : le Mont-Lozère au nord est, le Mont-Aigoual et le Lingas au Sud Ouest, le Causse Méjan à l'ouest. Ces reliefs sont enraillés de vallées très marquées : les gorges du Tarn et de la Jonte à l'ouest, les hautes vallées cévenoles (Vallée française, Vallée Borgne, Vallée Longue, Vallée de la Mimente) au Sud–Est. Les Cans, sortent de mini - causses les surmontent à l'Est.

Les paysages des hautes Cévennes sont notoirement connus. La nature de la roche y joue un rôle de premier plan de par la diversité qu'elle donne au relief tout autant que par la végétation qu'elle autorise. La juxtaposition de grands espaces, de forêts profondes et de mosaïques de milieux et de hameaux jouent un rôle similaire. Elle trouve son origine dans :

- La diversité géologique qui dessine des ensembles très différenciés : plateaux calcaires steppiques du Causse et des Cans où le beige, le jaune et le blanc dominent et trahissent la forte aridité de ces ensembles, lourd massif granitique du Mont-Lozère, le gris des blocs de granite donnent un caractère presque lunaire au paysage, vallées de la Mimente et des Gardons profondément creusées dans le schiste ;

- La diversité climatique : les hautes terres cévenoles traversées de part en part, par la ligne de partage des eaux sont des terres de contraste, pluies particulièrement fortes et très irrégulières avec de violents orages d'automne, climat chaud avec forte sécheresse estivale dans les vallées des Gardons au climat très rude (plus de 90 jours de gel/an) sur les pentes nord du Mont-Lozère.

- L'empreinte de l'homme qui a façonné les paysages : dynamique agricole et pastorale qui source de mise en valeur paysagère et environnementale (terrasses, béals, lavognes...) ; dynamique forestière, très forte à la fin de XIXème siècle sur l'Aigoual et le Bougès comme réponse notamment aux phénomènes d'érosion ; mouvement d'abandon et de déprise qui caractérise depuis un siècle et surtout depuis 4 décennies une grande part de la châtaigneraie cévenole.

Sur ces terres rudes, la part de l'homme dans le paysage paraît au premier abord discrète. L'équilibre et le compromis subtil entre nature et société est néanmoins bien présent. Dans les hautes vallées schisteuses, l'habitat regroupé en petits hameaux forme autant de touches vertes et donne à ce paysage un caractère intimiste. En y regardant de plus près, il est possible de relever partout, les traces d'une civilisation rurale, très présente dans la mise en valeur et l'occupation de l'espace. L'intégration de la pierre et du bâti dans l'espace rural est particulièrement élaborée. Elle l'est également sur le Causse calcaire ou sur le mont Lozère granitique. Partout, le paysage tire partie de son ouverture : pelouses du Mont-Lozère et steppes du Causse Méjan, forment de grands espaces où le temps paraît suspendu. Pourtant, sans l'homme, le Causse deviendrait une forêt et perdrait l'essentiel de ses valeurs paysagères et écologiques. Le contraste est puissant avec la qualité du paysage forestier construit en grande partie par décision administrative à partir de la fin du XIXème siècle, la forêt de l'Aigoual en étant le plus beau témoignage.

Il est ainsi aujourd'hui difficile de démêler patrimoine naturel et patrimoine culturel. Comme on l'entend parfois : «les Cévennes sont encore un des rares pays où l'on se sent quelque part», tant il est vrai que ce territoire a su garder l'essentiel de son caractère et de son authenticité. L'exceptionnelle audience que l'image «Cévennes» a acquis dans le monde en témoigne. Elle doit sûrement beaucoup à cette qualité paysagère mais également à l'histoire du protestantisme.

Aujourd'hui la qualité paysagère est devenue un véritable enjeu de développement Il est à noter que cet enjeu paysager est également à l'origine de la création, en 1970, du Parc national des Cévennes. L'élévation en 1986 par l'UNESCO du parc national des Cévennes en «Réserve mondiale de la biosphère» est venue le confirmer.

Le pastoralisme, l'agriculture et l'exploitation forestière sont ainsi, en Cévennes et sur les Causses, les principaux modes de gestion de l'espace. L'histoire montre, néanmoins, que, selon les pratiques mises en oeuvre et les régions concernées, l'agriculture peut aussi bien jouer un rôle favorable que défavorable sur le paysage et sur l'environnement.

Parmi les paysages identitaires de ce territoire, la steppe du Causse est un territoire d'intérêt exceptionnel dont les correspondants en Europe occidentale se trouvent en Estramadure. . Arrêtons - nous quelques instants sur ce complexe d'habitats particulier : outre son originalité, la taille et l'aspect non fragmenté de l'espace en fait un paysage exceptionnel parmi les pelouses calcicoles européennes. D'origine agro-pastorale, elles abritent une grande richesse spécifique et de nombreuses espèces remarquables, voire endémiques. Ces milieux ouverts comprennent des espèces inféodées à des écosystèmes qui se raréfient. La flore y présente une forte biodiversité. Les Grands Causses comptent près de 2000 espèces de plantes supérieures, soit 40 % de la flore

française. Le Causse Méjan et ses Gorges en rassemblent plus de 120 Une vingtaine est rare ou menacée, dont une dizaine spécifique des pelouses caussenardes. La faune a pour habitat privilégié les milieux ouverts. Les Causses Méjan et de Sauveterre abritent 456 espèces animales, dont 108 espèces d'oiseaux et 40 espèces de mammifères. Parmi elles, 123 ont un statut de protection. Les habitats de la faune sont fréquentés par des oiseaux nicheurs, comme les Busards Saint-Martin, Cendrés et de nombreux Passereaux. De grands rapaces utilisent les milieux ouverts pour se nourrir, tels les Vautours, le Hibou grand-duc, le Circaète Jean le Blanc.

Une vingtaine d'espèces à fort enjeu patrimonial dépend de ces milieux ouverts. Ainsi sur le Causse Méjan vit l'une des principales populations de papillon menacée au niveau européen : l'Apollon. Cet insecte est strictement lié à certaines pelouses. La préservation des pelouses bénéficie encore à bien d'autres espèces : chauve-souris, batraciens, insectes…

Or cette steppe n'existe et ne peut exister que par un pastoralisme utilisant tout l'espace concerné.

A l'inverse, l'élevage transhumant parce qu'il avait atteint un niveau d'intensification trop élevé sans s'accompagner de moyens de protection appropriés, a conduit au XIXème siècle au développement d'une érosion dramatique sur l'Aigoual à l'origine d'un appauvrissement général du milieu et d'inondations catastrophiques en aval.

Les transhumants sur les Hautes Terres, par leur pratique et leur gestion du milieu, se rapprochent aujourd'hui des exploitants sédentaires, sans en avoir la capacité foncière. Ils se heurtent comme eux à l'immobilisme ou au renchérissement du foncier et subissent le contrecoup des spéculations sur les terres agricoles. Le changement d'orientation de la transhumance (diminution de la transhumance ovine et augmentation de la transhumance bovine) a également entraîné de profonds changements dans l'utilisation de l'espace. La transhumance ovine dépend maintenant fortement de l'établissement public du Parc national des Cévennes qui a racheté certains terrains pour maintenir les parcours.

La conservation des eaux, des sols et de la biodiversité, apparaît donc comme l'un des éléments déterminants d'une action positive de l'agriculture sur l'environnement et sur sa capacité à proposer pour les territoires concernés un modèle de gestion durable. Elle joue aussi un rôle majeur sur le paysage : les terrasses font également partie des paysages identitaires cévenols, utilisation de matériaux locaux, qualité d'un savoir–faire ancestral, ingénierie paysanne traditionnelle optimisant l'usage de l'espace, donnent du sens à ces paysages.

La contribution du Parc national des Cévennes.

Depuis sa création en 1970, l'établissement public, Parc national des Cévennes a consenti d'importants efforts pour sauvegarder et mettre en valeur les paysages des hautes Cévennes et des Causses. Son action dans ce domaine s'est concentrée sur la zone centrale et a porté principalement d'une part sur le maintien d'une agriculture utile à l'environnement et d'autre part sur l'architecture et le contrôle des travaux.

L'établissement public du en matière de travaux publics ou privés, a donc en zone centrale un pouvoir de contrôle et de décision. Les règles d'esthétique, approuvées par le Conseil d'administration de cet établissement, précisent ainsi les orientations souhaitées. Ces dispositions réglementaires ont largement contribué à sauvegarder les paysages en zone centrale. L'action la plus significative du Parc en matière de travaux a été l'architecture. Il ne s'est ainsi pas confiné dans un rôle régalien. Il en est devenu dès l'origine un acteur de premier plan : le service architecture du Parc a accompagné plus de deux milliers de chantiers allant de la réfection de bâtiments d'exploitation, de maisons d'habitations ou d'édifices publics et religieux à l'aménagement ou la construction de gîtes ou de bâtiments d'élevage, partant du principe que la pierre (calcaire, schiste, granite) constituait à proprement parler un des piliers de cet art de bâtir. L'action du service architecture conjuguée à l'intervention financière du Parc (prise en compte des surcoûts pour les couvertures en lauzes, aide au financement des gîtes) a été à cet égard, déterminante. Elle a également contribué à sauver les savoir - faire traditionnels qui étaient liés à ces techniques de construction.

L'intervention sur l'agriculture n'a pas été moins importante. Elle s'est traduite par une série d'actions pragmatiques définies et examinées au cas par cas. Elle a conduit notamment à inviter les agriculteurs à diversifier leur activité sur le tourisme (financement de gîtes ruraux) et à passer avec eux des contrats (contrats «Mazenod», «plans d'environnement») pour l'entretien du paysage et de l'environnement. Ces contrats, avec 20 ans d'avance, préfiguraient les mesures agri-environnementales actuellement en cours de mise en oeuvre dans les pays de la Communauté Européenne.

Le résultat a été une perte en nombre d'exploitations agricoles deux fois moindre que dans le reste de la région et globalement un certain maintien du paysage agraire des hautes Cévennes.

Le Parc national des Cévennes a ainsi tenté d'allier défense et restauration écologique et paysagère et rénovation rurale, et de mener ainsi une politique de conservation et de développement. Ses interventions l'ont amené à jouer un rôle moteur dans le maintien et le développement du système agro pastoral. Le soutien aux activités agro pastorales et notamment aux projets visant au maintien et au renforcement de la transhumance ovine (notamment action sur les drailles et diagnostic pastoral des estives), qui permettent l'entretien du milieu et qui, bien conduites, n'entraînent pas de dégradations, a été jugé comme essentiel.

Ainsi, les acteurs agricoles et pastoralistes du Gard et de la Lozère (chambres d'agriculture, ALAFAR, CIME, SAFER, SUAME, etc.), se sont associés au Parc national des Cévennes :

- pour le montage et la conduite de projets de territoires (animation foncière, participation au suivi et à l'animation des 12 groupements pastoraux lozériens etc.),

- pour la contractualisation de la gestion des landes et pelouses du Mont Lozère dans le cadre d'un programme Life (11 contrats signés),

- pour la mise en œuvre des Plans Locaux d'aménagement Concerté , PLAC transhumance, PLAC Méjan (diagnostic agro - pastoral des 18 estives collectives, 14 contrats signés, pour ouverture de milieux pour un montant de subvention total de 20 419.43 € et une surface totale de 740 ha),

- pour la réalisation des DocOB (document d'objectifs) Natura 2000 sur l'ensemble du cœur du parc et deux territoires situés à cheval sur le cœur et l'aire optimale d'adhésion ou dans la proche périphérie du cœur,

- pour l'nstruction et l'accompagnement des demandes d'autorisations de travaux et prise en compte des surcoûts architecturaux pour les bâtiments agricoles (à titre indicatif en 2006, 9 dossiers ont été traités pour un montant total de surcoût de 41 594 € ; en 2005, 10 dossiers ont été traités pour un montant total de surcoût de 7 665 €),

- pour les contrats d'Agriculture Durable (CAD), Mesures Agi-Environnementales territorialisée ou MAEt (14 diagnostics CAD, 27 diagnostics à ce jour pour les Mesures Agi-Environnementales territorialisées pour un montant global de 1 350 000 €,

- pour les contrats spécifiques au Parc national des Cévennes concernant des agriculteurs (contrats Mazenot : 135 contrats de 2003 à, 2006 ; contrats «patrimoine» : 29 contrats entre 2000 et 2006 pour 48 700 € ; contrats entrant dans le cadre du programme « gestion et restauration des zones humides du Mont Lozère » cofinancé par l'Agence de l'eau Adour Garonne : contractualisation de 96 ha de tourbières pour un montant de 131 013 € et pour 14 contrats ; contrats d'exploitation ou aide à l 'installation pour un montant total de plus de 90 000 €).

En zone cœur, l'établissement public a également pratiqué une politique foncière par l'intermédiaire de la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural (SAFER), rachetant propriétés et terrains de parcours mis en fermage, loués par exemple pour la transhumance à la Coopérative d'estive de brebis «la Raïole». Il est également intervenu en attribuant des aides aux exploitants agricoles par les Plans d'environnement, et en participant à la protection du patrimoine génétique d'espèces animales ou de variétés végétales locales (brebis Raïole, cheval Meyrens, mûriers, châtaigniers…). Il s'est ainsi notamment Intéressé au processus de qualification

des «Agneaux de parcours». Cette filière, née sur le territoire et avec le concours du Parc national des Cévennes, vise à produire un agneau d'herbe tout en assurant une gestion écologique des parcours, souvent négligés par des élevages de bergerie.

Cette palette d'actions et de soutien doit aujourd'hui s'inscrire dans des dispositifs nationaux et européens, dont les financements sont devenus très importants et sans commune mesure avec les faibles moyens incitatifs que l'établissement public du Parc national peut y consacrer, indépendamment de l'accompagnement individuel des projets par ses propres agents. Dans un tel contexte, le financement de l'agriculture dans un but non plus seulement de production, mais aussi de gestion écologique et paysagère paraît non seulement légitime mais indispensable. De telles initiatives ne résolvent cependant pas toutes les difficultés et notamment celles de la gestion du temps des agriculteurs. En effet dans des exploitations de plus en plus grandes, les activités annexes jugées nécessaires pour assurer la survie économique de l'exploitation (agri tourisme, valorisation agro-alimentaire des productions, etc.) sont limitées par les marges de manœuvre de plus en plus étroites dont disposent les agriculteurs. La gestion du temps devient pour l'exploitation agricole une préoccupation centrale. La prise en compte de missions nouvelles dans le domaine de la biodiversité et des paysages devra donc être sérieusement accompagnée si elle veut atteindre ses objectifs, et ce tant du point de vue financier que technique.

Chapitre 5

ANALYSES COMPLEMENTAIRES

Quelques éclairages

TRANSHUMANCES[1]

Anne-Marie BRISEBARRE
Laboratoire d'anthropologie sociale

La transhumance est fille des contrastes d'altitude…
Philippe Arbos, 1922

Transhumance, nomadisme, ambulance : trois formes de mobilité pastorale

La transhumance est une pratique pastorale qui consiste, en fonction des saisons, à déplacer les troupeaux d'un territoire à un autre écologiquement différent mais complémentaire du premier. Ce terme désigne donc le voyage des troupeaux conduits par les hommes, éleveurs et bergers ; mais par extension, on y inclut souvent la période entre les déplacements aller et retour, période pendant laquelle bêtes et gens séjournent sur les pâturages temporaires, généralement nommée «estivage» ou «hivernage» selon la saison, été ou hiver.
Ces mouvements de transhumance dite «verticale» ont existé et perdurent dans de nombreuses contrées, généralement montagneuses ou à proximité de régions de montagne. Ils sont en particulier caractéristiques des pays situés sur le pourtour de la Méditerranée, au nord comme au sud.
Sont concernés des troupeaux ovins, bovins, caprins, équins et même parfois porcins, certaines de ces espèces étant parfois mélangées à cette occasion : on parle alors de transhumances ou de troupeaux «mixtes».
Dans de vastes régions de steppes et de déserts, c'est tout le groupe humain qui «nomadise», accompagnant le bétail (moutons, chèvres, vaches, chevaux ou chameaux), se déplaçant continuellement à la recherche de parcours, s'abritant dans des habitats mobiles, yourtes ou tentes. Pour les géographes, le nomadisme[1] se caractérise à la fois par cette recherche permanente de pâturages et par ce double déplacement, humain et animal, tandis que seuls quelques membres du groupe ou quelques bergers salariés conduisent les troupeaux transhumants d'une seule traite jusqu'à un espace où les ressources en herbe leur permettront de demeurer plusieurs mois.
Il arrive cependant que les deux formes de déplacement se conjuguent, certains nomades sahariens effectuant une transhumance pour passer d'une zone de nomadisme à une autre, en particulier lorsque ces dernières sont séparées par des terres dont ils ne peuvent s'approprier les pâturages.
Sur le territoire français, les seuls éleveurs dont le rythme de vie se rapproche de celui des nomades sont des «ambulants»[2], bergers sans terre, vivant à l'année dans des cabanes mobiles, toujours à la recherche d'une friche ou d'une pâture à louer pour nourrir leurs troupeaux. Dans le Midi, quelques «herbassiers», éleveurs ne possédant que leurs troupeaux, pratiquent encore une ambulance réduite à deux ou trois «places» pendant l'hiver dans les plaines, transhumant l'été vers les montagnes proches[3].

1 Dans la continuité de nos discussions pastorales et de nos terrains transhumants de ces derniers mois, cet article a été lu par Guillaume Lebaudy et Audrey Pégaz-Fiornet. Je les remercie de l'enrichissement apporté par leurs remarques et leurs indications bibliographiques.

2 D'après P. Fénelon (1970), le terme nomade dériverait du grec nomas, «qui est à la pâture», et ados, «satiété», le nomadisme étant un « procédé d'élevage pratiqué dans les pays à pâturages éphémères et saisonniers ; il consiste en déplacements réguliers ou irréguliers du troupeau et du groupe humain tout entier qui en vit ».

3 Parmi les éleveurs, l'ambulant est le «sans pâturage fixe», « celui qui ne demeure pas au même lieu » dit le Dictionnaire de la langue française de Littré.

4 G.Lebaudy a connu, il y a peu, des herbassiers angoissés de ne pas savoir où ils iraient «manger» le mois suivant. Selon lui, « dans les années 50, il était fréquent que ces bergers ne sachent pas où ils feraient paître leur troupeau le lendemain. A Salon-de-Provence, ils ramenaient leurs bêtes le soir pour passer la nuit sur la Place Morgan, et c'est là qu'on venait leur proposer à bon prix de l'herbe pour le lendemain. ». Ces herbassiers en voie de disparition, dont on ne sait pas encore grand chose, mériteraient qu'on leur consacre une étude (communication personnelle).

D'un point de vue étymologique et historique, le verbe «transhumer» – de l'espagnol *trashumar*, terme forgé à partir du latin *trans*, «à travers» et *humus*, «terre», et qui signifie «aller au delà de la terre d'origine» en traversant des espaces dédiés à d'autres activités agricoles et pastorales – est un mot savant qui n'est apparu dans la langue française qu'en 1823, donc tardivement par rapport à une pratique très anciennement attestée. Par la suite on trouve dans les textes les vocables «transhumant» en 1841 et «transhumance» seulement en 1872.
Du Moyen Age jusqu'au début du XIXe siècle, ces migrations saisonnières des troupeaux étaient désignées dans les écrits par «enmontagner» ou «démontagner», «estiver» ou «hiverner», termes très proches des expressions vernaculaires encore utilisées par les bergers languedociens, provençaux, corses, dauphinois ou pyrénéens et se référant à la montée ou à la descente des troupeaux pour gagner les pâturages d'été ou d'hiver. On utilisait d'ailleurs parfois tout simplement des termes voulant dire «monter» et «descendre» pour ces allées et venues annuelles entre plaines et montagnes. Chez les provençaux et les piémontais, on disait aussi «faire la routo[4] (la route)» et en Languedoc «faire la draille» ou «endrailler», la draille étant le chemin tracé par le passage des moutons, raccourci passant par les crêtes dans la montagne.
Cependant, même si dans ses enquêtes pastorales le ministère de l'Agriculture recense ensemble les transhumances et les différentes sortes de mobilité estivale en se fondant sur l'utilisation, pendant une partie de l'année seulement, de surfaces de plus de dix hectares d'un seul tenant pour le pâturage d'un ou plusieurs troupeaux, tous les déplacements de troupeaux entre plaines et montagnes ne peuvent être qualifiés de transhumance.

Quand peut-on parler de transhumance ?

En 1922, dans son ouvrage *La vie pastorale dans les Alpes françaises*, le géographe Philippe Arbos a tenté de schématiser les différents types de mobilité pastorale pratiqués dans ce vaste massif montagnard. Il y souligne la complexité des mouvements des troupeaux et des groupes humains dans certaines contrées alpines, par exemple en Tarentaise où transhumance, inalpage et remues coexistent dans les grandes et les petites «montagnes» pastorales ou agropastorales[5]. Ainsi, dans les Alpes du Nord, on «se remue» sur de nombreux terroirs villageois d'un étage à l'autre, en variant les altitudes pour exploiter l'herbe au fur et à mesure des saisons : de l'exploitation de la vallée – où stabulent les troupeaux pendant l'hiver – au chalet intermédiaire de moyenne montagne qui accueille famille et animaux au printemps et en automne, et jusqu'aux pâturages d'altitude où les éleveurs envoient leurs bêtes accompagnées de quelques alpagistes durant l'été.
Parmi les critères qui définissent les systèmes transhumants, Arbos avance la provenance des troupeaux de régions situées « loin de la chaîne alpine », ou au moins leur venue depuis des zones qui « se différencient [des alpages] par leur altitude et leur climat ». Autre particularité soulignée par le géographe, ces troupeaux « ne circulent que sous la conduite de bergers, ce qui justifie bien le nom de transhumance appliquée à leurs migrations ». Ce rôle des bergers lors de la circulation des troupeaux lors du voyage de transhumance implique-t-il leur présence tout au long du séjour en montagne, c'est-à-dire le gardiennage et la conduite des bêtes au pâturage ? On reviendra plus loin sur cette interrogation à propos des transhumances locales.
Arbos distingue trois grands types de transhumance : la transhumance « directe » conduit l'été les grands troupeaux ovins venus du bas pays méditerranéen jusque sur les alpages montagnards ; la transhumance « inverse » désigne la descente hivernale des ovins, souvent accompagnés de quelques bovins, de la montagne vers les plaines et le littoral ; la transhumance « commerciale » correspond à l'estivage de troupeaux provenant de l'étranger et destinés à un rapide engraissement avant d'être vendus pour la boucherie, pratique qu'il considère comme une « économie destructive » car elle est menée par des marchands qui ne se préoccupent pas de l'équilibre entre le nombre des bêtes et la capacité des parcours estivaux[6].

5 G.Lebaudy précise que « c'était une façon de dire qu'on régénérait sa présence, son emprise, sur un territoire en le parcourant chaque année ». Voir le catalogue de l'exposition « La Routo » (Albera et Lebaudy, 2001).

6 Les «montagnes» sont les alpages qui reçoivent des troupeaux durant des périodes plus ou moins longues, annuelles ou pluriannuelles. Leur diversité est aussi fonction de leur superficie (montagnes et montagnettes), leur altitude et leur exposition (adret et ubac) qui déterminent leur végétation, mais aussi de leur mode de propriété et de leur forme d'exploitation qui peut être collective ou privée.

7 Il cite, en particulier, les ovins d'Afrique du Nord, achetés par des négociants et des bouchers et transportés dans des cargos jusqu'à Marseille, puis envoyés sur des pâturages des Alpes du Sud. En 2003, G.Lebaudy a consacré un article à ces « Transhumances méditerranéennes » maritimes qui ont perduré jusqu'à l'indépendance de l'Algérie.

Primauté de la transhumance estivale ou hivernale ?

Pendant longtemps, la transhumance estivale, de la plaine vers la montagne, a été considérée comme celle qui s'était mise en place la première. D'où son appellation de transhumance directe ou «normale», tandis que la transhumance hivernale était qualifiée d'»indirecte» ou inverse. Ainsi dans son très complet Vocabulaire de géographie agraire paru en 1970, Paul Fénelon ne fait-il figurer que deux termes : «transhumance» correspondant à « la transhumance montagnarde qu'il ne faut pas, dit-il confondre avec l'estivage » et «transhumance inverse», celle d'hiver qu'il oppose à la transhumance «normale» d'été.

Or, si les recherches font remonter le début de la transhumance ovine vers les montagnes cévenoles au réchauffement du climat de la garrigue languedocienne, environ 2000 ans avant notre ère (Dugrand, 1964), les spécialistes semblent être moins catégoriques sur les débuts de la transhumance alpine (Coulet, 1978 ; Coste,1972 ; Jourdain-Annequin et Duclos, 2006). Entre 5000 et 1000 ans avant notre ère, des grottes d'altitude auraient servi d'abri à des troupeaux de moutons et de chèvres domestiques dans les montagnes du Diois et en Haute Maurienne. Les archéozoologues qui les ont fouillées ont émis l'hypothèse que les premiers bergers alpins auraient alors « inventé l'alpage et la transhumance » (Beeching, Brochier et Sidi Maamar, 1998-99). Mais les historiens sont encore réservés sur la définition et le sens de ces premiers déplacements de troupeaux car de longues périodes restent obscures, faute de traces témoignant du début et de la poursuite d'une telle mobilité pastorale.

Contrairement à la situation dans la péninsule italienne, la période romaine n'aurait pas laissé de preuves de l'existence d'une transhumance de la Provence vers les Alpes. Des fouilles ont pourtant mis à jour les vestiges de plus de cent bergeries disséminées pendant les premiers siècles de notre ère dans les 55.000 hectares de parcours que recélait alors la Crau (Badan, Brun et Congès, 1999 ; Lebaudy, 2001).

Il faut attendre le XIIe siècle pour que des archives révèlent l'instauration – ou la reprise – d'un mouvement de transhumance provençale (Sclaffert, 1926). Ces écrits rapportent un déplacement hivernal effectué par des troupeaux monastiques alpins descendant vers les herbages des plaines du Bas Dauphiné et de l'Isère et même jusqu'en Provence. Cette transhumance inverse concernera aussi les troupeaux «gavots», ceux des éleveurs montagnards de la partie orientale de la Provence, cherchant des pâtures côtières pour hiverner leurs troupeaux pendant la saison froide.

De même, les troupeaux des montagnes pyrénéennes, par exemple ceux des vallées d'Aspe et d'Ossau, ont pendant des siècles dû fuir la neige hivernale, qui obligeait les bêtes à vivre en stabulation et les éleveurs à récolter de grandes quantités de fourrage, pour gagner les rives du Gave de Pau ou les parcours plus éloignés des landes de Gascogne (Cavaillès, 1931).

Dans certaines régions, jusqu'à une période récente, les troupeaux effectuaient annuellement et successivement les deux mouvements, leur transhumance étant alors dite «double» ou «pendulaire». Ainsi les troupeaux des villages de moyenne montagne de l'arrière-pays niçois montaient l'été sur les pâturages d'altitude et descendaient l'hiver vers les plaines côtières, ne restant au niveau de l'exploitation familiale qu'aux saisons intermédiaires, printemps et automne (Giusto-Magnardi, 1996). De même, en Corse, des troupeaux vivant dans la moyenne montagne sont conduits en hiver vers les basses terres et passent l'été sur les parcours les plus hauts dont ils valorisent les ressources fourragères. Certains éleveurs laissent alors libres les porcs, les vaches, les chevaux et les mulets, mais surtout les brebis et les chèvres quand elles sont taries : cette errance de la « banda », le troupeau, s'appuie sur une technique de sélection des bêtes qui conserve des « greghje », des familles de bêtes qui resteront groupées sur le parcours (Ravis-Giordani, 2001).

Grandes et petites transhumances

Un des critères utilisés pour distinguer entre les formes de transhumances est la distance séparant les territoires de vie des troupeaux. Car le trajet est plus ou moins long. Quand il est effectué à pied, on parle de grande ou de petite transhumance en fonction de la durée de la marche.
Les troupeaux qui partaient de Provence cheminaient autrefois une quinzaine de jours, parfois plus. Les transhumances hivernales qui faisaient descendre les troupeaux pyrénéens vers les plaines

étaient aussi longues. Le transport des troupeaux par le train[7], puis en camion à partir de 1950, a bouleversé l'appréciation de la distance entre plaine et montagne, rapprochant les pâturages d'été et d'hiver. Depuis qu'ils transhument en train ou en camion, les troupeaux provençaux effectuent au moins une journée de marche jusqu'aux alpages, le dernier jour, ce temps de parcours à pied étant nécessaire pour que les bêtes s'adaptent à l'altitude et au climat de la montagne.

En Cévennes, on désignait autrefois comme grandes transhumances celles des troupeaux qui estivaient en Aubrac et en Margeride ; puis lorsque ces estives se sont fermées aux troupeaux ovins[8], le mont Lozère est devenu la destination des grands transhumants, ceux qui quittent leur vallée en emmenant pour l'été les moutons de tous les éleveurs voisins. L'étape suivante, quelques années plus tard, a vu le repli des transhumants sur le versant sud du mont Lozère, puis les Causses, en particulier le Méjan, les pâturages de la partie nord du Lozère ayant été en grande partie reboisés. Comme on le voit, le résultat de cette évolution a été le raccourcissement du trajet à parcourir entre le bas pays et les terres de transhumance.

Transhumer en Lozère était pour les éleveurs héraultais et gardois une nécessité mais aussi une aventure qui faisait du berger transhumant un homme hors du commun. Deux proverbes recueillis auprès des éleveurs cévenols rendent compte de l'importance de ce séjour annuel sur les terres de Lozère, mais aussi de ses dangers. Le premier affirme : « *Lo que losereja, tropeleja* », c'est-à-dire « celui qui monte en Lozère travaille pour son troupeau », soulignant le bénéfice que retirent les bêtes, donc aussi leurs propriétaires, de ces trois ou quatre mois passés sur des parcours à l'herbe abondante et nourrissante. Le second proverbe apporte quelques nuances en témoignant de la dureté de cette vie de transhumant, pour les hommes comme pour les bêtes, en particulier de la rigueur du climat lozérien et de ses sautes d'humeur : « *Loserassa, peloirassa* » qu'on peut traduire par « Fichue Lozère, tombe de peaux de moutons », une expression qui fait référence à l'obligation faite autrefois au berger de conserver les peaux portant la marque de propriété des moutons morts pendant la transhumance[9] pour les remettre aux éleveurs-propriétaires à la descente.

Le mont Aigoual, surtout dans sa partie gardoise, a depuis très longtemps accueilli de courtes transhumances, celles des éleveurs des contreforts méridionaux des Cévennes ou du bord voisin de la garrigue montpelliéraine. Deux journées de draille sont alors suffisantes pour gagner les parcs d'altitude. Une proximité qui se traduit pour les bergers par un sentiment d'isolement moins grand car elle permet aux éleveurs de venir rendre visite de temps en temps au troupeau et à ses gardiens.

Ces petites transhumances ont parfois été qualifiées de «transhumances locales». C'est aussi le cas dans les Alpes du Sud (Queyras, Ubaye et Valgaudemar), ou dans certaines régions des Pyrénées, où les petits troupeaux des vallées de moyenne montagne disposant d'estives d'altitude sur le terroir même des communes ou sur une commune voisine n'ont besoin que de quelques heures, au plus une journée, pour gagner leurs pâturages d'été. Dans ce cas, ce n'est pas la distance parcourue qui instaure la complémentarité des ressources pastorales saisonnières, mais la dénivelée.

Comme je l'ai souligné plus haut, Arbos semble faire de la présence des bergers un des critères définissant la transhumance. Présence lors du voyage ou tout au long du séjour en montagne ? Il n'était pas rare, lors des transhumances locales dans les Alpes du Sud, que les troupeaux, conduits par leurs propriétaires jusqu'aux alpages par des chemins d'accès escarpés, y soient laissés sans gardien une grande partie de l'été : un éleveur montait de temps en temps voir si tout se passait bien. Même regroupés, ces petits agropasteurs ne pouvaient payer un berger commun : pendant la période où les troupeaux étaient en montagne, ils étaient très occupés, devant s'adonner aux tâches agricoles, en particulier à la récolte du fourrage nécessaire à l'alimentation des bêtes durant l'hiver. Il aura fallu le retour du loup dans la région, il y a quelques années, pour que soient abandonnées ces habitudes.

8 Dès 1878, la compagnie ferroviaire PLM (Paris-Lyon-Méditerranée) a proposé ses services aux éleveurs pour atteindre le pied des montagnes de l'Oisans, de la Tarentaise et de la Savoie. Dans les Pyrénées, à partir de 1926 des trains spéciaux emmenaient les troupeaux passer l'hiver en Aquitaine.

9 Les montagnes d'Aubrac se sont spécialisées dans la transhumance bovine au début des années 1960 (voir A.Durand-Tullou, 1971), tandis que la plupart des estives de Margeride qui accueillaient des troupeaux ovins du bas pays ont été reboisées à peu près à la même période.

10 Outre les morts dues aux maladies et aux accidents, les moutons pouvaient être attaqués par des loups ou mordus par des vipères ; mais il y avait aussi les morts dues à la foudre, en particulier sur le mont Lozère réputé pour la violence des orages que sa richesse en filons de divers minerais attirait (Brisebarre, 1978).

Transhumance, inalpage, estivage

De tels systèmes d'élevage posent aussi la question de la différence entre transhumance, «inalpage» et «estivage». P.Fénelon donne cette explication de l'inalpage : « C'est la période où les troupeaux sont sur les pâturages d'été dans les Alpes ; ils y restent jusqu'au début de l'automne ». Loin d'être antinomiques, inalpage et transhumance peuvent donc être complémentaires, l'inalpage désignant la période entre les deux trajets de transhumance, montée et descente.
Par contre, il définit ainsi l'estivage : « Migration et séjour, sur les pâturages d'été en haute montagne, de troupeaux qui, l'hiver, restent à l'étable, au contraire des vrais transhumants qui fréquentent des pâturages d'hiver situés dans les plaines ». Donc, pour cet auteur, il y aurait de «vraies» – et de fausses – transhumances ! Pourtant les éleveurs des moyennes montagnes des Alpes du Sud ou des Pyrénées, dont les troupeaux sont au moins une partie de l'hiver en stabulation à cause de la neige, qualifient la mobilité estivale de leurs troupeaux de transhumance.
Les divisions administratives du territoire français ont créé une autre classification. Ainsi qualifie-t-on de transhumance «intradépartementale», ou «interne», celle des troupeaux qui restent à l'intérieur du département où est situé le siège de l'élevage, quelle que soit la distance parcourue pour se rendre jusqu'aux parcours d'été (quelques dizaines ou centaines de kilomètres). Les troupeaux qui doivent traverser plusieurs départements pour gagner leurs pâturages effectuent une transhumance «interdépartementale» nécessitant plusieurs autorisations préfectorales fondées sur le contrôle de l'état sanitaire des bêtes grâce aux certificats vétérinaires.
Dans les grands massifs montagneux, les transhumants ont toujours été des passeurs de frontières, se jouant des limites établies par les pays et de leurs gardiens, les douaniers. Circulant d'un pays à l'autre à la recherche de grands espaces, ces transhumances internationales se sont produites durant des siècles. Certaines ont encore lieu, dans les Alpes entre le sud de la France et le nord de l'Italie, mais aussi dans la chaîne pyrénéenne avec Andorre et le nord de l'Espagne, parfois en infraction avec les réglementations sanitaires de plus en plus contraignantes.

Donner la parole aux éleveurs

Comme on vient de le voir, ces systèmes d'élevage transhumants sont d'une extrême diversité. Aujourd'hui, dans les Cévennes, le nombre des troupeaux ayant considérablement diminué, chaque entreprise de transhumance présente des caractéristiques particulières : personnalité et parcours du responsable, réseau de regroupement des «marques»[10], lieux de provenance et de destination, etc. D'où l'importance, plutôt que d'essayer de classer ces élevages dans une typologie préétablie qui ne tiendrait pas compte de la complexité des situations, de donner la parole aux éleveurs, de les interroger sur la façon dont ils définissent leur forme de mobilité en étant particulièrement attentif aux termes qu'ils emploient.
Ainsi les éleveurs des contreforts méridionaux de la montagne cévenole et ceux de la garrigue montpelliéraine ou nîmoise proche, dont les troupeaux montent l'été sur les monts Aigoual ou Lozère, et depuis quelques décennies sur les Causses, revendiquent-ils le statut de transhumants, qu'ils soient eux-mêmes des «entrepreneurs de transhumance» ou des bergers travaillant pour un de ces responsables, ou qu'il s'agisse de propriétaires qui confient leurs bêtes pour l'été à un de ces troupeaux collectifs et qui ne montent pas eux-mêmes en montagne. Certains accompagnent cependant le troupeau sur une partie ou tout le chemin de transhumance, «faisant la draille» avec les bergers puis redescendant s'occuper des travaux agricoles, de tâches artisanales ou touristiques. Quels que soient leur rôle et la part de leur activité consacrée à l'élevage, ils appartiennent à la communauté locale des transhumants, celle qui garde vivantes les valeurs pastorales.
En effet, il me semble que ce qui caractérise le mieux la transhumance cévenole, celle d'hier comme celle d'aujourd'hui, c'est sa dimension communautaire : qu'ils s'agissent de troupeaux rassemblant plusieurs dizaines de petites «marques» dans une vallée et effectuant de courts déplacements d'un ou deux jours pour gagner les estives les plus proches sur le versant gardois du mont Aigoual, ou de troupeaux plus importants s'adjoignant quelques marques pour atteindre le nombre de bêtes permettant de rentabiliser la location d'un pâturage sur le Lozère et les autres frais de la transhumance.

11 On donne ce nom aux troupeaux en référence à la marque de propriété que chaque éleveur appose sur la croupe ou le dos de ses moutons avant de les mélanger avec d'autres pour la transhumance.

Lors de mes premières recherches en Cévennes, dans les décennies 70-80, j'avais noté que tous les cévenols qui avaient des moutons (de quelques dizaines à quelques centaines) se disaient «bergers». Audrey Pégaz a fait la même remarque en travaillant sur les mêmes terrains plus de vingt ans après moi. Ce terme «berger» n'y est donc pas réservé au salarié d'un propriétaire de troupeau comme en Provence, mais il désigne toute personne qui s'occupe des moutons – qui possède le savoir-faire pastoral –, qu'il en soit ou non propriétaire, qu'il soit jeune ou âgé (ou même retraité), que le troupeau soit petit ou moyen (il n'y a pas en Cévennes de gros troupeaux comme en Provence). La hiérarchie à l'intérieur de cette communauté pastorale n'existe qu'en relation avec la pratique de la transhumance : on reconnaît la responsabilité – le savoir particulier fondé sur l'expérience – de ceux qui se chargent de conduire les troupeaux collectifs en montagne ; il y a ainsi des familles de grands transhumants[11]. Dans ce cas, l'expression «grand transhumant» ne renvoie pas à la longueur du voyage, mais à la compétence du responsable du troupeau collectif.

Réseaux d'entraide et regroupements de transhumance

Mon enquête auprès des transhumants cévenols dans les années 80, mais aussi le dépouillement des certificats vétérinaires de transhumance archivés depuis 1960 à la Direction des services vétérinaires (DSV) de la Lozère (Brisebarre, 1986 et 1994), m'ont permis de mettre en évidence la relative permanence des troupeaux collectifs sur les mêmes domaines d'estivage ainsi que la fréquence élevée des successions à l'intérieur des familles du rôle de responsable de transhumance. Plus encore, ce travail a montré qu'à une époque où il y avait encore un grand nombre d'éleveurs dans la moyenne montagne gardoise, on ne confiait pas ses bêtes à n'importe quel entrepreneur de transhumance, mais on choisissait aussi les marques avec lesquelles on «mesclait»[12]. Les stratégies de regroupement pour la transhumance se faisaient en fonction des méthodes et du calendrier d'élevage (en particulier la période d'agnelage), de la race des ovins, des catégories d'animaux (présence ou absence de béliers dans le troupeau collectif), ainsi que des lieux de résidence hivernale qui déterminaient des réseaux d'entraide professionnelle. Ces derniers s'étaient constitués en fonction de plusieurs niveaux de «proximité» parfois associés : proximité familiale (la famille proche – père, fils oncle, neveu – ou éloignée – les cousins dont on a un peu de mal à situer le degré de parenté) ; proximité de résidence (dans le même village, dans des mas dont les parcours sont mitoyens ou dans la même vallée) ; proximité pastorale (ceux qui élèvent la même race ovine selon les mêmes méthodes et avec lesquels des échanges de béliers sont possibles).
La cartographie des regroupements de troupeaux gardois que j'avais établie lors de cette recherche avait montré que ceux-ci se faisaient selon une aire de ramassage restreinte, c'est-à-dire entre troupeaux voisins dans la moyenne montagne gardoise, mais qu'elle était éclatée dans la garrigue. Cette situation était à mettre en relation avec l'existence de relations de parenté et d'entraide dans la zone montagneuse. Cette proximité géographique, sociale et zootechnique a longtemps permis que s'exerce un contrôle mutuel de l'état sanitaire des troupeaux destinés à se mélanger durant l'été.

Par contre, en garrigue, les exploitations – dont le nombre de bêtes par troupeau était plus élevé – étaient plus éloignées et l'entraide moins fréquente. Ces éleveurs ne se retrouvaient souvent qu'à l'occasion des marchés et surtout des foires, en particulier celles de printemps au cours desquelles se faisaient les engagements de bergers ainsi que les accords de transhumance avec les propriétaires des marques prises en pension. Aujourd'hui, la plupart de ces accords se font par téléphone et il n'y a plus guère de lieux et de moments de rencontres professionnelles.

Le nombre des troupeaux a beaucoup diminué au cours du XXe siècle, cette diminution s'étant accélérée dans les deux dernières décennies. Dans chaque région, confrontées à l'évolution de

.

12 Par exemple à Colognac, petit village de la moyenne montagne gardoise d'où partaient deux transhumances vers l'Aigoual lozérien et le mont Lozère. Certains propriétaires de la région partageaient leurs bêtes entre ces deux entrepreneurs de transhumance.

13 Le «mescladou» est le mélange des troupeaux, voulu ou non.

14 Voir l'article d'Audrey Pégaz-Fiornet sur le métier de berger dans cet ouvrage

l'agriculture et aux mutations de l'occupation de l'espace, en particulier à l'urbanisation dans les départements méridionaux, les pratiques d'élevage se sont transformées. Cependant, la mobilité pastorale s'est maintenue dans le Sud de la France sous des formes plurielles. Car, pour beaucoup de ces éleveurs, la transhumance est une condition de leur survie économique, même si elle a nécessité des aménagements dans le contexte de la modernité. Mais elle est aussi un élément identitaire très fort qui « fait partie d'eux-mêmes » (Lebaudy, 2000) et qui participe à la continuité avec le métier de leurs pères et de leurs grands-pères. L'actuelle génération d'éleveurs transhumants a cependant vu sa fonction et son image changer (13). Jusqu'alors pourvoyeurs de lait, de laine et de viande, ces bergers sont maintenant considérés comme des «jardiniers du paysage», ce paysage que leurs troupeaux ont sculpté au fil des siècles et que les Parcs nationaux et régionaux se donnent aujourd'hui pour but de préserver, ce qui ne pourra se faire sans le maintien des activités d'élevage traditionnel. Ils sont aussi devenus, dans l'actuel contexte du tourisme vert, des «animateurs culturels» pour des citadins qui rêvent de «faire la draille» et se pressent de plus en plus nombreux lors des nouvelles «fêtes de la transhumance», moment de rencontre entre monde rural et monde urbain (Brisebarre, 2007 ; Garnier, 2004 ; Labouesse, 1998).

Bibliographie

ALBERA D. ET LEBAUDY G., 2001 – *La routo. Sulle vie della transumanza tra le Alpi e il mare*, Ecomuseo Della Pastorizia, Pontebernardo, ed. Primalpe.

ARBOS PH., 1922 – *La vie pastorale dans les Alpes françaises*, Paris, Armand Colin.

BADAN O., BRUN J.-P. ET CONGÈS G., 1999 – « Ces étraves qui fendaient le mistral », *L'Alpe*, n°3, Glénat-Musée dauphinois.

BEECHING A., BROCHIER J.-L. ET SIDI MAAMAR H., 1998-99 – « A l'aube du monde, dans les grottes-bergeries », *L'Alpe*, n°1.

BRISEBARRE A.-M., 1978 – *Bergers des Cévennes. Histoire et ethnographie de l'élevage ovin et de la transhumance en Cévennes*, Paris, Berger-Levrault (rééd. 1996, Montpellier, Espace-Sud).

BRISEBARRE A.-M., 1986 – « Regroupements de troupeaux et réseaux d'entraide chez les éleveurs ovins de la montagne gardoise », *Production pastorale et société*, n°18.

BRISEBARRE A.-M., 1994 – « La transhumance ovine en Lozère. Impact de la brucellose sur l'organisation des troupeaux », *in* Duclos J.-C. et Pitte A. (éd.), *L'homme et le mouton dans l'espace de la transhumance*, Grenoble, Glénat.

BRISEBARRE A.-M., 2007 – *Bergers et transhumances*, Romagnat, De Borée.

CAVAILLÈS H., 1931 – *La transhumance pyrénéenne et la circulation des troupeaux dans les landes de Gascogne*, Paris, Librairie Armand Colin.

COULET N., 1978 – « Sources et aspects de la transhumance des ovins en Provence au bas Moyen-Age », *Le monde Alpin et Rhodanien*, n°3-4, Grenoble.

COSTE P., 1972 – « La vie pastorale en Provence au bas Moyen-Age », *Etudes rurales*, n°46.

DURAND-TULLOU A., 1971 – « L'ultime transhumance en Aubrac », in *L'Aubrac, II : Ethnologie historique, Transhumance ovine*, Paris, Editions du CNRS.

DUGRAND R., 1964 – *La garrigue montpelliéraine, essai d'explication d'un paysage*, Paris, PUF.

FÉNELON P., 1970 – *Vocabulaire de géographie agraire*, Gap, Imp. Louis-Jean.

J.-C.GARNIER, 2004 – « La transhumance en fêtes. De l'élevage spécialisé aux nouveaux usages de la nature », *in* Bromberger C., Chevalier D. et Dosseto D. (sous la dir. de), *De la châtaigne au Carnaval. Relances de traditions dans l'Europe contemporaine*, Die, éd. A Die.

GIUSTO-MAGNARDI N., 1996 – Approche ethnographique de la vie des bergers de Tende au XIXe siècle et relation de leurs écritures rupestres dans la région du mont Bego (Alpes-Maritimes). Thèse de Doctorat d'Ethnologie, Université de Nice (Lettres et Sciences Humaines).

JOURDAIN-ANNEQUIN C. ET DUCLOS J.-C. (sous la dir. de), 2006 – *Aux origines de la transhumance*, Paris, Picard.

LABOUESSE F., 1998 – « La construction de nouvelles relations entre monde agricole et société : une approche à partir des fêtes de la transhumance », *Ruralia*, n°2.

LEBAUDY G., 2000 – « Dans les pas des bergers piémontais en Provence », *Le Monde Alpin et Rhodanien*, n°1-3.

LEBAUDY G., 2001 – « Les cabanes aux écritures », *L'Alpe*, n°12.

LEBAUDY G., 2003 – « Transhumances méditerranéennes », *L'Alpe*, n°20.

SCLAFFERT TH., 1926 – Le haut Dauphiné au Moyen-Age, Paris, Sirey.

N.COULET, 1996 – « Une entreprise, la transhumance en Provence au Moyen-Age », *in* Comba R., Dal

VERME A. ET NASO I., *Greggi mandrie e pastori nelle alpi occidentali (secoli XII-XX)*, Cuneo, Società per gli studi storichi, archeologici ed artistici della provincia di Cuneo.

RAVIS-GIORDANI G., 2001 – *Bergers en Corse. Les communautés villageoises du Niolu*, Ajaccio, Albiana-PNRC.

Berger
avec son troupeau
au départ
en transhumance



BERGER, CE DRÔLE DE MÉTIER

Audrey PÉGAZ-FIORNET[1]
Doctorante en ethnologie, EHESS, Laboratoire d'anthropologie sociale.

Il est midi. Le berger retourne vers sa cabane d'estive. Il est abordé en chemin par un randonneur :
-« Alors berger, comment ça va ? »
- « Ca va… »
- « Ah, berger ! C'est un beau métier ! Vous avez le temps de réfléchir, d'observer la nature, et puis vous respirez le bon air toute l'année ! Et là, vous rentrez faire la sieste ? »
- « Non, non… Je dois aller nettoyer le parc des brebis, parce que je vends le *migon* pour les maraîchers. Après il faut que je soigne mes premières agnelées… Et puis il me faudra remonter au troupeau, parce qu'elles *détchourent* tôt. S'agirait pas qu'elles partent seules, et puis elles font bien qu'à la fraîche, le soir. Après je les rentre au parc. Ca fait tirer, pour des vacances à la montagne, pas vrai ?! »
- « Ah, mais vous ne vous arrêtez jamais ? On peut dire que vous faites un drôle de métier ! »

Le berger, un homme des marges

Dans le Bassin méditerranéen, le berger est une figure forte de l'imaginaire partagé. Par ses savoirs, sa réputation de « taiseux », sa rusticité supposée, par les espaces qu'il fréquente, l'activation de récits bibliques, légendaires ou romancés, il a acquis un statut spécial qui en fait un homme à part. Homme des lisières, des marges et des basculements, le berger a une image ambivalente, aux contours incertains. En Languedoc, on l'a souvent cru sorcier, devin et même « armier » - capable de communiquer avec les morts - ; aujourd'hui encore, on lui attribue volontiers des « dons » de guérisseur (il possède des savoirs avérés en matière de soin des maux qui affectent son troupeau). Si, en plus, le berger est transhumant (Alpes, Provence, Languedoc, Pyrénées, Massif Central), cette propension à la mobilité saisonnière (au rythme -supposé naturel- des bêtes) en fait un être insaisissable, proche du sauvage qu'il affronte quotidiennement. De même, la société pastorale fait figure de monde à part.
En Languedoc, dans les années 1970, elle trouvait sa place et sa légitimité dans le dense réseau des autres professions agricoles, respectant un rythme de travail et des temps de convivialité à la fois spécifiques et partagés (mémoire vive des foires, fêtes de village, réseau de solidarité). L'organisation traditionnelle de l'élevage ovin transhumant, telle qu'Anne-Marie Brisebarre l'a décrite en 1978 dans son ouvrage *Bergers des Cévennes*, exprimait clairement combien la dynamique entre l'entreprise de transhumance et les structures sociales et économiques locales activait des liens fondamentaux, assurant la mobilité pastorale sur un ample territoire humanisé -du bas pays jusqu'aux massifs cévenols et aux plateaux caussenards.
Aujourd'hui, tant pour des raisons économiques que par le délitement de l'ancienne cohésion du monde rural, devenir berger et/ou éleveur[2] peut être perçu comme un acte de résistance. Bien que des relations historiquement fondées sur le déplacement entre la plaine et la montagne permettent toujours à l'entreprise pastorale de maintenir un dense tissu d'interdépendances entre la ville et la campagne, les productions *directement* issues du troupeau (laine, viande) sont actuellement peu valorisées, au profit de nouveaux produits *dérivés* de la présence du troupeau : une qualité paysagère des espaces pâturés et la participation du pastoralisme à l'entretien de l'environnement (sous tutelle scientifique).

1 Je remercie pour leur relecture et leurs conseils les ethnologues Anne-Marie Brisebarre et Guillaume Lebaudy.

2 « Berger » est un terme vernaculaire qui désigne un état. Il est employé tant par les éleveurs que par les bergers salariés transhumants, pour se définir et se reconnaître au sein de leur communauté socio-profesionnelle. Par contre, « éleveur » est un terme technique qui marque un statut, et est utilisé lors de réunions et de manifestations officielles.

Etre berger et/ou éleveur ne signifie plus simplement trouver une légitimité dans l'exercice d'un métier défini par sa fonction alimentaire et reconnu par une communauté socio-professionnelle, mais nécessite également de rechercher et de mettre en œuvre un équilibre fragile entre :

- les savoir-faire et les représentations transmis et légitimés par ses pairs,
- le processus de mise aux normes des connaissances et des techniques par les professions para-pastorales (techniciens divers, vétérinaires agréés) pour aligner les compétences du métier sur celles des systèmes agricoles industrialisés[3],
-l''absence grandissante de terres de parcours en raison de l'expansion des espaces citadins et des résidences secondaires (phénomène de « mitage » des terres agricoles et pastorales), sous couvert de redéfinition des espaces agricoles et périurbains,
- l'ouverture de la vente (et des critères de qualité) aux lois du marché européen, alliée à l'absence ou à la rareté d'abattoirs de proximité qui favoriseraient des circuits courts et une vente localisée,
- la patrimonialisation du métier et sa propension à le figer dans un passé « authentique et pittoresque », ou à tenter de lui donner de nouveaux sens dans le but d'éviter sa disparition.

Le berger et l'éleveur, comme bons nombre d'agriculteurs, vivent le paradoxe d'être isolés des anciens réseaux professionnels, où l'expérience des prédécesseurs et les volontés d'innovations étaient évaluées à l'aune d'un fonds patrimonial commun. Ils sont aussi écartés des nouvelles tendances du bien-être : trop loin du rythme des trente-cinq heures par semaine et des normes de la société dominante ; ce qui contribue à décourager les possibles reprises d'exploitations mises en vente.

Lorsqu'ils sortent de leur univers quotidien et tentent d'aller à la rencontre de leurs contemporains, les foires et les temps de convivialité où se renouvelait la cohésion du monde agricole se sont souvent transformés en fête de la transhumance.

Lors de ces manifestations, les éleveurs et les bergers peuvent toutefois retrouver des bribes du tissu social, des échanges économiques et des systèmes de solidarité de la société rurale. Les critères d'appartenance au groupe y sont revisités, les indicateurs et les marqueurs d'une culture sont vivifiés. Débats, démonstrations diverses, jeux et repas permettent à des personnes extérieures au monde des bergers, voire au monde rural en général, de prendre connaissance de la longue histoire de ce métier (par le biais d'expositions, de conférences, de films, de livres proposés à la vente) et des subtilités de ses savoir-faire.

Par cet effort ponctuel d'attraction et de remémoration, le métier de berger est un indicateur des grands changements de ce siècle concernant le monde rural, et des mutations de son rôle dans notre société occidentale contemporaine.

Une culture pastorale

L'incessante quête d'herbe du berger en fait un passeur entre des espaces que l'on croit hétérogènes, mais qu'il rend complémentaires par sa mobilité : « *Je ne suis ni de la montagne, ni de la plaine ; je suis de là où l'herbe est bonne* » m'expliquait un berger transhumant cévenol. Une herbe recherchée, « patrimoine fondateur du berger» (Blanc, 1998), une herbe produite et renouvelée d'année en année, au fil du passage d'un cheptel de brebis gestantes ou allaitantes, qui représente un « capital »[4], celui qui permettra à l'éleveur de réaliser un bénéfice grâce à la vente des agneaux.

Le berger est aussi un généticien qui oriente les qualités physionomiques et physiologiques de la race en fonction des normes de production (caractéristiques de la viande, du lait, de la laine) et du type de clientèle (débouchés). Mais pour que « *les bêtes fassent bien* », cette race doit être adaptée aux spécificités des milieux parcourus par les troupeaux (présence d'eau, de forêts, variations d'altitude, type d'herbe, enneigement…) grâce aux techniques et aux savoir-faire mis en œuvre. La race élevée portera donc la marque de l'emprise fine que l'homme déploie sur les territoires qu'il habite et qu'il valorise. Nécessité, prévision, adaptabilité, et inter connaissance : la brebis doit être jolie, élégante, bonne mère ; et chaque éleveur, chaque berger peut retracer sa généalogie

3 Le thème de la redéfinition du métier de berger dans les Alpes (pratiques et représentations) au travers de l'analyse des films (documentaires ou fictions) réalisés ces trente dernières années est l'objet, depuis 2002, de plusieurs publications des ethnologues Anne-Elène Delavigne et Frédérique Roy. Voir leur article paru en 2007.

4 Le terme cheptel s'apparente à celui de capital. En Provence, les gros propriétaires de troupeaux d'ovins étaient appelés « capitalistes ». Voir aussi le long développement sur le rapport entre le bétail et l'argent : pecu et pecunia, dans l'ouvrage du linguiste Emile Benveniste (1969).

pour expliquer son museau, son pelage, son caractère et les variations de son allure. Les paroles telles qu'« *être né avec un mouton dans le ventre*» (Brisebarre, 1980), « *être des gens de moutons*» (Lebaudy, 2000), « *c'est le métier qu'on vit* » (Pégaz-Fiornet, 2005), « *la brebis, c'est une passion, une folie* », « les brebis c'est dans le sang »… sont autant d'indicateurs de la densité de ces liens de forte relation avec l'animal que l'on élève.

Aujourd'hui, en Cévennes et sur les Causses, nous assistons de façon particulièrement prégnante à cette redéfinition du statut du berger que je viens d'évoquer, dans le contexte d'un processus de construction et d'appropriation patrimoniales, engendré par un jeu de miroir entre les représentations que notre société occidentale contemporaine entretient à l'égard du métier de berger, et les réalités d'une culture pastorale fondée sur la mobilité. Ainsi, la création en 1970 du Parc national des Cévennes a contribué à l'avènement d'un double processus : la fixation du rôle social du berger en tant que garant emblématique de la culture rurale d'un territoire protégé, et le renouvellement de ses fonctions au regard des politiques prônant les notions de « développement durable » et d' « amélioration du cadre de vie » de la société englobante.

Comme cela a été souligné à propos de la « tradition» (Lenclud, 1987), il faudra se faire à l'idée que le métier de berger n'est plus aujourd'hui et ne sera plus jamais ce qu'il était. Ce métier possède un caractère fondamental d'adaptabilité lente qui lui permet de subsister sans que la société globale, habituée à subir des changements infiniment plus rapides et tangibles, s'en aperçoive. Ainsi la question du rythme d'innovation est au cœur de l'incapacité, pour la plupart d'entre nous, à lire le monde pastoral tel qu'il est devenu, figeant son image et ses représentations et créant un décalage et de nombreux malentendus.

Partant de là, on peut faire l'hypothèse que les mutations actuelles du métier de berger s'inscrivent dans le temps alenti de l'histoire de la civilisation pastorale, attestant l'idée de Jean Blanc5 selon laquelle « les transhumants sont peut-être les seuls êtres humains fatalement amenés à refuser l'histoire. Pas à y échapper malheureusement ». Ce « refus » organise une résistance, mais il ne signifie pas que les bergers sont à contre-courant ; il signe simplement le style et le rythme de leur « présence au monde »6.

Comment peut-on rester berger ?

« Laisser tomber une part de l'héritage, c'est choisir consciemment ou inconsciemment d'en maintenir une autre, car les sociétés qui se disent modernes ne sont pas des sociétés qui se défont de leur passé : elles le réaménagent en fonction de leurs besoins présents » (Pouillon, 1993 : 83). La tradition, comme la notion de palimpseste d'un territoire, repose sur l'idée qu'un groupe humain va puiser, dans un fonds culturel patrimonial commun, les éléments nécessaires à son adaptation à de nouveaux contextes, ce qui conditionnera sa survie. En cela, ce que l'on appelle « tradition » repose finalement sur un processus d'innovation permanent, légitimé par la société puisqu'il utilise toujours les indicateurs et les marqueurs fondamentaux qui qualifient ce groupe humain. C'est en cela seulement que le métier de berger peut encore aujourd'hui être dit « traditionnel ».

En Cévennes et sur les Causses, l'adaptation des bergers aux enjeux sociaux et politiques ne conduit pas à la rupture avec ces fondamentaux. Les bergers connaissent certes des situations de conflit intergénérationnel concernant la nature des choix réalisés. La validité de ces nouveaux choix est relative à un système de liens complexes établis de façon collective ou individuelle entre la faiblesse de l'économie rurale, la survie du troupeau, la légitimité des critères de l' « être berger », et un territoire d'appartenance instable. Ainsi, la grande tendance qui justifie ces choix relève du style de présence au monde du berger, mis en oeuvre au fil de l'histoire au long cours de ses relations domesticatoires avec un animal et de ses processus de territorialisation.

5 En exergue du récent ouvrage d'Anne-Marie Brisebarre (2007), cette phrase de Jean Blanc est issue de *Célébration de la laine* (1966).

6 En Italie, l'Ecomusée du pastoralisme (Pontebernardo, Vallée Stura, Piémont) s'est donné pour devise « Une draille pour vivre ». La draille, pour les bergers de la Stura, est un petit chemin, difficile d'accès, qui permet aux brebis de goûter une herbe de qualité, rarement pâturée. Dans un sens plus large, la « draille » doit être comprise comme un chemin original, peu emprunté, où la communauté humaine de la vallée Stura va chercher, à son rythme, des ressources propres à créer un type de développement respectueux de son environnement et de sa qualité de vie.

7 Le centre de veille est une application de la théorie développée par Freedman Tielden dans les années 1950 pour les parcs naturels d'Amérique. Cf Freedman Tielden. 1976.

En 1998, Jean-Claude Duclos et Marc Mallen s'interrogeaient sur les moyens détenus par la profession pour connaître la nature des enjeux et des représentations dont dépend son avenir, afin d'acquérir une force de parole et d'action au sein des orientations choisies (p.101). Ils proposaient de contribuer à cette réflexion commune par « la mise en place, avec l'active participation du monde pastoral, de centres d'interprétation, véritables « lieux de veille7 » susceptibles de jeter des ponts entre toutes les parties concernées ». Des lieux et des temps de concertation centrés sur le maintien d'une « anthropodiversité », où une dynamisation économique et socioculturelle des cultures pastorales serait mise en œuvre.

Dans l'optique du classement des paysages culturels de l'agro pastoralisme méditerranéen au titre de Patrimoine mondial de l'humanité, un centre d'interprétation trouvera toute sa place, puisque le berger se mobilise pour être « un homme qui gagne sa vie avec des moutons par son savoir et son espace » (Blanc, 1992 : 136). La pérennité des espaces soumis à la procédure de classement dépendant du fait que le berger puisse y vivre de son métier.

Bibliographie

BENVENISTE E., 1969 – *Le vocabulaire des institutions indo-européennes*, Paris**,** Ed. de Minuit, T.1 : 47-61.

BLANC J., 1966 – *Célébration de la laine*, Ed. Robert Morel.

BLANC J., 1992 – « Le berger, personnalité, comportement et représentation », in Duclos J.-C. et Pitte A. (Ed.), *L'Homme et le mouton dans l'espace de la transhumance*, Grenoble, Glénat.

BLANC J., 1998 – « L'herbe et le berger », *L'Alpe*, n°1 : 12-15.

BRISEBARRE A.-M., 1978 – *Bergers des Cévennes*, Paris, Berger-Levrault.

BRISEBARRE A.-M., 1980 – *Le Berger*, Paris, Berger-Levrault.

BRISEBARRE A.-M., 2007 – *Bergers et transhumances*, Romagnat, De Borée.

DELAVIGNE A.E. ET ROY F., 2007 – « Filmer le monde pastoral, une question de parti pris ? », *Le Courrier de l'environnement de l'INRA*. n°54 : 89-95.

DUCLOS J.-C. ET MALLEN M., 1998 – « Transhumance et biodiversité : du passé au présent », *Revue de Géographie Alpine*, Tome 86, n°4 : 89-101.

LEBAUDY G., 2000 – « Dans les pas des bergers piémontais (traces, parcours, appartenances) », *Le Monde Alpin et Rhodanien*. N° 1-3, p. 151-174.

LENCLUD G., 1987 – « La tradition n'est plus ce qu'elle était… », *Terrain*, n°9 : 110-123.

PÉGAZ-FIORNET A., 2005 – « *C'est le métier qu'on vit !* ». Les bergers-éleveurs transhumants en Cévennes : entre mutation des pratiques et renouvellement des représentations, Mémoire de Master II, IDEMEC, Université de Provence.

POUILLON J., 1993 – *Le cru et le su*, Paris, Seuil.

TIELDEN F., 1976 – *Interpreting our heritage*, University of North Carolina Press, Ed. Chapel Hill.

LA TENTATION MUSÉOLOGIQUE D'UN CLASSEMENT : le cas des paysages culturels de l'agro pastoralisme de moyenne montagne au Maroc

Jeanne Chiche
Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II

Résumé : *La diversité et la richesse des paysages ruraux où l'agro pastoralisme a imprimé sa marque à un moment de l'histoire au Maroc induit un risque qu'il convient de bien évaluer si l'on s'engage dans une démarche d'inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO. Jeanne CHICHE, chercheur à l'Institut Agronomique et vétérinaire Hassan II nous incite à prendre garde aux tentations voire aux dérives « muséologiques » qui pourraient en découler si l'on ne prenait pas quelques précautions dans l'identification et l'analyse des enjeux pour les acteurs concernés et la prise en compte de leurs comportements .*

Familiarisation d'une participante à la réflexion de Meyrueis avec le projet de patri-monialisation

Un projet de conservation de la culture innovant

Le projet de verser les paysages culturels des moyennes montagnes méditerranéennes liés à l'agro-pastoralisme au patrimoine mondial, qui, s'inscrit dans l'objectif général de protéger la diversité culturelle à l'échelle mondiale, prend de l'importance avec le constat que ces systèmes de relation entre sociétés et nature sont en voie de disparition.

Jusqu'à l'initiative du Ministère français de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables de réunir le groupe de réflexion inter-méditerranéen de Meyrueis, la mémoire des valeurs, savoirs et pratiques de ces sociétés était transmise à travers la conservation d'archives et de pièces archéologiques et, plus récemment, par la réalisation de documents cinématographiques fondés sur divers éclairages, techniques, écologiques, institutionnels, culturels, sociaux, zootechniques . Le programme mis à l'ordre du jour est maintenant, dans le même esprit qu'en Amérique du Sud et en Asie du Sud-Est, le classement de sites et le suivi et l'entretien intégré des relations entre société et nature à travers un contrôle de l'état de leurs paysages.

La situation du Maroc, qui est un des pays méditerranéens, sinon le pays méditerranéen où la pratique d'activités agro-pastorales dans les moyennes montagnes est restée la plus vivace jusqu'aujourd'hui, semble en faire un lieu privilégié de mise en œuvre de cette forme de sites.

Des problèmes structurels de mise en pratique

Les prochaines étapes du programme doivent donc y être celles, de l'identification de sites dont les paysages reflètent une activité agro-pastorale représentative d'une culture technique et sociale, locale ou régionale, qui a perduré au cours des siècles, qui structure la vie de la société et de son territoire, de la mise au point de protocoles de maintien de leurs systèmes de fonctionnement au sein d'instances de concertation entre les promoteurs du projet, les spécialistes de différentes disciplines et les représentants des habitants et, enfin la mise en œuvre d'actions.

«La sauvegarde du patrimoine culturel immatériel passe autant par la collection, la documentation et l'archivage que par la protection et le soutien des détenteurs de la culture. Si le patrimoine culturel matériel est destiné à survivre longtemps après la mort des personnes qui l'ont produit ou commandé, le sort du patrimoine culturel immatériel, lui, est beaucoup plus lié à ses créateurs, car dans la plupart des cas il dépend de la transmission orale. Ainsi, les mesures juridiques et administratives traditionnellement adoptées pour protéger les éléments matériels du patrimoine culturel sont souvent inappropriées pour la sauvegarde d'un patrimoine dont les éléments les plus importants se rapportent





A GAUCHE
Labours traditionnels

A GAUCHE
Chèvres dans l'arganeraie

à des systèmes particuliers de savoirs, à des valeurs, ainsi qu'au contexte social et culturel dans lequel ils ont été créés. En prenant en compte les différents besoins qu'impliquent, d'une part, la conservation des monuments, des villes ou des paysages, et, d'autre part, la sauvegarde et la transmission des pratiques culturelles et des savoirs traditionnels, il est donc devenu nécessaire de développer une triple approche qui s'attachera à la fois à : a) replacer le patrimoine matériel dans son contexte global ; b) donner au patrimoine immatériel une forme de « matérialité » ; etc) soutenir les praticiens et la transmission des savoirs et des compétences».

(Bouchenaki M., Visages et visions de l'immatériel, Éditorial, Museum international, n°221-222, Editions de l'UNESCO)

Se pose alors, tout de suite, la question du statut, du rôle, des perspectives et de l'avenir des habitants, comme individus et comme société, problème sur lequel achoppent déjà les responsables de la création de parcs et de sites d'intérêt biologique et écologique à protéger.

Le débat de Meyrueis y a attaché une importance centrale et en a posé les principes déontolgiques et politico-moraux. Cette formulation de la conscience d'un problème n'est cependant pas encore arrivée au stade de la résolution des antagonismes entre les orientations.

Une connaissance générale des diverses sociétés, avec ce qu'elles comportent d'accumulation culturelle historique, d'une part, de relation pratique à la nature actuelle et d'aspiration à une amélioration de leur confort, d'autre part, éveille, en effet, une inquiétude sur la possibilité d'inviter un groupe local à conserver un système de vie jugé susceptible de ne pas marquer l'équilibre entre dynamique sociale et dynamique écologique et, en conséquence, les paysages qui en résultent. L'expérience du Sud-Est asiatique, analysée par des observateurs de sensibilités de plus en plus diverses, sur laquelle nous ne nous étendrons pas, semble justifier cette crainte. Contentons nous de rappeler l'attention particulière qui doit être portée au risque éventuel lié à la transformation de la vie quotidienne d'un groupe social en objet de spectacle.

A l'heure où tous les intérêts, toutes les demandes et toutes les actions convergent vers la conviction du droit à l'accès à l'eau potable, à l'éclairage, à la facilité de circuler et vers l'aspiration à un élargissement de la consommation, tant en termes de quantité que de diversité, il est difficile de tenir un discours en contradiction avec la présentation des techniques et des métiers nouveaux, fondés sur l'usage d'un outillage qui remplace, en la présentant comme obsolète, l'observation continue et la maîtrise personnelle fine, intime, de la dynamique de la nature et de la société. Mais surtout, prôner la simplicité comporte deux risques inévitables.

D'un côté, il est plus facile de classer un site culturel en Europe, ou en Amérique du Nord, ou dans une ville de n'importe quelle partie du monde, qu'un lieu rural d'Asie, d'Amérique du Sud, d'Océanie, ou d'Afrique. La première différence tient aux prélèvements sur la nature, indirects dans les lieux fortement urbanisés, directs et localement forts dans les campagnes les moins intégrées au marché (retourner ici le terme de consommation virtuelle, en vogue pour désigner les importations, dans les pays pauvres, de produits de première nécessité, apparaît ici comme cruellement comique). Il est évident que la poursuite des prélèvements de bois, partie intégrantes des systèmes, et, pour conserver la culture et les pratiques, en donnant au site une vocation muséographique nouvelle, leur augmentation pour la consommation des visiteurs, vont contribuer à altérer les paysages.



Atlas saharien

D'un autre côté, opter pour le maintien de pratiques traditionnelles sans fixer de seuil minimum de confort et de bien être relève, selon les valeurs actuelles, d'une inconscience foncière de l'inégalité des conditions élémentaires de vie. Modifier une partie des éléments du système ne peut être admis par la logique de conservation culturelle que si le suivi de la dynamique du monde constitué par le groupe vivant sur son territoire est intégré explicitement dans l'objectif muséologique et dans le dispositif muséographique.

Ces points sont particulièrement sensibles en matière d'agro pastoralisme, activité qui nécessite une maîtrise de la dynamique de la nature sans en individualiser les éléments et en pour-suivant une observation attentive continue, sans hiatus.

Des bénéfices indirects appréciables

Tandis que doit se poursuivre la recherche d'une compréhension plus profonde et plus sûre de l'insertion de la rationalité muséologique dans le champ des logiques des autres groupes d'intérêts agissant dans les régions dont le génie mérite d'être sauvegardé, le projet peut être engagé en dressant les inventaires et catalogues des sites susceptibles d'être classés. Les bénéfices de cette opération dépasseront le champ de la patrimonialisation en apportant des connaissances autant aux promoteurs du programme qu'aux équipes menant des recherches fondamentales et appliquées en développement économique et social, en agronomie, en zootechnie, en écologie.

De fait, la patrimonialisation des paysages culturels n'est entrée dans les préoccupations des muséologues que relativement récemment. Leur étude est, traditionnellement, un outil éprouvé de l'analyse des systèmes de relations entre les sociétés et la nature.

Si on considère, en suivant cette démarche des géographes, adoptée par les ingénieurs de l'aménagement, qu'un paysage est l'ensemble de la partie visible du système de fonctionnement



Haut Atlas

d'une société sur son territoire, l'élaboration de catalogues de paysages contribue à la recherche de formules de développement durable, objectif général que les organismes de coordination et de décision à différentes échelles mettent au centre de leurs soucis.

Un des objectifs, sinon l'objectif fondamental de ce travail étant de mesurer le degré de vitalité des systèmes agro-pastoraux des moyennes montagnes, l'observation des paysages contribue à la formulation des questions préalables à l'élaboration d'un corpus scientifique de seuils d'équilibre, entre résilience et altération, de la relation entre société et nature. Dans le paysage, images de la culture de la société dont ces terres sont le territoire, apparaît à travers les aménagements et la densité de l'occupation, la vitalité de la société, le niveau de ses conditions de vie, le niveau de confort de sa vie quotidienne, le niveau de création de valeur ajoutée de ses activités productives, l'intensité de sa charge sur la nature, son ouverture sur d'autres régions.

Les bases de l'engagement dans le programme pour le Maroc

Proposition d'une méthode d'identification des sites

Nous traçons ci-dessous les grandes lignes du plan de ce travail d'identification des sites en faisant, à partir des questions posées lors de l'observation des paysages, une reconstitution de la dynamique de la relation entre société et nature et en recherchant les racines de leurs perspectives.

- Détermination du degré
    * d'aménagement de la nature,
    * de densité de l'occupation des terres,
    * Identification des formes d'occupation et d'aménagement des terres et de leur construction,

*datation des techniques,
*origine des matériaux: locaux ou d'ailleurs, bruts ou fabriqués,
*origine des ressources: locales ou d'ailleurs, brutes ou fabriquées,
*origine des techniques: relation avec la culture locale, entre la culture locale et d'autres cultures,
*époque de grande activité de la société,
*époque d'expansion de la société,
*degré d'autonomie de la région comme système de relation territoriale entre société,
degré d'ouverture et nature,
degré de dépendance,
*degré de vitalité des activités et leur rapport à la nature,
*relation entre société et nature,
*nature et intensité des prélèvements sur la nature, donc dynamisme, de la société et de la région.



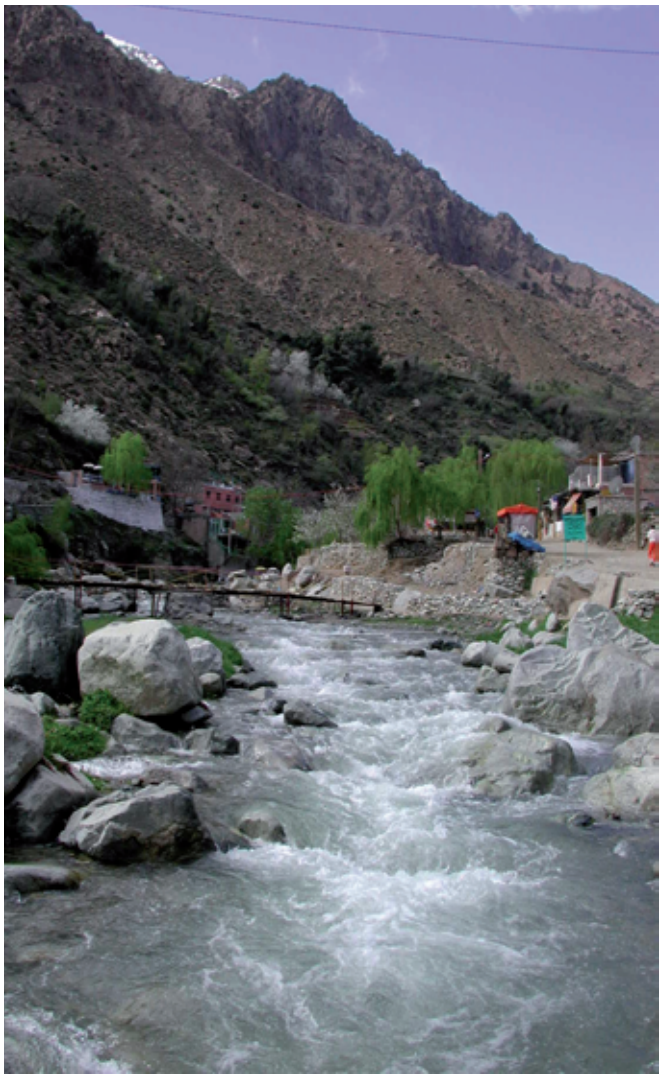
Zone subhumide
Zone semi-aride
Zone aride

- Prévision des perspectives de l'évolution de la région,

*une déprise, donc un ralentissement, une perte de vitalité des activités, un déclin du dynamisme est visible dans une immobilisation de paysages ayant gardé une morphologie d'une part liée aux activités d'une époque ou d'époques successives passées où ces terres ont connu une vie active, et même une expansion, ou à un état de faible occupation des terres, et d'une faible transformation de la nature depuis des temps historiques anciens, d'autre part, témoignant du régime de la dynamique de la nature après allégement de la charge humaine et de l'entretien par la société,

Terrasses dans le haut Atlas





Travaux d'aménagement hydraulique dans le Haut Atlas



*l'intensification des activités, de l'exploitation de la nature, dans un esprit de conservation des relations existantes ou de la restauration de relations passées entre société et nature,

*l'intensification de l'exploitation de la nature dans un esprit et avec des objectifs productivistes, donc d'augmentation, d'intensification des prélèvements sur la nature considérée comme un ensemble de ressources.

Tableau cadre de la situation des paysages et des systèmes agropastoraux du Maroc

Les paysages

Au Maroc, se trouvent des types de moyennes montagnes très divers, les ensembles de moyennes montagnes et de collines du Nord subhumide, de l'arrière pays d'Essaouira aride ouvert sur l'Atlantique et du Jbel Saghro aride, les hautes terres planes du Moyen Atlas semi-aride et de la bordure des hauts plateaux et plaines de l'Oriental aride, des moyennes montagnes de transition entre piémont et haute montagne faisant partie des ensembles de haute montagne du versant nord du Haut Atlas occidental et central, du versant sud des sections occidentale et centrale du Haut Atlas et de l'ensemble du Haut Atlas oriental.

La végétation spontanée tient une place dominante dans les paysages de toutes ces régions, sauf des collines des Jbala du Nord (Prérif des géologues).

- Dans le Nord, les moyennes montagnes des Jbala et du Rif ont un couvert de forêt et de maquis troués de clairières de champs ouverts en bordure desquelles sont installés des villages de maisons aux toits en tôle ondulée à double pente. Peu de moulins à eau y sont encore en activité.

- Les collines du Prérif des Jbala portent des champs ouverts, cultivés selon des assolements communs. Des oliviers s'étendent en bouquets sur les sommets, autour des villages

de terre chaulée aux toits de tôle partout, d'ardoise dans la région de Tainest, et sur des versants aménagés en banquettes. Les lacs des barrages occupent des sections de vallées en amont desquelles sont installés des ouvrages de protection contre l'érosion torrentielle.

- Les collines et chaînons des Chiadma et des Haha, ouverts sur l'Océan atlantique, sont des pays de champs pierreux ouverts, aux cultures maigres d'orge et de maïs, bordés de hauts murets, d'environ un mètre, de blocs de calcaire, plantés d'oliviers voisinant avec des pieds d'arganier peu denses,



parsemés des bouches circulaires de citernes souterraines. Les maisons rectangulaires à toits plats sont groupées en ordre lâche.

- Les parties des versants granitiques de l'Anti Atlas aménagés en terrasses plantés d'amandiers et cultivées en orge chétive sans irrigation sont dominées par des peuplements d'arganier relativement denses. Les chemins escarpés qui mènent aux grandes maisons de style «retour d'émigration» sont étayés par des murs de pierre sèche de hauteur remarquable.

- Les moyennes montagnes de l'extrémité côtière du Haut Atlas, chez les Ida Ou Tanane, et du haut piémont du front sud du Haut Atlas occidental, qui domine la vallée de l'Oued Souss, sont le domaine de l'arganeraie la plus vigoureuse et de gros villages de terre surplombant des vallées aménagées en terrasses cultivées irriguées à partir de sources de débit assez important pour actionner des moulins à eau.

- Dans le Moyen Atlas voisinent des forêts, des steppes à épineux de montagne, des pelouses et des vergers de rosacées. Les bergeries de pierre sèche dispersées sont plus nombreuses que les tentes de poil noir.

- Les montagnes moyennes du front nord du Haut Atlas occidental et central, dominées par les forêts et pelouses de haute montagne où sont installées des bergeries d'estive, sont le domaine de deux zones concentriques. La plus densément occupée est celle des villages, groupés au dessus des sources, de maisons à étage avec galerie et toits plats portant, à la saison les récoltes de maïs, de citrouille, de courge, de foin, des cultures sur terrasses bordées de lignes de noyers, de rosacées, d'oliviers, selon l'altitude, doublées du réseau de canaux d'irrigation partant des bassins de pierre de concentration de l'eau des sources et soutenues par des murets de pierre sèche. Elle

est entourée par une auréole, de largeur inégale, de forêt basse et claire et de steppe à épineux de montagne sur laquelle sont installées des bergeries de pierre sèche occupées toute l'année.

- Sur le front sud du Haut Atlas central, sur les deux versants du Haut Atlas oriental et dans le Jbel Saghro, la végétation, essentiellement steppique, est ponctuée de bergeries installées dans des grottes naturelles ou creusées dans la roche en place, ou construites en pierre sèche, plus rarement de tentes. Les quartiers de cultures sur terrasses irriguées soutenues par des murets de pierre sèche sont étroits et escarpés, les qsour de terre ocre sont constitués de maisons serrées dont peu continuent à être équipés de tours.

- Les hautes terres de l'Oriental sont des terres planes couvertes, à perte de vue, de steppes très pauvres sur les quelles paissent des grands troupeaux et qui sont ponctuées de puits, de mares, sèches pendant la plus grande partie de l'année, de parcelles d'orge, semée dans les bas fonds les années où des pluies suffisantes sont tombées, de tentes et de maisons de pierre flanquées de camions citernes, de camions chargés de paille et d'enclos de vaches Holstein pies noires.

Les étapes déterminantes de la dynamique des sociétés et des territoires

Dans cinq de ces régions, l'élevage pastoral n'a jamais tenu une place importante ou a perdu à partir d'une période de l'histoire l'intérêt qu'il avait auparavant.

- Les paysans Jbala et du Rif sont passés de systèmes de cultures sur brûlis en rotation avec des jachères forestières où était conduit un élevage pastoral de chèvres et de petites vaches longues à une agriculture intensive sur des parcelles exiguës de clairières restreignant l'élevage à des petits troupeaux domestiques gardés par des femmes âgées ou par des enfants autour des quartiers d'habitation. Les grandes étapes de cette évolution sont concentrées en trois décennies du troisième tiers du XX^{ème} siècle.

Terrasses



En 1960, l'implantation d'une administration forestière jusqu'alors limitée au Maroc sous protectorat français a rendu le pâturage du sous bois difficile. En même temps, la décadence du vignoble, autrefois orienté vers la fourniture de raisin sec, produit sucré, aux villes, devenait définitive avec l'engagement dans la politique sucrière et la prise d'importance de la culture du cannabis, déjà étendue à la faveur de l'absence d'une réglementation sur la question. Parallèlement, s'intensifiait l'émigration, surtout du Rif central, essentiellement vers l'Europe.

Le milieu des années 1980 à été marqué par l'introduction massive de moyens de transport automobile, notamment de camions, mais aussi de véhicules légers et d'engrais minéraux, et par l'expansion accélérée de la culture du cannabis, avec l'accroissement de la demande européenne et l'organisation de réseaux internationaux. L'augmentation du niveau des revenus, la possibilité technique et financière de substituer la fumure minérale à la fumure organique et l'attelage de mulets à l'attelage de bovins et le besoin de main d'œuvre pour les cultures in-tensives ont alors assez brutalement réduit la nécessité de l'élevage à la disposition d'une ou deux vaches et de moins d'une demi douzaine de chèvres, de quelques poules, pour la consommation de lait et de viande familiale.

- Les collines du Prérif des Jbala ont longtemps été le grenier de Fes. La région a commencé à être supplantée, à partir du premier quart du XXème siècle, par la production des plaines et plateaux côtiers atlantiques, plus productifs, où s'est généralisée la mise en culture, essentiel-lement céréalière. La poursuite de systèmes associant culture de céréales et de légumineuses en rotation sur des champs ouverts et élevage sur les chaumes implique la permanence de la pratique d'assolements communs par consensus, mais la vaine pâture après la moisson a cessé progressivement au cours du XXème siècle.

Une autre initiative, l'aménagement intégré des versants, a plus marqué l'organisation de l'occupation des terres. La première phase d'extension des plantations fruitières, essentielle-ment d'oliviers, lancée dans les années 1960 dans la cadre du Projet DERRO, a été suivie, à partir des années 1980, par la plantation d'oliviers en banquettes, en arrière de cordons et d'éléments de cordons de terre. Pendant la même période, des sections de vallées jusque là cultivées ont été aménagées en lacs de barrages. La conjonction de cette diminution des surfa-ces accessibles aux animaux et de l'expansion, même si elle est relative, d'un marché urbain de la viande a renforcé le passage à une intensification de l'élevage, qui a pris la forme de petits ateliers d'engraissement de veaux et d'agneaux.

- Le pays de collines, chaînons et petits bassins karstiques des Chiadma et des Haha est aride, avec moins de 300mm de pluie dans une année moyenne, dépourvu aussi bien d'eaux couran-tes superficielles que d'eaux souterraines, mais a, du fait de son ouverture sur l'Océan atlanti-que, un climat humide et doux, bien que venteux. De plus, il constitue l'arrière pays d'Essaouira dont la fonction de port de Marrakech et d'une partie du commerce caravanier transsaharien est très ancienne et a conduit à la fondation ou à la création d'annexes de nom-breuses zaouia (fondations religieuses) ainsi qu'à la coupe de bois pour l'alimentation des chantiers navals, des bains et des fours et à une forte demande de produits agricoles.

Les habitants de cette vieille région, d'expression arabe dans sa partie nord, berbère (tachel-hait) dans sa partie sud, ont ainsi, au cours des siècles, développé des systèmes de valorisation des atouts naturels et politiques de leur territoire et de compensation de ses déficits, dans une combinaison de pratique d'une arboriculture et d'une céréaliculture maigres mais régulières, d'une pêche côtière en barque ou à pied, d'un artisanat de défense des versants contre les écoulements rares mais torrentiels, de collecte de l'eau dans des citernes souterraines, de transformation des produits locaux, notamment le bois, les racines et l'écorce de thuya, les noix d'argan, et d'un délestage de terres trop exiguës par une émigration individuelle et conti-nue vers des métiers de l'enseignement religieux local et du commerce, longtemps ambulant, puis fixe, avec une spécialisation dans la quincaillerie et la droguerie, avec l'expansion des grandes villes. L'élevage dominant est celui des chèvres qui paissent dans l'arganeraie chez les Haha, des brebis chez les Chiadma. La pénurie d'eau y a cependant de tous temps limité l'expansion des troupeaux aux périodes où les pluies ont été assez abondantes. La dominance est à des effectifs d'une dizaine de chèvres ou de brebis.

Au cours de la dernière décennie, parallèlement à l'essor pris par la ville d'Essaouira, où a été créé un festival de musiques populaires internationales à dominantes africaines (et, semble-t-il sans lien avec ce fait), ces populations traditionnellement frugales ont, sous l'impulsion d'organismes de développement local, et peut être, d'une confiance nouvelle issue de la réussite économique et sociale d'entrepreneurs originaires de la région, pris la voie d'une amélioration de leur confort domestique et de la valorisation des activités menées par les femmes, à travers la promotion de leurs produits locaux, notamment l'huile d'argan, sans, jusqu'à nouvel ordre, perdre ni leurs valeurs culturelles, ni leurs savoirs, ni leurs pratiques.

Dans cette même zone aride, les moyennes montagnes de l'extrémité ouest du Haut Atlas, chez les Ida Ou Tanane, et du haut piémont du front sud du Haut Atlas occidental, qui domine la vallée de l'Oued Souss, pourvues de sources et de petits cours d'eau et où les surfaces cultivables sont très exiguës et enclavées, et le massif de l'Anti Atlas, où ne se trouvent, comme autour d'Essaouira, ni eaux superficielles, ni eaux souterraines, mais dont le climat n'est pas adouci par une façade maritime, sont des pays d'émigration intense et traditionnelle vers les villes du Nord-Ouest atlantique et, depuis la période du protectorat français, vers les villes européennes, notamment françaises. Leurs habitants y trouvent en effet pour seules ressources des petits gisements de cuivre et de plomb, exploités artisanalement sous l'impulsion de col-lecteurs, et l'arganier, dont la valorisation sur le marché, qui date des dix dernières années, reste marquée par la précarité, comme celle de tous les produits lancés non du fait de leur utilité mais du souci de créer des revenus aux populations d'un lieu. Progressivement, les émigrés, en commençant par ceux des régions plus dépourvues d'eau, se sont mis à se fixer sur leurs lieux d'immigration. Une partie d'entre eux ont tout de même construit des grandes mai-sons dans leurs villages d'origine. Ceux qui y passent une partie de l'année ou qui y ont laissé des membres de leur famille ou de leur parentèle, les équipent d'éléments de confort citadins, y compris de batteries complètes d'appareils électroménagers, de garages,…

Même si le versant sud du Haut Atlas reste relativement verdoyant, les paysages sont aujourd'hui marqués par la déprise agraire due à l'extrême faiblesse de la productivité agricole des terres en pentes fortes recevant des pluies très peu abondantes et aléatoires, et par l'architecture des maisons construites par les émigrés, massive et inspirée des immeubles ur-bain.

Vallée de l'OURIKA

Depuis une trentaine d'années, l'utilisation pastorale des terres, longtemps ralentie, reprend de la vigueur. Il n'est pas pratiqué par les membres des familles vivant au pays, qui souffrent de la pénurie d'eau, notamment pour ceux qui, avec l'augmentation de leurs besoins liée aux habitudes acquises en ville, doivent acheter l'eau qu'ils consomment. Les grands troupeaux qui séjournent dans ces régions sont ceux de nomades éleveurs de chèvres et de dromadaires des terres de la bande côtière saharienne. Ils suivent, par étapes, des itinéraires aboutissant sur le haut piémont du front nord du Haut Atlas, notamment autour de Had Demnate. La destination occidentale, arganeraie de l'arrière pays d'Essaouira et plaines des Abda, autour d'Asfi et de Jemaa Sehaim, connaît une désaffection relative issue de l'opposition des cultivateurs, en particulier des arboriculteurs, et d'une prise de conscience des nouveaux rapports de forces, exprimée par les éleveurs en termes de reconnaissance de la légitimité du droit des agri-culteurs de défendre leurs parcelles.



- Les terres d'altitude moyenne du Moyen Atlas, couloir traditionnel de peuplement du Maroc du Nord-Ouest à partir de la zone aride et des oasis du Sud-Est, comme en témoigne l'architecture oasienne des rares villages construits par des maçons venant du Tafilalt et, secondairement, du Dades et du Draa, où la circulation de migrants vers le Nord-Ouest se pour-suit toujours. Leur occupation et leur utilisation, fondée sur l'élevage pastoral nomade, a connu une évolution rapide au cours du XX^{ème} siècle. La première étape remarquable consignée dans les archives

a été, dans les années 1910, l'organisation foncière de l'ensemble de la région comprise entre le bas plateau de Meknes et Fes et l'ensemble des terres qui le surplombent. Ses effets dominants en ont été la limitation des parcours par la mise en culture des basses terres et la réglementation de la circulation des troupeaux. Insistons plus particulière-ment sur les mutations survenues pendant les trente dernières années.

Au début des années 1970, une partie des pâturages de la vallée du Tigrigra a été constituée en ranch d'élevage extensif de bovins, avec, entre autres conséquences, des problèmes d'accès aux points d'abreuvement pour un groupe de pasteurs.

Après une première période d'installation par des petits colons d'une arboriculture fruitière autour d'Azrou et sur le piémont du Haut Atlas de Tounfit, au milieu du siècle, la création de vergers de rosacées a été active et dense à partir de 1975 le long d'une diagonale partant au même moment de Midelt et d'Azrou.

Ainsi, peu à peu, les mouvements de transhumance verticale ont décliné, la fixation des élevages dans des bergeries de pierre sèche s'est généralisée. Les rapports sociaux sont marqués, plus que par un antagonisme entre usages pastoraux et agricoles des terres, par une concurrence conflictuelle entre pasteurs anciennement installés et migrants du Sud-Est. En fait, l'usage pastoral des terres s'est progressivement individualisé entre les propriétaires de trou-peaux, dont les uns sont les ayants-droit de jouissance sur les terres, de statut collectif, les autres passant des ententes avec des ayants droit ne pratiquant plus l'élevage, dans un échange de bons procédés permettant aux uns de poursuivre leur activité pastorale, aux autres de garder leur statut dans la société de la région. Mais l'élevage reste pastoral et constitue l'activité dominante, qui a su se faire une place privilégiée sur le marché urbain de la viande de qualité et donne sa marque aux paysages. En définitive, il semble





EN HAUT
Artisanat berbères
CI-DESSUS
Intérieur marocain
CI-DESSOUS
Steppe saharienne



qu'on puisse dire que la condition de berger est ici considérée comme relativement prestigieuse, peut être du fait d'un atavisme technico-culturel, mais aussi parce que la famille qui s'engage pour garder des troupeaux inscrit son travail dans une stratégie de progression, de promotion, par la migration et par la mise à profit d'une compétence dans la constitution de son propre capital à partir de l'entretien de celui des autres.

Les mêmes conditions se retrouvent, à l'Ouest immédiat, sur le massif d'Oulmes et les hautes terres d'Aglmous, où la fixation a été plus précoce et où les bergers sont installés dans des habitations précaires au milieu de la forêt.

- Les systèmes d'occupation et d'exploitation des hauts piémonts du front nord du Haut Atlas et du front sud de sa partie centrale et orientale semblent pouvoir être considérés comme ceux qui ont le moins changé au cours du temps. Les parcelles irriguées en terrasses continuent à être construites, entretenues et cultivées en céréales et en arbres fruitiers, les bords des canaux d'irrigation continuent à être inondés pour la production d'herbe fauchée par les femmes et les enfants, les troupeaux de plus de dix têtes d'ovins et de caprins continuent à être conduits en-tre le pourtour des villages et les pelouses et steppes d'altitude, les animaux mis à l'engraissement en vue d'être vendus sont sortis le matin sur les parcelles irriguées consacrées à la pousse de plantes spontanées, essentiellement d'herbacées, et remises dans les l'étables des sous sols rez de chaussée des maisons étagées sur portions en pente, les hommes se relaient entre le village, où ils s'occupent des parcelles exiguës et des petits troupeaux familiaux, et les villes, essentiellement Marrakech, Beni Mellal, Qalaat Sraghna, et leurs environs, où ils exercent ou cherchent des emplois saisonniers ou des contrats de creusement de puits, d'embauche sur des chantiers du bâtiment, d'arrachage de la betterave sucrière.

Une innovation a été apportée par l'implantation de gîtes ruraux ouverts à des visiteurs de différentes origines et servant de bases, faiblement fréquentées, à un tourisme de randonnée accompagné par des guides et par des muletiers issus de la population locale.

Le caractère marquant de ces régions est ainsi la conjonction entre une dépendance économi-que traditionnelle vis-à-vis de revenus du travail qualifié hors de la région et le caractère dé-pendant de cette émigration, temporaire sur le versant nord, surtout au dessus de Marrakech, soumise au contrôle du chef de famille sur le versant sud, qui semble, contrairement à ce qui se passe ailleurs, n'avoir pour objectif que la permanence de la vie au pays et des systèmes agro-pastoraux locaux. De plus, ce maintien des systèmes techniques traditionnels est sous tendu par une organisation familiale très forte dirigée par un chef de famille, en général un des frères aînés. Ajoutons que les familles de grands éleveurs ne constituent, dans toutes ces mon-tagnes, qu'une minorité, et que la partie de la famille préposée à l'élevage dans les bergeries, grottes ou abris de pierre sèche, vit dans des conditions frustes, dans un isolement et une soli-tude d'autant plus grands que leurs lieux de séjour est plus éloigné du noyau du village.

Les steppes des hautes terres de l'Oriental font depuis les années 1930 l'objet de programmes d'amélioration pastorale, incluant essentiellement l'aménagement d'ouvrages de protection des versants et de contrôle du ruissellement, l'équipement en points d'eau, mares, lacs colli-naires, puits, et le suivi prophylactique et génétique des animaux. Pendant tout le siècle, s'est poursuivi un mouvement de fixation des éleveurs, dans une avancée du Nord vers le Sud, se-lon une densité très lâche. A la fin du XXème siècle, un premier changement a été l'accroissement de la mobilité des troupeaux et l'intensification de la fréquentation des pâtu-rages par des éleveurs arrivant d'autres régions, de la zone aride, avec l'introduction du trans-port automobile.

Après des siècles de consensus pour la libre fréquentation des parcours par tous les éleveurs reconnus comme compétents et prestigieux, les premières années du XXIème siècle sont l'époque de l'individualisation de l'usage des terres pour le pâturage par les grands propriétai-res qui mettent pour cela en œuvre des pratiques d'intensification de l'usage des terres, une plus grande fréquence, voire une succession annuelle des cultures dans les bas fonds, qui se faisaient jusqu'ici au rythme des années assez pluvieuses, l'installation de cordons de petits troupeaux déclarés comme appartenant aux bergers qui les conduisent, eux-mêmes présentés comme des éleveurs pauvres, de façon à justifier les programmes de protection de la végétation et de lutte contre la

pauvreté financés par des prêts de bailleurs de fonds inter gouvernementaux, l'inscription de parties des parcours comme territoires de coopératives pastorales bénéficiant, en outre, d'aides techniques et financières, l'élevage de vaches de races hautement productives abritées dans des étables de pierres sèches au milieu de la steppe.

Les effets de ces pratiques sont visibles aussi bien dans l'occupation des terres que dans l'état de la végétation pastorale,

Les initiatives et les actions de protection et de conservation entreprises

Les pouvoirs publics ont récemment inscrit les paysages dans leurs référentiels. Mais ils ne les intègrent dans leurs projets qu'implicitement, à travers des préoccupations écologiques. Les institutions, programmes et références qu'ils mettent en œuvre restant encore essentiellement attachés à la conservation de la nature et étant issus de programmes internationaux, charte de l'environnement, participation aux conférences internationales, loi relative aux étu-des d'impact sur l'environnement, programmes de conservation de la biodiversité (parcs nationaux, SIBE, PCBTHA, …) et de lutte contre la désertification.

Or la majorité des lieux touchés par ces programmes font partie des territoires sur lesquels se poursuivent des initiatives individuelles d'innovation technique et d'intensification de l'exploitation de la nature (qu'elles soient d'origine locale ou extérieure, cela ne change rien). Et les nouvelles politiques leur donne des moyens dans le cadre de l'aide à l'élaboration des stratégies communales au nom de préoccupations de développement social. Les initiatives sont orientées vers des plans nationaux et régionaux d'aide à des activités locales valorisant la poursuite ou la réhabilitation d'activités artisanales, des sites et lieux de vie, de produits traditionnels (y compris la viande ou le fromage).

En conclusion, quelques questions en suspens…

La question reste avant tout celle de la clarification concertée des implications des projets des différentes parties engagées dans un programme de classement de site

Pour revenir à la question générale de la justification du projet de classement de sites et de la procédure à suivre, une première réflexion doit être menée sur l'identification des parties qu'engage l'entreprise et sur la nécessité de formuler explicitement les objectifs de chacune de ces parties. Pour poser la question dans les termes mêmes des déclarations de principes et d'intentions, il semble salutaire de commencer par demander «Qui est «on»? Qui est «la société»? Qui est habilité à prendre l'initiative de la proposition de patrimonialisation d'un paysage?»

Au Maroc, on constate que, parmi les projets de développement local, les perspectives de va-lorisation des







EN HAUT
Campement Saharien

AU CENTRE
Pâturage dans montagne

EN BAS
Parc à moutons

paysages et des espaces sont vivement mises en avant par les habitants, mais beaucoup plus dans les régions les plus arides et les plus désertiques, aux terres uniformes, que dans les régions aux paysages plus diversifiés, où existent des ressources exploitables, et dans un esprit, convenu, de promotion des produits par leur exportation vers d'autres pays et de développement du tourisme rural, en négligeant la culture de l'élevage pastoral, à laquelle seuls les chercheurs travaillant dans les steppes de l'Oriental ont, au cours des vingt dernières années, accordé un intérêt, technique, qui semble aujourd'hui, à juste titre, réorienté vers le suivi du défrichement des pâturages.

En premier lieu, il ne suffit pas de dire que ce sont les institutions locales représentatives qui demandent le classement de sites et sont volontaires pour collaborer à l'entreprise pour garantir la convergence des objectifs des différentes catégories d'habitants, des entrepreneurs intéressés par la région, des équipes de muséologues et, encore plus, l'avenir des habitants, de leurs territoires et, en conséquence, de leurs paysages. A l'analyse, la formulation d'une intention ne recouvre pas la maîtrise de la totalité du système et des facteurs de son fonctionnement. Le plus souvent, elle vise un résultat, donc un objectif particulier qui, si louable qu'il soit, peut rompre l'équilibre que le muséologue considère devoir être conservé. Et c'est alors, qu'on se rend compte que, non seulement les priorités ne sont pas unanimes, mais aussi qu'elles ne sont pas équivalentes, les unes se décidant au prix de la beauté du paysage, voire de la conservation d'un paysage du fait non de sa beauté mais de sa charge historique, les autres au prix de l'hygiène, de la santé, de l'ouverture d'esprit de la chaîne des générations, directement, si la formule de valorisation du site, y compris de la société qui l'occupe, considérée comme un de ses éléments a été sa protection pure, ou par un effet pervers, si la choix a été celui de son ouverture à des visiteurs, ce qui est, par définition, la vocation d'un site classé.

La mission de l'équipe scientifique associée à la préparation d'un dossier de classement doit alors comporter deux tâches centrales. Elle doit, tout d'abord, s'attacher à identifier les objectifs et les stratégies des groupes d'intérêts les plus directement concernés par les lieux et les plus hautement demandeuses de l'initiative, quitte à se fixer l'objectif intermédiaire de débusquer les acceptations, ententes et convergences de projets opportunistes et fallacieux visant le bénéfice de crédits et subventions. Avec plus de recul, il lui faut établir des diagnostics visant une maîtrise de la différence entre les échelles de prise en compte des territoires par les différents interlocuteurs, aussi légitimes les unes que les autres selon les échelles de temps qui les sous tendent (les territoires des habitants sont souvent plus vastes que ceux observés,…)

Le fait que la question de la recherche de la ou des formules économiques permettant de financer sa conservation sans que ses habitants restent pauvres en marge d'une société qui se développe? (tourisme rural, parc naturel, station de ski, délocalisation d'industries…) s'avère aussi fondamentale et met en évidence les distorsions, abordées dans l'introduction à la présente note.

Elles sont en premier lieu liées à une intégration entre paysages, sites et sociétés, qui pourrait être justifiée par l'argument que le fonctionnement du système se reflétant dans le paysage, en agissant sur ce dernier, on touche ce qui le détermine. Il faut dans ce cas, être vigilant ou à ne pas aborder les situations à l'envers, ou à ne pas faire d'amalgame, ou d'euphémisme, en par-lant de paysage et non de société.

Elles viennent en second lieu du projet de conserver des caractères du vécu (et non seulement de sa culture artistique) d'une société en même temps que, d'une part, on fonde sa morale sur la dénonciation de valeurs et de normes régissant le fonctionnement de cette société, d'autre part, on considère que les membres de cette société doivent être aidés à atteindre des conditions de bien être reconnues comme au moins minimum et, enfin, on affirme comme un principe élémentaire le droit à l'égalité de statut, en particulier de ne pas être érigé en objet, ici en objet de spectacle.

La question est elle bien alors celle de conserver? Et si oui, la constitution de la société en objet pédagogique de mémoire est elle la bonne formule de transmission culturelle? L'initiative ne risque-t-elle pas, en introduisant d'autres perspectives, un autre statut, d'autres acteurs, d'altérer le système qu'on souhaite garder comme exemplaire? Au risque de me faire taxer de dilettante et d'ignare outrecuidante, je mets à profit le recul que peut me donner le fait de n'être pas muséologue pour demander au groupe de réflexion si la conception du projet en termes de sites de vie classés ne tient pas à un attachement trop fort des muséologues à leurs démarches et techniques, si d'autres formules de conservation des étapes de l'accumulation culturelle et sociale au sens le

plus large ne peuvent être conçues, si elles n'existent pas déjà sous une forme satisfaisante dans la réalisation de films documentaires.

Parallèlement, le travail concerté sur la dynamique des sociétés, de leurs territoires, de leur milieu naturel, de leurs paysages, ne seraient alors plus soumis au périlleux exercice de la fixation de règles d'ajustement entre la conservation et la poursuite de la dynamique. Les paysages prendraient alors leur place dans la maîtrise de l'histoire en faisant l'objet de suivis, comme résultats évolutifs du poids de la charge humaine, comme indicateurs des modifications locales, à mettre en relation avec l'évolution de l'insertion des systèmes locaux dans des systèmes plus larges.

SYNTHÈSE

ET RECOMMANDATIONS

ESSAI DE SYNTHÈSE

Daniel CREPIN

Expert auprès de la Direction de la nature et des Paysages (MEEDADD)



Les exposés et les débats qui se sont déroulés sur trois jours ont été d'une telle richesse que cela paraît une gageure de vouloir en faire la synthèse en quelques paragraphes. Essayons cependant de retenir quelques mots clés et de dégager les grandes lignes.

Le berger, le troupeau, les milieux naturels herbacés

« L'agro-pastoralisme est une activité d'élevage dont le système de production utilise en grande partie des ressources végétales spontanées pour le pâturage, soit sur l'exploitation proprement dite, soit dans le cadre de la transhumance ».

Ainsi l'agro-pastoralisme, sur un espace ouvert, repose, depuis des millénaires, sur trois éléments: le berger, le troupeau et les milieux naturels herbacés.

Le berger

(l'éleveur) reste la pièce centrale du dispositif, c'est lui qui a la responsabilité de la tenue du troupeau (santé et amélioration des animaux, quantité et qualité des produits) ainsi que de la productivité et de la préservation du pâturage. C'est lui qui a su conserver les pratiques pastorales ancestrales et les a fait évoluer dans son intérêt (diminution de la pénibilité, augmentation de son revenu). Mais c'est lui aussi qui façonne le paysage agro-pastoral conformément à son projet économique et social (évolution de la famille, aspiration à la modernité et insertion dans la société) mais également en fonction du regard qu'il porte sur ce patrimoine transmis et qu'il veut léguer.

Le troupeau,

outre sa fonction productive, est l'outil essentiel, il est **l'auxiliaire de gestion** du pâturage par le berger. La façon dont il sera mené aura un impact déterminant sur le paysage et les milieux naturels : part de l'alimentation de plein air, pression de pâturage, niveau d'autosuffisance de l'exploitation, choix des races (viande, lait, laine).

Les milieux naturels herbacés

(pelouses sèches, steppes, zones semi-arides) constituent le substrat sur lequel le troupeau conduit par l'éleveur va venir **cueillir** ses besoins fourragers.

En fonction du climat, de la saison, l'éleveur va se déplacer avec son troupeau sur les meilleurs pâturages lors de grandes transhumances : pour les nomades il s'agit de valoriser les estives en altitude l'été, et de revenir hiverner dans les plaines. Pour les sédentaires c'est par le biais de petites transhumances journalières, voire sur quelques jours, que la ration alimentaire sera constituée. L'éleveur sédentaire, pour assurer la soudure hivernale (jusqu'à 5 à 6 mois), va développer, en complément, des cultures (herbe et céréales) sur les meilleures terres. Ainsi ce compartiment « agro » plus intensif, complémentaire du compartiment pastoral extensif, est nécessaire à la pérennité et à l'autosuffisance de l'élevage.

L'agro-pastoralisme depuis son origine dépend d'un environnement naturel qui est particulièrement difficile dans le bassin méditerranéen : altitude, fortes pentes, sécheresses, sols squelettiques. Malgré ce contexte parfois hostile l'agro-pastoralisme méditerranéen a inventé des savoir faires adaptés qui perdurent jusqu'à nos jours.

Sur un autre plan, l'agro-pastoralisme s'inscrit dans l'environnement économique régional, national et mondial. L'éleveur n'est plus dans une économie vivrière autarcique. Qu'il soit propriétaire du troupeau ou non, il est de plus en plus lié par « **contrat** » aux autres acteurs du territoire. Certains viennent investir du **capital** dans le troupeau ou les terres et en retirer des profits. D'autres s'intéressent à ces territoires en temps qu'espace de liberté, de respiration, de diversité biologique, ou d'espace pour la recherche scientifique. Le territoire agropastoral est ainsi de plus en plus **partagé**.

Dans ce contexte les **injonctions** seront d'origines diverses.

L'éleveur devra s'adapter au **marché** pour la commercialisation de ses produits (lait/viande, ovin/bovin/caprin, quantité/qualité, période de production etc.) et il devra répondre aux exigences des propriétaires du troupeau qu'il garde.

Dans les pays du Nord de la Méditerranée la **demande sociale** sur ces territoires est croissante. Elle s'exprime en termes d'écologie du paysage, de qualité et de typicité des produits alimentaires, d'éco-tourisme, de développement harmonieux. L'Europe, les Etats, les collectivités vont proposer à l'éleveur des **aides contractuelles** avec les injonctions associées (cahier des charges agri-environnemental, contrats Natura 2000 mais aussi appellations d'origine contrôlée, filière agri biologique…..).

Ainsi dans chacun des pays de la Méditerranée, les paysages agro-pastoraux vont perdurer, évoluer, se transformer en fonction de la dynamique agro-pastorale (pression/déprise)

Les pratiques pastorales

Malgré la trilogie constante « berger-troupeau-herbe » les pratiques pastorales autour de la Méditerranée sont **diverses**. Chaque groupe culturel a mis au point des **méthodes et des outils** adaptés au contexte naturel et social. La règle de l'agro-pastoralisme reste néanmoins la **mobilité** du troupeau dans de petites ou de grandes transhumances. Mais la cueillette de l'herbe est et devra toujours être en **équilibre** avec les milieux pâturés. La gestion du pâturage nécessite donc une connaissance fine du territoire et de ses ressources notamment fourragères par le berger car il y a une **complémentarité** des zones pâturées en fonction de la nature et de la structure du troupeau, des saisons, du climat, de la conservation durable du potentiel fourrager.

Sur ces territoires partagés **les regards sont croisés**. Il s'agit de bâtir un **projet de paysage** avec l'ensemble des acteurs du territoire afin d'aboutir à un **modèle social de paysage**. Le paysage agro-pastoral très **anthropisé** est une construction intégrant des bien matériels et immatériels d'une grande diversité, apportés au cours de l'histoire du pastoralisme.

Ces **sociétés agro-pastorales** ont une culture qu'on peut qualifier de **bio-culture** tant il y a relation fusionnelle entre le pastoralisme et les milieux dits naturels. C'est cet ensemble agro-pastoral où le paysage est imprégné du « pasteur » avec ses pratiques ses croyances, ses dispositions artistiques, qu'il convient de **patrimonialiser.**

Les menaces

Malgré une exceptionnelle capacité d'**adaptation** des éleveurs et une forte **résilience** des systèmes pastoraux face aux vicissitudes, l'agro-pastoralisme reste dans une **précarité** croissante en fonction de facteurs variables suivant les pays : déstructuration des territoires lors des **conflits ou lors des périodes de profondes mutations institutionnelles**, **désertification** ou reconversion vers des activités agricoles plus lucratives au Nord, au contraire **surpâturage** au sud ; **pression urbaine** en proximité du littoral, privatisation des zones de parcours, mauvaise gouvernance des donneurs d'ordre avec le risque de disparition des savoir-fair traditionnels.

La gouvernance

L'agro-pastoralisme qui a mis des millénaires à se construire ne peut résister dans sa forme traditionnelle à une mondialisation galopante. L'agro-pastoralisme dans sa connivence avec la nature a besoin de **longues respirations**. Les éleveurs constituent la pierre d'achoppement de la conservation de ce patrimoine agro-pastoral, ils doivent s'organiser en **groupements professionnels** pour être mieux écouter par leurs gouvernants. Les programmes centralisés mis en place sur les territoires de l'agro-pastoralisme méditerranéen devront davantage en tenir compte et ce en renforçant les **approches participatives** des projets et répondre aux aspirations des acteurs locaux. Ces programmes devront être **suivis et évalués** par la communauté scientifique dans un cadre pluridisciplinaire.

Les espoirs

Les participants à la réunion souhaitent voir reconnaître les cultures pastorales méditerranéennes. Que celles qui sont menacées puissent être mieux aidées sur les plans scientifiques, techniques. et financiers. Les scientifiques et techniciens de l'agro pastoralisme, réunis à Meyrueis, ont décidé de s'organiser en réseau de spécialistes des paysages de l'agro-pastoralisme méditerranéen, pour mieux connaître et mieux comprendre les processus sous jacents au maintien de formes d'agro pastoralisme moderne, agir pour la préservation des cultures et des paysages et communiquer sur cette thématique des paysages culturels évolutifs liés à l'agro pastoralisme.

Recommandations de la réunion thématique d'experts sur les paysages culturels de l'agro pastoralisme méditerranéen

20-21-22 septembre 2007, Meyrueis, Lozère, France

considérants : (Pastoralisme)
(Agro-pastoralisme méditerranéen)

Recommandations:
(Patrimonialisation et projet commun)
(Recommandations spécifiques au contexte du Patrimoine mondial)
(Suites de la réunion)

La réunion thématique d'experts sur les paysages culturels de l'agro-pastoralisme méditerranéen a été suivie par 44 participants, représentant 9 pays du bassin méditerranéen, ainsi que l'UNESCO, l'ICOMOS, l'UICN, l'EFNCP (cf. article 17), l'État français, les collectivités régionales, départementales et locales. La liste des participants et le programme de la réunion figurent en annexe.

Ces recommandations s'adressent à l'UNESCO, au Comité du patrimoine mondial, au Centre du patrimoine mondial, aux organismes consultatifs (ICOMOS et UICN), aux États parties qui souhaitent présenter la candidature de paysages culturels agro-pastoraux sur la liste du Patrimoine mondial ou en possèdent déjà, et plus généralement à tous ceux qui sont concernés par la gestion de tels sites.

CONSIDÉRANT QUE : (Pastoralisme)

1. (Définition)

Le pastoralisme est défini comme un système d'élevage qui utilise en grande partie les ressources végétales spontanées pour le pâturage, le plus souvent de façon extensive, soit sur l'exploitation même, soit dans le cadre de la transhumance ou du nomadisme.

2. (Caractéristiques)

Le système pastoral, caractérisé par une société, des activités d'élevage et des milieux naturels en interaction :

- *représente dans le monde actuel un des grands ensembles géo-culturels, au même titre que d'autres grandes familles d'activités agricoles, industrielles, commerciales, religieuses, artistiques, etc. ;*

- *est organisé dans le cadre d'une interaction permanente de l'homme et de la nature, qui a montré sur de longues périodes un modèle efficient de gestion de l'hétérogénéité spatiale et des risques naturels, et qui a produit non seulement des écosystèmes durables (sustainable) contribuant à la biodiversité globale et au développement social et économique local, mais aussi des paysages culturels d'une qualité remarquable ;*

- *présente une grande variété de modes de mise en valeur des milieux naturels et anthropozoogènes (nomadisme, transhumance, agro-pastoralisme, sylvo-pastoralisme, élevage sédentaire…), d'espèces élevées (bovins, ovins, caprins, équidés, camélidés…) et d'ensembles régionaux (steppes d'Asie centrale et d'Afrique, déserts sahariens et arabiques, bassin méditerranéen, prairies alpines, Altiplano andin, Pampa argentine, grandes plaines d'Amérique du Nord, landes d'Écosse, etc.) ;*

- *est menacé à l'échelle mondiale de transformation radicale ou d'abandon par les changements environnementaux, climatiques, physiques, économiques, sociaux ou politiques qui affectent ses espaces et ses sociétés.*

Pour ces raisons, suite aux considérations du Comité du Patrimoine mondial à sa 28e session

(Suzhou, 2004, à partir de l'analyse des lacunes faite par l'ICOMOS et l'UICN, et de l'évaluation des catégories de paysages culturels 1992-2002, publiée en 2003), ils considèrent que les paysages du pastoralisme ont leur place dans la catégorie des paysages culturels du Patrimoine mondial et que la liste du Patrimoine mondial ne leur fait pas assez justice.

Agro pastoralisme méditerranéen

3. (Définition)

L'agro pastoralisme méditerranéen constitue un de ces grands ensembles de systèmes pastoraux. Il se caractérise par le contexte suivant :

- *l'influence du climat méditerranéen (été sec à très sec, hiver doux à froid) ;*

- *un relief qui fait une large place à la moyenne et parfois la haute montagne, ce qui engendre une grande variété de milieux selon le substrat, l'altitude, l'exposition et la végétation, et fournit les conditions de la transhumance ;*

- *des sols généralement de faible productivité ;*

- *un élevage principalement ovin, souvent associé aux caprins, localement aux bovins, aux équidés ou aux camélidés ; certains de ces troupeaux ont conservé des races domestiques locales, produits du savoir-faire des éleveurs et supports de leur identité ;*

- *une des régions, sur 3 continents, de plus grande biodiversité de la planète, en même temps que très anthropisée ;*

- *une histoire pluri-millénaire d'interactions au sein de cet ensemble, débouchant sur une mosaïque de systèmes agraires et de milieux plus ou moins ouverts ;*

- *un ensemble régional où ont pris naissance les trois grandes religions monothéistes, pour lesquelles le berger et son troupeau constituent une symbolique forte.*

Dans ce contexte, les sociétés agro-pastorales du bassin méditerranéen ont mis au point des systèmes adaptés et complexes, alliant pastoralisme, cultures et forêts, exploitations intensives et extensives (la plupart du temps mixtes et à des degrés variables dans le temps et l'espace), sédentarité, nomadisme et transhumance.

4. (Valeurs associées)

Les paysages de l'agro-pastoralisme méditerranéen possèdent, dans un cadre souvent spectaculaire où la montagne peut être proche de la mer, des motifs d'intérêt de grande valeur patrimoniale, parmi lesquels les écosystèmes et les traces de l'activité humaine qui les a façonnés : chemins, abreuvoirs, bâti, terrasses, murets, ouvrages hydrauliques, etc. Comme les autres paysages culturels du pastoralisme dans le monde, ils présentent aussi des valeurs associatives ou immatérielles, indissociables de leur valeurs tangibles. Les sociétés agro-pastorales méditerranéennes ont des connaissances, des savoir-faire, des traditions, des rites d'une grande richesse culturelle. Leurs territoires ont souvent été le refuge de minorités ethniques ou religieuses et contiennent souvent des sites sacrés à grande valeur symbolique. Toutes ces valeurs, matérielles et immatérielles, sont également caractérisées par une très longue persistance dans le temps jusqu'à nos jours.

5. (Spécificités régionales)

Les paysages de l'agro-pastoralisme méditerranéen possèdent, à côté de caractères communs, une grande diversité, avec notamment des familles régionales : rive nord de la Méditerranée, Balkans, Proche-Orient, Maghreb. Les conditions peuvent y varier considérablement : niveau de vie, marchés, démographie (croissance ou déprise), histoire politique, religieuse, économique ancienne ou récente, relations communautaires, pression urbaine ou d'infrastructures, évolution des milieux pâturés (fermeture, surpâturage…), risques naturels (incendie, inondation, érosion, désertification), politiques agricoles, économiques, environnementales, demande sociale (tourisme culturel et de nature, identités sociales liées à des caractères des paysage, etc.).

LES PARTICIPANTS RECOMMANDENT CE QUI SUIT :

(Patrimonialisation et projet commun)

6.(Vision)

Il est nécessaire de prendre en compte les différents regards portés sur les paysages considérés comme le résultat d'un système sur un espace donné. Ces regards peuvent être : ceux des sociétés agro-pastorales qui les produisent, des autres habitants, des autorités qui les gèrent, de ceux qui s'attachent à leur préservation, des visiteurs et de ceux qui les découvrent de loin par l'intermédiaire de moyens de communication. Ces regards pouvant être conflictuels, le processus de reconnaissance et de gestion implique une négociation, pour acquérir d'abord une vision commune dans le cadre d'une gouvernance locale.

7. (Projet)

La participation centrale des acteurs locaux à la définition et à la gestion de leurs paysages culturels n'est pas seulement une question de démocratie, mais aussi une composante essentielle de l'efficacité à long terme de leur préservation et de leur gestion. La reconnaissance d'un territoire agro-pastoral comme paysage culturel et sa gestion doivent être un projet commun, établi par les acteurs locaux (éleveurs, cultivateurs, chasseurs, autorités, décideurs institutionnels, protecteurs de la nature et du patrimoine, chercheurs…), concerté avec les autorités régionales et nationales, et partagé par les visiteurs et les personnes concernées par la protection du patrimoine naturel et culturel.

8. (Évolution et résilience)

Les activités des systèmes agro-pastoraux et leurs paysages doivent trouver une voie entre la muséification touristique et l'amnésie totale, pour poursuivre leur évolution d'une façon qui à la fois préserve leurs valeurs patrimoniales et les rende économiquement viables dans le contexte moderne. Ces systèmes agro-pastoraux se montrent en effet flexibles, adaptables aux changements locaux et mondiaux du climat et des marchés, et même résilients (c'est-à-dire capables de se régénérer après un affaiblissement).

9. (Nécessité de politiques publiques de soutien)

Les systèmes agro-pastoraux (sociétés, modes de mise en valeur, cultures et paysages), demeurant très fragiles dans le contexte actuel, notamment celui du changement climatique et de la mondialisation de l'économie, ont besoin du soutien de politiques publiques, qui témoignent de l'intérêt de l'ensemble de la société à leur égard en tant que valeur patrimoniale culturelle (matérielle ou immatérielle) et naturelle. Il convient de les aider à vivre de leur activité sans s'y substituer.

(Recommandations spécifiques au contexte du Patrimoine mondial)

10. (Objectif des inscriptions)

L'inscription de certains sites de l'agro-pastoralisme méditerranéen sur la liste Patrimoine mondial ne doit pas conduire à les isoler en négligeant les sites moins emblématiques, mais doit contribuer à améliorer la sensibilisation générale à ces paysages et aux sociétés qui les façonnent, au bénéfice de l'ensemble.

11. (Choix des sites représentatifs)

Les lieux qui seront présentés pour témoigner de l'agro-pastoralisme méditerranéen sur la liste du Patrimoine mondial doivent refléter la diversité, notamment régionale, des systèmes et des paysages qui le caractérisent, tout en étant les représentants les plus éminents de ces systèmes et paysages et des modèles de gestion durable.

12. (Biens en série)

Si plusieurs sites, d'un même État ou non, apparaissent reliés, notamment parce qu'ils appartiennent au même ensemble régional ou parce qu'ils sont complémentaires, ils pourront

même série soit inscrit avant les autres, si son dossier est prêt avant et s'il possède déjà à lui seul une valeur universelle exceptionnelle.

13. (Catégorie)

Les territoires façonnés par l'agro-pastoralisme méditerranéen relèvent essentiellement de la catégorie des paysages culturels évolutifs vivants, mais doivent pouvoir ressortir également d'autres catégories, notamment celle des itinéraires culturels (si les chemins de transhumance sont particulièrement bien marqués) et celle des biens mixtes (s'ils présentent également des critères de valeur naturelle).

14. (Délimitation)

La délimitation de paysages culturels de l'agro-pastoralisme méditerranéen candidats au Patrimoine mondial devra tenir compte de la complexité, de l'étendue et de la mobilité et des systèmes concernés, afin notamment de répondre aux critères d'intégrité définis à l'article 88 des Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial, qui demandent « d'examiner dans quelle mesure le bien : (a) possède tous les éléments nécessaires pour exprimer sa valeur universelle exceptionnelle ; (b) est d'une taille suffisante pour permettre une représentation complète des caractéristiques et processus qui transmettent l'importance de ce bien (…) ».
En particulier, la transhumance met en relation des régions qui peuvent être éloignées, et les dossiers devront examiner l'opportunité de les réunir ou non dans une même candidature, et-ou d'étudier une inscription au titre des « routes du patrimoine » (ou « itinéraires culturels »).

15. (Evaluation des paysages culturels agro-pastoraux)

L'évaluation de ces paysages culturels doit être effectuée conjointement par l'ICOMOS et l'UICN, en analysant le bien proposé comme une unité patrimoniale et non comme une addition de valeurs culturelles et naturelles. En effet, la complexité des relations entre les activités agro-pastorales et les ressources naturelles, le rôle de la biodiversité sur les potentialités agro-pastorales, la constitution de valeurs patrimoniales naturelles directement liées à ces activités sont indissociables dans une analyse visant à mesurer la valeur universelle exceptionnelle du paysage proposé comme bien du Patrimoine mondial.

(Suites de la réunion)

16. (Actes et études thématiques)

Les participants souhaitent la publication des exposés de synthèse et des études de cas présentés à cette réunion, complétés éventuellement par des études de cas sur des pays qui n'ont pas pu être représentés.

Par la suite, cette publication pourrait déboucher sur une étude thématique plus générale (par exemple sur le pastoralisme mondial), dans le cadre de la Stratégie globale pour une liste du Patrimoine mondial équilibrée, représentative et crédible. Mais cette première publication et ses conclusions pourraient déjà donner au Comité du Patrimoine mondial les éléments nécessaires à l'appréciation des dossiers de candidature de paysages agro-pastoraux méditerranéens qui pourraient lui parvenir.

17. (Autres programmes)

La coopération doit être encouragée entre institutions, réseaux et programmes internationaux qui travaillent sur des sujets touchant au pastoralisme, notamment :
- l'UNESCO, ses programmes concernés (Patrimoine mondial, Homme et Biosphère) et ses organismes consultatifs (UICN, ICOMOS, ICCROM),
- le Forum européen pour la conservation de la nature et le pastoralisme (EFNCP),
- l'Initiative Mondiale pour un Pastoralisme Durable (IMPD) lancée par le PNUD et coordonné par, l'UICN,
- le programme Globally Important Agricultural Heritage Systems (GIAHS) de la FAO,
- la Convention Européenne du Paysage du Conseil de l'Europe,

- les réseaux européens Interreg IIIc Pastomed 1 et Interreg IV Pastomed 2,
- la Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification (UNCCD),
- le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE)…

18.(Réseau)

Les participants souhaitent, au sein d'un réseau associant professionnels, chercheurs et institutionnels, poursuivre et élargir le travail engagé en mobilisant des partenaires d'autres pays de la Méditerranée et en complétant le panel des disciplines concernées. Ceci afin de mettre en valeur et de préserver les cultures, les savoir-faire et les paysages du pastoralisme en Méditerranée.
Un groupe de travail, dirigé par Tahar Berchiche, précisera l'objet, les modalités de fonctionnement et d'action de ce réseau, en s'appuyant sur les préconisations du Centre du Patrimoine mondial et en articulation avec les réseaux existants relatifs au pastoralisme.

Une liste de chantiers pouvant être mis en œuvre par le réseau est évoquée par les participants.

Communiquer :

- Trouver un langage commun entre acteurs (chercheurs, éleveurs, gestionnaires, administrations…) et entre différentes régions ; constituer un corpus de définitions communes des concepts et objets ;
- Créer un site web.

Mieux connaître et mieux comprendre :

- Constituer un fonds documentaire (publications scientifiques, textes juridiques) ;

- Établir un diagnostic d'ensemble, à l'échelle du bassin méditerranéen, sur les caractéristiques, les valeurs, les menaces, les atouts et la gestion des territoires concernés ; établir un document de problématique et de méthodologie, proposé à l'ensemble des participants et à l'ensemble des partenaires susceptibles de se joindre au réseau ;
- Identifier les sites qui pourraient représenter, seuls ou en série, l'agro-pastoralisme méditerranéen sur la liste du Patrimoine mondial ; définir et lancer une ou des études comparatives ; mettre en place des systèmes de suivi évaluation en temps réel et des outils d'aide à la décision, au service des acteurs locaux et des décideurs institutionnels.

Agir pour préserver :

- Mettre en œuvre des opérations exemplaires d'aide à des régions en difficulté ou à des projets dynamiques ; impliquer les établissements de formation (universités, écoles…) ; constituer des groupe expérimentaux de recherche-développement ; participer aux programmes d'éducation, de sensibilisation du grand public ;

- Rechercher les soutiens politiques et financiers nécessaires au fonctionnement du réseau et à ses actions.

Il est convenu de publier les actes de la présente réunion.

CLÔTURE ET REMERCIEMENTS

Réunion thématique d'experts sur les paysages culturels de l'agro pastoralisme méditerranéen

20-21-22 septembre 2007-09-17 à Meyrueis (Lozère)

Allocution de Catherine BERGEAL,

Sous-directrice des sites et des paysages
au Ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables

Monsieur le Maire,

Mesdames et messieurs,

Chers amis,

Au terme de ces deux journées intenses de débats passionnés et très fructueux, mais aussi de visites et de rencontres avec des sites et des gens merveilleux, je tiens à remercier vivement Monsieur Denis BERTRAND, maire de MEYRUEIS et tous ses services pour leur parfait accueil, mais également l'AVECC, c'est à dire l'association de toutes les collectivités, organismes et associations regroupés pour la valorisation du territoire des Causses et Cévennes.

L'accueil de tous les élus, des services, comme celui des éleveurs et professionnels de ce territoire a vraiment été parfait. Aussi, je tiens à saluer ici tout particulièrement pour leur action, Yves BORDES et Jean-Luc GUERIN de l'AVECC, qui ont parfaitement su organiser ces rencontres avec nous et nos services locaux.

De même je tiens à rendre hommage à Daniel CREPIN qui a permis la continuité entre le suivi du dossier de candidature au Patrimoine mondial qu'il a assuré au plan technique depuis son origine il y a près de dix ans, et l'organisation de cette toute première réunion d'experts. En outre, il a su dresser une parfaite synthèse de nos échanges, préparée en soirée alors même que se déroulait un match de rugby mémorable!

Je remercie également, Pierre-Marie TRICAUD, pour sa capacité exceptionnelle et son efficacité pour traduire nos échanges en recommandations établies au titre du patrimoine mondial.

Elles ont déjà su recueillir un très large consensus et devront être finalisées dans les jours à venir grâce à un groupe de travail.

Merci donc à Tahar BERCHICHE, de la Commission nationale Algérienne pour l'Unesco, d'avoir accepté de nous aider et de piloter ce groupe.

Quant à la qualité des nos échanges, elle doit beaucoup à la contribution du S.U.A.M.M.E, aux chevilles ouvrières de ces rencontres et notamment à Marc DIMANCHE, ainsi qu'à Marie-Cécile TEILLARD et Nathalie MERRE ; elle doit également beaucoup à la qualité de la préparation scientifique de Jean-Paul CHASSANY de l'INRA, d'Alain BOURBOUZE de l'IAMM et de Marc DIMANCHE du SUAMME . Un grand merci à eux tous et à leurs organismes !

Enfin, je ne peux conclure ces rencontres sans rappeler l'aide précieuse du Centre du Patrimoine Mondial et remercier bien sincèrement Mechtild RÖSSLER, pour ses encouragements, et les experts de l'ICOMOS et de l'IUCN, pour leurs questionnements et tous leurs conseils .

Ces regards croisés entre disciplines et pays sont riches d'enseignements pour aborder le patrimoine mondial, notre patrimoine commun, et ce sont bien vous tous, mes chers amis venus parfois de loin, qui nous permettez, grâce à la qualité exceptionnelle de vos contributions, de progresser ensemble pour sa connaissance, sa gestion et sa conservation.

Aussi, soyez-en tous vivement remerciés au nom du ministère en charge de l'écologie que je représente, comme au nom de celui en charge de la culture, associé à ce dossier et représenté ici par ma collègue Isabelle Longuet.

Je souhaite vraiment pouvoir vous retrouver tous un jour prochain pour des « suites de Meyrueis » , et je vous dis donc, à tous, au revoir et sans doute à très bientôt,… sur le pourtour méditerranéen dans d'autres paysages exceptionnels façonnés par l'agro pastoralisme!

ANNEXES

ANNEXE 1

V13, 28/02/2008 1:22
Le Ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables
(MEEDDAT)
avec le soutien de
l'Association pour la Valorisation des Espaces des Causses et des Cévennes
(AVECC),
organise une réunion thématique d'experts sur
«Les paysages culturels de l'agro pastoralisme méditerranéen»
les 20-21-22 septembre 2007à Meyrueis, Lozère France

Programme

Le contexte

Le pastoralisme, sous ses différentes formes (nomadisme, agro-pastoralisme, sylvo-pastoralisme…) est reconnu parmi les activités humaines caractérisant de grands ensembles culturels, au même titre que d'autres grandes familles d'activités agricoles, industrielles, commerciales, religieuses, artistiques, etc. De plus, l'agro-pastoralisme constitue une interaction de l'homme et de la nature qui a produit des paysages culturels d'une qualité remarquable. Aujourd'hui, les sociétés pastorales, architectes de ces paysages, sont toutes menacées à travers le monde.

Le Comité du Patrimoine mondial et ses experts ont reconnu la valeur des paysages du pastoralisme. Ils considèrent que ces derniers ont leur place dans la catégorie des paysages culturels et que la liste du Patrimoine mondial ne leur fait pas assez de place.

L'un des premiers paysages culturels de l'agro-pastoralisme présenté à l'inscription au Patrimoine mondial de l'UNESCO l'a été par la France, qui a déposé en 2005 un dossier de candidature des Causses et des Cévennes, comme « paysages ruraux façonnés par l'agro pastoralisme et l'aménagement des pentes », témoin aussi des luttes pour la liberté religieuse, avec l'histoire des Cévennes protestantes. Cette candidature a été examinée en juillet 2006 par le Comité du Patrimoine Mondial, réuni à Vilnius, qui a décidé de « renvoyer » la proposition d'inscription à l'État partie pour complément d'information.

À la suite de ce renvoi, l'expert de l'ICOMOS qui avait instruit le dossier de candidature pour le compte du Comité du Patrimoine mondial a notamment recommandé, pour le thème que reflète la zone, « de le relier à d'autres régions en Europe (et dans le cas de l'agro pastoralisme dans un contexte plus large que le contexte européen) », et « d'entreprendre des études comparatives détaillées afin de montrer comment la zone proposée pour inscription est reliée à d'autres régions d'Europe et du monde. »

Au-delà de l'amendement du dossier Causses-Cévennes, auquel la confrontation avec d'autres sites peut donner des éléments d'analyse comparative, l'État partie français souhaite ainsi contribuer plus largement à la prise en compte par le Patrimoine mondial des paysages façonnés par le pastoralisme à travers le monde, au sein de la catégorie des paysages culturels.

La réunion d'experts proposée vise une première approche thématique et comparative,qui devrait :

•permettre de mieux cerner et étudier une catégorie de paysages culturels, que la Stratégie globale pour une liste du patrimoine mondial équilibrée, représentative et crédible de 1994 a estimé insuffisamment représentée ;

•s'inscrire dans la suite des réunions thématiques d'experts organisées par le Centre du patrimoine mondial et les États parties ;

•déboucher sur une « étude thématique », à l'instar de ce que l'ICOMOS a organisé sur plusieurs sujets pour le comité du Patrimoine mondial (cf. http://www.icomos.org/studies/).

Comme pour la plupart de ces réunions et études thématiques, le sujet a déjà été traité par de nombreux spécialistes, mais de façon dispersée et pas dans l'optique « Patrimoine mondial ». Dans le cas du pastoralisme, il semble aussi y avoir davantage d'approches techniques (pratiques agricoles et pastorales, milieux naturels…), et il s'agit d'insister aussi sur la dimension anthropologique, culturelle et paysagère.

Cette réunion devrait aussi assurer un contact entre experts permettant de lancer les bases d'un réseau des paysages du pastoralisme au sud de l'Europe et autour du bassin méditerranéen.

Définitions

L'agro-pastoralisme est une activité d'élevage dont le système de production utilise en grande partie les ressources végétales spontanées par le pâturage, soit sur l'exploitation même, soit dans le cadre de la transhumance.

Le paysage est le mode sensible de la relation d'une société à l'espace et à la nature (Augustin Berque). « Paysage » désigne une partie de territoire telle que perçue par les populations, dont le caractère résulte de l'action de facteurs naturels et-ou humains et de leurs interrelations. (Convention européenne du paysage, article 1).

Aire et thème d'étude

L'aire au sein de laquelle doivent être conduites l'analyse comparative et l'étude thématique doit représenter un ensemble géographique et culturel cohérent, dans lequel on puisse comparer ce qui est comparable, et dégager les sites ou séries de sites les plus représentatifs ou les plus exceptionnels.

Le pastoralisme est présent dans le monde entier, sous des formes très diverses : les alpages des Alpes ou des Pyrénées, le nomadisme sahélien, celui des steppes d'Asie centrale, les ranchs d'Amérique du Nord ou du Sud, la transhumance de moyenne montagne méditerranéenne constituent autant d'ensembles géo-culturels, qui pourraient chacun être représentés à part entière, donc séparément, sur la liste du Patrimoine mondial, pour que celle-ci soit « équilibrée, représentative et crédible », selon le vœu de la Stratégie globale.

Il s'agit donc ici d'étudier une des formes du pastoralisme mondial : l'agro-pastoralisme méditerranéen de moyenne montagne, qui peut être caractérisé par les critères suivants :

•domaine climatique méditerranéen de moyenne montagne ;

•paysages façonnés par l'agro-pastoralisme, en s'attachant plus particulièrement à l'agro-pastoralisme en milieu peu fertile, donc souvent extensif, voire en partie transhumant ou itinérant

•élevage principalement ovin et caprin, sans exclure localement l'élevage bovin.

Dans cette aire géo-culturelle, les sites pressentis seront présentés selon leur position géographique sur le pourtour de la Méditerranée : l'Afrique du Nord, puis la Méditerranée orientale et enfin l'Europe du Sud.

Participants

• Experts des paysages culturels (UNESCO, ICOMOS, UICN…),
• Experts du pastoralisme, français et étrangers, ayant chacun une bonne connaissance d'un ou de plusieurs sites en Europe ou en Méditerranée : agronomes, géographes, historiens…

Programme des journées

Mercredi 19 septembre au soir

18h00 : *Accueil des participants en Mairie de Meyrueis*

par Denis Bertrand, Maire de Meyrueis, et Jean-Paul Pottier, Conseiller général de Lozère, Président du Parc National des Cévennes

Jeudi 20 septembre, matin

9 h 00 : *Accueil des participants*

9h10 - 9h30 : *Ouverture de la réunion thématique*
* par Paul Mourier, préfet coordonnateur pour la candidature du territoire des Causses et Cévennes au patrimoine mondial
* par Jean Puech, Président de l'Association de Valorisation des Espaces Causses et Cévennes
* par Jean-Marc Michel, Directeur de la Nature et des Paysages du ministère en charge de l'écologie et du paysage, représenté par Catherine BERGEAL

9h30 - 10h30 : *Les attentes des organismes internationaux:*

9h30 - 9h45 : Les attentes du centre du patrimoine mondial de l'UNESCO
Les catégories du Patrimoine mondial, les réunions thématiques d'experts, la Stratégie globale pour une liste du patrimoine mondial équilibrée, représentative et crédible
par Mechtild Rössler, chef de l'unité Europe au centre du patrimoine mondial de l'UNESCO

9h45 - 10h00 : Les attentes de l'ICOMOS
Les études thématiques de l'ICOMOS, les catégories sous-représentées dans la liste du Patrimoine mondial, la place du pastoralisme
par un représentant de l'ICOMOS (Susan Denyer)

10h00 - 10h15 : *Les attentes de l'UICN*
Les interactions entre valeurs naturelles et culturelles dans les systèmes extensifs
par un représentant de l'UICN (Gérard Colin)

Pause
10 h. 30 - 12h30 :
Les enjeux du pastoralisme mondial et méditerranéen et de leurs paysages ; définition, caractérisation, typologie
10h30 - 11h00 :
Point de vue d' experts du pastoralisme,
par Alain Bourbouze, agropastoraliste IAMM, Jean-Paul Chassany, chercheur en économie à l'Institut National de la Recherche Agronomique
11h00 - 11h30 :
Point de vue d'un expert du paysage,
par Pierre Donadieu, professeur à l'École nationale supérieure du paysage de Versailles
11h30 - 12h00 :
Point de vue d'un expert du patrimoine mondial,
par Peter Fowler (sous réserve), expert auprès de l'ICOMOS, professeur à l'Université de Newcastle
12h00 – 12h30 :
Débat général

Déjeuner
Jeudi 20 septembre, après-midi
14h15 - 17h30 : Regards sur les pratiques et les paysages de l'agro-pastoralisme méditerranéen
Modérateur : Christen Audet, professeur à l'Université du Québec

14h15 - 14h45 :
Les enjeux du pastoralisme au Maroc (région à préciser)
par, Jeanne Chiche, Mohammed Mahdi , anthropologues,(Institut agronomique et vétérinaire Hassan I, lÉcole nationale d'agriculture de Meknès)

14h45 - 15h15 :
Les paysages des Hauts Plateaux de Djelfa (Algérie)
par Tahar Berchiche, secrétaire général de la commission algérienne pour l'Unesco
15h15 - 15h45 :
Les enjeux du pastoralisme en Tunisie (la région de Tataouine)
par Abdallah Ben Saad, agro pastoraliste, IRA Médenine
Pause
16h00 - 16h30 :
Les enjeux du pastoralisme au Liban (le massif des Cèdres)
par Fabrice Balanche, géographe à l'Institut français du Proche-Orient, Beyrouth
16h30 - 17h30 :
Débat général associant les experts
avec Pierre Donadieu, professeur à l'ENSP de Versailles

Jeudi 20 septembre, soirée

18h30 - 20h00 :
le Causse Méjan, rencontre avec des éleveurs du Méjan et des transhumants de l'Aigoual
Dîner-débat à l'Auberge des Heyrans en présence de Jacques Blanc Vice-président du Parc national des Cévennes, sénateur de la Lozère, de André Mirmant Président de la Chambre d'Agriculture de Lozère, de M. FUZERE Sous-Préfet de Florac et de M. Bernard CARRIERE, éleveur, et Michel VEDRINES, éleveur, président de la Coopérative des produits fermiers du Causse Méjan

Vendredi 21 septembre, matin

9 h.00 Accueil

9h15 - 12h30 : *Regards sur les pratiques et les paysages de l'agro-pastoralisme méditerranéen*
Modérateur : Pierre Derioz, géographe à l'université d'Avignon (France)
9h30 – 10h00 :
Les enjeux du pastoralisme dans les Balkans par François Lerin, IAMM
10h00 – 10h30
Les relations entre système d'exploitation sylvo pastoral et culture sylvo pastorale en Albanie par Arsen Proko, professeur à a faculté forestière (AUT.)
10h30 – 11h00
K. Bytiqi : le cas du Kosovo
Pause

11h30 - 12h30 : *Débat général associant les experts*
avec Alain Mazas, paysagiste DPLG, consultant auprès du ministère français en charge de l'écologie et du paysage

Vendredi 21 septembre, après-midi

14h15 - 17h30 :
Regards sur les pratiques et les paysages de l'agro-pastoralisme méditerranéen
Modérateur : Pierre Derioz, géographe à l'université d'Avignon (France)

14h15 - 14h45 :

Les enjeux du pastoralisme en Italie
par Giorgio Conti professeur associé, Tecla Soave, dottorante, , Université Ca'Foscari di Venezia …

14h45 15h15 :
le pastoralisme en Espagne par J.Ruiz

Les paysages du pastoralisme des Causses et Cévennes (France)
par Christen Audet consultant en écologie, Gartner Lee Ltee, Montréal (Québec).

Pause
16h45 - 16h30 :
Les transhumances, par Anne-Marie Brisebarre, Laboratoire d'anthropologie sociale, CNRS, Collège de France .....
16h30 - 17h30 :
Débat général associant les experts
avec Daniel Laroche, paysagiste DPLG, consultant auprès du ministère français en charge de l'écologie et du paysage

Samedi 22 septembre, matin

9h00 Accueil
9h15 - 12h30 :
synthèse, prospective et recommandations sur les paysages de l'agro-pastoralisme méditerranéen
Modérateur : Anne-Marie Brisebarre, ethnologue au CNRS (France)

08h30 – 09h00
Le forum européen pour la conservation de la nature et le pastoralisme (EFNCP), les réseaux d'acteurs, Jean-Pierre Biber (EFNCB), Marc Dimanche (SUAMME)
9h15 - 9h45 :
Synthèse des études de sites méditerranéens présentées
par Daniel Crépin, agronome, consultant auprès du ministère français en charge de l'écologie et du paysage
9h45 - 10h15 :
Débat sur l'état des lieux de l'agro-pastoralisme
Menaces de transformation ou de disparition des sociétés pastorales et des paysages associés au niveau méditerranéen et dans le monde
10h15 - 10h45 :
Recommandations pour une étude thématique des paysages du pastoralisme
par Pierre-Marie Tricaud, paysagiste DPLG, consultant auprès du ministère français en charge de l'écologie et du paysage
Débats sur les termes de référence d'une étude thématique : typologie(s), application aux paysages pastoraux des critères d'éligibilité du Patrimoine mondial (délimitation, valeur universelle exceptionnelle, authenticité et intégrité)
10h45- 11h00 :
Conclusions et proposition pour la création d'un réseau d'acteurs
par Michel Prats, secrétaire de la section Française d'ICOMOS
Une stratégie de réseau d'acteurs pour la préservation du pastoralisme et de ses paysages dans le sud de l'Europe et sur le pourtour du bassin méditerranéen.

Déjeuner sur le Causse du Larzac
Restaurant au dessus du site du Cirque de Navacelle

Samedi 22 septembre, après-midi

14h00 – 16h00 : Visite de la cité templière hospitalière de la Couvertoirade
Retour à Montpellier, arrivée à l'aéroport à 17h30, à la gare à 18h

ANNEXE 2

Liste des participants

AUDET CHRISTEN
Directeur de projet écologie Bureau 510 - www.gartnerlee.com
Gartnerlee Ltée 1000 boul. St Jean Pointe claire (Québec) H9R 5N9 Canada
caudet@gartnerlee.com ;

BALANCHE FABRICE
Géographe Institut Français du Proche-Orient, Beyrouth Liban
cermoc.orbr@lb.refer.org
balanche.f@wanadoo.fr

BEN SAAD ABDALLAH
Docteur enseignant chercheur de l'IRA de Medecine, IRA de Medline Tunisie
abdallah.bensaad@ira.rnrt.tn

BERCHICHE TAHAR
Secrétaire Général Commission nationale algérienne pour l'éducation et la science (UNESCO), Algérie
berchicht@yahoo.fr

BERGEAL CATHERINE
Sous Directrice, direction de la nature et des paysages
Ministère de l'écologie du développement et de l'aménagement durables, France
catherine.bergeal@ecologie.gouv.fr

BIBER JEAN-PIERRE
Dr. phil. nat. EFNCP (Forum européen pour la protection de la nature et du pastoralisme) Suisse
Jean-pierre.biber@natcons.ch

BYTYQI KASIM
Ingénieur agronome, Kosovo Trust Agency, Kosovo
kasim_bytyqi@yahoo.fr

BORDES YVES
Adjoint au directeur, Conseil général de l'Aveyron, France
yves.bordes@cg12.fr

BOURBOUZE ALAIN
Professeur pastoraliste CNEARC , SUPAGRO Montpellier, France
alain.bourbouze@tele2.fr

BRISEBARRE ANNE–MARIE
Enseignant-chercheur CNRS, France
Collège de France Laboratoire d'anthropologie sociale , 52 rue du Cardinal-Lemoine, 75005 Paris
brisebar@ehess.fr

CARDRON ALAIN
Directeur, Conseil général de l'Aveyron, France
dg.cm1@cg12.fr

CASANOVAS NATHALIE
Chargée de misssion aménagement du territoire, Conseil général de l'Hérault, France
ncasanovas@cg34.fr

CHASSANY JEAN-PAUL Agro-Economiste chercheur IN RAUMR Lameta, SUPAGRO Montpellier, France
chassany@supagro.inra.fr

CHICHE JEANNE
géographe chercheur Institut agronomique et vétérinaire d'Hassan II, Maroc
chichej@hotmail.com

CLAPEREDE PIERRE
Chargé de mission Conseil général de l'Hérault Montpellier, France
pclaparede@cg34.fr

COLIN GÉRARD
Consultant environnement IUCN, France
ge.colin@wanadoo,fr

CONTI GIORGIO
Professore di Pianificazione del Territorio Laboratorio di Sistemi di Gestione Ambientali Universit à Ca' Foscari, Venezia, Italie
conti@unive.it

CRÉPIN DANIEL
Consultant ,Ministère de l'écologie du développement et de l'aménagement durables, France
daniel.crepin1@tiscali.fr

DAVAL BRUNO
Chef du service urbanisme accompagnement territoire, Parc National Cévennes, Florac, France
bruno.daval@espaces-naturels.fr

DENYER SUSAM
Expert ICOMOS international
susandenyer@icomos-uk.org

DÉMERON PHILIPPE
Adjoint SDSP Ministère de l'écologie du développement et de l'aménagement durables, France
philippe.demeron@ecologie.gouv.fr

DÉRIOZ PIERRE
Géographe, Université d'Avignon, France
pierre.derioz@univ-avignon.fr

DESMARET YVES
Chargé de mission environnement Conseil général du Gard, France
DESMARET_Y@cg30.fr

DIMANCHE MARC
Pastoraliste SUAMME, Montpellier, France
marc.dimanche@suamme.fr

DONADIEU PIERRE
Professeur Ecole Nationale du paysage de Versailles, France
p.donadieu@versailles.ecole-paysage.fr

GUÉRIN JEAN-LUC
IGGREF, Association pour la Valorisation de l'Espace Causses et Cévennes, AVECC, France
jean-luc_guerin@tiscali.fr

HURDUBAE ISABELLE
Chargée de mission,
Ministère de l'écologie du développement et de l'aménagement durables, France
isabelle.hurdubae@ecologie.gouv.fr

KHÉRIF JEAN-PAUL
Spécialiste Montagne Association pour la Valorisation de l'Espace Causses et Cévennes AVECC, France
jeanpaul.causse575@orange.fr

LAROCHE DANIEL
Paysagiste-conseil Ministère de l'écologie du développement et de l'aménagement durables, France
arcadi2@wanadoo.fr

LAURENCE PIERRE
Service patrimoine culturelConseil Général de l'Hérault, France
plaurence@cg34,fr

LERIN FRANÇOIS
Enseignant-chercheur Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier, (IAMM) France
lerin@iamm.fr

LONGUET ISABELLE
Chargée du patrimoine mondial (PM) Ministère de la Culture, France
isabelle.longuet@culture.gouv.fr

MAZAS ALAIN
Paysagiste chargé de l'étude du dossier Causses et Cévennes, France
alain.mazas@wanadoo.fr

MORVAN JEAN-PIERRE
Directeur adjoint Parc National Cévennes Florac, France
jean-pierre.morvan@espaces-naturels.fr

OLIVIER LOUIS
Directeur du Parc National Parc National Cévennes, Florac, France
louis.olivier@espaces-naturels.fr

PÉGAZ AUDREY
Doctorante, EHESS, France
audreypgz@yahoo.fr

PRATS MICHÈLE
Secrétaire générale, ICOMOS, France
micheleprats@club-internet.fr

PROKO ARSEN
Professeur, Université agricole de Tirana, Albanie
aproko@albmail.com
aproko1954@yahoo.com

RÖSSLER MECHTILD
Chef de section, UNESCO Centre du patrimoine mondial , 7 place de Fontenoy, 75352 PARIS
m.rossler@unesco.org

RUIZ JUAN PEDRO
Enseignant-chercheur
Departamento de Ecologia de la Universidad

TABLE DES MATIERES

LES PAYSAGES CULTURELS DE L'AGRO PASTORALISME MEDITERRANEEN

SEMINAIRE DE MEYRUEIS (20-21-22 SEPTEMBRE 2007)

Table des matières

Avant propos : Jean Puech ..... page **1**
Les points forts du séminaire : J.L. Guerin ..... page **3**
Ouverture du séminaire ..... page **5**
* Monsieur le Préfet de Lozère
* J. Puech, Président de l'AVECC
* J. M. Michel, Directeur de la nature et des paysages (MEDAD)

Chapitre 1 : Les attentes des organismes internationaux ..... page **15**
* Paysages culturels et patrimoine mondial : le cas de l'agro pastoralisme (M. Rössler)
* Agro Pastoral Cultural Landscapes (S. Denyer)
* UICN et convention du patrimoine mondial (G. Colin)

Chapitre 2 : Les enjeux de l'agro pastoralisme et des paysages culturels ..... page **39**
* Les enjeux sur le pastoralisme mondial et méditerranéen, vers de nouveaux paysages ? (A. Bourbouze, J.P. Chassany)
* Patrimonialiser les paysages de l'agro pastoralisme oroméditerranéen : nécessité de mémoire ou outil de mutations économiques? (P. Donadieu)
* World Heritage and its Cultural Landscapes (P. Fowler)

Chapitre 3 : Etudes de cas ..... page **67**
* L'agro pastoralisme du versant nord du Haut Atlas (M.Mahdi)
* L'agro pastoralisme dans la zone de Djelfa (steppe algérienne) (T. Berchiche)
* Du collectif au privé, du groupe à l'individu : dégradation du patrimoine culturel de l'agro pastoralisme tunisien, le cas de la région de Tataouine (sud Tunisie) (A. Ben Saad)
* L'agro pastoralisme dans la montagne libanaise : le massif des cèdres (F. Balanche)
* Le pastoralisme dans les Balkans occidentaux, « lost in transition » (F. Lerin)
* Silvo-pastoralism Development in Albania (A. Proko)
* Brief Presentation of Sharr Pasture Land in Kosovo (K. Bytyqi)
* I paesaggi agrosilvopastorali : Co-evoluzione vs Wilderness, Multifunzionalita vs monument alizazzione (G. Conti, T. Soave)
* Les paysages culturels de l'agro pastoralisme dans les Causses et les Cévennes: de la forme au fond d'une diversité patrimoniale remarquable (C. Audet)
* Paisajes culturales : evaluacion, pastoralismo en Espania y dilemas de gestion (J. Ruiz, M. Moreno)

Chapitre 4 : Des réseaux inter professionnels ..... page **163**
* Paysages culturels de l'agro pastoralisme méditerranéens : réseaux d'acteurs (J.P. Biber)
* Une stratégie de réseau d'acteurs pour la préservation du pastoralisme et de ses paysages dans le sud de l'Europe et sur le pourtour du bassin méditerranéen : quelques exemples significatifs (M. Dimanche)
* Le Parc national des Cévennes et la réserve de biosphère: paysage et pastoralisme (L. Olivier)

Chapitre 5 : Analyses complémentaires : quelques éléments clefs ..... page 187
* Transhumances (A.M. Brisebarre)
* Berger ce drôle de métier (A. Pégaz-Fiornet)
* La tentation muséologique d'un classement : le cas des paysages culturels de l'agro pastoralisme de moyenne montagne au Maroc (J. Chiche)

Synthèse ..... page 217
* Essai de synthèse (D. Crépin)
* Recommandations de la réunion thématique d'experts sur les paysages culturels de l'agro pastoralisme méditerranéen

Clôture ..... page 229
* (C. Bergeal, MEDAD)

Annexes ..... page 231
* Programme de la réunion
* Liste des participants
* CD Rom des présentations «ppt» à comander au MEEDAT

La mise en forme graphique et l'impression
ont été réalisés avec le concours technique et financier du Conseil général de l'Aveyron
sous la coordination de M. Yves Bordes - chargé de mission
JUIN 2008